MARTHE

DEUXIÈME PARTIE.[1]

VII.

La joie et la confiance inspirées à Manuel par la visite de Marthe n'avaient pas été de longue durée. Elle avait à peine quitté sa chambre depuis quelques instans, que le doute le torturait de nouveau. L'excitation cérébrale qui en résulta vint compliquer très gravement son état. Une fièvre ardente se déclara. Les événemens des jours précédens, transfigurés par le délire, se combinaient de mille façons dans sa tête malade. Quelquefois il causait avec Marthe comme si elle eût été présente; d'autres fois il se dressait sur son lit, et fixant sur Juan un œil hagard, il lui disait d'une voix creuse et terrible : — Sais-tu qu'elle est allée voir George? — Ou bien il saisissait sa main et lui répétait plusieurs fois de suite avec l'accent de la démence : — Crois-tu qu'elle m'aime? crois-tu qu'elle m'aime? — ce à quoi le pauvre Juan ne savait que répondre.

Le médecin, qui, le premier jour, avait exagéré le danger de la blessure de Manuel pour se procurer la gloire d'une cure merveilleuse, mais qui savait très bien au fond qu'elle n'avait aucune gravité, ne comprenait rien à ce qu'éprouvait son patient, et après lui avoir vainement administré toutes les potions calmantes et toutes les pilules soporifiques en usage à B..., il finit par avouer franchement son embarras. Juan, désolé, ne vit plus qu'une chance de sauver son ami, et cinq jours après la visite de Marthe il partit un soir pour

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

Cernan, bien décidé à avoir avec Mlle de Montbrun une explication catégorique.

La détermination de Juan était moins étrange de la part d'un Espagnol qu'elle ne l'eût été de la part d'un Français. Les affaires de cœur se traitent en Espagne, quand il s'agit d'une jeune fille, avec une franchise dont nous n'avons pas l'idée. La plupart des jeunes Espagnoles ont un adorateur en titre qu'elles décorent, souvent assez gratuitement, du titre de *novio*, fiancé. Leur amour n'est un secret pour personne; elles en entretiennent sans cesse leurs amies, l'affichent publiquement, et écrivent même à leurs amans sans trop s'en cacher. Comme c'est l'usage en France d'attendre qu'une femme soit mariée pour lui faire la cour, bien des gens trouveront cela très immoral; nous nous permettrons cependant, d'avancer qu'il y aurait d'assez bonnes raisons à donner en faveur du système de nos voisins.

Juan n'avait aucune des qualités du diplomate. Il aurait donc très probablement échoué dans la mission qu'il s'était confiée à lui-même, s'il n'avait pas eu le cœur de Marthe pour complice. Elle eut l'adresse de se ménager un tête-à-tête avec lui, au milieu d'un salon où plus de douze personnes se trouvaient réunies; ce fut elle aussi qui lui adressa la première question sur Manuel. Juan ne s'en aperçut pas et se crut très habile, ce qui l'enhardit. Il rencontra des mots éloquens pour peindre les angoisses de son ami. Marthe se troubla. Avec l'audace qu'ont parfois les gens timides, quand une grande émotion les fait sortir de leur caractère, il osa enfin lui dire : — Puis-je affirmer à Manuel que vous l'aimez? — Elle répondit très distinctement : Oui. Il fut ensuite convenu entre eux que Juan viendrait de temps en temps au château pour donner à Marthe des nouvelles de Manuel. Le bon *hidalgo* repartit quelques instans après cette conversation, enchanté de lui-même et encore plus de Marthe, à laquelle il trouvait une âme vraiment espagnole, ce qui était pour lui l'idéal de la perfection.

Comme Juan l'avait admirablement pressenti, le traitement moral auquel il soumit Manuel, dès qu'il eut la certitude de l'amour de Marthe, fut mille fois plus efficace que les recettes pharmaceutiques du docteur. Au bout de quelques jours, le malade était tout à fait hors de danger. Bientôt il put écrire à Mlle de Montbrun : Juan fut chargé de faire parvenir les lettres au château et d'en rapporter les réponses de Marthe, car Marthe n'hésita pas à répondre. Les visites de Juan à Cernan devinrent presque journalières. Il n'y alla d'abord que par dévouement à son ami; mais un motif tout personnel, dont nous parlerons en temps et lieu, se mêla bientôt à ce premier sentiment.

Manuel, entré en pleine convalescence et sûr d'être aimé, jouit de

ce bonheur à peu près complet que l'homme ne connaît que dans les rares instans où une impossibilité absolue d'avancer dans la vie s'associe à un état moral heureux; dès qu'on marche, on se blesse inévitablement aux pierres dont la route est semée. Il ne pouvait voir Marthe, mais il savait qu'il la verrait bientôt et qu'elle attendait ce moment avec impatience. C'était assez pour vivre au ciel. Une lettre d'elle vint le consterner. Par une fatalité inconcevable, l'abbé, qui depuis cinq années ne s'était pas absenté un seul jour, projetait, lui écrivait-elle, de partir très prochainement pour Paris, où son ami intime, zélé missionnaire que les Japonais avaient cruellement maltraité, venait se faire soigner. Manuel crut tout perdu. Plus de ces longues séances dans la bibliothèque, pendant lesquelles il s'était vu si souvent par la pensée assis près de Marthe, tous deux lisant dans le même livre, et par une communication mystérieuse s'arrêtant à la même phrase, se cherchant des yeux au même mot. Plus de ces promenades où le bras de Marthe devait s'appuyer sur le sien, leurs pieds fouler la même touffe d'herbe, leurs regards se fixer sur le même nuage, sur la même fleur. Il avait senti et aperçu tout cela en imagination; fallait-il renoncer à la réalité? Serait-il condamné à ne plus la voir que dans un salon comme tout le monde, à lui adresser de banales paroles, aujourd'hui qu'il pouvait lui dire qu'il l'aimait? Combien il regrettait les heures qu'il avait perdues autrefois près d'elle! Les plus ravissantes heures de la vie, celles où l'on s'aime sans se le dire, dans son aveugle douleur, il les appelait des heures perdues!..

Il se passe quelquefois en nous un phénomène analogue à celui que tout le monde a mille fois observé dans le ciel. Un nuage dont les contours semblaient précis, arrêtés, présente au bout de quelques minutes un aspect absolument différent, sans que nos yeux attachés sur lui aient pu rien saisir des phases diverses de cette transformation. Manuel croyait encore pleurer la ruine de ses projets et de ses rêves, quand déjà de nouveaux projets et de nouveaux rêves les avaient remplacés dans son esprit. Au lieu de se voir près de Marthe dans la bibliothèque, et de parcourir avec elle la fraîche vallée dont la flore était le sujet habituel des études de l'abbé, il voyait Mlle de Montbrun entrer dans la chaumière de Catherine, et s'asseyait avec elle sur quelque rocher battu par la mer. Il ne doutait pas qu'il n'eût le pouvoir de déterminer Marthe à ces entrevues; mais il y pressentait néanmoins de grands obstacles, quand il analysait les habitudes des habitans de Cernan avec la minutieuse prévoyance qu'on apporte, en certains cas, dans les plus petites choses. Les plus petites choses! Saurait-il exister relativement à l'homme de grandes et de petites choses, quand il est constant qu'il ne peut y avoir pour lui

dans les choses, que ce qu'il a su y mettre de ses sentimens et de ses idées?

La distance qui séparait le château de la petite ville effrayait pardessus tout Manuel; moins d'un quart d'heure après la réception de la lettre fatale, il était irrévocablement arrêté dans sa tête que, dès qu'il pourrait quitter sa chambre, il s'établirait dans les environs de Cernan. Où irait-il? — Il n'en savait rien; mais dût-il habiter le tronc creux d'un vieil arbre, la fente d'un rocher, il était résolu à se rapprocher de Marthe.

Le hasard semble mettre quelquefois une invraisemblable bonne volonté à arranger nos affaires. Au moment où Manuel se torturait l'imagination pour découvrir la probabilité d'un abri dans les environs de Cernan, un vieux pêcheur, compagnon habituel de Juan dans ses expéditions nautiques, entra dans l'appartement où se trouvaient les deux amis. Il venait annoncer à Juan qu'il partait le lendemain pour Concarneau. C'est un usage traditionnel parmi les pêcheurs du Finistère de se louer, hommes et bateaux, à quelque propriétaire de *presse* (on appelle ainsi les établissemens dans lesquels on prépare les sardines) pendant tout le temps que le petit poisson qu'on pourrait appeler justement la manne de la Bretagne séjourne sur les côtes de cette province. Concarneau est renommé pour ses *presses*.

Dès la première phrase du pêcheur, Manuel releva vivement la tête. Cet homme habitait seul une chaumière bâtie à deux cents pas de celle de Catherine. Jamais la colonnade du Louvre ne se promena dans les rêves d'un prétendant au trône de France dorée de reflets aussi fantastiques que ceux dont la misérable cahute du marin s'illumina en cet instant pour Manuel. A peine osa-t-il espérer qu'il consentirait à la lui louer, et ce fut en tremblant qu'il hasarda cette proposition. Le bonhomme crut tirer très habilement parti des circonstances en demandant trois francs par mois de son immeuble. Manuel lui donna immédiatement une pièce de vingt francs que le pêcheur fut tenté de croire fausse, tant cette générosité lui sembla exorbitante. Le lendemain, Manuel se faisait dire le matin par son médecin que les bains de mer lui seraient très salutaires dans une quinzaine de jours, et le soir il donnait des ordres à Catherine pour son installation future.

Si le goût de la paysanne avait seul présidé à la décoration de la chaumière, il est plus que probable que Manuel en aurait trouvé l'aspect peu séduisant; mais, dès que Marthe eut connaissance de ce projet, elle prit la direction de tous les changemens à opérer pour faire d'une chaumière bretonne un lieu habitable : entreprise difficile, dans laquelle elle réussit complétement.

Elle commença par faire reléguer au grenier le mobilier du pêcheur; puis on couvrit les murs, jadis blanchis à la chaux, d'un badigeon gris perle, dont les tons doux se mariaient parfaitement avec les stores de perse rose qu'on suspendit aux fenêtres, heureusement plus grandes que ces ouvertures ne le sont d'ordinaire en Bretagne. Une natte fut posée sur la terre battue qui tenait auparavant lieu de parquet. La chaumière se divisait en deux pièces. Dans la première, destinée à servir de salon, Marthe fit remplir d'arbustes en fleurs une cheminée beaucoup plus vaste que la plupart des chambres à coucher parisiennes, qui se trouva ainsi transformée en serre. Un divan et quelques fauteuils, recouverts aussi en perse rose, complétèrent l'ameublement. Marthe glissa dans les tiroirs d'une table à écrire le porte-plume et les crayons dont elle se servait habituellement, et fit accrocher aux murs quelques remarquables études faites par elle d'après nature. Avec quel plaisir elle rangea sur de rustiques étagères les livres qu'elle aimait elle-même et ceux que Manuel aimait! Quelle coquetterie elle mit à grouper ses fleurs, de manière à en faire ressortir toutes les nuances, la veille du jour où il vint prendre possession de son nouveau domicile!

Marthe avait recommandé un silence absolu à Juan et à Catherine. Tous deux lui avaient scrupuleusement obéi. Rien ne trahissant au dehors le luxe de la chaumière, Manuel, au moment d'y entrer, croyait retrouver le gîte obscur qu'il avait entrevu autrefois. Au premier coup d'œil qu'il y jeta, il se retourna vers Juan et vers la paysanne qui l'accompagnaient avec un visage si stupéfait, que Juan, qui ne riait pas souvent, en vrai Castillan qu'il était, laissa échapper un franc éclat de rire.

— Qui donc a installé cela? dit Manuel en hésitant un peu, car il avait très bien compris que ce ne pouvait être que Marthe.

— Ah! vous savez bien qui, dit la paysanne d'un air fin; est-ce qu'une autre aurait eu la patience d'arranger toutes ces niaiseries-là?

Resté seul, Manuel fut plusieurs fois tenté d'embrasser tous les objets contenus dans la chambre, et les murs eux-mêmes, tant ce qui l'entourait lui semblait imprégné de Marthe!

VIII.

Ce fut un beau jour pour Marthe et pour Manuel que celui où ils se revirent pour la première fois devant la chaumière de Catherine. On croit peut-être qu'en s'abordant ils se parlèrent de leur amour: non, ils s'entretinrent de la beauté du temps, du bleu foncé du ciel, du calme parfait de la mer qui s'étendait à l'infini devant eux; mais

c'était d'une voix tremblante qu'ils s'adressaient les phrases banales que répètent chaque matin les habitués des bains de mer. En les prononçant, Manuel était d'une pâleur effrayante; Marthe était rouge et avait les yeux pleins de larmes. Ils s'assirent sur un banc de bois et jouèrent avec les enfans de Catherine, que Marthe garda bien plus longtemps près d'elle qu'elle ne l'eût fait en toute autre circonstance. Ils s'étaient pourtant mille fois écrit qu'ils s'aimaient, ils se l'étaient écrit dans les termes les plus passionnés; mais l'homme est ainsi : toute situation nouvelle l'étonne, et le moindre changement dans la forme semble pour lui emporter le fond, d'où l'incommensurable puissance des usages établis et des symboles, quels qu'ils soient.

Peu à peu cependant leur conversation devint plus intime; Manuel remercia Marthe des soins qu'elle avait pris pour embellir sa demeure, et lui dit avec effusion le bonheur qu'il éprouvait à lire des pages déjà lues par elle, à écrire avec la plume dont il l'avait vue se servir tant de fois. Une larme qui brillait depuis longtemps entre les cils de Marthe roula sur sa joue; Manuel prit sa main et la serra. A partir de ce moment, toute contrainte cessa entre eux. La fleur qui s'entr'ouvre est trahie par son parfum; les pleurs trahissent chez l'homme l'ouverture du cœur.

De quoi parlèrent-ils? de quoi ne parlèrent-ils pas! Ils se racontèrent longuement les ennuis de leur existence passée; ils étaient si malheureux alors, ils ne s'aimaient pas. Ils revinrent sur les circonstances de leurs premières entrevues. Une interminable discussion s'engagea entre eux pour savoir lequel des deux avait aimé le premier. Manuel avait déjà tranché la question en sa faveur en écrivant à Marthe qu'il l'avait aimée toujours. Il prétendit ensuite se rappeler, à une épingle près, la toilette que Marthe portait la première fois qu'il l'avait aperçue. Il fit assez heureusement la description de la robe et de la coiffure, mais il se trompa sur la nuance d'un ruban. Il fut ainsi prouvé qu'il ne savait pas distinguer le bleu du lilas, et Marthe lui donna immédiatement une leçon sur les couleurs à l'aide d'un de ces charmans petits œillets, si parfumés, qui poussent dans le sable, et d'une fleur de bourrache cueillie dans le jardinet de Catherine. Des couleurs ils passèrent à la botanique, de la botanique à Dieu, qu'on peut oublier dans une chambre, mais qui parle si haut par les voix multiples de la nature, que l'homme, vibrant au souffle de la vie commune, sent involontairement le grand nom monter de sa poitrine gonflée à ses lèvres, dès qu'il se trouve en face d'elle. Puis Manuel confia à Marthe ses vastes projets pour la régénération de la société espagnole, projets dont les conséquences devaient s'étendre à l'Europe entière. Elle écoutait tout et croyait tout. Elle interrompit cependant Manuel pour lui raconter que sa

tante lui avait dit le matin même qu'elle désirait vivement la voir épouser le fils de son amie, le marquis de Rosbac. Elle l'avait oublié jusque-là. Elle en parla en riant; elle pensait que cette fois, comme tant d'autres, sa tante la laisserait parfaitement libre. D'ailleurs, quand Manuel se sentait une force à bouleverser le monde, quand elle voyait déjà la grandeur et la gloire de celui qu'elle aimait éclipser toutes les autres gloires et toutes les autres grandeurs, quelle importance pouvait-elle attacher à la volonté de deux vieilles femmes et à l'élégant danseur qu'on appelait le marquis de Rosbac? Que pouvait être en ce moment pour elle la société avec ses calculs et ses entraves? Elle était seule avec Manuel, assise près de lui, pouvant mettre pour la première fois toute son âme dans un mot, toute sa vie dans un regard, heureuse de lui parler, heureuse de l'entendre, heureuse de le voir, et plus heureuse encore dans les instans où, les paupières baissées et les lèvres muettes, elle oubliait l'univers et l'oubliait lui-même, pour contempler l'infini dans son cœur. L'infini ne semblait-il pas encore se laisser entrevoir partout autour d'elle? Aussi loin que l'œil pouvait s'étendre, rien qu'une plage blanche et sans limite; au-dessus de sa tête, un ciel d'un azur uniforme, et devant elle la mer immense, dont les vagues, arrondissant mollement leur cime, venaient mourir à ses pieds en murmurant, comme pour lui dire : « Si on vous persécute ici, si cette terre vous est impitoyable, confiez-vous à nous! Nous nous jouons des lois et des barrières des hommes, et nous vous porterons vers des régions où l'on peut aimer. »

Il fallut enfin se séparer. Manuel voulut accompagner Marthe aussi loin que cela se pouvait sans trop d'imprudence. Il était deux heures du soir, et on était à la fin de juillet. Pour trouver un peu d'ombre, ils entrèrent dans une prairie entourée d'arbres comme toutes les prairies bretonnes, où erraient un grand nombre de vaches et quelques taureaux; l'un d'entre eux leur barrant le passage, Marthe, au lieu de faire un circuit, l'écarta doucement avec son ombrelle.

— Je ne vous permettrai pas de faire cela en Espagne, dit Manuel; chez nous, ces animaux sont terribles.

Cette simple phrase, la dernière que Manuel prononça avant de la quitter, résonna délicieusement aux oreilles de Marthe. Il lui sembla que Manuel venait de prendre possession de sa vie. Elle n'aurait plus désormais ni le droit de se diriger elle-même, ni la préoccupation de se défendre du danger; c'était lui qui lui donnerait des ordres, lui qui la protégerait, en France, en Espagne, partout.

Des entrevues semblables à celles que nous venons de raconter se renouvelèrent presque chaque jour. Tous les matins, Catherine allait à Cernan pour apprendre de Marthe à quelle heure elle pourrait se

rendre dans sa chaumière, et Manuel en était immédiatement informé. C'était d'ordinaire vers le milieu de la journée que M[lle] de Montbrun trouvait moyen de quitter le château. De tout temps elle s'était réservé quelques heures pour l'étude, et on s'inquiétait peu de savoir si elle les passait dans sa chambre, dans la bibliothèque, ou dans un pavillon rustique dont elle s'était attribué la jouissance exclusive.

La chaumière de Catherine était sombre, et, il faut l'avouer, assez sale. Le sable de la grève, chauffé depuis le matin par le soleil, brûlait les pieds et aveuglait par ses blanches réverbérations. Marthe et Manuel furent forcés de demander un abri aux rochers du rivage. Après bien des recherches, ils découvrirent une sorte d'enfoncement qui leur parut former un charmant salon naturel. Des plantes saxifrages, entremêlées de bruyères rouges, en tapissaient les parois. Au fond, un bloc de granit brisé pouvait servir de banc, et les pieds s'enfonçaient dans un sable d'une extrême finesse, semé de coquillages et de paillettes de mica qui brillaient comme des diamans. De bizarres entassemens de roches grises dérobaient aux regards ce gracieux repli du rivage, que quelque mouette fatiguée d'un long voyage ou quelque goëland curieux visitait seul de temps en temps.

Ce fut là que Marthe prit ses premières leçons d'espagnol dans les œuvres de Zorrilla et d'Espronceda. Ces poètes parlent magnifiquement de l'amour. Elle les lut avec enthousiasme. Jamais aucun poète français n'avait produit sur elle une telle impression. Des mots nouveaux à notre oreille, vierges de toutes les acceptions banales ou ridicules du langage vulgaire, prêtent toujours un charme immense aux idées et aux sentimens, quels qu'ils soient; mais quand le sentiment exprimé est pour nous aussi nouveau que les mots qui l'expriment, et que ce sentiment est l'amour, alors plus que jamais la poésie nous apparaît comme une révélation d'un monde supérieur, comme une note de la grande harmonie, comme un accord de l'hosanna éternel que les archanges chantent devant le trône de Dieu.

Après l'étude venaient des rêves sans fin d'avenir et d'amour; des rêves, pas de projets, leur position ne leur permettait pas d'en faire. Il était cependant arrivé à Marthe ce qui nous arrive à tous, quand nous sommes sous l'empire d'une préoccupation unique. Depuis qu'elle avait décidé dans son cœur que sa vie était indissolublement liée à celle de Manuel, elle avait oublié les obstacles qui lui semblaient auparavant invincibles. Quand, comment obtiendrait-elle de sa tante la permission de l'épouser? Elle n'en savait rien, mais elle ne doutait pas de la possibilité de l'obtenir. Pour parler de Manuel à la baronne, elle attendait le départ de la marquise de Rosbac, le rappel de Manuel en Espagne, ou toute autre circons-

tance favorable. Que lui importait d'attendre? Sa vie actuelle était si heureuse, que peut-être, au fond de l'âme, craignait-elle plus qu'elle ne le désirait tout ce qui devait y apporter un changement quelconque.

Les entrevues du bord de la mer ne furent pas longtemps les seules. Manuel, ne pouvant se résigner à passer toutes ses soirées à la fois si près et si loin de Marthe, se décida à reparaître dans le salon de la baronne. Ce ne fut pas sans de longues hésitations et sans une secrète inquiétude qu'il accomplit cette résolution; mais, chose étrange, il fut reçu à Cernan comme s'il y était allé la veille. On lui demanda vaguement de ses nouvelles, et personne ne parut avoir connaissance de ce qui lui était arrivé. Il remarqua aussi avec étonnement qu'on ne prononçait jamais devant lui le nom de George. Ces visites au château étaient délicieuses pour Manuel; sûr d'être aimé, il éprouvait un singulier plaisir à voir Marthe entourée d'hommages. Il est si enivrant pour l'amour-propre de se dire que la femme que tous encensent comme une divinité, qui reste fière et dédaigneuse pour tous, était quelques instans auparavant tendre, craintive et prosternée devant vous. Il y a de telles jouissances pour le cœur dans un mot d'amour murmuré bien bas entre deux phrases officielles, dans un regard si rapide que nul ne peut le surprendre, et qui contient pour vous le plus éloquent des poèmes. La réserve et la froideur apparentes qu'impose le monde ont de plus un incalculable avantage, c'est qu'en retrouvant le lendemain la femme qu'on aime si différente de ce qu'elle a été forcément la veille, on croit faire chaque jour une conquête nouvelle et apprendre pour la première fois qu'on est aimé.

Pendant quelques semaines, Manuel, comme Marthe, vécut donc d'une existence qui tenait plus du rêve que de la réalité; mais la réalité ne se laisse pas longtemps oublier. Elle apparut un matin à Manuel sous la forme de son ancienne propriétaire, l'épicière qui lui avait voué un très vif attachement, et venait juger par elle-même de l'effet des bains de mer sur sa santé. Ses souffrances, surtout son bonheur, avaient fait complétement oublier à Manuel les bavardages de la petite ville; à peine se rappelait-il la cause de son duel. Tout cela était si loin de lui! L'épicière vint cruellement en aide à sa mémoire. Elle crut lui être très agréable en lui parlant de Marthe avec indignation, et lui apprit une foule de commentaires qu'il ignorait sur son duel et sur l'accident de George. — Après tout, ajouta-t-elle en finissant, comme le disait très bien hier M[me] la *mairesse* à M[lle] Lormeau, qui me l'a raconté, toutes ces femmes qui montent à cheval comme des officiers de housards, qui passent leur vie le nez fourré dans les livres, sont des *pas grand'chose,* et il faudrait qu'un homme eût perdu la tête pour songer à les épouser.

Si Manuel croyait dédaigner quelque chose au monde, c'était certainement l'opinion de Mme la *mairesse* et celle de Mlle Lormeau; il affichait même une souveraine indifférence pour l'opinion d'autrui en général, ce qui ne l'empêcha pas de se sentir très blessé par les propos que lui rapportait l'épicière, et d'éprouver une sorte d'irritation contre Marthe, bien qu'il approuvât fort pour son compte ses goûts et ses occupations. C'est le fait de tous ceux dont l'amour est surtout dans la tête d'avoir sans cesse besoin que l'admiration des autres vienne confirmer leur propre admiration.

Marthe avait fait prévenir Manuel par Catherine qu'elle ne pourrait pas le voir ce jour-là. Il passa donc une très triste journée, tantôt essayant de lire sans qu'aucun livre pût fixer son attention, tantôt se promenant à grands pas sur ce rivage, dont toute la poésie s'était évanouie pour lui. Le soir venu, il se dirigea vers le château. Les habitans de Cernan y arrivèrent en même temps que lui, les deux douairières en calèche découverte, le marquis, sa sœur, Marthe et Julia à cheval. Pendant le dîner, auquel Manuel assista, la conversation fut très animée, et roula principalement sur la hardiesse avec laquelle Mlle de Montbrun avait fait franchir à son cheval une haie qui barrait la route, tandis que la vicomtesse rebroussait chemin en poussant des cris de terreur. Le marquis de Rosbac ne tarissait pas en phrases élogieuses, et Marthe, qui n'attachait qu'une médiocre importance à son exploit, mais que le grand air et l'exercice avaient excitée, riait et causait avec une grande gaieté.

Dans toute autre circonstance, Manuel eût été ravi et fier du courage de Marthe, car il aimait avec passion tout ce qui avait une apparence de force et d'étrangeté; mais après la conversation du matin, et surtout quand les louanges venaient du marquis et se rapportaient à des événemens dans lesquels il n'était pour rien, il éprouva contre elle une sourde colère, qui se traduisit en attaques acerbes contre les femmes à grands talens et à prétentions viriles, en un panégyrique pompeux des créatures faibles, ignorantes et timides, qui, à l'entendre, avaient seules du charme, étaient seules sympathiques à l'homme. En parlant ainsi, il semblait adresser un compliment à Julia, qui, éclipsée un moment par Marthe, ressentit une vive joie en voyant rabaisser par Manuel lui-même la supériorité d'une femme qu'elle détestait, et engagea avec lui une conversation dans laquelle elle se montra pleine d'esprit et de séduction. Pendant plus d'une heure, Manuel parut s'occuper uniquement de Julia, quoiqu'il remarquât très bien la profonde tristesse qui avait succédé à l'animation de Marthe. Il avait souffert à cause d'elle, et quelque innocente qu'elle fût, il s'en vengeait en la faisant souffrir à son tour, par une injustice du cœur malheureusement trop commune.

Vers la fin de la soirée, elle trouva moyen de se rapprocher de lui.

— Qu'avez-vous donc ce soir? dit-elle timidement.

— Vous savez que vos éternelles cavalcades me déplaisent, et vous n'en tenez aucun compte, répondit Manuel d'un ton presque dur.

— Suis-je libre d'agir autrement?

— Une femme fait toujours ce qu'elle veut; mais comment se priver de l'admiration d'un marquis de Rosbac?

— Oh! Manuel! dit Marthe avec des larmes dans les yeux et dans la voix.

Manuel eut des remords en voyant pleurer Marthe.

— Oubliez ce que je viens de vous dire, reprit-il. J'ai été cruel; mais vous ne pouvez pas deviner ce qu'il y a de susceptibilité dans le cœur d'un homme qui aime.

Un sourire plein de reconnaissance brilla dans les yeux de Marthe. Jamais elle n'avait autant aimé Manuel qu'en ce moment. Ce qui fait le succès de certains hommes, c'est que les femmes, presque sans exception, voient des marques d'amour dans les preuves d'égoïsme. Peut-être aussi l'égoïsme en lui-même ne leur déplaît-il pas, peut-être trouvent-elles une secrète jouissance à se dire : « Cet homme est incapable de sacrifices, de ménagemens, de pitié; si je ne lui plaisais plus, il me briserait, il m'abandonnerait sans hésitation. S'il veut mon amour, c'est que je lui suis indispensable, c'est que moi seule peux lui donner du bonheur, c'est qu'il m'adore! »

Marthe ne s'était jamais formulé à elle-même ce raisonnement fatal qui a perdu tant de femmes passionnées; mais nous n'oserions pas affirmer que sans s'en douter elle n'en subît l'influence, quand le soir en question elle recueillit avec des tressaillemens de joie inaccoutumés le dernier regard que Manuel lui lança en quittant le salon. Pour lui, il partit d'assez mauvaise humeur, convaincu que Marthe l'aimait, mais ne pouvant parvenir à oublier qu'il y avait des gens pour lesquels elle n'était pas la première des femmes. Du reste, ne s'apercevant pas lui-même qu'il y avait plus de vanité que d'amour dans son mécontentement, il faisait honneur à son cœur de ce qu'il éprouvait.

IX.

Le besoin de mouvement physique qui accompagne presque toujours l'agitation morale poussa Manuel à errer longtemps autour du château, au lieu de retourner directement à la chaumière. Il faisait un magnifique clair de lune. En passant dans un étroit sentier qui bordait une prairie basse, il aperçut un cheval qui dévorait paisiblement les hautes herbes dans lesquelles il nageait jusqu'au poitrail, et reconnut avec étonnement le cheval de George. Une robe originale, partout d'une blancheur de neige à l'exception d'une large

tache noire sur le flanc gauche, le faisait aisément distinguer de tous les autres chevaux du pays.

Depuis son accident, George n'avait pas reparu au château, et Manuel avait appris le matin même, par l'épicière, qu'il ne sortait pas encore. Comment donc son cheval pouvait-il se trouver à une pareille heure près de Cernan? Manuel se posa mille fois cette question sans y trouver aucune réponse satisfaisante. Il examina le cheval sous tous les aspects, comme si cette inspection avait pu lui révéler le mystère de sa présence dans la prairie, et ce ne fut qu'après une demi-heure de méditations et de recherches infructueuses qu'il se décida à quitter ce lieu.

Il s'enfonça dans un bois taillis, le cœur dévoré d'une jalousie qu'il ne savait trop sur quoi fonder. Quelques secondes après y être entré, il se dit qu'il avait eu tort de s'écarter de la prairie, que George viendrait inévitablement reprendre son cheval, et qu'il aurait ainsi quelque chance d'éclaircir cette histoire. En même temps il formait le projet d'escalader les murs du jardin, et de pénétrer, n'importe comment, dans l'appartement de Marthe. Au moment où ces idées se heurtaient dans sa tête, il crut entendre un bruissement de feuilles, et s'arrêta pour écouter. Il eut bientôt la certitude qu'il y avait quelqu'un près de lui, et, ne doutant pas que ce ne fût George, il s'avança avec précaution dans la direction du bruit. Le feuillage était si épais dans cette partie du bois, qu'il marcha longtemps sans pouvoir reconnaître la personne qu'il poursuivait, quoiqu'il ne fût qu'à quelques pas d'elle. Enfin cette personne s'arrêta, et frotta contre un arbre une allumette chimique. Manuel vit alors qu'il ne s'était pas trompé, et que c'était bien George Servet. George avait tiré sa montre de sa poche; il en regarda longtemps les aiguilles avec la plus grande attention, après quoi il se remit en marche. Manuel fut tenté de s'élancer vers lui et de lui donner un soufflet; il se contint cependant et continua de le suivre. George avait pris une direction que Manuel connaissait parfaitement, la direction du pavillon de Marthe.

Ce pavillon, situé au milieu d'une sorte de rond-point, était tapissé de rosiers, de clématites et d'autres plantes grimpantes; une allée sablée l'entourait. Manuel savait que Marthe en gardait toujours la clé. Il l'avait bien des fois suppliée de l'y recevoir; mais soit crainte de quelque surprise, soit qu'un sentiment instinctif l'avertît que des entrevues dans le pavillon pourraient avoir plus de dangers que celles du rivage, elle n'y avait jamais consenti.

Arrivé sur la lisière du bois, Manuel s'arrêta derrière un massif de noisetiers, et vit George s'approcher du pavillon, casser une branche de roses blanches et la déposer sur la première marche de la porte. Il n'y avait pas à en douter, c'était un signal. Pourrons-nous expliquer ce qui se passa en cet instant dans l'âme de Manuel? Ce

qu'il éprouvait, c'était plus que de la colère, c'était de la démence; Marthe l'avait donc trompé, trompé de la manière la plus infâme! Cette femme aux sentimens si nobles, si purs, si élevés, cette femme, qui semblait ignorer jusqu'au nom de la dissimulation et de la perfidie, menait adroitement deux intrigues de front depuis près de trois mois : à Manuel le jour, à George la nuit!

— Honneur aux gens vulgaires! se disait Manuel avec une rage froide. Tandis que nous autres, profonds penseurs, amoureux de l'idéal, nous nous laissons prendre à de grands mots et à d'habiles manéges, eux savent très bien percer les voiles poétiques dont s'enveloppent les prétendues créatures d'élite qui cachent leurs vices sous la prétention de s'élever au-dessus de leur sexe. J'étais aux genoux de cette sublime jeune fille qui occupe si bien son temps sur la terre; Mme la *mairesse* et Mlle Lormeau la méprisaient : ce sont des femmes de bon sens.

Après avoir placé les roses au lieu convenu, George avait disparu dans la partie du bois qui faisait face à celle où Manuel était caché. Manuel ne songeait plus à le suivre. Pour rien au monde, il n'aurait voulu empêcher son rendez-vous avec Marthe; il voulait la voir à ses pieds confondue, humiliée, l'accabler de son mépris, la tuer peut-être! Pour cela, il fallait qu'il fût lui-même dans le pavillon. La surprendre au moment où elle y entrerait, ce n'était pas assez; les femmes capables d'agir comme elle le faisait ont toujours à leur disposition un arsenal complet de ruses et de mensonges auxquels les plus forts sont souvent pris.

En essayant d'entrer par la porte du pavillon, Manuel courait le risque d'être aperçu par George; mais une fenêtre s'ouvrait du côté opposé. Six pieds à peu près la séparaient du sol; il put donc aisément y atteindre en s'aidant des nombreux arbustes dont le pavillon était entouré. Les pieds appuyés sur un tronc de vigne sauvage, il souleva un store des Indes qui pendait extérieurement, bien décidé à briser un carreau s'il le fallait; mais il n'eut pas besoin de recourir à cette extrémité : aux premiers efforts qu'il fit, la fenêtre céda, et d'un bond il sauta dans le pavillon..

Mille fois ses regards avaient essayé d'y pénétrer, mille fois il y était entré en imagination. Arrivé à ce point d'indignation qui glace l'âme et donne à nos actions l'apparence du calme, il releva à demi le store, et, à la lueur indécise de la lune, il se mit à examiner attentivement tout ce qui l'environnait. Rien n'était plus chaste, plus sérieux même que l'intérieur de ce pavillon : tout y respirait l'amour de l'art, la passion du travail; mais les inclinations studieuses de celle qui l'habitait ne se révélaient qu'à travers cette suave émanation de poésie qu'une femme jeune et belle répand toujours autour d'elle. Au milieu d'une table couverte de minéraux et de plantes des-

séchées se trouvait une corbeille en porcelaine de Saxe contenant un buisson de cactus pourprés et de blancs azaléas; une autre corbeille, suspendue au plafond et remplie d'héliotropes et de violettes, versait des flots de parfums chaque fois que le vent la faisait osciller; des étagères couvertes de livres, un piano, un chevalet garnissaient le pavillon.

Manuel vit un volume ouvert sur un divan et parvint à en déchiffrer le titre : c'était une traduction du *Prométhée* d'Eschyle. — C'est bien cela, se dit-il : une femme ordinaire lirait des poésies amoureuses; mais les natures supérieures adorent les contrastes, et rien ne doit être plus piquant que d'approfondir les mythes antiques en attendant son amant.

Des partitions étaient éparses sur le piano. Il y lut les noms de Beethoven, de Mozart et d'Haydn. — Toujours le même système, pensa-t-il; ces grands maîtres devaient seuls avoir droit d'entrée dans ce sanctuaire.

Une toile verte recouvrait le chevalet. Il la souleva et reconnut son portrait. — J'ai sans doute remplacé George ici, se dit-il. — Et d'un coup de poing il creva la toile.

Son plan était arrêté; il ne voulait se montrer à Marthe que quand George serait près d'elle, quand il n'y aurait plus aucune excuse possible. Il transporta une chaise basse derrière le piano, et s'assura qu'il y serait parfaitement à l'abri des regards. Il baissa ensuite le store, pour que rien ne pût trahir sa présence. Il venait d'achever cette opération quand une clé grinça dans la serrure. Manuel eut à peine la force de se jeter derrière le piano. Il n'était pas encore assis, qu'une femme enveloppée dans une mante de soie noire entrait dans le pavillon. Quelques rayons de lune formant des bandes lumineuses devant les fenêtres ne servaient qu'à rendre plus complète l'obscurité des parties reculées de l'appartement. Manuel put donc avancer un peu la tête en dehors du piano sans crainte d'être découvert. Il vit Marthe se jeter sur le divan et s'y installer comme une personne plus fatiguée qu'émue.

— Il est clair qu'elle a l'habitude de ces expéditions nocturnes, se dit Manuel; moi qui lui étais si reconnaissant de sa visite à B...!

Ce qu'il fallut de force à Manuel pour rester immobile pendant les quelques secondes qui s'écoulèrent avant l'arrivée de George, il est impossible de le calculer.

George entra comme un fou dans le pavillon, et, sans en refermer la porte, il lança vers le divan une masse de lettres qui s'éparpillèrent sur le plancher.

— Tenez, les voilà toutes! C'était bien tout ce que vous vouliez de moi, n'est-ce pas? cria-t-il avec l'accent de la colère.

Et il s'arrêta à quelques pas du divan, les bras croisés sur sa poitrine.

— George, calmez-vous, je vous en conjure, dit une voix langoureuse, qui fit tressaillir Manuel d'étonnement. Cette voix n'était pas celle de Marthe, c'était celle de Julia.

Une joie si vive inonda le cœur de Manuel, qu'il se passa quelque temps avant qu'il pût comprendre que la position dans laquelle il se trouvait était aussi ridicule que désagréable, car il était évident que la scène à laquelle il assistait ne le regardait en rien. Il le comprit enfin, et cependant il resta, il resta par les motifs mêmes qui auraient dû le faire partir. Le rôle d'espion a quelque chose de si bas, qu'il aima mieux le jouer jusqu'au bout sans qu'on s'en doutât que d'être obligé d'avouer qu'il l'avait joué involontairement pendant quelques instans. Bien des sottises et bien des fautes ont été inspirées par un raisonnement semblable à celui qui cloua Manuel derrière le piano. — Je n'ai plus rien à apprendre, se dit-il pour rassurer sa conscience, et une scène de rupture n'exige pas impérieusement le tête-à-tête.

Ce combat intérieur, qui occupe près d'une demi-page dans notre récit, n'avait certes pas duré plus de deux secondes. George était encore immobile devant le divan sur lequel la vicomtesse s'était couchée dans l'attitude d'une femme brisée par la souffrance.

— George, y pensez-vous? la porte est restée ouverte, dit-elle enfin.

A cette observation prudente, mais faite avec une intonation désolée, George éclata.

— Et que m'importe, madame, que cette porte soit ouverte? Vous êtes bien timide aujourd'hui, vous l'étiez moins quand vous me tendiez la main pour m'aider à escalader le balcon de votre chambre; mais il y a un mois de cela, et vous l'avez sans doute oublié.

Manuel vit la vicomtesse porter la main à son front avec un geste de désespoir.

— Dites-moi franchement que vous ne m'aimez plus, dites-moi que vous ne m'avez jamais aimé, continua George exaspéré. J'aime mieux savoir tout de suite la vérité.

Un profond soupir fut la seule réponse de la vicomtesse.

— C'est donc vrai! dit George, vous ne le niez pas.

Sa colère se calma subitement. Il tomba sur une chaise et se mit à pleurer comme un enfant. La vicomtesse se leva pour aller vers lui, et dans le trajet du divan à la chaise de George, elle ferma la porte. Manuel ne distingua plus rien, mais il l'entendit dire d'une voix mourante : — George, je vous en supplie, ne pleurez pas. Vous ne saurez jamais ce que je souffre moi-même. Si vous m'aimez, ayez du courage.

— Mais pourquoi cette lettre d'hier? dit George. Pourquoi ne plus nous voir?

— Puis-je vous recevoir comme autrefois après ce qui s'est passé, quand tous les yeux sont ouverts sur nous?

— Votre nom n'a jamais été prononcé dans cette affaire, on n'a parlé que de Marthe. Pauvre Marthe! si noble, si dévouée, savoir qu'on l'accuse et ne pouvoir la défendre! dit George avec entraînement.

Julia ne répondit rien. L'éloge de Marthe ne pouvait pas lui être agréable; en outre George avait commis une maladresse que n'évitent pas toujours les amans les plus épris. Ce dont on accusait Marthe, Julia l'avait fait : elle vit presque une insulte dans ce qu'il venait de dire. Les femmes devraient cependant savoir que l'homme dont elles sont sincèrement aimées les place dans sa pensée si au-dessus de l'humanité, que les règles qui s'appliquent aux autres femmes ne les atteignent pas.

— Julia, vous ne m'aimez donc plus? reprit George, revenant à son unique préoccupation.

— Peut-être devrais-je vous le dire, répondit Julia d'une voix entrecoupée. Est-ce vous aimer que de vous exposer aux dangers que vous avez courus? est-ce vous aimer que de vous laisser sacrifier votre avenir, que de vous retenir en Bretagne quand vous devriez être à Paris, voyager? George, que de remords vous m'avez donnés! que de fois j'ai formé le projet de ne plus vous revoir!

— Tu m'aimes donc encore, dit George avec exaltation. Que m'importe l'avenir, que m'importe tout ce qui n'est pas toi? Mais si tu m'aimes, pourquoi m'as-tu fait tant souffrir? pourquoi m'as-tu demandé tes lettres?

— Mon Dieu, je ne sais! j'étais si troublée, si inquiète; je craignais qu'on ne vînt à découvrir la vérité, je craignais que votre mère ne conçût quelque soupçon et n'eût l'idée de fouiller vos papiers. Vous ne savez pas ce qu'il y a d'horrible pour une femme à sentir la honte suspendue sur sa tête.

— Qui oserait te blâmer? Peut-il se trouver des âmes assez stupides pour ne pas comprendre ce qu'il y a de grand et de sublime en toi? Ainsi tu m'aimes, ainsi tu me recevras comme par le passé?

— George, vous m'aimez, et vous tenez aussi peu à ma réputation! dit Julia d'un ton de reproche.

— Tout est fini. Vous voulez rompre avec moi, cria George avec désespoir.

— George, vous êtes un enfant. Qui vous parle de rupture? Vous ne m'aimez donc pas assez pour avoir le courage de prendre pendant quelques semaines des précautions indispensables! Jusqu'à l'instant où nous retournerons à Paris, nous ne nous verrons qu'en public : il le faut, dans l'intérêt même de notre amour; mais à Paris une femme dans ma position est complétement libre. Vous apprendrez alors si je vous aime.

— Vous passerez encore six semaines au moins en Bretagne, dit George tristement. Six semaines! y pensez-vous?

— Oui, j'y pense autant que vous, dit Julia; mais vous êtes forcé de convenir que j'ai raison : je suis si surveillée maintenant! Le marquis de Rosbac se doute, j'en suis certaine, de quelque chose. George, il faut nous séparer. Je tremble qu'on ne découvre que j'ai quitté le château cette nuit!

— Nous quitter déjà, dit George, et pour six semaines! Jurez-moi que vous m'aimez!

— Mais tu le sais aussi bien que moi, dit Julia. Si je ne t'aimais pas, t'aurais-je tout sacrifié? M'exposerais-je comme je le fais? Mais pars, je t'en prie. Je meurs de frayeur!

— Adieu! adieu! dit George; je t'obéirai en tout.

Manuel entendit le bruit d'un baiser, puis il vit George ouvrir la porte et disparaître dans le bois.

Dès que Julia fut seule, elle souleva légèrement le store et se mit à ramasser les lettres dispersées sur le divan et sur le plancher. Quand elle les eut toutes rassemblées, elle les mit dans son mouchoir et le noua avec autant de calme et de sang-froid qu'un commis en nouveautés peut en mettre à ficeler un paquet quelconque. Elle s'enveloppa ensuite de sa mante et sortit du pavillon, dont elle referma soigneusement la porte.

Manuel quitta immédiatement sa cachette et examina de nouveau le pavillon. Tout ce qui s'y trouvait renfermé avait changé pour lui de signification. Dans le moindre objet, il découvrait un motif d'aimer et d'admirer Marthe. Il n'y avait qu'elle qui pût avoir tant de goût, tant d'élégance et tant de simplicité à la fois. Pendant près d'une heure, il respira ses fleurs, ouvrit ses livres, admira ses statuettes, fit résonner les touches de son piano, s'enivra enfin de tout ce qui était resté d'elle dans les objets dont elle se servait habituellement. Il regarda plusieurs fois aussi avec tristesse la toile qu'il avait déchirée. Il ne comprenait plus comment il avait pu soupçonner Marthe. Elle lui apparaissait en cet instant si au-dessus de toute calomnie, de tout soupçon! Il lui vint une idée de jeune homme amoureux : il se dit qu'il serait délicieux de passer la nuit dans le pavillon de Marthe, de dormir sur son divan. En arrangeant les coussins, il fit tomber à terre un papier plié. Il ne douta pas que ce ne fût une des lettres de Julia, et, ne voulant pas que Marthe la trouvât le lendemain, il la mit dans sa poche. Quant au sommeil, il l'appela en vain; mais il arriva à cet état intermédiaire dans lequel il semble que la volonté dirige le rêve, état délicieux quand la joie remplit notre âme.

X.

Le lendemain de la scène du pavillon, aussitôt que la vicomtesse fut éveillée, elle se mit à compter les lettres que George lui avait rapportées la veille. Cet examen ne lui offrit pas de grandes difficultés, car en les écrivant elle avait pris soin de les numéroter. Celle que Manuel avait trouvée sur le divan manquait seule à la collection. Elle s'aperçut avec terreur de cette lacune. Cette lettre était peut-être la plus compromettante de toutes. Julia l'avait écrite quelques jours après s'être donnée à George, dans un moment où, par un phénomène assez ordinaire dans les correspondances d'amour, quelque inégale que soit l'affection des deux amans, elle se laissait souvent entraîner à lui répondre dans un style presque aussi brûlant que le sien. Une violente inquiétude s'empara de la vicomtesse. Elle eut un instant la pensée que George l'avait gardée comme un gage d'amour ou comme une arme contre elle; mais la loyauté bien connue de George rendait la seconde de ces suppositions inadmissible. Quant à la première, elle ne put s'y arrêter, car George lui avait dit qu'il lui rendait toutes ses lettres, et Julia savait qu'il ne mentait jamais. Elle arriva donc forcément à la conviction que son épître s'était égarée dans le pavillon. Rien ne pouvait la contrarier davantage, on le comprendra aisément quand on connaîtra le caractère et les desseins de Julia.

Sa vie avait été jusque-là celle de bien des femmes de cette époque. Fille d'un colonel de l'empire, élevée à Saint-Denis, elle avait quitté cet établissement vers 1829, à l'âge de seize ans. Son père était mort depuis plusieurs années, laissant sa famille dans un état voisin de la misère. Julia était une de ces femmes nées courtisanes, pour lesquelles il n'y a que deux mobiles dans la vie, l'intérêt et le plaisir. Ces femmes-là ne voient jamais entre le vice et la vertu d'autre différence que celle des bénéfices qu'elles en peuvent retirer, et le bonheur des circonstances les empêche seul de rouler jusqu'au dernier degré de l'échelle sociale; mais la sphère dans laquelle Julia vivait était si restreinte, que, malgré la détermination bien arrêtée de sortir à tout prix de la pauvreté, elle ne put pendant longtemps y réussir.

Elle avait dix-neuf ans, quand un vieux général, qui avait dû la vie au dévouement de son père dans l'une des plus désastreuses journées de la désastreuse campagne de Russie, vint visiter la veuve de son sauveur. Le vicomte de Cernan avait à cette époque bien près de soixante ans. Au dire de ses camarades, il avait été le plus *bel homme* de son temps; mais l'âge, les blessures et les fatigues de la

guerre ne lui avaient laissé aucune trace de son antique splendeur. C'était du reste un assez aimable vieillard, n'ayant d'autre travers que celui de rappeler un peu trop souvent dans la conversation ses hauts faits militaires et ses succès cosmopolites près du beau sexe. La nuit qui suivit cette visite, Julia ne dormit pas. A l'aide des notions sur l'homme et sur la vie qu'elle avait puisées dans les confidences de ses amies de pension et dans des romans dévorés en cachette, elle dressa contre le cœur sexagénaire du général un plan de campagne qui réussit sans trop de peine. Julia devint vicomtesse de Cernan.

Le général n'avait aucune fortune; mais grâce à son nom, à ses relations de famille, à sa position, Julia put jouer un certain rôle dans le monde et s'y lança avec ardeur. Elle eut bientôt des amans, quoique les passions fussent chez elle aussi absentes que le cœur. Elle était vicieuse par la tête, par l'imagination. Les femmes de cette espèce sont les plus corrompues de toutes et les seules inexcusables, car celles qu'entraîne leur tempérament fougueux sont encore plus à plaindre qu'à mépriser. Elles arrivent rarement à la perversité : dans leur avilissement, elles conservent souvent quelques vertus instinctives; si elles succombent, c'est par faiblesse. Quant aux femmes glacées de sens et d'âme, elles ne subissent pas seulement l'attraction du vice, elles le recherchent, elles l'aiment, elles s'y complaisent. Ce qu'elles veulent de l'amour, ce sont des satisfactions de vanité, les émotions du mystère et de l'intrigue, le plaisir, beaucoup plus grand qu'on ne le croit pour certaines natures, de se jouer des lois du monde, de le tromper, de le braver impunément. Julia eut donc des amans qu'elle n'aima pas, et qui ne l'aimèrent pas davantage, ce qu'elle trouva très mauvais. Elle eût désiré pouvoir se prendre au sérieux comme héroïne de roman; une grande passion est un piédestal sur lequel ces sortes de femmes aiment à poser devant elles-mêmes et devant les autres. C'est ce qui fit le succès de George près d'elle. Il l'aima aveuglément avec toute l'ardeur, tout l'enthousiasme, toute la crédulité de la jeunesse; Julia fut pour lui un ange, une sainte. Elle n'eut garde de le détromper. Avec un amant dépravé, elle se serait peut-être fait gloire de sa dépravation; avec ce candide jeune homme, elle trouva charmant de jouer la comédie de la vertu et s'admira dans son nouveau rôle. Quand elle fit la connaissance de George, elle était veuve depuis six mois, et venait achever son deuil chez sa belle-sœur, la baronne de Cernan, à laquelle elle avait su plaire par de constantes adulations. Où George vit une passion qui devait remplir son existence entière, elle vit une distraction suffisante pour supporter sans trop d'ennui quelques mois d'exil à la campagne.

Julia craignait d'ailleurs plus que toute chose d'être traitée en parvenue dans la société aristocratique dont elle faisait maintenant partie. Elle eût été désespérée que ses amies soupçonnassent qu'elle avait pu aimer le fils d'un avocat de petite ville, un simple étudiant, nommé M. Servet. Le sort du pauvre George était donc irrévocablement fixé d'avance, mais la chute qu'il fit en quittant l'appartement de Julia vint hâter son malheur. La vicomtesse ne tenait pas assez à lui pour s'exposer à un éclat qui pouvait ruiner sa réputation; de plus les fréquentes visites de Juan de Villa au château avaient fait éclore dans sa tête une nouvelle combinaison.

Le général n'ayant, nous l'avons dit, aucune fortune, sa mort avait laissé Julia dans une situation assez précaire. Sans argent, son titre de vicomtesse n'avait pas une grande valeur sociale, et elle ne pouvait pas se dissimuler que les chances de refaire sa fortune par un mariage avantageux n'étaient pas grandes pour elle à Paris. La légèreté, pour parler plus vrai, le dérèglement de sa conduite, était un de ces faits patens que nul n'articule à haute voix tant qu'une maladresse n'oblige pas les femmes les plus compromises d'une société à exécuter une complice sous peine de voir mettre en doute leur propre vertu, mais que chacun se répète à l'oreille. Pas un homme de l'entourage de Julia ne pouvait songer à l'épouser. Elle le savait; aussi jeta-t-elle ses vues sur Juan dès qu'elle eut la certitude qu'il était riche.

Une femme coquette devait être fatalement sympathique à ce dernier. Si les luttes et les difficultés sont indispensables pour faire naître l'amour chez les hommes passionnés, les hommes indolens et timides ont au contraire besoin qu'on leur aplanisse le chemin. Une fois amoureux, ils tombent plus complétement que les autres sous la domination des femmes, car l'habitude a une grande puissance sur les gens de ce caractère, et il leur est plus facile de supporter indéfiniment un joug qui les blesse que de trouver la force de le briser.

Julia avait donc parfaitement calculé en se disant qu'elle ferait aisément de l'ami de Manuel un adorateur dévoué et par suite un mari. Moins de quinze jours après, la conquête de Juan était un fait accompli. L'impossibilité où se trouvait George de venir au château avait laissé le champ libre à Julia; mais, une fois guéri, il pouvait devenir un embarras sérieux. Rompre brutalement avec lui, c'était impossible, puisqu'elle devait passer encore six semaines en Bretagne. Il fallait l'éloigner sans le désespérer, et surtout rentrer en possession d'une correspondance compromettante. Quelques lettres adroites et la scène jouée dans le pavillon avaient suffi à Julia pour obtenir ce qu'elle désirait. L'épître perdue pouvait rendre son succès nutile et ruiner à jamais son avenir. Elle n'avait pu se procurer la

clé du pavillon de Mlle de Montbrun qu'en séduisant sa femme de chambre; si on découvrait la vérité, non-seulement elle verrait s'évanouir ses espérances de mariage, mais elle serait forcée de quitter ignominieusement le château, et perdrait pour toujours la protection si utile de la baronne de Cernan.

Pendant le déjeuner, elle observa attentivement la physionomie de Marthe, et lui adressa plusieurs questions insidieuses pour savoir si elle était sortie le matin. Bientôt certaine qu'elle quittait sa chambre et ne savait rien, Julia feignit d'avoir besoin d'une partition que Marthe lui avait empruntée quelques jours auparavant, et dès que le déjeuner fut terminé, toutes les deux prirent la route du pavillon.

Rien n'y trahissait ce qui s'y était passé la veille. Avant d'en sortir vers six heures du matin, Manuel avait pris soin de tout remettre en ordre. Julia, avec une gaieté et un enfantillage affectés, dérangea tous les objets, fureta dans tous les coins, changea dix fois de place les coussins du divan, sans rien apercevoir qui ressemblât à une lettre. Un peu tranquillisée par cette perquisition infructueuse, elle se dit que George avait peut-être laissé tomber la malencontreuse épître dans le bois, quitta Marthe, et passa la journée à explorer tous les sentiers et tous les buissons du voisinage.

Pendant qu'elle se livrait à ces recherches, Manuel se demandait ce qu'il ferait de sa lettre. Il aurait cru manquer à la délicatesse s'il en avait lu une seule ligne, mais il se disait qu'une femme aussi corrompue que Julia ne devait pas jouir en paix du succès de ses ruses et de ses lâchetés. Qu'elle se moquât de George, cela lui importait assez peu; mais qu'elle eût fait calomnier Marthe, qu'elle l'eût fait soupçonner par lui, c'étaient à ses yeux d'impardonnables crimes. S'il ne pouvait la démasquer, il voulait du moins l'inquiéter, la troubler, lui faire savoir qu'une des personnes de sa société habituelle avait tenu sa lettre entre ses mains. Rien n'était encore arrêté sur ce point dans son esprit quand arriva l'heure de la visite de Marthe. L'unique résolution qu'il eût prise, c'était de ne rien dire à Mlle de Montbrun des événemens de la veille : le souvenir seul de ses soupçons lui faisait horreur; mais les circonstances en décidèrent autrement. En abordant Marthe, il lut immédiatement sur son visage une profonde tristesse.

— Qu'avez-vous? lui dit-il, très troublé lui-même.

Marthe hésita longtemps à lui répondre. L'anxiété de Manuel augmenta.

— Parlez, je vous en conjure, lui dit-il; votre silence me tue.

— Si on savait tout, si nous ne pouvions plus nous revoir! dit Marthe.

— Pourquoi? comment? Expliquez-vous, s'écria Manuel.

— Puis-je expliquer ce que je ne comprends pas. J'avais dans ma chambre la clé de mon pavillon, et on y est entré cette nuit, et on a déchiré une toile qui se trouvait sur mon chevalet.

— Mon portrait, dit Manuel; c'est moi qui ai fait cela.

— Vous! dit Marthe avec stupéfaction.

— Moi, dit Manuel, ne songeant plus à dissimuler. Pendant une demi-heure, je vous ai haïe, maudite.

— Me haïr, moi! Vous, Manuel! Pourquoi?

— Je vous en prie, ne m'obligez pas à vous le dire. Il y a des scélératesses que vous ne devez pas connaître; il y a des noms si infâmes, que je craindrais de souiller l'air que vous respirez en les prononçant devant vous.

— Julia! dit Marthe; vous pouvez parler, je sais tout.

— Tout, c'est impossible; vous ne vous seriez pas laissé calomnier.

— Je sais tout, dit Marthe; j'ai vu une nuit George sortir de sa chambre.

— Et vous avez gardé le silence?

— Je vous aimais déjà tant moi-même! Je croyais qu'elle aimait George; je la plaignais.

— Mais elle n'aime pas George; mais c'est une infâme créature, dit Manuel.

— Je l'ai appris depuis.

— Comment?

— La nuit où George s'est blessé, je ne dormais pas. J'ai entendu un cri dans la direction du pavillon, et j'ai quitté immédiatement ma chambre pour courir au secours, car je croyais avoir reconnu la voix de George. Il était cinq heures du matin. J'ai aperçu Julia derrière les rideaux de sa fenêtre. George s'était tué peut-être par amour pour elle, et elle le laissait mourir seul. J'ai bien senti qu'elle ne l'aimait pas, et depuis ce jour-là je la méprise.

— Et vous n'avez rien dit, quand d'un mot vous pouviez vous justifier et la perdre!

— Je me suis justifiée près de vous, dit Marthe. Quant aux autres, je n'y ai pas beaucoup pensé; mais, leur méchanceté m'eût-elle fait souffrir mille fois davantage, je n'aurais pas voulu acheter leur estime par une dénonciation.

— Et j'ai pu douter de vous! s'écria Manuel en rapprochant Marthe de son cœur par un mouvement plein d'exaltation. Ah! je ne me le pardonnerai de ma vie!

— Mais vous ne m'avez pas dit pourquoi vous m'avez haïe? reprit Marthe en se dégageant toute rouge de ses bras; vous ne m'avez pas dit pourquoi vous avez déchiré votre portrait? J'y avais tant travaillé! C'est bien mal à vous.

— Je vois bien que je puis tout vous dire, répondit Manuel. Vous êtes comme les anges, le mal est si loin de vous, que vous pouvez le contempler sans rien perdre de votre pureté.

Et il lui raconta tout ce qu'il avait fait, vu et entendu la nuit précédente.

Vers neuf heures du soir, Manuel se rendit au château avec la lettre de Julia dans sa poche, sans trop savoir quel usage il en ferait. Dès son entrée dans le salon, il se mit à observer la vicomtesse avec une attention qu'il ne lui avait pas accordée jusque-là. Elle était assise près d'une table sur laquelle se trouvait une lampe allumée, et travaillait à un ouvrage de tapisserie.

La beauté de Julia était incontestable. Sa taille était élégante, son teint doux et fin à l'œil comme un pétale de camélia, ses traits délicats, ses yeux bleus, ses cheveux blonds. Elle tirait admirablement parti du contraste qui existait entre cet extérieur presque céleste et un esprit qui n'était rien moins qu'angélique. Sa coquetterie y gagnait des effets piquans, et les gens austères, mais peu perspicaces, qui ne voient qu'avec leurs yeux, la croyaient douce, bonne, affectueuse, parce que tout dans sa personne était suave et gracieux. Si elle avait eu des cheveux noirs, une démarche décidée, un son de voix tant soit peu viril, elle eût peut-être été perdue de réputation depuis longtemps. Les observateurs sagaces pouvaient cependant discerner aisément la nuance de son âme sous celle de son corps. Dans les momens où elle ne s'observait pas, ils saisissaient parfois dans ses yeux couleur de myosotis des regards froids et tranchans comme la lame d'un rasoir bien affilé; mais le soir dont nous parlons, la vicomtesse s'observait si bien, que Manuel eut presque de la peine à se persuader que cette femme à l'aspect calme et candide était celle du pavillon.

— Je ne veux pas sortir d'ici sans avoir vu rougir ce front de marbre, se dit-il.

Cependant Julia se montra d'une vertu si obstinée, qu'il crut un instant qu'il ne trouverait aucune occasion de lui remettre sa lettre. Elle passa la soirée à apprendre un nouveau point de tapisserie à la fille de la marquise de Rosbac, et à soutenir une conversation aussi édifiante que soporifique avec un vieux curé des environs. A peine si elle adressa quelques mots distraits au pauvre Juan. La visible contrariété de ce dernier fit soupçonner pour la première fois à Manuel que son ami pouvait être attiré au château par un intérêt bien plus direct qu'il ne l'avait cru jusque-là.

La vicomtesse avait devant elle une corbeille remplie des laines et des soies de toute couleur dont elle se servait pour son travail. « Si elle daigne discontinuer ses homélies, je glisserai ma lettre dans cette corbeille, » s'était dit Manuel.

Enfin la vicomtesse se leva pour aider Marthe à servir le thé. Manuel s'assit à la place qu'elle venait de quitter, et tout en adressant quelques complimens à la jeune pensionnaire, qui baissait la tête sur sa tapisserie en rougissant de plaisir, il prit la corbeille, joua avec tous les pelotons qu'elle contenait, et finit par y déposer la fameuse lettre sans que personne le remarquât.

Le thé pris, la vicomtesse revint à sa place. Manuel lui adressa alors, sur son assiduité au travail, quelques plaisanteries qui avaient pour but de lui faire tirer son aiguille avec plus d'ardeur que jamais; puis il s'installa près de la table et engagea, moitié avec Julia, moitié avec la pensionnaire, dont la naïveté l'amusait, une de ces conversations de salon impossibles à résumer. Il attendait impatiemment la découverte de l'épître. La recherche d'un peloton de soie bouton d'or amena bientôt cet événement. Au moment où Julia l'aperçut, elle répondait à un compliment de Juan. Manuel avait mis la lettre sous une enveloppe à son adresse. Sans interrompre sa phrase, elle brisa le cachet aussi négligemment que s'il se fût agi d'une note de couturière oubliée là depuis le matin. Pas un des muscles de son visage ne frémit, pas une goutte de sang ne monta à ses joues, pas un regard, pas un geste ne trahit ce qu'elle éprouvait. Elle replia lentement la lettre, la remit dans l'enveloppe et la posa sur la table en évidence; puis elle reprit la conversation sans empressement, sans cette vivacité jouée sous laquelle on cherche souvent à dissimuler une préoccupation ou un embarras.

— Une femme de cette force est un monstre, se dit Manuel : si je supposais Juan capable d'en devenir sérieusement amoureux, je crois que je lui dirais tout; mais il est trop paresseux pour prendre jamais cette peine-là.

Cependant en quittant le salon il dit à Juan : — *Cuidado, cuidado,* mon cher.

— Prendre garde à quoi? dit Juan aussi en espagnol.

— Mais aux beaux yeux de la vicomtesse.

— Et pourquoi? dit Juan avec plus de vivacité qu'il n'en montrait d'ordinaire.

— Parce que tu me parais les admirer un peu trop. Cette femme-là, vois-tu, c'est tout simplement ce que, par un raffinement de langage, on appelle en France une grande coquette. En Espagne, nous avons d'autres mots pour dire la chose. Fais-lui la cour, si cela t'amuse; mais, je te le dis en ami, sois sur tes gardes, et si jamais elle t'ensorcèle, viens me trouver, je te jure de rompre le charme.

Et Manuel, serrant la main de Juan, le quitta pour retourner à sa chaumière.

XI.

Un mois de calme apparent suivit l'incident du pavillon. M[me] de Rosbac prenait chaque jour plus d'empire sur la baronne, qui commençait à en vouloir sérieusement à sa nièce de sa froideur envers le jeune marquis. Ce dernier faisait à Marthe une cour par ordre dont l'insuccès était si évident, qu'il se demandait parfois si la chance extrêmement improbable d'épouser six cent mille francs valait la peine de s'enterrer pendant tout un été au fond d'un désert. La seule distraction possible pour lui à Cernan, c'eût été d'être l'amant de Julia, qu'il connaissait de longue date. La vicomtesse était une conquête digne d'être enregistrée et racontée; mais la vertu étant en ce moment indispensable à ses projets, Julia se montra d'une intraitable pruderie. L'infortuné marquis fut donc bientôt réduit à promener solitairement, au milieu des rochers et des champs de blé noir, les délicieux négligés champêtres médités pour une plus glorieuse fin, et à nouer une très prosaïque intrigue avec la femme de chambre de M[lle] de Montbrun.

Sa petite sœur ne s'amusait guère plus au château : elle s'était prise pour Marthe d'une de ces passions fanatiques que les petites filles éprouvent quelquefois pour les grandes demoiselles; mais malgré les complaisances de M[lle] de Montbrun pour elle, elle était loin d'être satisfaite, car jamais Marthe ne lui avait fait l'ombre d'une confidence. Sylvia était pourtant certaine qu'elle aimait Manuel, et, chose bizarre, son instinct naissant de femme dominait complétement dans cette affaire ses affections de famille. Ce n'était pas aux projets de son frère qu'elle s'intéressait, c'était à l'amour de Manuel, quoique avec une naïveté digne de ses quatorze ans elle l'eût en même temps choisi pour le héros de la vague histoire d'amour qui flotte dans l'imagination de la plupart des jeunes filles.

Les affaires de la vicomtesse marchaient bien. George venait tous les soirs à Cernan et s'en retournait tantôt presque heureux, tantôt désespéré, mais toujours dominé par elle. Dans les momens où l'amoureux jeune homme était prêt à éclater, Julia n'avait qu'un mot à prononcer : « Paris! » pour le calmer subitement. Quant à Juan, il était de plus en plus épris, c'est-à-dire de plus en plus aveugle. Du reste, les difficultés de sa position imposaient à la vicomtesse des allures prudentes et réservées qui ne pouvaient manquer d'effacer entièrement de son esprit les paroles de Manuel.

De toutes ces choses, ni Marthe ni Manuel ne voyaient rien, absolument rien. Plus que jamais ils étaient dominés par le rêve. Aux heures accablantes de la journée, quand aucun bruit ne s'élève de

la nature épuisée, sous l'influence de la molle torpeur qui s'empare de tous les êtres, il leur arrivait souvent de passer de longs momens la main dans la main, le regard perdu à l'horizon, oubliant leurs livres épars à leurs pieds et se parlant tout bas, comme s'ils avaient craint de troubler l'immense repos de la création. Les phrases qui s'échappaient alors de leurs lèvres étaient vagues et brûlantes, comme tout ce qui les entourait. — Pourquoi la mer ne vient-elle pas nous prendre pour nous ensevelir dans ses abîmes? murmurait Marthe. Je voudrais mourir. Vous ne m'aimerez jamais autant qu'aujourd'hui.

— Est-ce qu'on aime plus ou moins? répondait Manuel. Depuis le commencement des temps, Dieu aime-t-il moins son œuvre? le soleil verse-t-il moins de rayons? la terre s'élance-t-elle vers lui avec moins d'ardeur? Aimer, c'est vivre de la vie infinie, absolue; celle-là ne peut pas s'user.

— Et ceux qui n'aiment pas?

— Les morts sous la terre sont plus heureux.

— Pourquoi avez-vous tant tardé à venir? Je vous ai si souvent appelé!

— Vous ne m'aimez pas comme je vous aime, répondait Manuel; vous n'avez pas souffert comme moi; vous n'avez pas trempé vos lèvres à toutes les sources; vous ne pouvez pas savoir que toutes les eaux de la terre sont amères et empoisonnées; vous ne vous êtes pas sentie seule quand une main brûlait la vôtre; vous n'avez pas mille fois répété : Je t'aime! en blasphémant; vous n'avez pas étreint des fantômes sur un cœur vide; vous n'avez pas été réveillée la nuit par une voix terrible qui criait à votre oreille : « Qu'as-tu fait de tout ce que Dieu et ta mère avaient mis dans ton âme? » et reconnu en frémissant qu'il n'y avait plus rien en vous, rien que le désir éternel et insatiable. Vous êtes grande et pure, vous ne pouvez pas m'aimer comme je vous aime, moi qui suis misérable et souillé. Je ne vis qu'en vous; sans vous, je n'aurais ni foi, ni vertu. Si vous m'abandonniez un jour!...

— Est-ce que je ne suis pas à vous?

— Si je te disais : « Suis-moi au bout du monde! » viendrais-tu?

— J'irais!

De pareils entretiens n'étaient pas sans dangers. A leurs longs épanchemens succédaient parfois de longs silences; leurs mains s'enlaçaient alors plus étroitement, un nuage passait sur leurs yeux; Manuel rapprochait involontairement Marthe de son cœur; ses lèvres touchaient ses cheveux sans qu'elle semblât s'en apercevoir. En ces instans, il eût été bien facile à Manuel d'abuser d'une émotion que Marthe était trop chaste pour redouter; mais il l'aimait sincèrement :

il voulait la respecter. Effrayé de sa propre faiblesse, il la repoussait brusquement, s'enfuyait jusqu'au bord de la mer, et s'y promenait à grands pas sans remarquer que les vagues mouillaient ses pieds. Quand il revenait vers Marthe, il la trouvait toujours en pleurs; ni l'un ni l'autre ne s'adressaient une seule parole. Marthe ramassait à terre quelque livre, et Manuel lui faisait lire de l'espagnol en corrigeant gravement et sévèrement ses fautes de prononciation.

Quand le temps était sombre, quand le vent d'ouest promenait dans le ciel de gros nuages gris, comme cela arrive fréquemment sur les côtes de Bretagne, Marthe et Manuel passaient souvent des heures entières à errer sur le rivage. Leur conversation prenait alors une tournure toute différente.

— J'ai souvent envié le sort des paysannes que je voyais dans les champs, disait Marthe en s'appuyant sur le bras de Manuel. Elles ne savent que couper de l'herbe et filer leur quenouille; mais quand elles rapportent le soir au logis la gerbe de luzerne qui doit nourrir leurs vaches, leur fuseau chargé de fil, elles ont le droit d'être satisfaites d'elles-mêmes : elles ont travaillé, elles ont été utiles. Que de fois j'ai rougi, avant de vous connaître, de l'inutilité de ma vie! J'avais des heures de découragement pendant lesquelles j'en voulais à l'abbé d'avoir développé mes facultés par ses conversations et par l'étude. A quoi bon? dans quelle pensée? me disais-je. La pervenche qui s'épanouit sous mes pieds a un but : elle contribue à rendre l'homme plus heureux et meilleur en lui révélant la beauté; mais mon âme, mon intelligence, qui s'en inquiète? Pourquoi m'inspirer l'horreur du mesquin et du vulgaire? Ce bon prêtre ne sait donc pas que ce qu'il veut mettre en moi ne sera qu'un embarras, une gêne, une cause de révolte et de douleur dans la vie que je dois vivre? Depuis que je vous connais, j'ai senti que j'avais tort; Dieu m'a fait souffrir pour que je pusse mieux vous aimer et mieux vous comprendre. Aucune femme ne vous aimerait et ne vous comprendrait comme moi, n'est-ce pas?

Manuel répondait par un serrement de main et par un regard, et Marthe continuait : — Je voudrais que nous fussions pauvres, bien pauvres, nous serions plus seuls; vous n'auriez pas d'autre distraction, pas d'autre pensée que moi. Vous ne connaissez pas tous mes défauts : je suis effroyablement jalouse. J'ai éprouvé l'autre jour un sentiment si mauvais, que je n'ai pas osé vous le dire. Je me suis réjouie de vous savoir enfin éclairé sur Julia, car vous aviez pris son parti contre moi la veille; j'en ai pleuré toute la nuit.

— Être jalouse de Julia, vous! c'est de la démence!

— Il se peut que je sois folle, dit Marthe; mais quand il s'agit de vous, tout m'inquiète. Si vous aimiez jamais une autre femme, que deviendrais-je?

Un matin, Manuel arriva au rendez-vous plus tard que de coutume; Marthe l'attendait depuis quelques instans. Il était pâle et tenait une lettre à la main.

— Mon rappel en Espagne, dit-il d'une voix sourde.

— Je t'en supplie, ne pars pas, j'en mourrais! dit Marthe en saisissant le bras de Manuel comme si elle eût voulu l'arrêter. Sa tête resta appuyée sur l'épaule de Manuel, qui couvrit de baisers son front et ses cheveux en lui disant :

— Comment as-tu pu imaginer que je songeais à te quitter? Tu m'as souvent répété que tu abandonnerais tout pour me suivre, et tu me crois capable de sacrifier à un intérêt quelconque le bonheur de vivre près de toi!... Que m'importent l'ambition et la gloire? N'es-tu donc pas heureuse, toi? Rêves-tu autre chose? Ne remercies-tu pas Dieu de t'avoir fait connaître l'amour?

Pendant plus d'une heure, Manuel berça Marthe des mêmes tendresses passionnées. Elle l'écoutait muette de bonheur; elle eût voulu passer ainsi l'éternité.

Ce jour-là, Marthe ne retourna pas au château par les champs; elle suivit, comme elle le faisait souvent, le bord du rivage. C'était doubler la longueur de la route; mais Manuel pouvait l'accompagner sans crainte d'être aperçu : d'énormes escarpemens de rochers formaient du côté de la terre une muraille continue. La mer était si haute, qu'excepté au fond des baies, le sable était partout recouvert par l'eau. Il fallait donc à chaque instant escalader des roches rendues glissantes par des goëmons. Marthe, redevenue joyeuse et confiante, sautait légèrement d'une pierre à l'autre, sans accepter le secours de Manuel, qui, moins familiarisé qu'elle avec cet exercice, avait assez à faire de se tirer lui-même des mauvais pas. Ils arrivèrent ainsi devant une flaque d'eau formée au milieu des rochers par les dernières grandes marées. Il leur était impossible de l'éviter : d'un côté le granit à pic, de l'autre la mer. L'eau avait à peine un demi-pied de profondeur. Marthe se préparait à la traverser; mais Manuel s'y opposa absolument : il y entra lui-même, et la prit dans ses bras. Pendant le trajet d'un bord à l'autre, trajet qui ne dura guère plus de deux secondes, Marthe, dont la tête était renversée sur l'épaule de Manuel, crut voir à cinquante pieds au-dessus d'elle, sur une pointe de rocher qui surplombait le rivage, un chasseur appuyé sur son fusil. Elle pensa aussitôt au marquis de Rosbac, qui se donnait quelquefois le plaisir de se promener en accoutrement de chasse, et trembla qu'il ne l'eût aperçue. Manuel, averti par elle, leva les yeux; ne découvrant rien, il s'efforça de la tranquilliser, et parvint presque à lui persuader qu'elle s'était trompée.

Le soir de ce même jour, le marquis de Rosbac, au lieu de prendre, comme à l'ordinaire, congé de sa mère après l'avoir reconduite jus-

qu'à la porte de sa chambre, entra chez elle en lui disant : J'ai à vous parler. — Ma chère mère, poursuivit-il en s'étendant dans un fauteuil, je pense que vous devez être satisfaite de moi, et que je joue assez convenablement depuis trois mois mon rôle de jeune homme à marier. Bien que la félicité conjugale ne fût pas précisément mon rêve, je n'ai rien négligé pour seconder vos desseins. J'ai été sentimental comme une ballade allemande, j'ai absorbé une quantité indéfinie de prose et de vers, j'ai même essayé de lire un traité de métaphysique; mais, vous avez très bien pu vous en apercevoir, Mlle de Montbrun a été insensible à mes tours de force. Il est maintenant prouvé pour moi que, malgré toutes les qualités physiques et morales qui me distinguent, je dois renoncer au bonheur d'émouvoir son cœur, et conséquemment à l'espérance d'être un jour possesseur de ce château. Or, comme vous ne m'avez pas amené, que je sache, sur les rivages de l'Armorique à autre fin que celle de me faire épouser par elle, j'espère que vous ne ferez aucune objection à mon dessein bien arrêté de les abandonner au plus vite.

Mme de Rosbac écouta la tirade de son fils sans l'interrompre. Il était évident que le jeune marquis était à la fois dominé et gâté par sa mère.

— Je suis bien loin de voir les choses comme vous, lui dit-elle dès qu'il eut cessé de parler. Je trouve au contraire que tout va pour le mieux. Vous plaisez beaucoup à la baronne; elle me répète chaque jour que vous êtes le mari qui lui convient pour sa nièce. Quant à Mlle Marthe, je ne suis pas aussi certaine que vous de son indifférence à votre égard. Les jeunes filles trouvent quelquefois charmant qu'on leur fasse longtemps la cour. Moi, qui vous parle, j'ai refusé trois fois votre père avant de me décider à l'épouser. Pour rien au monde je ne vous permettrai de quitter le château, je voulais au contraire vous recommander de vous montrer plus amoureux que jamais, car il serait bon que cette affaire fût arrangée avant le retour à Paris; ici vous n'avez pas de rival.

— Mais, ma mère, vous ne savez donc rien! vous ne voyez donc rien de ce que tout le monde voit et sait sur Mlle Marthe! dit le jeune homme contrarié de cette opposition.

— Quoi? dit la marquise; cette ridicule histoire de jambe cassée? Je vous ai déjà dit que Marthe avait passé près de sa tante la nuit où ce séducteur de village s'est blessé. Quant aux bavardages de la petite ville, je n'y vois pas grand mal; si Marthe est un peu compromise, cela la rendra moins difficile.

— Il ne s'agit pas du beau chanteur de romances appelé George Servet, mais bien de l'Espagnol qui vit en anachorète sur je ne sais

quel récif voisin; vous ne vous êtes donc pas aperçue que Mlle de Montbrun l'aime?

— Lui! Où êtes-vous allé chercher cette nouvelle? Marthe ne lui adresse presque jamais la parole.

— Dans le salon, c'est possible; mais sur les rochers elle laisse très bien M. Belmar la prendre dans ses bras.

— Comment le savez-vous?

— Je les ai vus.

— Ah! c'est ainsi, dit la marquise; eh bien! tant mieux: dès demain, la baronne saura à quoi s'en tenir sur sa nièce.

Le marquis était peu intelligent, ignorant et faible; mais il n'était pas assez corrompu pour que le froid cynisme avec lequel sa mère subordonnait tous les sentimens humains à l'intérêt ne soulevât pas quelquefois en lui des révoltes malheureusement passagères.

— Ma mère, je vous en supplie, s'écria-t-il, permettez-moi de partir, et laissez les amours de Mlle de Montbrun s'arranger comme ils pourront. Voilà assez longtemps que je joue un rôle ridicule, ne me faites pas jouer un rôle infâme.

— Six cent mille francs de dot valent bien quelques contrariétés et quelques ennuis, dit la marquise. Vous me paraissez oublier un peu trop votre position. Votre père ne vous a laissé que son nom et son titre, ce qui dans le siècle où nous vivons est un patrimoine assez léger. Ne croyez pas qu'il vous soit facile de rencontrer une femme riche qui consente à vous épouser pour le plaisir d'être marquise. Sans des circonstances particulières, je n'aurais pas osé songer à Mlle de Montbrun; mais je savais que ce qui vous eût nui ailleurs vous servirait ici. La baronne désire que vous épousiez sa nièce, parce qu'elle espère que, n'ayant ni profession ni fortune propre, vous dépendrez absolument d'elle, et que vous pourrez l'accompagner partout où il lui plaira d'aller. Ne comptez pas que je subvienne plus longtemps aux dépenses de la vie dissipée dont vous avez contracté l'habitude. Ma fortune personnelle est à peine suffisante pour que je puisse vivre et établir convenablement votre sœur. Si vous n'épousez pas Mlle de Montbrun, je ne vois pour vous que deux partis à prendre: vous faire soldat, ou entrer comme surnuméraire dans quelque administration.

Ce foudroyant dilemme mit fin aux objections du jeune marquis, qui rentra dans sa chambre de fort mauvaise humeur en se disant: — Pourquoi n'ai-je pas seulement vingt mille francs de rente? — Il y a une foule de gens qui paraissent convaincus que Dieu n'a le droit d'exiger de ses créatures la dignité et la vertu que quand il leur a donné de quoi satisfaire toutes leurs fantaisies.

Le lendemain, à l'heure où la baronne parcourait les journaux

qui lui arrivaient chaque matin de Paris, Mme de Rosbac entra dans le salon. Sa fille était au piano et déchiffrait une romance nouvelle.

— Sylvia, va dessiner dans le boudoir; ton tapotage me fatigue, j'ai mal à la tête, dit la marquise.

Sylvia obéit après avoir jeté sur sa mère un regard qui disait clairement qu'elle n'était pas la dupe de cette migraine improvisée.

La marquise s'assit en face de son amie, prit un journal et parut le lire attentivement. Au bout de quelques instans, elle le posa sur ses genoux en disant : — Je pense, chère Amélie, que vous avez connaissance du bruit qui préoccupe tout le voisinage?

— Quel bruit? dit la baronne d'un air distrait.

— Le bruit du mariage de votre nièce avec M. de Belmar.

— Qui a pu inventer une pareille sottise? dit tranquillement la baronne.

— Ce n'est donc pas vrai?

— Perdez-vous la tête?

— Cela m'eût étonnée, mais on s'appuyait sur des faits si étranges...

— Quels faits?

— Mon Dieu! chère amie, je ne sais si je dois vous le dire. On prétendait que vous permettiez à votre nièce de se promener seule avec ce monsieur.

— Qui a eu l'audace de débiter de semblables impertinences?

— Un peu tout le monde. — Ainsi vous me dites sincèrement qu'il n'y a rien de vrai? reprit la marquise après une pause.

— Comment pouvez-vous insister? Est-ce qu'on épouse ces gens-là? On les laisse venir souvent chez soi, justement parce qu'ils sont sans conséquence.

— Chère Amélie, dit la marquise en prenant les mains de la baronne d'un air tragiquement sentimental, l'amitié impose de grands devoirs. S'il s'agissait de ma fille et que vous n'eussiez pas le courage de faire ce que je fais aujourd'hui, je vous en voudrais mortellement. Ne me demandez pas d'explication, mais suivez mon conseil: ne recevez plus ce M. Belmar.

— Mais enfin que savez-vous? Qu'y a-t-il? dit la baronne.

— Il y a que M. Belmar joue la grande passion près de votre nièce. Dans quelles vues? Il est facile de le deviner.

— Tant pis pour ce monsieur, s'il se rend ridicule. Marthe est trop bien élevée, trop raisonnable, pour que cela m'inquiète.

— Chère Amélie, Marthe est sans doute la plus parfaite des jeunes filles; mais à son âge on est toujours un peu inconséquente, un peu légère. On ne peut pas savoir qu'il y a des gens qui font métier de se faire aimer des héritières. C'est un jeu sûr : ou on épouse, ou on se fait payer son silence.

— Mais quoi enfin? dit la baronne, quoi? Dites tout.

— Eh bien! votre nièce s'est laissée plus ou moins prendre aux grandes phrases de ce monsieur. On me l'avait dit depuis longtemps, mais j'hésitais encore à le croire, quand hier matin je les ai vus, à un quart de lieue du château, causer en tête-à-tête au bord de la mer.

— Mais ce M. Belmar est un misérable! s'écria la baronne au comble de la fureur. Comment ai-je pu l'admettre chez moi? S'il se présente encore ici, je le ferai jeter à la porte par mes gens. Et Marthe! quelle récompense pour tous les soins que j'ai pris d'elle! quel monstre d'ingratitude!

— Calmez-vous, ma chère; Marthe est peut-être au fond assez innocente. Le malheur, c'est que personne ne le croira. Il faut si peu de chose pour perdre à jamais une jeune fille dans l'opinion!

— Je vais la faire chercher; je veux lui parler à l'instant, dit la baronne.

— Ne mêlons pas les domestiques à tout cela, ils n'en savent probablement que trop. — Et la marquise, entr'ouvrant la porte du boudoir, appela : Sylvia! Sylvia!

Mais Sylvia ne répondit pas, par l'excellente raison qu'elle était en ce moment au fond du jardin. Convaincue que la conversation entre les deux vieilles amies serait intéressante, puisqu'on la renvoyait, elle avait écouté derrière la portière au lieu de dessiner, et à la première exclamation de la baronne contre Marthe, elle s'était empressée de sauter dans le parterre, où elle la voyait cueillir des fleurs. Enchantée d'être enfin mêlée à une véritable histoire d'amour, Sylvia redit mot pour mot à Marthe tout ce qu'elle venait d'entendre. Quand elle en vint à répéter les paroles outrageantes qui avaient été prononcées contre Manuel, Marthe rougit et pâlit à la fois, puis elle tomba sur un banc presque sans connaissance. Sylvia, effrayée du désespoir qu'elle venait de causer, prit ses mains dans les siennes et se mit à pleurer. Au bout de quelques minutes, Marthe revint à elle et dit à la jeune fille : — Laissez-moi, Sylvia; j'ai absolument besoin d'être seule.

Quelque désir qu'eût Sylvia de rester, elle n'osa pas résister à cet ordre; mais elle se cacha à quelque distance derrière une charmille, d'où elle put voir Marthe se promener à pas lents, la tête inclinée sur sa poitrine, les bras croisés, les joues en feu, le regard fixe. Un vieux domestique apparut bientôt à l'extrémité de l'allée où elle se trouvait et arriva à deux pas d'elle sans qu'elle l'aperçût.

— Mme la baronne désire parler tout de suite à mademoiselle, dit le valet de chambre.

— C'est bien, j'y vais, dit Marthe sans cesser de marcher et sans lever les yeux sur lui.

Puis elle s'arrêta tout à coup, et regardant le domestique en face :

— C'est vous, Pierre? dit-elle; que voulez-vous?

— J'ai déjà eu l'honneur de dire à mademoiselle que Mme la baronne désirait lui parler, et mademoiselle m'a répondu qu'elle allait venir.

— C'est bien, allez-vous-en; j'irai, dit brusquement Marthe. Puis elle se rassit et parut réfléchir profondément. — Il le faut, se dit-elle; je ne veux pas qu'on l'insulte. Je mourrai plutôt.

Quand elle entra dans le salon, où l'attendait la baronne, aucun signe intérieur ne révélait ce qu'elle éprouvait. La baronne était encore rouge et courroucée.

— Est-il vrai, mademoiselle, que vous ayez eu des tête-à-tête sur les rochers avec cet étranger qu'on appelle M. Belmar? dit-elle durement.

— Il est parfaitement vrai que cela m'est arrivé hier, dit Marthe en poussant un fauteuil près de celui de sa tante.

— Et vous osez l'avouer! S'amouracher d'un aventurier, d'un misérable! cria la baronne, qui comme tous les êtres faibles s'exaltait au-delà de toute mesure quand elle sortait de sa passivité habituelle.

— Je ne vous comprends pas du tout, ma tante, dit Marthe très froidement en s'asseyant. Hier, en quittant la chaumière de Catherine, j'ai rencontré M. de Belmar sur le rivage. Il venait de recevoir une lettre qui annonçait son rappel en Espagne et s'est approché de moi pour me faire part de cette nouvelle, ce qui n'a, je crois, rien de bien étrange entre personnes qui se voient presque chaque soir. Il m'a même chargée de vous dire qu'il viendrait aujourd'hui ou demain prendre congé de vous. J'avais oublié de vous parler de cela ce matin.

— Ah çà! que m'a donc raconté la marquise? dit la baronne, complétement dominée par le calme de sa nièce et pressée d'en finir avec une colère qui la fatiguait. Ce monsieur ne t'a pas dit qu'il t'aimait? Tu ne l'aimes pas?

— C'est Mme de Rosbac qui vous a dit cela? interrompit Marthe sans répondre à la question.

— Mais oui, c'est elle. Elle a passé une heure à me répéter que tu te compromettais, que tu te perdais de réputation.

— Vous ne voyez donc pas, ma chère tante, que la marquise veut me faire épouser son fils.

— Mais non, je t'assure, c'est uniquement par intérêt pour moi et pour toi. Elle t'aime beaucoup, Mme de Rosbac. Pourquoi ne veux-tu pas épouser Gaston? C'est un charmant jeune homme.

— Je vous en supplie, ma chère tante, ne parlons pas de cela.

Vous m'avez laissée libre jusqu'ici. Pourquoi seriez-vous moins bonne cette fois? M'aimez-vous moins?

— C'est justement parce que je t'aime que je désire ce mariage. Tu pourrais rester près de moi. Je ne consentirai jamais à un mariage qui nous séparerait.

Marthe embrassa sa tante et monta dans sa chambre, où elle tomba demi-morte sur un sofa.

— Eh bien? dit la marquise en rentrant dans le salon dès qu'elle eut vu Marthe en sortir.

— Eh bien! ma chère, il n'y a rien, dit la baronne, ennuyée d'une question qui lui rappelait des émotions désagréables. Quand vous les avez vus, M. Belmar lui annonçait tout simplement son départ pour l'Espagne.

— Je m'en doutais, dit la marquise, dont le but était pour le moment atteint. Pauvre petite! j'avais bien raison de la défendre contre vous.

XII.

MARTHE A MANUEL.

« On sait tout. Il m'est impossible d'aller vous voir. Comment vous raconter ce qui vient de se passer? Je n'avais que trop raison : le chasseur d'hier, c'était le marquis de Rosbac. La marquise nous a dénoncés à ma tante avec une méchanceté infernale. Je n'ose pas penser à cette horrible femme. Quand j'y songe, ma tête s'égare; j'éprouve des sentimens de haine et des désirs de vengeance que je n'avais pas compris jusqu'ici. Ma tante s'est emportée comme elle s'emporte quand elle sort de son indolence accoutumée. Sylvia avait écouté leur conversation et me l'a répétée avant qu'on m'eût fait chercher. Sans cela, je ne sais ce qui serait arrivé; on vous aurait accusé, insulté peut-être à cause de moi. Manuel, pardonne-moi. Je n'ai pas dit que je ne t'aimais pas, rien au monde ne pourrait me faire renier mon amour; mais j'ai annoncé à ma tante que tu partais dans deux jours. Que pouvais-je faire? Si tu savais comment elle menaçait de te traiter! La colère de ma tante s'est subitement calmée; c'est un vieil enfant, elle ne réfléchit jamais et ne cherche qu'à oublier ce qui peut la troubler. Je la connais, son irritation contre toi passera vite; la marquise, qui la domine complétement aujourd'hui, partira. Ma tante m'aime autant qu'elle peut aimer, elle a toujours été très faible avec moi; elle ne voudra pas me voir mourir de chagrin et finira par me permettre de t'épouser.

« A quoi servirait maintenant ta présence en Bretagne? Tu ne

pourrais plus venir au château, je ne pourrais plus aller te voir. Il vaut mieux que cela soit ainsi. Tôt ou tard on devait tout savoir.

« Tu m'aimeras toujours autant, n'est-ce pas ? Tu reviendras dans quelques mois. J'aurai du courage, je te le promets. Tu m'as vue faible ce matin, je n'étais encore qu'une enfant, je n'avais pas souffert; mais quand j'ai su qu'on t'outrageait, j'ai bien senti que j'avais un cœur digne de toi.

« Je ne sais comment t'envoyer cette lettre. Je n'ai pu aller moi-même chez Catherine; j'ai peur d'être suivie. »

Dans les âmes comme celle de Marthe, le premier mouvement est toujours plein de courage et de générosité. Leur grandeur native les pousse tout d'abord au renoncement et à l'abnégation. La faiblesse de la femme n'apparaît qu'à la seconde heure. La lettre ne put pas partir sur-le-champ, et elle y ajouta ces mots :

« — Je n'ai plus ni force ni courage. J'ai menti en écrivant ce qui précède. Je ne veux pas que tu partes. Reste, je t'en prie, reste. Je trouverai moyen de les tromper. Tout me sera possible, excepté de vivre sans toi. Je remets ma lettre au fils du fermier; tu peux lui confier ta réponse. »

MANUEL A MARTHE.

« J'approuve tout ce que tu as fait. Je partirai, et tu partiras avec moi. Je n'hésite pas à disposer de ton avenir. Je sais qu'une femme comme toi est capable de briser son cœur pour accomplir un devoir, mais que le jour où elle dit : J'aime! elle donne sa vie entière. S'il n'en était pas ainsi, je te mépriserais. Tes torts envers ta tante, ta conduite envers moi, seraient alors sans excuse. On ne peut violer sans crime et sans honte les conventions et les lois du monde que quand on obéit à une loi supérieure. En nous créant des âmes qui ne peuvent connaître le bonheur et s'élever jusqu'à lui que l'une par l'autre, Dieu a donné à notre union une sanction mille fois plus haute que celle que nous recevrons des hommes. L'amour serait la plus humiliante de toutes les folies, s'il n'était pas le plus respectable, le plus sacré de tous les liens. Tu es à moi, bien à moi, comme je suis à toi pour toujours.

« Être à moi, pauvre enfant! tu sais ce que cela veut dire. Ce n'est pas le bonheur que je t'offre. Je ne suis qu'un malheureux à consoler; voilà pourquoi tu me suivras. Que serais-tu dans la vie d'un des heureux de la terre? Une joie entre mille autres, une distraction, peut-être moins que cela, un objet de luxe auquel on ne tient que par vanité. Est-ce là de quoi satisfaire tes aspirations immenses? Pourrais-tu remplir près d'eux la sublime mission de la femme ici-bas?

« Dans l'existence où je t'entraîne, je n'entrevois que luttes, incertitude, orages; mais chaque jour j'aurai besoin de toi, chaque jour tu auras un sacrifice à faire, une larme à essuyer. Si je suis haï, persécuté, insulté par les hommes, tu me verras heureux par toi, par toi seule, et tu m'entendras remercier Dieu à tes pieds d'avoir fait descendre vers moi l'ange qui sauve du désespoir.

« Qui pourrait te retenir? Ta tante? Tu connais assez son étroit et implacable égoïsme; elle ne te comprend pas, et t'aura bien vite oubliée. Le monde? Il te calomnie et respecte Julia. Je vais tout préparer pour notre départ, car je ne doute pas de ta réponse. Une âme comme la tienne ne peut pas reculer devant le sacrifice. »

Dieu! — Sacrifice! Pourquoi ces mots sont-ils le fond de la langue de l'amour? Quel charme mystérieux possèdent-ils? où prennent-ils leur irrésistible puissance? Pourquoi toute âme un peu noble se révolte-t-elle contre la pensée de ne chercher dans une affection que du bonheur? L'homme est-il si grand que le comble de la félicité se trouve pour lui dans le dévouement? Sent-il instinctivement que nos amours de la terre ne sont qu'un reflet d'une flamme plus pure, qu'une participation anticipée à l'amour universel, infini, dans lequel tout égoïsme est absorbé? Peut-être cherche-t-il à s'abuser lui-même. Quand il s'abuserait, cette illusion serait encore une protestation contre son abaissement et sa misère.

MARTHE A MANUEL.

« Onze heures du soir.

« Ma vie t'appartient; fais-en ce que tu voudras. Où tu iras, j'irai. »

« Cinq heures du matin.

« J'ai passé toute la nuit agenouillée devant le portrait de ma mère, la suppliant de me conseiller, de me guider, et j'ai cru entendre sa voix : elle me rappelait ses longues souffrances, ses sacrifices au devoir, et me disait que le repos de l'âme est à ce prix. Je ne puis abandonner ma tante sans avoir tout tenté pour la fléchir, je ne le puis... Manuel, je t'en conjure, attends encore six mois. Alors, quoi qu'il arrive, rien ne m'arrêtera plus; car, tu l'as dit, je suis à toi et pour toujours.

« Je n'ose penser au moment de ton départ. Il faut pourtant que tu partes sans délai. Je me crains moi-même; si tu restais encore quelques jours, je faiblirais. Aide-moi à trouver du courage. Viens ce soir au château faire tes adieux à ma tante. Demain matin j'irai chez toi; je te l'avais refusé jusqu'ici, mais aujourd'hui c'est moi qui le veux. »

Le soir, Manuel était à Cernan et prenait congé de la baronne. Marthe chanta, causa et rit. Dieu envoie-t-il un de ses anges aux femmes pour les fortifier dans certaines circonstances? On serait tenté de le croire, tant leur puissance sur elles-mêmes est incompréhensible.

Un épais brouillard couvrait la terre, quand Marthe quitta le château, vers six heures du matin, pour se rendre près de Manuel. Rien n'est plus morne, plus désolé que l'aspect des bords de la mer par un temps sombre. L'homme le plus ferme se sent froid au cœur, quand il ne voit devant lui que des masses de granit dessinant sur un ciel gris leurs profils bizarres et des montagnes d'eau glacée qui roulent l'une sur l'autre en gémissant. Il semble que la chaleur et la lumière aient pour jamais abandonné le monde.

Marthe éprouva peut-être cette impression en parcourant le rivage, mais son âme était si troublée, qu'elle n'avait qu'une perception vague de ses propres sensations. En voyant les malles entassées dans un coin de la chaumière, les étagères dégarnies de livres, les vases remplis de fleurs desséchées, tout ce désordre matériel qui fait involontairement songer qu'on doit désirer quitter au plus vite un logis devenu inhabitable, elle comprit nettement pour la première fois que Manuel allait partir. Son courage l'abandonna. Sans prononcer une seule parole, elle se jeta dans ses bras en sanglotant. Manuel avait eu de la force pendant les heures de bonheur; il en manqua à celle du désespoir, et couvrit Marthe, qu'il pressait presque inanimée contre son cœur, de baisers et de caresses passionnées.

Tout à coup elle revint à elle, s'arracha de ses bras et s'enfuit à l'extrémité de la cabane, où elle demeura appuyée contre la muraille, pâle, frissonnante, les bras croisés sur la poitrine, les yeux fixés à terre. — C'est donc ainsi que tu m'aimes! s'écria Manuel en se jetant à genoux devant elle. Nous allons nous séparer, c'est toi qui l'as voulu, et tu me fuis! Nos vies ne sont-elles pas unies pour toujours? n'es-tu pas à moi? n'es-tu pas ma femme? Marthe, parle-moi, regarde-moi. Marthe, réponds-moi, m'aimes-tu?

Marthe l'écoutait, immobile et froide comme une statue. Un léger tremblement de ses lèvres indiquait seul qu'elle vivait. — Je comprends, reprit Manuel avec amertume en se relevant; vous voulez conserver le droit de m'oublier. Dans quelques mois, vous vous direz : « Je puis être à un autre, je ne lui ai donné que mon cœur. » Votre cœur! vous ne me l'avez même pas donné.

Et il se jeta sur le divan avec désespoir. Pendant près d'un quart d'heure, un profond silence régna dans la cabane. On n'y eût entendu que la respiration inégale de Marthe et les sanglots étouffés de Manuel. Marthe s'avança enfin vers lui, et, prenant la main qu'il ap-

puyait sur ses yeux, elle la pressa doucement. Manuel releva la tête et regarda Marthe, dont le visage était inondé de larmes.

— Tu m'aimes! s'écria-t-il en l'étreignant impétueusement entre ses bras.

Quelques heures plus tard, Marthe était seule dans la chaumière. Seule! elle ne le croyait pas encore. A chaque instant, elle tressaillait et prêtait l'oreille; elle s'imaginait entendre le pas de Manuel. Elle lui avait absolument défendu de revenir; mais elle espérait,... elle avait la certitude qu'il reviendrait. Quand le léger bruit qui l'avait remplie de joie s'éteignait sans que Manuel parût, elle retombait sur le divan et s'accusait de folie, puis elle se redressait frémissante, si le vent faisait crier les goëmons secs en les balayant sur le rivage, ou si quelque pêcheur marchait dans le lointain. La journée se passa ainsi. Les premiers momens d'une séparation ne sont peut-être pas les plus cruels : il reste dans les objets matériels, dans l'air autour de nous, quelque chose de ceux qu'on ne voit plus; mais bientôt, hélas! toute trace de leur présence s'efface. Alors on s'agite douloureusement dans le vide; la longueur des jours nous écrase; quand la personne aimée était là, les jours n'avaient que les heures que nous passions près d'elle. Rien ne conduit plus à douter de l'existence positive du temps que l'amour. Une seconde de bonheur peut être le foyer d'un rayonnement qui dévore et annule les vingt-quatre heures qui nous en séparent.

Sa correspondance avec Manuel devint toute la vie de Marthe. Presque chaque jour elle trouvait chez Catherine une lettre de lui et consacrait souvent des nuits entières à lui répondre. Les lettres sans fin seront toujours une des plus infaillibles preuves de la profondeur d'une affection. Dans le bonheur on peut s'abuser, mais quand le besoin de verser son âme dans une autre âme se fait incessamment sentir malgré l'absence, c'est qu'on est sérieusement atteint.

Mme de Cernan retourna à Paris trois semaines après le départ de Manuel. Ce fut un nouveau déchirement pour Marthe. Les lieux où l'on a aimé sont sacrés. L'arbre qui abritait d'heureuses causeries, le sentier qu'on parcourait ensemble, le paysage qui inspirait les mêmes rêves à deux êtres qui s'adoraient, ne seront jamais pour eux un arbre, un sentier, un paysage comme un autre. Jamais l'homme ne se résignera à croire que la nature n'est qu'un impassible témoin de ses émotions. Il a l'intuition vague d'une communication entre elle et lui, et cette intuition doit avoir raison contre le raisonnement qui la condamne.

XIII.

La baronne avait quitté la Bretagne le 15 octobre. Un soir du mois de février suivant, toutes les personnes que nous avons connues au château de Cernan se trouvaient réunies dans son hôtel à Paris. Cinq mois s'étaient écoulés depuis le départ de Manuel, et pendant ces cinq mois le drame intime dont nous avons raconté le prologue n'avait pas fait un pas vers son dénoûment. M[me] de Rosbac persistait dans son système d'intrigue : dès qu'un prétendant sérieux à la main de Marthe perçait à l'horizon, elle s'efforçait de l'éloigner par de calomnieuses révélations sur le caractère de M[lle] de Montbrun, espérant ainsi rendre son fils indispensable. M[me] de Cernan éprouvait un secret mécontentement contre sa nièce; elle lui reprochait souvent sa tristesse, la physionomie ennuyée qu'elle portait dans le monde, et son obstination à refuser le marquis. Marthe essayait quelquefois de lui parler indirectement de Manuel; mais la seule idée d'un mariage qui lui enlèverait sa nièce excitait chez la baronne une telle irritation, qu'elle se taisait bientôt découragée.

Une rupture complète avec sa tante lui semblait donc inévitable. Renoncer à Manuel, c'eût été à ses yeux la dernière des infamies; d'ailleurs elle l'aimait plus qu'elle ne l'avait jamais aimé. En supprimant les froissemens de la réalité, l'absence augmente notre foi au bonheur dont elle nous prive : Marthe en connut toutes les illusions et toutes les tortures. Elle avait des instans d'indicible souffrance où elle oubliait les considérations qui l'avaient empêchée de suivre Manuel, et se désespérait d'avoir résisté à ses supplications.

Des anciens hôtes de Cernan, Julia seule était heureuse. Juan de Villa l'avait suivie à Paris, et venait enfin de lui demander officiellement sa main. Les circonstances l'avaient merveilleusement servie. Quelques jours avant son départ de Bretagne, maître Servet avait été frappé d'apoplexie à la suite d'un de ses plus chaleureux plaidoyers, et était mort au bout de trois mois de souffrance. Malgré sa passion pour la vicomtesse, George n'avait pu quitter son père malade, il lui avait été également impossible d'abandonner sa mère pendant les premiers instans de douleur; Julia se croyait donc à jamais débarrassée de lui.

Le soir dont nous parlions, la vicomtesse entra triomphante dans le salon de la baronne. Soit coquetterie, soit désir d'engager Juan en donnant toute la publicité possible au bruit de leur prochain mariage, elle s'était plu à faire une toilette soi-disant espagnole, et paraissait plus blanche, plus fraîche, plus délicate que jamais sous ses dentelles noires et ses nœuds de ruban rose. Elle s'attendait à d'enthousiastes félicitations de la part de Juan, qui l'avait quittée quel-

ques heures auparavant; mais, à sa grande surprise, il ne sembla pas remarquer sa parure, et lui adressa la parole d'un air triste et contraint qui la tourmenta singulièrement. Julia était une de ces femmes que leur passé tient dans un état de perpétuelle inquiétude. — Lui a-t-on dit quelque chose? que sait-il? se répétait-elle tout en souriant à Juan. Elle essaya en vain de le faire parler. Les insinuations les plus adroites le laissèrent soucieux et impénétrable.

Une sérieuse anxiété commençait à s'emparer de la vicomtesse quand la porte du salon s'ouvrit : un domestique annonça M. George Servet, et George parut en grand deuil, pâle, les traits bouleversés. Julia regarda Juan, qui se tenait à quelque distance d'elle, le dos appuyé contre la cheminée; au coup d'œil qu'il lança sur George, elle comprit que le danger venait de ce côté.

Après avoir adressé quelques phrases de politesse à M[me] de Cernan, George s'approcha de la vicomtesse et lui dit d'une voix sourde : — Il faut absolument que je vous parle.

— Comment va madame votre mère? dit Julia assez haut pour être entendue de l'Espagnol, qui ne la quittait pas des yeux.

— Ma mère! répondit George à voix basse au grand déplaisir de la vicomtesse; je l'ai laissée désespérée, malade; ne réveillez pas mes remords.

— Êtes-vous depuis longtemps à Paris? dit négligemment Julia.

— Depuis un quart d'heure, murmura George. Il faut que je vous parle, ajouta-t-il avec une fureur concentrée.

— Venez demain me voir; j'aurai le plus grand plaisir à causer avec vous, dit Julia toujours à haute voix.

— Demain, c'est trop tard, dit George; je veux vous parler ce soir, à l'instant même.

— George, on nous entend; vous êtes fou. Ne me parlez plus, dit tout bas la vicomtesse effrayée des regards terribles de Juan, et elle fit un mouvement pour se lever.

— Après tout, ce que j'ai à vous dire n'est pas long, dit George exaspéré. Épousez-vous, oui ou non, M. de Villa? Oui ou non, répondez!

Julia ne répondit pas et se dirigea vers la cheminée. George resta sur sa chaise comme foudroyé. Il prit un livre sur une table placée près de lui, l'ouvrit, et lut indéfiniment la même page sans avoir conscience de ce qu'il faisait. Julia s'était posée près de Juan. Le coude coquettement appuyé sur le velours ponceau qui recouvrait la cheminée, elle jouait avec les rubans de sa coiffure. L'Espagnol était sombre et ne la regardait pas.

— Monsieur de Villa, dit-elle après s'être assurée qu'elle était plus jolie ce soir-là qu'elle ne l'avait jamais été, monsieur de Villa, j'ai bien envie de vous dire ce qui vous rend si maussade ce soir.

— Dites, madame, reprit Juan d'un ton froid en se retournant involontairement vers elle.

— Vous êtes jaloux de M. Servet.

— C'est vrai, dit Juan, qui était absolument incapable de dissimuler.

— Pourquoi? dit Julia en regardant Juan avec une délicieuse expression de naïveté.

— Mais, madame, il me semble que vos conversations à voix basse m'en donnent assez le droit.

— Ah! ce n'est pas tout, dit Julia avec une gentillesse enfantine. Vous étiez jaloux, vous étiez furieux en entrant dans le salon.

— Eh bien! oui, madame, dit Juan brusquement; j'étais jaloux, j'étais furieux, et j'avais grandement raison de l'être.

La physionomie de Julia changea tout à coup d'expression. — Monsieur de Villa, dit-elle, la situation dans laquelle nous nous trouvons me donne le droit d'exiger de vous une franchise absolue. Quelle accusation fait-on peser sur moi? Dites-moi tout. J'en appelle à votre loyauté.

Le ton noble et calme avec lequel Julia prononça ces paroles imposa singulièrement à Juan. D'ailleurs, en appeler à sa loyauté, c'était toucher chez lui la corde sensible. Il tira une lettre de sa poche et la remit tout ouverte à la vicomtesse.

— Lisez, lui dit-il.

Julia comprenait un peu l'espagnol et déchiffra sans trop de peine la lettre suivante :

« Mon cher Juan, dois-je croire ce qu'on m'écrit? Est-il vrai que tu songes à épouser la vicomtesse? Je t'en conjure, ne fais pas cette folie; Julia n'est pas digne de toi. Ne crois pas qu'il s'agisse ici de vagues soupçons; le hasard m'a fourni contre elle des preuves irrécusables. Au reste, il te sera facile de te convaincre par toi-même de la vérité. George est sans doute à Paris; ouvre les yeux sur ce qui se passe entre lui et Julia. Si tu l'aimes sérieusement, tu me pardonneras difficilement d'abord la ruine de tes illusions; mais tu me remercieras plus tard, j'en ai la certitude. »

— Monsieur de Villa, tout est fini entre nous, je vous rends votre parole, dit Julia avec une dignité superbe en remettant la lettre de Manuel à Juan. — Et elle resta un instant immobile, les yeux fixés sur les siens.

— Je dois être magnifique ainsi, se disait-elle; si nous étions seuls, il tomberait à mes pieds.

— Mais, madame, balbutia Juan fasciné, expliquez-moi seulement l'arrivée subite de M. Servet; expliquez-moi pourquoi il vous parlait à voix basse.

— Je ne m'abaisserai jamais jusqu'à me justifier, dit Julia, de

plus en plus glaciale à mesure qu'elle était plus certaine de l'émotion de Juan, et elle fit un mouvement pour s'éloigner.

— Je vous en conjure, écoutez-moi! dit le pauvre Juan désespéré.

Julia fit deux pas sans tourner la tête. Juan déchira la lettre et la jeta au feu.

— Je ne crois plus que vous, madame, dit-il en s'avançant vers Julia.

Julia l'enveloppa d'un regard plein d'amour et revint s'accouder sur la cheminée.

— Que je vous remercie de votre confiance! dit-elle en se penchant vers Juan. Maintenant je vous dois l'explication que je vous refusais tout à l'heure. M. Servet est amoureux de moi depuis longtemps, et son amour a donné lieu à mille bavardages dont j'ignorais l'importance avant de lire la lettre de votre ami. J'ai cru comprendre tout à l'heure qu'il n'était venu à Paris que pour savoir si je vous épousais. Voilà tout.

— L'avez-vous aimé? dit Juan d'un ton où perçait une profonde jalousie.

— Juan! dit la vicomtesse, et ses yeux ajoutaient à ce mot un commentaire qui signifiait : « Je n'ai jamais aimé que vous. »

— Je ne veux plus qu'il vous parle, dit Juan.

— Je ne vois qu'un moyen de l'en empêcher : c'est de lui apprendre la vérité.

— Pourquoi la lui avez-vous cachée?

— Notre mariage n'étant pas annoncé publiquement, j'aurais eu l'air de lui faire une confidence; mais si vous m'y autorisez...

— Certes! dit Juan.

La vicomtesse était intérieurement ravie. Son audace et son adresse avaient conjuré la tempête. Il ne s'agissait plus que de briser le cœur du pauvre George, chose tout à fait insignifiante à ses yeux. Pour anéantir à jamais les soupçons de Juan, elle résolut de se montrer d'une dureté éclatante envers son ancien amant. D'ailleurs elle possédait à un trop haut degré la science de la vie pour ne pas savoir qu'en fait de scélératesse la plus inouie est la plus habile, et qu'étonner c'est presque toujours dominer.

George était resté près de la table, ne voyant, n'entendant et surtout ne lisant rien. Julia, sans quitter sa place, l'appela par son nom. George tressaillit et s'avança vers elle. Par un mouvement de bonté instinctive, Juan se déroba à moitié au triomphe que lui préparait Julia, en s'asseyant dans un fauteuil au coin de la cheminée.

— Monsieur Servet, dit Julia de sa voix la plus caressante, vous êtes trop de mes amis pour que je ne tienne pas à vous annoncer moi-même mon prochain mariage avec M. de Villa. Comme je suppose que vous retournerez bientôt près de madame votre mère, je vous charge d'en faire part à mes connaissances de Bretagne.

C'est à tort qu'on s'étonne de l'impassibilité avec laquelle la plupart des condamnés entendent leur sentence de mort. Au moral comme au physique, les coups d'une excessive violence ont pour premier effet d'annuler la sensibilité. Tandis que les gens qui remplissent la salle voient se dresser devant eux les formidables images de la guillotine et de l'éternité, l'accusé saisit à peine le sens des paroles qui le retranchent du nombre des vivans.

Le discours de Julia sembla pétrifier George. Pendant plusieurs secondes, il resta devant elle, les yeux fixés sur une rose blanche enfouie au milieu des dentelles de son corsage; deux ou trois pétales s'en détachaient. — Cette fleur va tomber, se disait-il. Tout à coup il passa sa main sur son front et fit quelques pas indécis à droite et à gauche. Sans s'en douter, il cherchait son chapeau. L'habitude, comme l'instinct, fait quelquefois mouvoir le corps sans que la volonté s'en mêle. Le chapeau trouvé, il traversa le salon d'un pas ferme et sortit.

A trente ans, quelque épris qu'on soit, la trahison d'une maîtresse ne vous enlève qu'une femme. A vingt ans, c'est la foi à la femme qu'on perd le jour de la désillusion, et sans cette foi la vie est impossible à un âge où l'amour est tout.

De toutes les personnes qui se trouvaient dans le salon de la baronne, une seule devina se qui se passait dans le cœur de George, une seule lut sur son front le désespoir sans remède, une seule se dit en le voyant ouvrir la porte : — Il va se tuer! — Ce fut Marthe. Aussi le suivit-elle sans hésitation. Au moment où elle quittait le salon, Julia se retournait vers Juan et murmurait en souriant : — Pauvre garçon! il ne dormira certes pas de la nuit.

Une heure après cette scène, Marthe entrait avec l'abbé dans la chambre qu'occupait George dans un hôtel de la rue Jacob. George était assis devant son bureau et écrivait. Il se retourna et regarda ses anciens amis d'un air hébété, en posant la main sur un pistolet qui se trouvait devant lui.

— Mon cher George, qu'alliez-vous faire? s'écria l'abbé en s'élançant vers le jeune homme.

— Me tuer, dit George tranquillement.

La démence de la passion, comme les autres démences, coupe toute communication entre nos idées et celles des autres. George ne comprenait pas qu'on pût penser à l'empêcher de se tuer.

— Oubliez-vous Dieu? n'aimez-vous plus votre mère? s'écria l'abbé en faisant un mouvement pour s'emparer du pistolet.

George saisit le bras du vieillard et le poussa vers la porte en lui disant : — Allez-vous-en, je veux être seul; je n'aime rien,

Marthe était restée jusqu'à ce moment silencieuse dans un coin de

la chambre. Elle s'approcha de George et posa sa main sur son épaule.

— George, dit-elle, je croyais que vous m'aimiez comme une sœur.

Le jeune homme tressaillit en entendant cette douce voix de femme et regarda Marthe comme s'il ne l'avait jamais vue.

— Je n'aime rien; je n'ai pas de sœur, murmura-t-il en lâchant le bras de l'abbé.

— Mon cher abbé, laissez-moi lui parler, dit Marthe au vieux prêtre.

L'abbé savait que l'instinct de la consolation donné par Dieu à la femme la fait supérieure à l'homme dans les grandes crises de la vie morale. Il fit un signe d'assentiment et s'assit près de la porte. Marthe prit la main de George, qui se laissa conduire sans résistance vers un canapé placé au fond de l'appartement.

— Mon cher George, dit Marthe en tenant toujours sa main dans la sienne, vous l'aimiez donc bien!

George la regarda avec des yeux effarés.

— Vous aimiez donc bien Julia! reprit-elle.

— Ne prononcez pas ce nom, ne parlez pas d'amour, dit George en repoussant la main de Marthe. — Et il resta les bras pendans, la tête appuyée sur sa poitrine.

Marthe reprit sa main. George la regarda et vit qu'elle pleurait.
— Pourquoi pleurez-vous? dit-il durement.

— Je pleure parce que vous souffrez, parce que je souffre moi-même.

— Vous! dit George avec ironie, vous souffrez, vous qui n'avez jamais aimé!

— George, dit la jeune fille d'une voix basse et pénétrante, George, j'ai aimé; j'aime autant que vous.

— Autant que moi! cria George en bondissant de fureur, autant que moi! vous osez dire cela! Des coquetteries, des niaiseries sentimentales; vous n'êtes pas capable d'autre chose, vous! Voilà ce que vous appelez aimer autant que moi! Mon cœur était si plein d'elle, que je n'ai pas trouvé de larmes pour pleurer mon père. Près de ma mère, je n'avais qu'une pensée : quand donc me laissera-t-elle partir pour que j'entende Julia me répéter qu'elle m'aime? L'infâme! elle disait à un autre les mots qu'elle m'avait dits à moi; mais elle ne l'aime pas, elle n'a jamais aimé personne : c'est un monstre, cette femme!... Oh! Julia, ma bien-aimée Julia! cria-t-il un instant après en étendant les bras devant lui avec délire, et, comme une corde trop tendue qui se brise après avoir rendu le son le plus aigu, il s'affaissa sur lui-même, et des larmes jaillirent de ses yeux.

Quand George releva la tête, il promena autour de lui un regard étonné.

— Marthe, dit-il d'une voix sans timbre, comment êtes-vous venue ici? Que vous êtes bonne! — Puis il retomba dans un morne abattement.

L'abbé appela Marthe d'un regard.

— Ma chère enfant, lui dit-il, je vais partir avec George pour l'Italie. S'il reste à Paris ou s'il retourne en Bretagne, le désespoir le saisira de nouveau, et nous ne serons pas toujours près de lui pour le sauver. Dans deux ou trois mois, je le reconduirai à sa mère. Je vous laisse ici. Tout sera bientôt prêt pour notre voyage.

George, dominé par le tout puissant magnétisme qu'exercent l'abnégation du prêtre et la douceur de la femme, monta sans résistance dans une chaise de poste, et Marthe lui serra une dernière fois la main avant de se faire reconduire à l'hôtel.

XIV.

Mme de Rosbac, son fils, sa fille, Juan et Julia dînaient le lendemain chez la baronne de Cernan.

— Où donc est l'abbé? dit Mme de Rosbac en remarquant qu'on n'avait pas mis le couvert du vieux prêtre.

— Il est parti pour Rome, dit Mme de Cernan.

— Et le naturel de B... qui est apparu un instant hier au soir dans le salon, qu'est-il devenu? dit le jeune marquis. Ne trouvez-vous pas, madame, qu'avec sa figure pâle et ses yeux égarés il ressemblait à s'y méprendre au spectre de Banquo?.. ajouta-t-il en se retournant vers Julia. — Jenny lui avait appris tous les détails de l'intrigue de la vicomtesse avec George, et en adorateur éconduit, le marquis ne laissait passer aucune occasion de la tourmenter.

— L'ombre de Banquo n'ayant jamais existé que dans l'imagination de Macbeth, je n'ai pas d'idée bien arrêtée sur son compte, répliqua Julia d'un ton dégagé.

— Je crois, madame, que vous devez connaître très intimement la Macbeth de M. Servet, dit le marquis effrontément, et qu'avec un peu de bonne volonté vous pourriez nous dire d'où venait le spectre d'hier et où il est allé.

Juan ne comprenait rien à ce dialogue : les Espagnols ayant lu Shakspeare sont des phénomènes qu'on pourrait compter; mais, voyant qu'il s'agissait de George, il écoutait de toutes ses oreilles et regardait de tous ses yeux.

La vicomtesse, ne voulant pas paraître embarrassée des attaques du marquis, répondit étourdiment :

— Il est probablement allé rejoindre les sorcières sur leur bruyère.

— Il est parti pour Rome avec l'abbé, dit Marthe, qui contenait à grand'peine son indignation.

Les deux femmes échangèrent un regard. Celui de Julia disait : « Je devine tout, et je te hais; » celui de Marthe : « Je sais tout, et je te méprise. » Se voir menacée dans ses projets par Manuel et méprisée par Marthe, c'était plus qu'il n'en fallait pour pousser la vicomtesse à la vengeance. — Il faut en finir, se dit-elle en sortant de table. Demain Marthe sera brouillée avec Manuel ou avec sa tante. Moi aussi j'ai des armes contre eux...

Non-seulement l'épître que Juan lui avait montrée la veille lui prouvait que Marthe écrivait toujours à Manuel; mais Jenny, qui n'avait guère de secrets pour la vicomtesse, lui avait confié que sa maîtresse recevait trois fois par semaine des lettres de Bretagne, soi-disant de Catherine, qu'elle renfermait dans un coffret. Julia avait trop d'expérience pour ne pas savoir qu'une correspondance aussi active, entretenue depuis cinq mois, devait impliquer quelque compromettant mystère. Révéler les secrets de Marthe à la baronne, c'eût été s'exposer elle-même. En habile stratégiste, elle eut immédiatement l'idée de faire servir les passions des autres à la satisfaction des siennes, et, prenant Mme de Rosbac à part aussitôt que le café fut enlevé, elle eut avec elle une longue et intime conférence.

Ceci se passait le mardi soir. Tous les mercredis, Marthe sortait à une heure pour aller prendre une leçon de chant chez un professeur célèbre. En descendant l'escalier, elle rencontra Mme de Rosbac, qui montait chez sa tante. La marquise accabla la jeune fille de ces mille câlineries qui feront toujours de la rencontre de deux femmes du monde un curieux et grotesque spectacle.

Une demi-heure après, les deux vieilles amies étaient dans la chambre de Marthe. Un grand coffret d'ébène venait d'être forcé par la marquise, et une foule de lettres s'en échappaient. La marquise en prit une au hasard, la déploya comme par distraction, et d'un coup d'œil lut ces deux lignes : « Ma bien-aimée, penses-tu à moi? Comprends-tu ce qu'est ma vie loin de toi? toi, mon unique pensée, ma maîtresse, ma sœur, ma femme... »

Elle savait tout ce qu'elle voulait savoir, et glissa adroitement ce papier sous les yeux de la baronne, qui le prit sans se douter que son amie l'avait lu.

— La malheureuse! l'infâme! cria Mme de Cernan. Moi qui comptais en faire mon héritière! Qu'elle s'en aille! Je ne veux plus en entendre parler.

— Ma chère amie, dit la marquise, on n'est pas infâme pour avoir écrit et reçu quelques lettres d'amour. Votre nièce est une femme

charmante, la vie de votre intérieur. Songez à l'isolement dans lequel vous retomberiez, si elle vous quittait.

Parler d'isolement, c'était évoquer le fantôme qui troublait les nuits de la baronne. — Je n'y pense que trop, dit-elle avec découragement; mais qu'en faire? Comment la marier maintenant?

— Nous sommes déjà sœurs par l'affection; que les torts de Marthe deviennent un secret de famille, dit la marquise. Mon fils l'aime, vous le savez. Une étourderie de jeune fille ne me paraît pas assez grave pour empêcher un mariage que je désire depuis longtemps.

La baronne fut presque complétement calmée par ces paroles. Comme toutes les femmes de son espèce, elle ne mesurait la gravité d'une faute que sur les inconvéniens sociaux qui pouvaient en résulter. Du moment que celle de Marthe devait être ignorée du monde et ne dérangeait pas ses projets, elle n'y attachait plus grande importance.

— Merci, chère amie, dit-elle. Je vous donne ma parole que Marthe épousera votre fils. Comme je vais lui parler! ajouta-t-elle en regardant la pendule.

— Prenez garde, dit la marquise, qui comprenait mille fois mieux que la baronne le caractère de Marthe. Votre nièce est fière et exaltée. Si vous la blessez, elle brisera avec vous plutôt que de céder. Il faudrait y mettre des ménagemens.

— Eh bien! restez près de moi, dit la baronne, enchantée qu'on lui évitât l'embarras d'une scène difficile.

Quand Marthe rentra dans sa chambre, elle poussa un cri en voyant sur une table son coffret brisé et les lettres de Manuel éparses. Elle aperçut au même instant la baronne et la marquise assises toutes les deux sur un canapé. Sans dire un seul mot, elle s'avança vers la table, rassembla les lettres et les remit dans le coffret. Son effrayante pâleur trahissait seule ce qu'elle souffrait.

— Eh bien! mademoiselle, qu'avez-vous à dire? s'écria la baronne, irritée de ce calme apparent.

— Rien que vous ne sachiez, ma tante, répondit Marthe. J'aime M. Belmar, et je vous supplie de me permettre de l'épouser.

— Vous permettre de l'épouser? jamais. Ah! vous avez cru que vos intrigues auraient pour résultat de me faire donner ma fortune à ce misérable. Je comprends votre sang-froid. Vous êtes trop heureuse que Mme de Rosbac veuille bien consentir à oublier vos torts. Sans cela, je vous renverrais en Touraine dans la famille de votre mère.

Avant que Marthe pût répondre, Mme de Rosbac prit la parole.

— Ma chère Marthe, dit-elle, je connais vos grandes qualités et je me réjouirais de vous avoir pour fille. Mon fils vous aime passionné-

ment et n'entendra jamais parler de cette histoire. Moi-même je ne sais rien. Je n'ai pas lu une seule ligne de ces lettres.

— Si vous les aviez lues, madame, vous auriez la conviction que je ne ne puis épouser que M. Belmar, répondit Marthe.

— Exagération de jeune fille, dit la marquise.

— Vous épouserez le marquis, ou je vous abandonnerai, dit la baronne.

— Je ne fais pas l'injure à M. de Rosbac de croire qu'il épouserait une femme qui est à un autre, dit Marthe.

— C'est bien la digne fille de sa mère, de cette malheureuse qui a déshonoré le nom de mon frère, cria la baronne furieuse. J'avais prévu ce qui arrive quand je l'ai vu s'allier à une famille de saltimbanques. — Oui ou non, épouserez-vous le marquis, mademoiselle?

Marthe prit le coffret et fit quelques pas vers la porte sans même regarder la baronne. La marquise s'élança et saisit le bras de la jeune fille.

— Chère enfant, dit-elle, ne faites pas de folie. Le sentiment auquel vous cédez en ce moment est honorable, mais l'exaltation de votre caractère et votre ignorance de la vie vous égarent. Ne croyez pas que votre faute soit sans exemple; c'est une histoire de tous les jours. Combien de jeunes filles, entraînées comme vous par l'amour, deviennent d'heureuses épouses et d'heureuses mères, et n'en sont ni moins honorées dans leur famille, ni moins chéries par leur mari!

— Pourvu qu'elles lui apportent six cent mille francs de dot, dit Marthe révoltée de tant de bassesse, en écartant avec dégoût les mains de la marquise.

— Qui sait si M. Belmar voudra de vous sans les six cent mille francs? dit Mme de Rosbac en lançant sur Marthe un regard chargé de haine.

Marthe ouvrit la porte.

— Marthe! Marthe! où allez-vous? Restez, dit la baronne.

— Je vais en Touraine. Je ne resterai pas une seconde de plus dans une maison où l'on insulte ma mère. Vous n'avez plus de droits sur moi, madame.

Marthe dit ces mots avec une détermination si froide, si arrêtée, que ni l'une ni l'autre des deux amies n'eut la pensée de la retenir.

Mlle de Montbrun ne s'arrêta que quelques heures en Touraine pour prier sur la tombe de sa mère. Rien ne l'empêchait plus de tenir la promesse qu'elle avait faite à Manuel six mois auparavant.

MAX VALREY.

(*La dernière partie au prochain nº.*)

L'ITALIE

SON AVENIR, SES PARTIS

ET LES PUBLICISTES ITALIENS

I. — V. Gioberti. *Del Rinnovamento civile d'Italia*, 2 vol. in-8°. Parigi e Torino.
II. — F. Ranalli. *Le Istorie Italiane dal 1846 al 1853*, 4 vol. in-12. Firenze.

Lorsque l'on envisage l'état présent de l'Italie, lorsque l'on considère surtout le désespérant passé dont ce présent est l'œuvre, on éprouve un embarras qu'on ne saurait dissimuler à parler encore de l'avenir de la nationalité italienne. Il semble, rien qu'à ces mots, entendre tout homme éclairé redire ce qu'il y a trois siècles déjà Machiavel écrivait à Vettori : *l'unione degl' Italiani! voi mi fate ridere.* En effet l'histoire a si souvent prononcé sur ce sujet et d'une si accablante manière, qu'on ne peut guère entreprendre de contester encore ses arrêts sans amener invariablement sur les lèvres du lecteur le mélancolique sourire du secrétaire de Florence. « Encore un géomètre, disent les passans, qui cherche la quadrature du cercle! » Et chacun tourne le feuillet.

Il est cependant une classe d'écrivains dans le monde à qui ce douloureux sujet, semble-t-il, doit être éternellement permis, et qui lorsqu'ils en parlent avec cœur et talent, méritent toujours l'audience des plus incrédules et des plus blasés: ce sont les écrivains italiens. Ces écrivains en effet, depuis la fin du dernier siècle surtout, depuis Alfieri du moins, leur chef dans les temps modernes, donnent à l'Eu-

rope un noble spectacle. La fortune a beau briser toutes leurs espérances, confondre toutes leurs prophéties, se rire, de son rire le plus cruel, de toute leur constance et de tous leurs efforts : rien ne les trouble, rien ne les émeut, rien ne les abat. L'Italie dans leurs ouvrages, plus grande, comme l'homme de Pascal, que ce qui la tue, semble renouveler, dans ses malheurs et dans ses déceptions même, on ne sait quelle inépuisable source de fierté et de confiance. Ces lourds rochers de la domination étrangère et du despotisme domestique qui écrasent la péninsule ont beau, chaque fois qu'on les soulève, retomber plus durement sur elle; imperturbables, les publicistes italiens s'acharnent, à peine retombés, à les soulever encore : milice invincible, quoique toujours vaincue, car elle ne se rend jamais.

L'attitude de cette milice est surtout remarquable depuis les désastreux événemens qui ont suivi, il y a sept ans, la dernière levée de boucliers de la péninsule. On se rappelle en quelles circonstances vraiment uniques dans l'histoire, non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe, cette levée de boucliers eut lieu. Depuis 1815, pas un jour en quelque sorte ne s'était écoulé où les efforts des partis et les fautes des gouvernemens n'eussent préparé la renaissance de la nationalité et de la liberté italiennes. L'avénement au saint-siége, en juin 1846, d'un pape qui à l'âme d'un saint parut d'abord aux populations joindre le génie d'un réformateur, avait semblé encore un acquiescement donné par le ciel même aux vœux des Italiens. Le mouvement libéral inauguré par Pie IX s'était en un moment communiqué au reste des états de la péninsule. Tous les gouvernemens de ces états, cédant à l'ascendant de l'exemple et à la pression de l'opinion, octroyaient successivement des chartes constitutionnelles à leurs sujets. Tout à coup, et au plus fort de l'enthousiasme de cette ère réformatrice, une révolution formidable éclate à Paris, et de Paris en moins d'un mois gagne l'Allemagne et l'Autriche. Tous les liens qui jusqu'alors avaient rattaché ensemble les vingt nations que réunit la monarchie autrichienne se rompent; la Bohême et la Hongrie se soulèvent; des insurrections nationales éclatent et triomphent à Milan et à Venise; la cour de Vienne, réduite à quitter sa capitale, trouve à peine un asile à Olmütz. Le roi de Sardaigne, saisissant une occasion qui avait été le rêve de toute sa vie, réunit son armée, passe le Tessin, et, aux acclamations de tout l'Occident, arrive presque sans coup férir sur le Mincio. Qui n'eût cru que l'Italie allait enfin sortir de là victorieuse, indépendante et libre? Tout le monde, y compris l'Autriche elle-même, un moment le pensa; mais on sait le reste, et comment, les vices séculaires de l'esprit et du caractère italien se réveillant et se mettant de la partie, ces magnifiques espé-

rances, bientôt confondues, firent place aux plus désolantes déceptions, comment une réaction terrible, succédant à d'impardonnables fautes, fit partout rentrer les choses dans un état plus violent encore que celui où elles se trouvaient avant l'explosion de ce mouvement si généreux à son début. Au lendemain de tels événemens, le découragement, au moins momentané, des publicistes italiens eût été naturel et dans une certaine mesure excusable. Chose remarquable, c'est le dernier sentiment qui paraisse dans leurs écrits. Au contraire il semble que cette nouvelle infortune de leur patrie n'ait fait que redoubler encore l'inébranlable foi qu'ils gardent en ses destinées. Tout est tombé, tout a été bouleversé, tout a été vaincu en Italie, excepté eux, excepté la confiance qu'ils avaient avant ces événemens, et qu'aujourd'hui même ils ont encore, dans la justice et dans l'avenir de leur cause. Assurément, nous le répétons, quelque opinion que l'on ait de la condition présente de la péninsule, cette invincible obstination de la classe pensante italienne à ne pas s'incliner devant les faits accomplis, tout désastreux qu'ils soient, donne à l'Europe un assez beau spectacle. Au milieu de tant d'autres et de bien tristes défauts, les Italiens n'ont pas du moins la triste vanité de tirer gloire de leurs défaites. Ils connaissent leur état, ils ont sondé leurs blessures, et s'ils sont impuissans à les guérir, du moins ils ne s'en glorifient pas. Ces sentimens forment le fond de leur âme publique; tout ce qui pense en Italie les éprouve, et tout ce qui parle ou écrit les exprime.

Parmi les écrivains assez nombreux qui depuis les derniers événemens ont servi d'organes à ce mouvement très accusé et très remarquable de l'esprit italien, deux surtout, à des titres divers, ont fixé dans la péninsule et à notre avis méritent d'obtenir dans le reste de l'Europe l'attention des intelligences élevées. L'un est l'abbé Gioberti par la publication du dernier ouvrage que la mort lui ait permis de composer, le traité *Del rinnovamento civile d'Italia;* l'autre est M. Ranalli, auteur d'un tableau des révolutions dont l'Italie a été le théâtre pendant les huit dernières années, et qui a paru récemment sous le titre de *Le Istorie italiane dal* 1846 *al* 1853.

L'abbé Gioberti est loin d'être un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Pendant vingt ans environ que, soit comme philosophe, soit comme publiciste, soit enfin comme homme d'état, il a figuré sur la scène des affaires, on a eu trop souvent l'occasion de l'apprécier ici pour qu'il soit utile de rappeler quelles furent les phases diverses de sa carrière jusqu'à l'époque suprême pendant laquelle il écrivit l'ouvrage qui nous amène à nous occuper encore une fois de lui. C'est à Paris, on le sait, dans un exil volontaire où deux ans plus tard il devait mourir, qu'il composa ce *Rinnovamento civile d'Italia*, son testa-

ment littéraire et politique, et l'un des monumens les plus remarquables de l'obstination généreuse de l'esprit italien à ne jamais désespérer de la régénération de l'Italie.

Ce *Rinnovamento* cependant est-il donc un chef-d'œuvre? Il s'en faut; à tout prendre même, il n'est pas le chef-d'œuvre de l'auteur. La critique ensuite, si elle s'arrêtait à le juger à titre de production littéraire, aurait ample matière à relever ses défauts. Il y règne une diffusion extrême. Les deux gros volumes de huit cents pages chacun dont il se compose seraient non-seulement sans inconvénient, mais encore avec avantage pour le lecteur, l'auteur et le sujet, réduits des trois quarts. Ce sont à chaque instant des digressions interminables sur des matières qu'aucun lien ne rattache au reste de l'ouvrage, des récriminations sans fin contre les personnages qu'à tort ou à raison l'abbé Gioberti accuse d'être les auteurs de ses mésaventures personnelles, des dissertations à perdre haleine sur des lieux communs de philosophie ou de politique, qui interrompent, pendant des chapitres entiers, la marche du raisonnement. Ajoutez des jugemens sur les personnes et sur les choses, non-seulement du temps de l'abbé Gioberti, mais des époques les mieux connues de l'histoire, dont la bizarrerie, pour ne rien dire de plus, est telle que si on ne faisait largement la part de la passion qui emporte l'écrivain, on concevrait la plus médiocre idée de son bon sens; ajoutez enfin un style souvent prétentieux et obscur, puis, dans un sujet qui demandait avant tout du naturel et de la clarté, une recherche de l'abstraction et de l'effet qui irrite et qui rebute. Avec cela néanmoins, ce *Rinnovamento*, une fois commencé, se lit jusqu'au bout. Et pourquoi? C'est qu'au milieu du fatras des choses inutiles ou fatigantes qu'on y rencontre, un livre y est contenu, dont l'intérêt est tel qu'on ne peut s'en détacher. Le vrai titre de ce livre, que les mots obscurs et emphatiques de *Rinnovamento civile d'Italia* n'indiquent guère, serait : « Des souffrances de l'Italie, de leurs causes et de leurs remèdes. » Tel est le sujet en effet que l'abbé Gioberti a malheureusement noyé dans ses deux gros volumes, mais qu'il n'en a pas moins traité avec un pathétique de langage, avec une sûreté d'analyse et une hardiesse de conclusions qu'il est impossible de méconnaître. Il parle des malheurs de son pays avec un attendrissement sincère et mâle qui va à l'âme; il met à nu les causes jusqu'aux plus délicates de ces malheurs avec une vérité d'observation et une franchise de parole qui commandent la confiance; il expose enfin les moyens qu'il croit propres à mettre un terme à cette longue infortune avec une habileté de dialectique et une chaleur de démonstration qui, quelque opinion qu'on ait de leur valeur, gardent une apparence qui impose. A ce dernier égard surtout, le *Rinnovamento*

est digne d'attention. La politique préconisée par l'abbé Gioberti comme seule capable de procurer quelque jour la délivrance de l'Italie n'est pas restée enfouie dans son livre; loin de là : toute l'Italie l'y a trouvée et est venue l'y méditer, et s'il serait exagéré de dire que c'est d'elle seule aujourd'hui qu'à l'école du célèbre abbé les Italiens attendent leur salut, il faut cependant reconnaître non-seulement qu'elle a fait les plus grands progrès dans leurs esprits, mais même qu'elle a commencé d'inspirer déjà d'une manière visible la conduite du plus important des gouvernemens de la péninsule, je veux dire le gouvernement piémontais.

M. Ranalli n'a pas jusqu'à présent la notoriété de l'abbé Gioberti, et *le Istorie italiane* n'ont pas fait autant de bruit que le *Rinnovamento;* cela ne veut pas dire néanmoins que son œuvre ne mérite pas, hors de l'Italie surtout, autant d'attention que celle du publiciste célèbre dont nous voulons la rapprocher. M. Ranalli n'a jamais été ministre, comme l'a été l'abbé Gioberti : il n'a jamais eu non plus, comme lui, que nous sachions, les honneurs de la prison, ni de l'exil; mais son ouvrage révèle des qualités de jugement et d'esprit qui, ici du moins, ont droit d'être estimées ce qu'elles valent. M. Ranalli, si nous ne nous trompons, n'était connu en Italie, jusqu'à l'apparition de ses *Istorie*, que par la publication d'un cours de littérature (*Ammaestramenti di Letteratura*), qui, par la pureté des doctrines, avait fixé l'attention des gens de goût. C'est dans cette sphère paisible de la contemplation des lois du beau qu'un jour le patriotique désir l'a pris de venir, lui aussi, dire à ses concitoyens ce qu'il pensait des moyens, non plus de soutenir l'honneur de leurs lettres, mais de rétablir, s'il était possible, celui de leurs affaires. M. Ranalli a-t-il été heureux dans cette transformation toujours délicate du professeur en publiciste? L'accueil fait à son livre dans toute l'Italie, pour les Italiens du moins, a tranché la question en faveur de M. Ranalli, et, pour nous, nous croyons ainsi la question bien jugée. L'auteur des *Istorie* n'est pas un écrivain *di vena* comme était l'abbé Gioberti; il n'en a pas l'abondance, la facilité ni la verve, mais en somme, et à tout prendre, il écrit mieux que lui. Le style des *Istorie* est remarquable de pureté, de précision et d'élégance. M. Ranalli est, comme écrivain, de la grande école du XVIe siècle; c'est un classique dans le sens élevé du mot, et on voit aisément qu'il a appris à écrire dans l'admirable prose de l'*Histoire de Florence* et du *Discours sur Tite-Live*. On n'est pas un écrivain de ce solide mérite sans avoir l'esprit élevé et droit; aussi les *Istorie* de M. Ranalli, pour le fond comme pour la forme, sont-elles dignes de la rapide faveur qu'elles paraissent avoir obtenue. Le seul défaut qu'elles trahissent provient, comme cela était inévitable, de la nature du sujet. En écri-

vant l'histoire contemporaine de son pays, M. Ranalli a rencontré l'écueil qu'offrira toujours ce genre d'écrits; il n'a pas tout dit, parce qu'il n'a pas tout su et qu'il ne pouvait tout savoir. On peut lui reprocher aussi, à force de se renfermer dans son sujet, de ne l'avoir pas toujours envisagé d'une vue assez large, d'avoir écrit souvent cette histoire contemporaine des états italiens comme si ces états étaient seuls au monde, comme si leur destinée pouvait se séparer de celle des autres puissances de l'Europe. Ces restrictions faites, on ne peut, nous le répétons, qu'accorder des éloges au récit lumineux et sobre, indépendant et mesuré, que, sous ce nom d'*Istorie*, M. Ranalli a donné des événemens qui ont agité la péninsule de 1846 à 1853. Une chose surtout dont il convient de le louer, c'est l'idée très juste qu'il a eue, par opposition à l'abbé Gioberti, de demander plutôt à l'histoire qu'au raisonnement l'explication des malheurs de son pays. Il n'est nulle part de leçons plus éloquentes pour un peuple que celles que lui donne naturellement le tableau bien présenté de ses illusions et de ses fautes. Enfin on peut dire que, jointes au *Rinnovamento*, les *Istorie* représentent d'une manière complète l'état contemporain de l'esprit public en Italie. Le *Rinnovamento*, œuvre d'une imagination plus ardente que réglée, exprime les tendances vives de cet esprit; les *Istorie*, ouvrage d'un écrivain dont la qualité d'intelligence dominante est la mesure, en font bien connaître les aspirations modérées, et par-là peut-être les besoins les plus réels.

Nous avons pensé que ce serait une chose intéressante de rechercher, à l'aide des doctrines que ces deux ouvrages développent, quel est au juste l'état présent de l'opinion en Italie, d'exposer vers quelles voies cette opinion paraît tendre, de juger enfin du mérite actuel et du succès probable de ces tendances. Peut-être, quand on aura lu ces quelques pages, reconnaîtra-t-on que si la question italienne a cette triste renommée d'être inextricable, cela tient moins à ce qu'elle est insoluble, comme les pessimistes le disent, qu'à ce qu'elle est mal posée.

I.

Le premier sentiment que fasse éprouver le spectacle de la condition présente de l'Italie est l'étonnement de l'y voir réduite. Par quelle succession d'étranges vicissitudes a-t-il pu se faire qu'une contrée si naturellement prédestinée à devenir le siége de grands empires, et qu'une race à qui rien ne manque, ce semble, pour former une nation puissante, soient tombées dans l'état de morcellement et de dépendance où nous les voyons aujourd'hui? Plus on y réfléchit, et moins d'abord on se l'explique. L'Italie, quels que

soient les merveilleux avantages de son ciel et de son sol, n'aurait jamais été visitée par le génie de la civilisation, que son malheureux état n'étonnerait, après tout, que les statisticiens et les géographes; mais les choses, comme on sait, sont bien loin de s'être passées ainsi. Deux fois l'Italie a été le siége des plus grands empires que l'histoire ait jamais vus : l'empire romain, qui, durant sept siècles, réduisit à l'unité d'une obéissance commune le monde presque entier, et l'église, qui, aujourd'hui encore, après tant d'orages, ou gouverne ou domine la conscience religieuse du cinquième au moins du genre humain. Et c'est cette même contrée, deux fois la capitale de l'univers, qui ne peut parvenir à ne former qu'un seul état! Si l'on considère ensuite la position que la péninsule occupe sur la carte du globe, on ne sera que plus surpris encore du peu de parti que ses habitans actuels en tirent. Il est bien vrai que le bassin de la Méditerranée n'est plus ce qu'il était au moyen âge, au temps de la splendeur d'Amalfi, de Venise, de Florence et de Gênes : la découverte de l'Amérique et ensuite l'émancipation des États-Unis ont créé dans l'Océan une voie de communication nouvelle infiniment plus étendue et plus riche. Que de ressources encore pourtant offrirait à un peuple qui saurait l'exploiter la possession de la côte unique qui s'étend du golfe de Gênes au détroit de Messine! Est-ce donc que la race d'hommes qui habite cette contrée soit une race inférieure à celles qui peuplent le reste de l'Europe? C'est peut-être la mieux douée de toutes. Depuis la renaissance de la civilisation au XIIIe siècle, renaissance dont ce peuple a encore l'honneur d'avoir donné le signal, il n'est pas d'âge où il n'ait produit dans tous les genres quelqu'un de ces hommes extraordinaires qui demeurent pour l'histoire les types les plus accomplis de notre espèce. Est-ce d'ailleurs que, pris en moyenne, l'Italien soit un homme médiocre? Loin de là; il est propre à tout : matelot, soldat, marchand, administrateur, savant, lettré, artiste, homme d'état, il a en lui la ressource de toutes choses. Enfin considérez la péninsule dans la condition même où elle est aujourd'hui; vous y trouverez deux états qui, ce semble, devraient aisément l'un ou l'autre servir de centre d'action à tout le reste : l'un est Rome, « cette dernière grandeur vivante de l'Italie, » comme l'appelait éloquemment M. Rossi, et qui pourrait bien servir de capitale à un empire ne s'étendant que des Alpes à l'Etna, quand elle en sert encore à un royaume qui a des ministres et des sujets sous toutes les latitudes du globe; l'autre est le Piémont, nation médiocre en territoire, il est vrai, mais considérable à coup sûr quant au reste, puisqu'il n'est pas une seule des grandes affaires contemporaines, la guerre d'Orient vient d'en être la preuve, où son concours politique et militaire ne compte. Et voilà la race d'hommes qui ne peut pas par-

venir à faire ce qu'ont su faire les Kalmouks eux-mêmes : un corps de peuple! Et les descendans de Dante et de Colomb sont incapables de réaliser une unité nationale à laquelle sont arrivés d'eux-mêmes, séparés qu'ils étaient ou qu'ils sont encore par les plus profondes diversités de la religion et de la langue, les descendans des Tatars et des Huns! Il y a là un phénomène aussi triste que curieux dont, avant toutes choses, le bon sens dit qu'il faut commencer par chercher l'explication, car c'est de cette explication évidemment que dépend l'intelligence du reste.

Ce serait là, même sous la plume d'un écrivain étranger, un des thèmes les plus intéressans à étudier de la philosophie de l'histoire, si le *Rinnovamento* de l'abbé Gioberti et les *Istorie* de M. Ranalli n'offraient un moyen de rendre la discussion de ce thème plus instructive et plus piquante encore, en nous apprenant ce que les Italiens éclairés pensent et disent de ces causes, au premier abord si mystérieuses, de la faiblesse de leur pays. C'est une question en effet que nos deux publicistes, le premier par voie dogmatique et le second par la voie de l'histoire, ont traitée de façon à ne laisser aux étrangers qu'à glaner après eux. Le mieux donc évidemment, sur ce point préjudiciel et capital de la question que nous agitons ici, est de les entendre, sauf seulement à interpréter leurs dépositions ou à les compléter, s'il paraît nécessaire.

Avant tout cependant, nous devons faire, à l'honneur tant de ces deux écrivains que de leur patrie tout entière elle-même, l'éloge de la franchise des révélations que nous allons entendre, et cet éloge, on ne le trouvera vraisemblablement que juste. La dernière chose que les peuples, aussi bien que les individus, aiment à s'entendre dire et surtout à se dire à eux-mêmes, c'est la vérité. Voulez-vous leur plaire? Ne leur parlez que de leurs vertus. A Paris, dites que les Français sont le premier peuple du monde; à Berlin, dites que ce sont les Allemands, et tenez-vous pour assurés que vous serez crus sur parole. Les Italiens, eux aussi, non-seulement ont longtemps partagé ce travers, mais ils y ont abondé. Tout ouvrage qui n'était pas à la louange exclusive de leur supériorité (*del primato italiano*) n'avait presque aucune chance de succès auprès d'eux, et c'est à les entretenir d'abord avec une complaisance et une abondance merveilleuses de cette supériorité que l'abbé Gioberti notamment a conquis sa renommée d'écrivain. Publicistes et lecteurs, à ce qu'il paraît, ont depuis quelque temps, en Italie, fort heureusement changé à cet égard. Le *Rinnovamento*, nous l'avons déjà dit, est un des ouvrages qui, dans ces dernières années, ont été le plus répandus et le plus goûtés au-delà des monts, et cependant sa plus grande et sa meilleure partie est consacrée à dévoiler avec la plus rare franchise

aux Italiens eux-mêmes les défauts de la nature italienne. On peut en dire autant des endroits d'importance des *Istorie* de M. Ranalli. L'honnête et habile historien, loin de fuir ce thème délicat et douloureux de réflexions, le recherche au contraire, et souvent il le traite avec une force de langage qui s'élève à l'éloquence. Bien plus, les *Istorie* ne sont guère, d'un bout à l'autre, qu'un tableau accusateur des vices de l'Italie. Cette sincérité a-t-elle empêché le succès de l'ouvrage de M. Ranalli? Pas plus que celle de l'abbé Gioberti n'avait nui à la popularité du *Rinnovamento*. C'est là l'indice d'un retour des écrivains italiens et de leurs lecteurs à de plus viriles habitudes d'esprit, qu'il est équitable et intéressant d'apprécier tout ce qu'il vaut. En se parlant ou en souffrant qu'on leur parle le mâle langage que tout à l'heure l'abbé Gioberti et M. Ranalli vont nous faire entendre, les Italiens ne s'honorent pas seulement eux-mêmes : ils témoignent aux étrangers que leurs mœurs intellectuelles ne sont pas aussi désespérées qu'il plaît quelquefois à un pessimisme intéressé de le dire, et ils donnent lieu de penser en outre que les vices dont ils s'accusent, tout profonds qu'ils soient, ne sont pas incurables, puisqu'ils ne consentent plus à s'aveugler sur eux. Le peuple contemporain chez qui la prétention, commune à tous les peuples, d'être le premier de l'univers est assurément le mieux fondée, puisque ce peuple est le plus libre qu'ait vu l'histoire, le peuple anglais, pratique mieux qu'aucun autre ce système de vigoureuse franchise envers lui-même. Bien loin de se cacher ses vices et les dangers qu'ils lui font courir, il les dénonce lui-même au reste des nations. Quelque chose va-t-il mal dans le coin le plus inconnu de l'empire britannique, la presse le dénonce, l'opinion s'en émeut, et si l'affaire est d'importance, à l'instant une enquête est ouverte, qui traduit en quelque sorte à la barre du monde entier le désordre qui vient d'être découvert. On sait de reste quelle garantie les Anglais trouvent dans ces mœurs au soutien et à la continuation de leur puissance. En s'engageant dans une voie pareille, les écrivains italiens n'ont donc pas à craindre de diminuer en Europe la considération de leur pays; loin de là, ils la relèvent, et la confession publique qu'ils ont le bon esprit de faire de leurs défauts nationaux a l'excellent effet de provoquer partout une généreuse recherche des moyens de les corriger.

Mais quels sont enfin ces défauts, et à quelles causes les publicistes de ce monde qui sont assurément le mieux placés pour en connaître attribuent-ils la malheureuse condition d'une contrée si bien faite au premier abord pour former le territoire d'un empire prospère et puissant?

La principale de ces causes, celle qui, lorsqu'on l'étudie, paraît avoir engendré toutes les autres, au témoignage commun de l'abbé

Gioberti et de M. Ranalli, c'est un esprit inné de division que tout Italien, semble-t-il, apporte fatalement avec lui en naissant. Cet esprit singulier, que l'auteur du *Rinnovamento* et celui des *Istorie* décrivent, chacun à sa manière, avec une rare vérité de peinture, a pour effet d'inspirer aux Italiens comme une horreur invincible de s'entendre entre eux, qui fait le plus inattendu et le plus inexplicable des contrastes avec les vœux séculaires d'union dont ne cesse de retentir la péninsule. D'où vient cette maladie bizarre qui semble avoir passé dans le sang de l'Italie et lui être devenue en quelque façon congéniale? sous quelles formes se révèle-t-elle, et dans quel milieu vicié de préjugés et de passions trouve-t-elle l'aliment de chaque jour qui depuis si longtemps la perpétue? C'est ce qu'à l'aide des dépositions peu suspectes de l'abbé Gioberti et de M. Ranalli il convient d'examiner.

Ce n'est pas d'hier que ce funeste esprit de division travaille la péninsule et morcelle la race, pourtant si homogène, qui l'habite, non pas seulement en dix états, mais, ce qui est beaucoup plus grave, en vingt partis, tous hostiles les uns aux autres. L'abbé Gioberti fait remonter la première apparition historique de cet esprit à l'origine des fameuses factions des guelfes et des gibelins, dans les dernières années du XIe siècle. Si ancienne que soit déjà cette date, on peut, sans rien exagérer, la reculer plus haut encore : à quelque époque de l'histoire de l'Italie qu'on se reporte en effet à partir de la chute de l'empire romain, on la trouve toujours divisée, et même se complaisant dans la division. Les Barbares au Ve siècle commencent le morcellement, qui va croissant pendant les trois ou quatre cents ans que durent leurs invasions successives. Alors apparaissent les diverses républiques italiennes, sortant l'une après l'autre de ce chaos de barbarie, Amalfi, Gênes, Florence, Venise; mais ces républiques, toutes voisines qu'elles soient, et bien qu'unies par les liens les plus puissans de la race, de la religion, de la langue, du commerce, entrent, à peine nées, en hostilité continuelle les unes avec les autres. A la fin du XIe siècle, antiquité dont se contente très modestement, comme on voit, l'abbé Gioberti, éclate entre Henri IV et Grégoire VII la fameuse querelle du sacerdoce et de l'empire. Qu'arrive-t-il? Toute l'Italie va-t-elle se réunir soit sous l'un, soit sous l'autre de ces chefs, et constituer sa nationalité? Elle s'en garde bien. Travaillée par un esprit municipal qui semble chez elle comme la forme civilisée de l'esprit de clan des sauvages qui au Ve siècle l'avaient envahie et repeuplée, elle se divise, qui pour le pape, qui pour l'empereur. Alors paraissent les gibelins et les guelfes, factions très curieuses à étudier aujourd'hui même encore dans leur esprit, le même exactement que celui des partis qui, sous des noms nouveaux, morcellent et éner-

vent toujours l'Italie. Que voulaient en effet guelfes et gibelins? Eux aussi, l'unité de l'Italie; seulement ils la voulaient déjà par des moyens diamétralement opposés. Sacrifiant tout à leur haine de l'étranger, à leur goût ou plutôt à leur passion pour la vie municipale, les guelfes voulaient faire de la péninsule une confédération de villes libres présidée par le pape : ils voyaient dans ce système le salut des deux grandes conquêtes de leur siècle, les libertés communales et l'unité catholique. Les gibelins à l'opposé, pleins de la double idée de séparer à tout prix l'autorité du sacerdoce et celle de l'empire, ou, comme nous dirions aujourd'hui, les droits de l'état de ceux de l'église, et de faire également, coûte que coûte, de leur patrie une puissance homogène, — les gibelins voulaient en donner le sceptre à un seul prince, à un prince laïque, et comme ils n'en voyaient pas alors en Italie qui fût capable de porter une telle couronne, ils l'offrirent à l'empereur d'Allemagne. La guerre s'alluma; mais, le destin voulant que l'une des deux factions ne fût pas assez forte pour débarrasser l'Italie de l'autre, la malheureuse contrée retomba, par le fait même de la rivalité des partis, qui cependant l'un et l'autre ne rêvaient que son unité, dans une division pire peut-être que celle qui avait suivi les premières invasions des Barbares. C'est ainsi qu'au XIIIe siècle on vit, dans la seule Lombardie, Milan, Brescia et Mantoue se déclarer contre Frédéric Barberousse, tandis que Crémone et Bergame armaient en sa faveur. Deux cents ans plus tard enfin, il n'était plus question, il est vrai, de gibelins ni de guelfes; mais l'Italie, présentant le spectacle qu'elle n'a cessé d'offrir depuis, était livrée ici à la domination étrangère, là à quelque despotisme domestique, partout à une fureur de divisions intestines paraissant quelque chose de si indigène à cette contrée, qu'on ne sait en vérité aujourd'hui s'il faut se représenter les gibelins et les guelfes comme en ayant été les auteurs ou les victimes.

Quoi qu'il en soit, et pour en venir enfin à l'Italie contemporaine, guelfes et gibelins, il faut en convenir avec l'abbé Gioberti, y ont laissé une postérité de factions dont jadis les Buondelmonte et les Uberti eux-mêmes, quand ils se disputaient le plus violemment Florence, auraient, tout remuans qu'ils fussent, été émerveillés. L'abbé Gioberti n'évalue pas à moins de six les partis principaux qui, pendant que la domination étrangère et le despotisme indigène continuent à se partager à peu près le territoire, divisent toute la population, à savoir : les absolutistes, qui se distinguent en absolutistes laïques et en absolutistes ecclésiastiques, et les libéraux, qui se séparent en unitaires et en fédéralistes, puis en constitutionnels et radicaux, de manière que lorsqu'on rencontre aujourd'hui un patriote italien, on se trouve en présence d'un homme appartenant à l'un de ces

six partis, qui tous sans doute veulent la même chose, car quel homme ne désire le bonheur de son pays? mais qui le veulent de six manières, dont pas une ne saurait s'accorder avec l'autre. Anarchie effroyable d'entendement et de volonté devant laquelle toute espérance de voir ce beau pays se relever reste d'abord interdite! Ce n'est rien encore pourtant; il faut, avec l'auteur du ***Rinnovamento*** et avec celui des ***Istorie***, descendre, si je puis ainsi dire, dans l'intérieur de ces partis pour concevoir l'obstination de leurs principes et l'acharnement de leur rivalité : cela passe toute croyance. Quelques traits empruntés aux récits des deux écrivains pourront donner une idée générale de ce chaos.

Les absolutistes, qui s'entendent à merveille sur la nature du gouvernement qui convient à la péninsule, puisque, comme leur nom l'indique, ils s'accordent à voir l'idéal de ce gouvernement dans le despotisme; — les absolutistes cependant, ainsi que déjà l'abbé Gioberti nous l'a enseigné, se divisent en partisans du laïcisme et en partisans de l'église. « Les absolutistes ecclésiastiques, dit l'abbé Gioberti, qu'il faut laisser les peindre, ont pour chefs les jésuites. Ils voudraient restaurer purement et simplement la théocratie pontificale du moyen âge et la rendre pire encore, étouffer toute lueur et détruire toute institution de liberté, réunir dans leurs mains la puissance séculière et ecclésiastique, inféoder pour ainsi dire le laïcat et le clergé, l'état et l'église, les princes et les peuples, Rome et l'Italie, l'Europe et le monde, à la société de Jésus. Cependant, comme un si beau projet n'est pas facile à mettre à exécution tant que fleurissent et avancent les connaissances humaines..., les révérends pères, qui d'ailleurs, pour la réussite de leurs nobles desseins, ne peuvent compter sur l'appui d'aucun partisan, quel qu'il soit, du laïcisme, travaillent tant qu'ils peuvent à ramener les esprits aux ténèbres du moyen âge. Ils ont pour partisans soit tous ceux qui, par ignorance et superstition, partagent leur zèle fanatique, soit tous ceux qui par amour du gain désirent leur patronage... » Quant aux absolutistes laïcs, l'auteur du ***Rinnovamento*** fait également leur portrait : « Il leur faut à eux aussi le gouvernement absolu, tempéré tout au plus par l'octroi de quelques petites franchises communales; mais ils sont les adversaires déclarés de la clérocratie, et ils veulent l'indépendance de l'état comme principe de toute civilisation. Leur tête et leur bras, c'est l'Autriche... » Ainsi, même sur ce triste terrain du despotisme, où pourtant l'adoption du principe semble exclure tout dissentiment, les Italiens trouvent encore moyen de renouveler au plein soleil du XIXe siècle la vieille et absurde querelle du sacerdoce et de l'empire : gibelins et guelfes d'une nouvelle et étrange espèce d'ailleurs, qui n'espèrent trouver la fin des maux de leur pa-

trie que dans l'extinction des derniers sentimens qui lui fassent encore battre le cœur!

On s'explique aisément que ceux des Italiens qui, à quelque titre que ce soit, passent pour appartenir à l'un ou à l'autre de ces partis soient pour le reste de leurs compatriotes un objet d'aversion: mais il faut lire le *Rinnovamento* pour se faire une idée de la violence des invectives que cette aversion des absolutistes inspire aux libéraux. Voici par exemple quelques fragmens des portraits que trace l'abbé Gioberti du roi de Naples et du cardinal Antonelli, qu'il représente, l'un comme le champion par excellence du despotisme laïque, et l'autre comme le représentant le plus obstiné de l'absolutisme ecclésiastique. En traduisant ces passages, on ne saurait évidemment prendre à aucun degré la responsabilité des jugemens qu'ils énoncent, ni s'associer en aucune façon à la virulence inouie du langage dans lequel ils sont exprimés. Nous n'avons d'autre dessein, en traduisant les étranges paroles qu'on va lire, que de mettre sous les yeux d'un public qui juge tout ce qu'il lit un monument curieux de la haine qui anime les partis contemporains de l'Italie les uns contre les autres. L'abbé Gioberti dit plusieurs fois dans son ouvrage que cette haine est extrême; il en donne lui-même ici la preuve. Voici quelques lignes du portrait qu'il trace du roi de Naples : « ..... Il ne saurait entrer aucune idée généreuse ni grande dans l'âme de ce Bourbon, qui rassemble en lui, en les empirant encore, tous les vices de sa race. Il est arrivé en lui à cette race ce qui arrive à certaines plantes malfaisantes, qui, lorsqu'on les acclimate sous un ciel brûlant, en deviennent plus vénéneuses. » Voici maintenant quelques passages du morceau relatif au cardinal Antonelli : « ..... Antonelli n'a rien de la loyauté ni de la fermeté de l'homme d'état; il se jette indifféremment dans le parti où il croit faire ses affaires. C'est ainsi qu'il a joué le libéral en 1848, et qu'aujourd'hui on le voit surpasser en violence les fureurs des *sanfédistes;* c'est un nouveau rôle où il produit plus d'effet, car il est tout entier dans sa nature, qui se révèle dans son visage teint de fiel, dans ses regards en coulisse, dans son froncement de sourcils faux et hautain. Sans véritable esprit, ignorant, étranger à toute pratique et à toute connaissance des affaires, mais consommé dans les intrigues et les ruses qui font souvent tout le génie des esprits médiocres, il a passé le temps de l'exil de Gaëte à s'emparer hypocritement de la confiance de Pie IX, à lui fermer les oreilles à la vérité et le cœur au bien, à se rendre maître de sa pensée et de sa volonté. Les diplomates d'alors, comme on le dit, ont-ils obligé le pauvre pape à s'engager formellement à abdiquer tout pouvoir politique entre les mains de ce cardinal? C'est ce que je ne saurais garantir tout à fait; mais, quoi

qu'il en soit, ce qu'il y a de certain, c'est qu'Antonelli depuis a été le vrai pape, et sinon le premier auteur, au moins l'exécuteur omnipotent d'une politique qui dispute aujourd'hui (1851) la palme à celle du roi de Naples..... » On peut juger par de tels discours de la fureur qui transporte les libéraux italiens quand ils parlent des partisans ou des ministres d'un gouvernement absolu. L'incroyable absence de décence et de mesure qui caractérise ces discours frappera surtout, si l'on réfléchit que l'abbé Gioberti n'a été rien moins qu'un révolutionnaire, si l'on se rappelle qu'il venait d'être ministre des affaires étrangères à Turin et ambassadeur de Sardaigne à Paris quand il s'exprimait de la sorte, enfin si l'on pense que, d'un bout de l'Italie à l'autre, le *Rinnovamento* a reçu une publicité patente ou occulte qui en a fait très certainement l'ouvrage le plus populaire de la péninsule.

Est-ce cependant entre les libéraux et les absolutistes seulement que cette guerre implacable est allumée en Italie? Il s'en faut de beaucoup. La division est aussi grande entre les diverses fractions du parti libéral qu'entre ce parti même et les absolutistes, et à l'occasion ces fractions ennemies ne se traitent guère entre elles avec plus de ménagement. Les libéraux se distinguent, comme l'abbé Gioberti déjà nous l'a appris, en royalistes et en démocrates, en unitaires et en fédéralistes; mais un fédéraliste aux yeux d'un unitaire, un royaliste aux yeux d'un démocrate, et réciproquement, ne sont pas moins odieux les uns aux autres que les absolutistes le sont aux libéraux, de telle sorte que la nation entière semble vouée, dans la personne de tous ses membres, aux divinités infernales de la division, de la défiance et de la haine. Il serait long et inutile de reproduire, même par extraits, les nombreux passages soit du *Rinnovamento*, soit des *Istorie*, qui pourraient textuellement confirmer ce que nous disons là. Chacun d'ailleurs sait malheureusement, dans le siècle où nous sommes, à quels excès est susceptible de s'emporter partout le langage des partis, et on se contentera aisément, pensons-nous, des passages que nous avons donnés concernant le roi de Naples et le cardinal Antonelli. Nous insisterons seulement un peu, pour achever cette triste peinture des partis italiens, sur l'esprit comparé des systèmes qui divisent les unitaires et les fédéralistes : on verra combien, sur cette question capitale de la forme politique qu'il conviendrait de donner à l'Italie rendue libre, les Italiens sont loin d'être d'accord.

Il semble, dans l'état où est la péninsule, que la seule préoccupation de ses habitans, Piémontais, Lombards, Toscans, Romagnols, Napolitains, devrait être de s'entendre pour former entre eux l'union la plus solide possible, sans s'arrêter à disputer de la forme de gouvernement à donner à cette union. La question aujourd'hui pour

les Italiens n'est pas de savoir s'ils seront gouvernés par un ou plusieurs rois, ou s'ils formeront une ou plusieurs républiques; la question est de savoir s'ils secoueront ou ne secoueront pas la domination étrangère. Ils auront toujours le temps, une fois cette domination renversée, de disputer à l'aise entre eux du plus beau des gouvernemens possibles. Cette idée si simple cependant est la dernière qui ait pénétré dans les têtes italiennes, et la chose capitale pour les partis italiens, ce n'est pas de savoir si l'Italie sera ou ne sera pas indépendante : c'est de savoir si elle sera fédéraliste ou unitaire! Et cela va si loin, qu'en vérité on ne sait pas, lisant les discours que tiennent les unitaires sur les fédéralistes, et réciproquement, si les uns ou les autres accepteraient l'indépendance de l'Italie à la condition de voir cette indépendance amener le triomphe du système de leurs adversaires. Ainsi autrefois les guelfes n'auraient pas voulu voir leur patrie libre, si elle avait dû l'être sous le sceptre d'un empereur d'Allemagne, ni les gibelins, s'il leur avait fallu remettre ce sceptre à un pape.

L'histoire des unitaires est toute moderne : non pas que l'idée de faire un seul état de toute l'Italie soit nouvelle, mais elle ne s'était jamais produite sous la forme que lui a donnée le nouveau parti qui la propage, et qui prétend la faire triompher un jour. La péninsule, dans les idées de ce parti, ne doit former, de Suse à Reggio, qu'une seule république gouvernée par une convention siégeant à Rome. L'étranger une fois chassé du sol de l'Italie, il n'y aura plus sur ce sol ni Génois, ni Piémontais, ni Milanais, ni Vénitiens, ni Modenois, ni Parmesans, ni Toscans, ni Romagnols, ni Napolitains; il n'y aura plus que des Italiens, comme il n'y a plus aujourd'hui en France ni Normands, ni Bretons, ni Basques, ni Angevins, ni Bourguignons, ni Picards, mais seulement des Français. Quant au choix de Rome comme capitale de cette république de seize millions d'hommes, il s'explique de lui-même par la situation géographique et par les admirables souvenirs de cette grande cité. Rome, il est vrai, cessera d'être alors la Rome des papes, mais elle sera la Rome du peuple, et cette majesté nouvelle lui tiendra aisément lieu de l'autre. Quant au pape, que font vivre encore les préjugés catholiques de quelques nations, de la France et de l'Autriche surtout, l'Italie, qui ne saurait plus en effet, dans ce système, lui servir de résidence, se délivrera très volontiers du fardeau et des embarras que cette résidence lui impose. Puisque les Français sont si grands partisans du pape, qu'ils le prennent chez eux : les papes ont résidé près d'un siècle à Avignon, et le catholicisme n'en est pas mort. Les Français ne veulent-ils pas donner une résidence à la papauté, que les Autrichiens s'en chargent et qu'ils l'établissent quelque part, à Prague ou à Inns-

bruck, où ils voudront, pourvu que la péninsule en soit délivrée. Autrichiens et Français ensemble ne peuvent-ils s'entendre sur ce sujet, il est un moyen simple de trancher le différend : c'est de transporter le pape et sa cour aux lieux qui ont servi de berceau au christianisme, à Jérusalem. Comment le successeur de Jésus-Christ pourrait-il refuser d'habiter les lieux sacrés qui ont vu vivre et mourir le Sauveur ? — Ces idées, dont le radicalisme n'a rien d'équivoque, commencèrent d'être mises en avant, il y a environ vingt-cinq ans, par la société secrète devenue depuis si fameuse sous le nom de *la Jeune-Italie*. Un Génois, jeune alors, en fut l'auteur et en est resté le chef; on a nommé ce Joseph Mazzini à qui le crédule enthousiasme de ses partisans et plus encore la maladresse de ses adversaires ont fait depuis une telle célébrité. L'abbé Gioberti et M. Ranalli tracent dans leur livre des portraits de ce personnage qui méritent d'être lus; nous nous bornerons à dire que M. Mazzini nous y paraît peint au naturel, et que, d'accord avec le sentiment que partout la conduite du fameux agitateur n'a cessé d'inspirer aux gens sensés en Europe, l'auteur du *Rinnovamento* et celui des *Istorie* voient et dénoncent nettement en lui l'un des fléaux de l'Italie : jugement dont les motifs sont trop bien établis pour qu'il y ait ici aucun intérêt à les rappeler.

En opposition aux unitaires, voyons maintenant les fédéralistes. Ce nouveau parti est beaucoup plus nombreux que l'autre, car chacun de ses membres incarne en lui ce vieil esprit guelfe dont tout Italien ne peut se défaire sans un effort violent, l'esprit de municipalité. Les fédéralistes, eux aussi, veulent assurément l'union de l'Italie, ils le disent du moins; mais à l'opposé des unitaires, qui sacrifieraient à la réalisation de cette union jusqu'au saint-siége lui-même, ils entendent qu'elle ne s'opère qu'en respectant l'existence indépendante, nous ne disons pas de chacun des états actuels, mais même de chacune des villes de la péninsule. Qu'on ne leur parle pas d'un projet d'union qui ferait déchoir non pas seulement Turin, Milan, Florence ou Naples, mais même des villes qui ne sont plus la capitale d'aucun état, si petit qu'il soit, — Gênes, Venise ou Bologne par exemple, — au rang de ville de province. Plutôt que de sacrifier les traditions nationales de Menton même ou de Saint-Marin, ce nouveau parti renoncerait sans hésiter à toute constitution de nationalité italienne. Et qu'on ne croie pas que nous exagérons : nous ne faisons que résumer ici les dépositions que, la mort dans l'âme, l'abbé Gioberti et M. Ranalli font tous les deux sur ce sujet. Tout un chapitre, l'un des plus considérables en étendue et peut-être le meilleur par le fond et par le style du *Rinnovamento*, est consacré à la peinture de ces préjugés de l'esprit municipal des Italiens et des entraves qu'il n'a cessé d'apporter depuis cinq siècles à la formation

de leur unité nationale. L'abbé Gioberti dénonce l'existence et les méfaits de cet esprit dans tous les états italiens sans en excepter un seul, en Piémont, en Lombardie, en Toscane, dans la Romagne, dans les Deux-Siciles, et l'énergie seule du patriotisme qu'il met à le combattre suffirait à révéler quelle résistance invincible il oppose encore à la reconstitution, sous quelque forme que ce soit, de la nationalité italienne. M. Ranalli, dans plusieurs endroits de ses récits, n'est ni moins explicite, ni moins instructif que l'abbé Gioberti sur ce point; il confirme même par des détails tristement précieux les assertions générales de l'auteur du *Rinnovamento*. Parlant par exemple de la révolution qu'on vit éclater en 1848 dans les duchés de Parme et de Modène à la suite des événemens de Milan, il raconte que cette révolution ne fut pas plus tôt consommée, que Reggio refusa de reconnaître le gouvernement provisoire de Modène, et Plaisance celui de Parme. Il fallut plus d'un mois de négociations diplomatiques pour arriver non pas à les réunir, mais à les faire consentir à marcher de concert. Et que d'autres preuves grotesques, si elles n'étaient déplorables, de ce funeste esprit de morcellement l'Italie n'a-t-elle pas données à cette époque! Qui ne se souvient de la séparation momentanée de Gênes et de Turin, de l'effroi des propriétaires de Turin et de l'humeur du reste des Piémontais à l'idée que Charles-Albert, annexant la Lombardie à ses états, pourrait en transférer la capitale à Milan, de la rupture de la Sicile et de Naples, de la jalousie de Milan et de Venise?... Tout ce que le moyen âge avait vu en ce genre de plus déplorable fut alors égalé, sinon surpassé. L'Europe, qui, attentive à la marche des Piémontais sur l'Adige, s'attendait à voir de jour en jour leur armée grossie de tout ce qui dans le reste de la péninsule était en état de porter les armes, et qui cherchait avidement, dans chaque feuille ou dans chaque lettre arrivant d'Italie, des nouvelles du progrès de cette grande insurrection nationale,—l'Europe fut confondue de surprise : il n'était question dans ces feuilles ou dans ces lettres que des conférences tenues à Milan, à Florence ou à Rome sur la question de savoir si l'Italie indépendante formerait un seul état ou plusieurs, si son gouvernement serait républicain ou monarchique, si Turin cèderait le pas à Milan, ou Milan à Turin, si le royaume lombardo-vénitien, que Charles-Albert se donnait tant de peine à affranchir de l'étranger, formerait encore, le lendemain de sa victoire, un seul état du Tessin à l'Adriatique, ou s'il n'en formerait pas trois ou quatre; que dis-je? si le Piémont lui-même ne devrait pas, pour prix de sa vaillance, être démembré, et s'il ne conviendrait pas de rétablir aux dépens de son territoire l'antique république de Gênes! Lamentables souvenirs! Puissent du moins les Italiens, en les lisant aujourd'hui retracés par la plume des plus désintéressés et des moins

prévenus de leurs historiens, se pénétrer de la pensée qu'exprime quelque part l'abbé Gioberti, que si un tel esprit doit continuer à prévaloir chez eux, ils n'ont plus qu'à pleurer à chaudes larmes (***piangere a cald' occhi***) sur le sort de leur patrie, car alors elle est bien morte, et ce n'est qu'une illusion de songer à la faire revivre!

Il n'y aurait pas d'autre cause aux malheurs de l'Italie que cet étroit esprit municipal révélé par les accablantes confessions de l'abbé Gioberti et de M. Ranalli, qu'au jugement de tous les esprits sérieux ils seraient de reste expliqués. Et si notre dessein, en entreprenant cette triste recherche, avait été de montrer que le grand, j'allais dire le seul coupable en cette affaire est le peuple italien lui-même, nous pourrions nous arrêter ici : la lumière est faite. Cependant, si, envisageant les choses à ce point de vue, toute insistance est visiblement superflue, il n'est pas inutile à un autre égard de continuer quelques instans encore l'examen du ***Rinnovamento*** et des ***Istorie***. L'impitoyable et patriotique analyse des deux historiens révèle encore une foule d'autres raisons du malheur de l'Italie. Sans prétendre les examiner toutes, nous en signalerons deux qui donneront au moins une idée du reste.

Il n'est question, d'un bout de la péninsule à l'autre, que de l'unanime désir de tous ses habitans de reconstituer coûte que coûte la nationalité italienne : à la bonne heure; mais sans revenir sur la censure trop facile de l'esprit, universel aussi, de désunion qui rend cette unanimité de désir la chose la plus vaine du monde, les Italiens font-ils même tout ce qu'ils peuvent pour conserver les quelques lambeaux qui survivent encore de leur originalité nationale? L'abbé Gioberti et M. Ranalli leur reprochent formellement au contraire de ne travailler qu'à détruire tous les débris subsistans de l'antique grandeur de leur patrie. L'abbé Gioberti surtout, très explicite et à notre avis très judicieux sur ce point, a consacré un des meilleurs chapitres de son livre à montrer que ses compatriotes vont abdiquant de plus en plus en toute chose toute originalité et toute initiative nationales. Il leur demande par exemple ce qu'ils font de leur ancienne originalité religieuse, ce que devient leur nationalité littéraire, où en est enfin depuis soixante ans l'autonomie de leurs aspirations politiques, et il n'a pas de peine à montrer que sur ces trois points si essentiels, le génie italien, sans y prendre garde, va déclinant de plus en plus.

«..... L'indépendance d'un peuple, dit-il, repose avant tout sur l'originalité et sur la propriété de son génie, et ce génie n'a pas seulement pour expression les lois et les institutions, mais encore l'état actuel de la culture générale, l'état par exemple des croyances religieuses et celui de la littérature. — Où en sont d'abord nos croyances religieuses? Nous méprisons la religion de nos pères, au lieu de tra-

vailler à la continuer en l'épurant, au lieu de chercher à mettre en œuvre les richesses dont elle est pleine, et nous oublions qu'elle est cependant le seul reste de cette antique prééminence et de cet antique cosmopolitisme que nous avons exercés dans le monde!..... »

Aveu bien remarquable et bien sincère assurément dans la bouche d'un prêtre aussi peu suspect de tendances rétrogrades que l'était l'auteur du *Jésuite moderne!* Il ne faut pas exagérer la portée, déjà bien assez grande par elle-même, de cet aveu, mais n'est-il pas singulier que ce soit dans le pays qui a encore l'honneur de servir de métropole à la religion catholique que cette religion soit le moins entourée du respect général? Y a-t-il des états quelque part qui vivent en médiocre intelligence avec le saint-siége? Ce sont des états italiens. Qu'il faille accuser de cette mésintelligence le saint-siége ou ces états, nous n'en voulons pas ici disputer; nous signalons le fait, et nous remarquons que, pour une raison ou pour une autre, bonne ou mauvaise, peu importe, le gouvernement français et le gouvernement autrichien n'ont avec Rome aucune des querelles que Rome a entretenues dans ces derniers temps non-seulement avec le Piémont, mais avec Naples. Quant au peuple, où en est chez lui la foi catholique? Dans un sujet aussi épineux, les affirmations sont pleines de périls, mais nous ne craignons pas de rien avancer d'excessif en disant, après l'abbé Gioberti, que cette foi est très ébranlée en Italie, et en ajoutant par exemple que le catholicisme aujourd'hui y a moins de racines qu'il n'en a même en France ou en Autriche. Sans entrer dans une discussion par trop délicate, il suffit de constater pour l'éclaircissement de notre pensée une seule chose, à savoir qu'à l'heure où nous écrivons, il serait vraisemblablement encore impossible de remettre avec une entière sécurité la garde de la cour de Rome à une armée exclusivement italienne. Ce fait, dont, croyons-nous, toutes les personnes bien informées de l'état de l'esprit italien tomberont d'accord avec nous, n'a pas besoin de commentaire. Nous n'en voulons tirer après l'abbé Gioberti d'autre conséquence que celle qu'il en tire lui-même, c'est qu'en perdant chaque jour de plus en plus la puissante originalité religieuse qui en a fait pendant tant de siècles la métropole d'une partie du genre humain, l'Italie marche plutôt vers l'entier effacement que vers une reconstitution quelconque de son individualité nationale.

La littérature en Italie est-elle en meilleur état que la religion? Non certainement. « Tandis que les grands peuples nos voisins commencent ou consolident leur unité nationale, en se formant ou en entretenant une littérature qui leur est propre, dit l'abbé Gioberti, nous laissons se dissiper et se perdre le double trésor que nous avons reçu de nos pères et de nos aïeux..... » Il est incontestable en effet

que, depuis soixante ans au moins, l'originalité de la littérature italienne, cette originalité dont, au siècle dernier, Alfieri essaya vainement de rallumer les derniers restes, a entièrement disparu. Quel est le grand poème, le grand récit historique, le grand ouvrage scientifique qui ait paru depuis lors en italien? La langue usuelle s'est elle-même singulièrement corrompue. Ouvrez un journal italien, il vous semblera lire quelque traduction d'un journal français. Au contact de notre langue, le vieil italien de Machiavel et de Guichardin s'est *déconstruit*, pour employer le célèbre et élégant barbarisme de M. le secrétaire perpétuel de l'Académie française. Bien plus, il n'est pas rare de trouver dans certains écrits de l'Italie des traces visibles de germanisme. L'abbé Gioberti lui-même, qui s'élève avec tant de raison contre ce *satellizio* littéraire, comme il l'appelle, n'en est pas exempt, et l'étude approfondie à laquelle il s'est livré de la philosophie de Hegel a donné à son style quelque chose de tourmenté et d'obscur qui rappelle quelque peu l'idiome germanique. M. Ranalli, juge bien compétent en telle matière, semble partager notre opinion à cet égard. « ... Gioberti se montra plus désireux, dit-il, d'écrire purement qu'il n'y parvint, et en recommandant l'étude des meilleurs auteurs, il ouvrit une voie dans laquelle il ne marcha pas : non que la langue chez lui soit impropre et manque d'élégance, mais ses alliances de mots sont bizarres, et il a la détestable habitude, évitée par les bons prosateurs, de concevoir les idées les plus communes sous des formes abstraites et indéterminées... » Défauts qui seraient peu de chose à coup sûr, s'ils étaient particuliers à l'auteur du *Rinnovamento*, mais qui sont devenus trop communs chez les écrivains italiens de notre temps pour que la critique n'y voie pas avec inquiétude les premiers signes de décomposition d'une littérature qui tombe et d'une langue qui s'étiole!

Enfin, si les Italiens soutiennent si mal dans l'ordre de la religion et dans celui des lettres leur originalité nationale, l'abbé Gioberti trouve encore, et avec non moins de raison selon nous, qu'ils ne la soutiennent guère mieux dans l'ordre politique. Il remarque ingénieusement qu'en prenant l'habitude de ne lire que les ouvrages des étrangers, et de n'apprendre à penser que dans ces ouvrages, les Italiens insensiblement se sont mis à la suite de ces étrangers dans le monde des faits comme dans celui des idées. Et qu'est-il arrivé? Que la péninsule s'est trouvée à la merci non plus seulement des armes, mais des opinions de ses voisins d'outre-monts. « C'est ainsi, ajoute-t-il, que la première révolution française a interrompu violemment les réformes commencées alors par les princes, et que celle de 1848 a fait échouer celles qu'avaient alors entreprises les peuples. » La parole de l'abbé Gioberti ne va-t-elle pas ici un peu plus loin que

sa pensée? On en jugera; mais sa remarque, quoi qu'il en soit, n'en est pas moins très judicieuse, et il est incontestable notamment que l'influence, toujours croissante depuis un siècle, de la littérature et de la philosophie françaises en Italie a mis cette nation dans une dépendance des moindres mouvemens d'opinion qui agitent la France funeste à la bonne conduite de sa politique nationale. Quelle nécessité par exemple y avait-il pour les Italiens, en l'année 1848, d'interrompre le beau et large mouvement de réformes qu'avait inauguré chez eux Pie IX deux ans plus tôt, pour se jeter, à la suite de la France, dans les aventures d'une révolution sociale? L'abbé Gioberti, en déplorant cette abdication du génie politique italien, en la signalant comme une des causes de la triste condition de son pays, n'avance certainement rien d'excessif, et il a raison de dire, en attestant l'histoire : « A mesure que le génie propre de l'Italie est allé s'effaçant, une docilité funeste à prendre aveuglément les étrangers pour modèles s'y est insensiblement substituée. C'est là ce qui a rivé et rendu perpétuelles les chaînes de notre servitude, car il n'y a rien de plus difficile que de relever un peuple qui a perdu le ressort même de sa vie nationale... » Ce qu'il y a de judicieux dans ces remarques de l'auteur du *Rinnovamento* frappera tout le monde, et on n'hésitera pas, après l'avoir lu, à ranger au nombre des causes les plus actives de la décadence de son pays la propension funeste du génie italien à chercher partout, excepté en lui-même, les ressources d'une régénération dont lui seul cependant peut être l'ouvrier.

On n'hésitera pas davantage avec l'auteur des *Istorie* à reconnaître, dans un autre défaut des peuples de l'Italie, une raison nouvelle, la dernière de celles qui devront ici nous arrêter, de la dépendance séculaire dont ils ne cessent de se plaindre. Ce défaut, pour employer les termes mêmes dont se sert quelque part M. Ranalli, est leur mollesse universelle,

Lorsqu'en mars 1848 Charles-Albert, à la tête de toutes les forces du Piémont, passa le Tessin, ce fut l'opinion ou, si l'on veut, l'espérance unanime de l'Occident que, saisissant cette occasion unique dans leur histoire, toutes les populations de la péninsule allaient se lever en masse, et que l'Italie allait trouver un soldat dans tout homme capable chez elle de porter un fusil. En France surtout, raisonnant d'après nos instincts militaires et d'après nos grands souvenirs historiques, nous voyions déjà Naples mettre en marche cent mille hommes, les États-Romains vingt mille, la Toscane et les duchés autant, la Lombardie, même après le recrutement autrichien, qui avait été loin de lui enlever toute sa population valide, cinquante ou soixante mille. Joint aux Piémontais, cela faisait, suivant les estimations les plus modérées, de deux cent à deux cent cinquante mille Italiens à

mettre en ligne contre l'armée du maréchal Radetzky, et déjà on voyait cette armée enveloppée partout, obligée de se renfermer dans ses camps retranchés de Vérone et de Mantoue, et bientôt d'y capituler. Ces suppositions certes n'avaient rien de déshonorant pour l'armée autrichienne, toute brave et bien commandée qu'elle fût, dans la situation où tout le monde naturellement se la représentait, assaillie de front par l'armée sarde, menacée sur ses flancs et sur ses derrières par les troupes des duchés, de la Toscane, de la Romagne et de Naples, coupée, comme elle pouvait l'être si aisément, de ses communications avec le Tyrol et l'Illyrie par le soulèvement des populations lombardes et vénitiennes, et tout cela dans un moment où tout croulait à Vienne. On sait de reste qu'il n'en fut rien, et que cette levée en masse ne se passa que dans nos imaginations françaises. A quoi cela tint-il? Au défaut de courage des peuples italiens? Qui l'oserait dire après Goïto, Santa-Lucia et les énergiques défenses de Brescia contre le général Haynau, et de Rome un peu plus tard contre nous-mêmes? Non, cette race, elle aussi, est brave, et qui en doute? mais, chose singulière, elle manque de cet esprit militaire qui à l'occasion partout ailleurs, en France surtout, fait si rapidement un soldat de tout homme portant un fusil, et de la réunion de ces hommes une armée. S'agirait-il de débattre en champ clos, comme autrefois les Horaces et les Curiaces, l'indépendance de l'Italie, à l'instant tous les Italiens s'inscriraient; mais si vous leur demandez de former des armées et de combattre sous les ordres d'un chef, c'est un langage qu'ils n'entendent plus. Ce défaut mortel du caractère des Italiens n'est pas nouveau dans leur histoire. Un plus grand peintre que M. Ranalli, Machiavel, dès le XVIe siècle déjà, l'avait observé et signalé dans ces lignes qui semblent l'explication écrite de leurs désastres d'hier : « Voyez dans les duels et les combats entre un petit nombre d'assaillans combien les Italiens sont supérieurs en force, en adresse, en intelligence; mais faut-il qu'ils combattent réunis en armée, toute leur valeur s'évanouit (1)... »

II.

Le premier souci d'un médecin, lorsqu'il arrive au lit d'un malade, est de porter sur la nature du mal dont les effets s'offrent à sa vue le diagnostic le plus sûr possible. Le bon sens même lui dicte cette conduite, car il est clair que tant qu'il demeurera dans l'ignorance des causes de la maladie de l'être souffrant qui l'invoque, il sera impuissant à lui porter secours. Les publicistes italiens que nous ve-

(1) *Le Prince*, épilogue à Laurent de Médicis.

nons d'entendre ont avec raison imité cette manière d'agir. Appelés par leur patriotisme au douloureux chevet de leur patrie, ils se sont attachés avant tout, eux aussi, à découvrir les vraies causes de la maladie qui la tue, et ils nous ont dit l'un et l'autre ce qu'ils en pensaient. Quels remèdes maintenant proposent-ils d'employer à combattre le mal qu'ils nous ont si bien décrit, et quel jugement convient-il à des assistans désintéressés comme nous sommes de porter sur l'efficacité probable de ces remèdes? Si nous répondons à ces questions, nous aurons amené le travail que nous avons entrepris à produire ses conclusions.

Le problème que se sont proposé de résoudre l'abbé Gioberti et M. Ranalli n'est rien moins que nouveau dans l'histoire de leur pays, et bien des hommes d'état, bien des publicistes, bien des patriotes, des plus sublimes aux plus misérables, se le sont posé avant eux depuis la fameuse querelle du sacerdoce et de l'empire. Que de systèmes se sont produits à ce sujet depuis tantôt huit cents ans! On en ferait un gros et triste volume. Il n'est pas de notre objet de reprendre les choses de si haut : pour donner une idée du trouble qui règne toujours à cet égard dans les têtes italiennes, nous remonterons seulement au commencement de ce siècle.

Depuis la révolution française à peu près jusque dans les premières années de la monarchie de juillet, on peut dire qu'un seul système régna dans l'opinion des Italiens sur la manière de régénérer leur pays : ce fut le système de cette vieille et inepte école révolutionnaire qui, partout où elle a prévalu, a commis ou fait commettre tant de sottises ou de forfaits. La société secrète dite des *unitaires*, qui se forma à Bologne vers 1795, et celle dite des *rayons*, qui s'y adjoignit peu après, furent jusqu'en 1815 l'âme et le bras de cette conspiration permanente, et aussi vaine que permanente, des patriotes italiens. A la chute de l'empire, ces sociétés disparurent pour faire place à celle des *carbonari*, dont les origines remontaient déjà aux dernières années du règne de Murat, mais qui, à partir de sa mort, prit, pour le garder jusqu'en 1830, le sceptre de l'opinion italienne. La révolution de juillet emporta le carbonarisme comme la chute de l'empire avait dissous les unitaires et les *rayons*; mais une secte nouvelle, qui dure encore, en prit la place, et a continué jusqu'à nos jours les folies de ses devancières : ce fut cette *Jeune-Italie* dont M. Mazzini en 1831 fut le fondateur, et dont il est encore le chef. On connaît l'esprit de cette triste école, et on sait aussi tout ce qu'elle a causé de maux à la péninsule. Conspirer fut toujours et est encore tout son génie, comme s'il était une société de conspirateurs un peu étendue et un peu remuante dans les rangs de laquelle la police des états que cette société menace n'ait le plus aisé-

ment du monde autant d'affidés qu'elle en veut! Ce fut naturellement le sort de la société des unitaires, de celle des rayons et du carbonarisme, et c'est encore très visiblement celui de la Jeune-Italie. Aussi, sans parler, chose fort inutile, de la parfaite absurdité et des plans et des vues de ces sectes successives, peut-on dire que la seule tâche qu'elles aient toujours complétement remplie, et qu'elles continuent à remplir encore, est de fournir aux gouvernemens contre lesquels se sont ourdis ou s'ourdissent leurs complots des agens d'information et des prétextes de réaction incomparables. Quant à l'histoire des mouvemens insurrectionnels organisés durant notre demi-siècle par cette savante école révolutionnaire, qui ne sait qu'elle a toujours été la même? Depuis la prise d'armes d'Ancône en 1800 jusqu'à celle de Calabre en 1844, quel est celui de ces mouvemens qui ait abouti à autre chose qu'à faire périr misérablement les pauvres dupes des prédications et des promesses des chefs de l'école? Quand on parcourt ce long et sanglant martyrologe qui s'ouvre à Ancône par le nom du général Lahoz et qui se termine à Cosenza par celui des frères Bandiera; quand on se rappelle les mouvemens insensés de 1821, 1831, 1833, 1837, 1841, 1844, on ne sait quel sentiment on doit exprimer le premier, de la pitié pour tant de malheureuses victimes, ou de l'indignation contre les misérables qui, se donnant bien de garde de partager de tels périls, les y ont lâchement poussées.

Il arriva cependant enfin un jour en Italie où la lumière se fit dans les consciences droites et dans les esprits sains sur le danger de laisser l'opinion s'égarer plus longtemps à la suite de la méprisable école des sociétés secrètes. Trois publicistes, tous les trois originaires du Piémont, l'abbé Gioberti, M. de Balbo et M. d'Azeglio, s'adressant dans un langage élevé et calme au bon sens de leurs compatriotes, les conjurèrent de laisser là des pratiques dont le moindre inconvénient était d'être absolument impuissantes, et de demander à d'autres moyens plus honnêtes et plus sûrs l'affranchissement et la régénération de leur pays. M. d'Azeglio surtout se distingua par la noble et persuasive simplicité avec laquelle il parla ce langage de l'honneur et de la raison. C'était au lendemain de l'insurrection de Rimini. « ..... Protester contre l'injustice ouvertement, publiquement, de toutes les manières et dans toutes les occasions possibles, dit M. d'Azeglio, tel est quant à présent le mode d'action, le seul utile et le seul puissant. Plus de protestation à main armée comme à Rimini. Pour protester ainsi, il nous faudrait deux cent mille hommes et deux cents canons à mettre en ligne; mais à ne réunir que quelques rares baïonnettes, nous nous attirons la risée de l'Europe... La force de nos protestations doit consister à nous interdire rigoureusement la

violence. Quand chez une nation tout le monde reconnaît la justice d'une chose et la veut, cette chose est faite. La régénération de l'Italie est une œuvre que nous pouvons conduire les mains dans nos poches... » Ces paroles et la brochure ***Degli ultimi casi di Romagna,*** qui les contenait, eurent le plus grand et le plus heureux retentissement dans la péninsule. Tous les patriotes que la cécité de l'esprit révolutionnaire n'avait pas complétement atteints se rallièrent au plan de conduite si nettement formulé par M. d'Azeglio, et bientôt parut le programme entier d'une école nouvelle, qui fut, de la nationalité de ses premiers auteurs, dite l'école piémontaise. L'abbé Gioberti et M. de Balbo, le premier dans son traité ***del Primato*** et le second dans ses ***Speranze d'Italia,*** furent surtout les rédacteurs de ce programme. M. Ranalli en donne un résumé d'une exactitude parfaite. « ... Les états italiens ne sont pas mûrs pour la république, dit l'école piémontaise; le régime constitutionnel même serait trop avancé pour eux et ne leur est pas nécessaire : ce qui leur convient, c'est une fédération de monarchies tempérées qui gouvernent conformément aux vœux de la nation, vœux exprimés à la fois par des assemblées consultatives composées des plus honnêtes gens des divers pays, et par une presse libre, sous le contrôle d'une censure bienveillante. Ce qui leur convient, c'est que cette fédération de princes, à qui on ne demande que d'être bien intentionnés et de bonne foi, se constitue sous la présidence du souverain pontife, et l'Italie reconquerra bientôt cette prééminence civile et morale dont la nature et la Providence l'ont à l'envi dotée... » Mais, dira-t-on, que devenait la domination autrichienne dans ce système? Aussi habiles que mesurés, les publicistes piémontais réservaient cette grave question. L'abbé Gioberti même ne faisait alors nulle difficulté de dire qu'il fallait admettre l'empereur d'Autriche dans la fédération italienne, comme il était admis à Francfort dans la confédération germanique. M. de Balbo, un peu plus tard, parlait bien, il est vrai, de la nécessité pour l'Italie de recouvrer son indépendance; mais c'était une œuvre dont il ne demandait l'achèvement qu'au temps et à l'action de la diplomatie européenne. S'inspirant sans doute du fameux mémoire que M. de Talleyrand, en 1805, remit par deux fois, et deux fois inutilement, hélas! à Napoléon, M. de Balbo se bornait à faire entrevoir une époque où, la dissolution de l'empire d'Orient amenant un remaniement inévitable dans la distribution des territoires, on pourrait offrir à l'Autriche, sur le Danube, en Valachie, en Moldavie, en Bessarabie même et en Bulgarie (M. de Talleyrand en 1805 allait jusque-là) des compensations assez grandes pour la décider à renoncer volontairement à ses possessions italiennes. Et ainsi, grâce à la nouvelle école, une ère d'espérance

s'ouvrit pour la péninsule, aussi raisonnable et aussi honnête que l'ère de complots qui avait précédé avait été misérable et folle. Dépossédés par trois hommes de cœur et de talent de ce gouvernement de l'opinion dont ils avaient, pour le malheur de leur pays, abusé si longtemps, les révolutionnaires étonnés se turent, et on put croire un moment, tant l'esprit public les abandonnait, que l'Italie enfin les avait à jamais jugés.

Le programme piémontais cependant ne resta pas, tant s'en faut, lettre morte. Il déplut violemment à la cour de Vienne, qui y vit poindre, pour le maintien du *statu quo* dans lequel elle se complaisait, des difficultés autrement graves que celles que pouvait lui susciter tel complot révolutionnaire que ce fût; mais cette cour exceptée, tous les autres gouvernemens de l'Italie ressentirent une influence des idées nouvelles, qui, Grégoire XVI étant mort et le cardinal Mastaï exalté à sa place, se traduisit bientôt dans une suite d'événemens aussi significatifs qu'imprévus. Alors en effet s'ouvrit cette ère réformatrice qu'en juillet 1846 le pape Pie IX inaugura par l'amnistie, dont le généreux enthousiasme, dans les dix-huit mois qui suivirent, gagna, de Palerme à Turin, tous les gouvernemens de l'Italie, et que, même quand tout semblait désespéré ailleurs, M. Rossi continua héroïquement à Rome jusqu'au jour néfaste où le poignard d'un misérable interrompit ses nobles desseins.

Cette époque pleine d'espérances, et qui avait paru d'abord appeler la péninsule à de grandes destinées, finit, comme on sait, brusquement avec la révolution sans nom qui força le saint-père à se réfugier à Gaëte. Depuis, le mouvement de réformes qui avait alors animé l'Italie, et qui l'honorera toujours, a fait place presque partout à la restauration pure et simple des anciens abus; mais l'ère réformatrice n'a pas passé complétement inutile cependant, et il en reste deux grandes choses : — la tribune de Turin et l'invincible mépris de l'Europe pour les menées d'une réaction qui prétendrait, ne tenant aucun compte des nobles souvenirs de 1846, ramener l'Italie aux carrières d'un régime justement abhorré.

Et qu'est devenue la sage et forte école à qui revient l'honneur entier du mouvement d'opinion d'où, à travers tant de hasards, sont sortis ces deux grands résultats? Elle existe toujours, et elle rallie encore, de l'autre côté des monts, tous ceux qui, comme l'abbé Gioberti, M. de Balbo et M. d'Azeglio le disaient avant 1848, n'ont pas cessé de penser que l'Italie, si elle a chance encore de se régénérer, ne saurait le faire que par les voies d'un libéralisme aussi patient que résolu. L'auteur des *Istorie*, M. Ranalli, appartenait à cette école dès 1846; il lui est resté fidèle, et il en est aujourd'hui l'organe le plus éloquent. L'histoire des dix dernières années de l'Ita-

lie, sur laquelle il a réfléchi autant, sinon plus qu'aucun autre Italien de son temps, paraît l'avoir amené à cette conviction, que tout son livre respire, que l'école piémontaise, qui gouverna l'opinion italienne de 1840 environ à 1848, a indiqué le vrai et unique remède qui puisse porter quelque soulagement aux maux de la péninsule, et préparer sa reconstitution nationale dans un temps donné. Les tristes événemens qui se sont succédé depuis 1848 n'ont pas ébranlé son opinion, il sait ce que ces événemens ont révélé dans l'esprit italien de défaillances morales de tout genre; mais le spectacle, quelque triste qu'il soit, de ces défaillances, ne l'a en rien troublé, et il croit que le langage du ***Primato***, des ***Speranze***, des ***Ultimi casi di Romagna***, est toujours le langage qu'il faut tenir aux peuples et aux princes de l'Italie. La conclusion des ***Istorie***, morceau plein de fermeté et de mesure, mérite d'être citée à cet égard comme la profession contemporaine de principes la plus digne d'attention et d'éloges que, depuis M. d'Azeglio, l'école piémontaise ait produite.

« ..... Avant de terminer cet ouvrage, dit M. Ranalli, il ne sera pas inutile de remarquer que le mépris des constitutions octroyées et jurées ne consolide pas les gouvernemens rétablis, mais porte seulement un grave et effrayant dommage à la religion et à la morale publique. C'est un préjugé de croire que la raison d'état puisse rendre honnêtes des actes que la morale privée condamne. Les exemples publics parlent plus haut encore que les actes privés, et s'il est vrai qu'un mauvais gouvernement soit l'effet ordinaire de la corruption d'un peuple, il n'est pas moins vrai non plus que la corruption des peuples ne fait qu'aller croissant sous les mauvais gouvernemens. Les masses reflètent comme des miroirs, dans de plus ou moins grandes proportions, les vices de leurs gouvernans. Quand elles les voient n'avoir cure ni souci de la foi jurée ni des sermens, se montrer iniques et vindicatifs, elles prennent les mêmes inclinations à la déloyauté, à la perfidie, à l'arrogance, à la colère, à la vengeance. Peu à peu alors les liens de la religion et de la morale, ces fondemens de toute société humaine, se dénouent ou se relâchent. On en fait de tardives et inutiles lamentations, et on en attribue la cause aux agitations révolutionnaires de la plèbe; mais c'est une erreur : ces agitations ont pour vraie cause la corruption existante, sans laquelle elles seraient sans effet, et sans laquelle aussi les révolutions ou n'arriveraient pas, ou se termineraient pacifiquement et à la satisfaction de tous. On peut donc, sans témérité, affirmer que si, à un nouveau changement dans les affaires publiques, la licence — que Dieu détourne ce présage! — triomphe plutôt encore que la liberté, il en faudra attribuer la principale raison à ces gouvernemens qui vont partout et de toute manière semant la corruption. Il est vrai que ceux-ci se disent que les révolutions dont on les menace, et qu'ils prennent soin d'attiser eux-mêmes en fomentant ainsi la division et la haine, se jetteront dans des excès qui rendront encore le retour de la tyrannie nécessaire; mais qu'ils prennent garde de rester ensevelis sous les ruines qu'ils

auront préparées, et de payer cher les espérances de restauration dont ils se leurrent. Nous ne disons pas cela pour porter malheur à personne, mais à titre d'avis bon à entendre par tout le monde. Tel est le devoir de l'historien qui ne se vend pas. Plus ses récits paraissent importuns, plus ils contiennent de cette essence de vie (*nutrimento vitale*) que le poète sacré de l'Italie se promettait de faire produire à la libre manifestation du vrai. »

C'est un noble langage, et l'école piémontaise, comme on voit, n'a pas déchu à propager ses enseignemens par la plume de M. Ranalli. La popularité de ces enseignemens néanmoins est-elle toujours la même? M. Ranalli s'adresse-t-il à un public toujours aussi disposé à entendre la voix de la raison que l'était le public qui accueillait, il y a dix ans, avec tant de confiance les avis de M. d'Azeglio? Il faut reconnaître et dire que non. L'école piémontaise n'a pas perdu toute influence en Italie, mais elle a certainement perdu la prééminence, et elle a cessé d'être le centre important de ralliement des libéraux italiens. Une école nouvelle s'est élevée qui lui a visiblement succédé dans la direction générale de l'opinion; cette école cherche dans d'autres voies et demande à d'autres moyens le salut présent et la régénération future de la péninsule. Pour avoir une idée complète des tendances diverses qui sur cette grave question se disputent aujourd'hui les esprits en Italie, il faut à son tour la faire comparaître et l'entendre.

L'organe de cette nouvelle école, entre les mains de laquelle, nous le répétons, le gouvernement contemporain de l'opinion modérée en Italie paraît pour le moment être venu, a été, dans les dernières années de sa vie, ce même abbé Gioberti, qui pourtant, lui aussi, fut un des pères de l'école piémontaise. Jusqu'en 1848, l'auteur du *Primato* avait professé les maximes que défend encore M. Ranalli; mais le spectacle des désastres auxquels il assista alors, les désillusions mortelles que ce spectacle lui donna, le jetèrent peu après dans un ordre différent d'idées qu'il a exposées dans son dernier ouvrage, et dans la foi desquelles il est mort. Les Italiens, avec cet esprit *corrente a pigliare le nuove fogge* que leur reprochait déjà avec raison un de leurs auteurs au XVe siècle, ont goûté la nouvelle doctrine que l'abbé Gioberti leur a léguée de l'exil comme son testament politique; ils s'y sont jetés en foule, et le volume du *Rinnovamento* qui l'expose est devenu comme le catéchisme de tout le parti patriote et libéral contemporain de la péninsule. Il est donc d'un incontestable intérêt de bien faire connaître cette doctrine. La tâche au reste est facile. L'abbé Gioberti, avec sa diffusion ordinaire, a exposé sa pensée de manière au moins à n'y rien laisser d'équivoque ni d'obscur, et on peut, sous le fatras des répétitions et des digressions sans fin qui encombrent le *Rinnovamento*, retrouver et reproduire sans trop de

peine l'enchaînement des idées qui ont donné naissance au nouveau système, et l'ensemble des opinions dont il se compose.

L'école piémontaise et ses doctrines, suivant l'abbé Gioberti, ont définitivement fait leur temps. Cette école poursuivait la résurrection (*il risorgimento*) de l'Italie par des voies dont l'expérience a montré la vanité, et qu'il serait chimérique de suivre plus longtemps. Il n'est pas un seul des termes de son programme qui puisse être de quelque usage aujourd'hui. Le *risorgimento* se fondait à l'intérieur sur l'union patriotique des princes italiens entre eux, et il n'en est presque pas un qui n'ait renié l'Italie et formé alliance avec ses ennemis, — sur l'entente cordiale des princes et des peuples, et il n'est presque pas un des princes encore qui, par sa perfidie, son manque de foi et ses retours aux idées rétrogrades, n'ait rendu ridicule l'idée même d'avoir la moindre confiance en lui : le roi de Sardaigne, il est vrai, fait exception; mais que peut-il seul contre tous? — sur l'accord des diverses classes de la population entre elles; mais gouvernemens et factions à l'envi ont jeté ces classes dans une désunion et une haine les unes des autres plus grandes que jamais jusqu'ici : à l'exception d'un petit nombre de membres du bas clergé et d'un plus petit nombre encore de dignitaires de l'église, tous les ecclésiastiques contemporains sont redevenus des séides du jésuitisme, de l'absolutisme et du *statu quo*, et par là vivent avec le reste de la population laïque dans une hostilité flagrante et permanente. Quant à cette population laïque elle-même, l'esprit de secte l'a en quelque façon réduite en poussière. Les nobles envient les plébéiens et en sont enviés à leur tour; les conservateurs sont en guerre avec les démocrates; la plèbe, que les hautes classes ont trompée, les regarde de travers (*le guarda in cagnesco*), et les riches entrent en frayeur au seul nom de socialistes. Les fédéralistes tournent vers le Piémont leurs dernières et vaines espérances; les radicaux et les rétrogrades se livrent sur le sol de la pauvre Italie une guerre désespérée. Les provinces enfin ne sont pas moins divisées les unes des autres : la Lombardie et Gênes tiennent plus ou moins rancune au Piémont, la Sicile ne peut souffrir Naples, et Rome est devenue odieuse à tout le monde. — A l'extérieur, le *risorgimento* reposait sur un principe qui n'est pas moins détruit, à savoir l'accord des aspirations publiques de l'Italie avec celles de toute l'Europe : avant 1848, tous les peuples européens marchaient de concert, et l'Italie avec eux, à la conquête ou à l'affermissement de la liberté politique. Où en est ce mouvement aujourd'hui? La politique du *risorgimento*, quelque mérite qu'elle ait pu avoir en son temps, est donc une politique épuisée, et c'est à la remplacer par un système d'opinions et de conduite plus en harmonie avec les besoins des temps qu'il faut aviser.

Ce système nouveau est celui que l'abbé Gioberti a conçu, et qu'il

propose à ses compatriotes sous le nom de système de la rénovation (*rinnovamento*) civile de l'Italie. Le *rinnovamento* est la politique de l'avenir, comme le *risorgimento* a été la politique du passé. Deux caractères essentiels surtout les distinguent l'un de l'autre : le *risorgimento*, s'il avait continué, eût consisté dans une transformation de l'Italie graduellement opérée par une suite de réformes; le *rinnovamento* aura plutôt l'aspect et l'esprit d'une révolution (*avrà piuttosto aspetto e qualità di rivoluzione*). Le *risorgimento* ensuite était un mouvement originairement et purement italien, le *rinnovamento* au contraire sera essentiellement dans sa marche et dans ses résultats un mouvement européen; la régénération de l'Italie, qui un jour en sortira, ne sera qu'une scène d'un drame immense qui embrassera l'Occident tout entier.

Mais en quoi consistera alors le *rinnovamento* européen? Dans le triomphe de trois idées et la satisfaction de trois désirs que, depuis 1815, les traités de Vienne n'ont cessé partout d'étouffer : le rétablissement de l'intelligence dans sa suprématie naturelle (*maggioranza del pensiero*), la reconstitution des nationalités, et la rédemption des masses (*redenzione*, et ailleurs *riscatto della plebe*), rédemption qui consistera à rendre graduellement la transmission et la distribution de la propriété plus conformes au bien du grand nombre, à satisfaire mieux qu'il n'a été fait jusqu'à présent à l'imprescriptible droit de vivre moyennant son travail (*diritto di vivere mediante il lavoro*) qu'apporte avec elle toute créature humaine en naissant, à combattre enfin le fléau de l'ignorance populaire par l'éducation. Intellectuel, national, démocratique et économique, le *rinnovamento* européen sera en outre et ne pourra point ne pas être religieux, car comment cette rentrée de la politique universelle dans les principes de la nature et de la raison pourrait-elle s'effectuer même sans que la religion y eût part? Une palingénésie religieuse au contraire, qui consistera dans un retour du catholicisme aux règles divines des temps apostoliques, sera contemporaine de la révolution européenne dont l'avenir est gros, et agira sur elle dans tous les sens. Le christianisme en effet, entendu comme il doit l'être, c'est-à-dire comme il s'expose lui-même dans les livres saints, ne respire qu'idéalisme, indépendance humaine et amour du prochain, et c'est là tout l'esprit du *rinnovamento*. Enfin il est évident que cette rénovation universelle se produira sous une forme politique donnée, qui sera ou la monarchie ou la république. Laquelle des deux l'emportera? Celle qui satisfera le mieux aux conditions essentielles du grand changement que la société européenne attend; alors peu importe que ce soit l'une ou l'autre, et il est inutile à l'avance d'en discuter.

Le *rinnovamento* cependant ne se manifestera pas chez tous les

peuples de l'Europe de la même manière, et il n'amènera pas non plus chez eux tous exactement les mêmes changemens. Quels en seront les résultats pour l'Italie? Il est vraisemblable que ces résultats, suivant la loi de gradation, seront l'indépendance nationale, une confédération, la liberté constitutionnelle, la réforme des classes cultivées, enfin la rédemption des masses. Reste à dire quels en seront les instrumens et les pivots.

Ce serait folie que de convier à une telle œuvre non-seulement les absolutistes, cela va sans dire, mais les fédéralistes, que l'esprit de municipalité infecte, et les radicaux, que le démon de la révolution dévore. Les premiers se sont fait juger dans le *risorgimento*, qu'ils ont voulu conduire et qu'ils ont perdu; quant aux radicaux, ils paraîtraient au premier abord plus propres à employer, mais leurs défauts sont tels qu'à la réflexion on y renonce. Et ici l'abbé Gioberti trace des révolutionnaires italiens, dont il tient essentiellement à se séparer en toutes choses, un portrait qu'il est de notre probité de rapporteur de faire connaître au moins par extraits. « Leur orgueilleuse ignorance, leur défaut absolu d'expérience et de prévoyance, leur manque de jugement pratique, leur attachement fanatique à leurs opinions, leur intolérance pour celles des autres, l'égoïsme, l'esprit d'intrigue, l'ambition qui les dévore, enfin et surtout les doctrines immorales qu'ils professent sur le choix des moyens, tout cela n'est bon, en quelque temps ou quelque pays que ce soit, qu'à ruiner les meilleures entreprises politiques... Il faut en outre, dans toute entreprise de ce genre, jouir de la confiance universelle; mais les radicaux sont tellement décriés dans l'estime de tous les honnêtes gens, qu'ils déshonorent, au lieu de les servir, toutes les causes qu'ils embrassent... D'ailleurs enfin qui n'est pas bon à préparer ne vaut rien à diriger : or la première et principale préparation d'une réforme sociale consiste à répandre des idées et des lumières. Que font les radicaux à cet égard? Quelle science enseignent-ils? quels livres écrivent-ils? à quels travaux s'adonnent-ils pour traiter et résoudre les graves et difficiles problèmes de la civilisation moderne? Quelles nouvelles doctrines proposent-ils en place des anciennes? Stériles jusqu'à l'impuissance en fait d'idées et d'inventions, rabâcheurs éternels de deux ou trois généralités vulgaires, ils ont la prétention de renouveler le monde, non pas à l'aide de la pensée, mais par des clameurs et des complots... » Il n'y a donc que deux partis dans les rangs desquels on puisse trouver et on doive prendre les vrais ouvriers du *rinnovamento*, le parti conservateur et le parti démocratique, à une condition pourtant encore dont il faut que l'un et l'autre reconnaissent la nécessité, à la condition qu'au lieu de se diviser, comme ils l'ont fait jusqu'ici, ils se réuniront et travailleront ensemble, sans arrière-pensée ni rancune, à l'œuvre de la libération commune.

Après l'avoir pourvu de ses ouvriers, il faut établir le *rinnovamento* sur ses pivots (*i cardini*). Rome et le Piémont ont été ceux du *risorgimento;* le pourront-ils être également du *rinnovamento*, et à quelles conditions?

Rome telle qu'elle existe encore aujourd'hui, cette Rome ecclésiastique qui répugne à toute idée de reconstitution nationale et de progrès politique ou civil, ne saurait, suivant l'abbé Gioberti, être admise à l'honneur de servir de base au *rinnovamento*. L'abbé Gioberti ne se dissimule pas ce qu'il peut y avoir de grave aux yeux de ses lecteurs dans une proposition pareille; aussi se hâte-t-il de la justifier et de l'expliquer. Il la justifie d'abord à sa manière, en retraçant des vices du clergé romain, qu'il accuse d'ignorance, d'incapacité, de pharisaïsme, de simonie, de corruption et d'abrutissement, un tableau en comparaison duquel le fameux discours que Guichardin prête quelque part, sur le même sujet, à Pompeo Colonna est un chef-d'œuvre de modération. Cette Rome contemporaine ainsi exclue de toute participation au *rinnovamento*, est-ce à dire que l'abbé Gioberti renonce à l'espoir d'y faire concourir les ministres de la religion catholique? Pas le moins du monde; seulement c'est une Rome nouvelle et régénérée qu'il convie à cette œuvre, une Rome aussi peu semblable à la Rome actuelle qu'il la peut imaginer, et qu'aucun de ses lecteurs ne saurait se figurer avant de l'avoir entendu.

« ..... Née sous des rois, devenue italienne et ultramontaine avec la république et avec l'empire, chrétienne avec l'Évangile, cosmopolite avec la papauté, Rome deviendra la capitale religieuse et sociale des principes, mais des principes élargis par le progrès et consolidés par la durée. Le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel y fleuriront libéralement à côté l'un de l'autre, mais séparés, et s'accordant au lieu de se combattre. Le premier de ces deux pouvoirs ne sera plus un mélange de sacré et de profane, de cérémonies pacifiques et de bûchers sanguinaires, de croisades et d'indulgences, de bénédictions et de malédictions, de morale évangélique et de politique profane, de prêtres exemplaires et de prélats superbes, dissolus (*epuloni*) et intrigans. Les cardinaux, quittant le nom et le train de princes, seront de nouveau les curés de la cité sainte, et dans la majesté du souverain pontife resplendira la modestie de l'apôtre pêcheur. Le pouvoir temporel ne sera plus travaillé de la vieille ambition de dominer par les armes et par les conquêtes, au lieu de n'aspirer à le faire que par les exemples et l'influence de la vertu. La prééminence civile et morale de la nouvelle Italie succédera à la domination guerrière et politique de l'ancienne. La diète italienne, composée de laïques, siégera à côté de la diète religieuse, et la ville unique au monde, qui servira de résidence à ces deux assemblées, sera à la fois forum et sanctuaire, cité et oracle, lieu de paix, modèle de justice, source de vertu et foyer de civilisation... Et ne dites pas que tout cela est une utopie, car si on ne peut réaliser la perfection idéale, on peut en approcher, et on en ap-

proche quand on y est non-seulement aidé, mais poussé par l'invincible cours des choses... »

Le Piémont est en meilleur état que Rome, et, à moins de frais aussi que Rome, il peut devenir digne et capable de concourir, à titre d'auteur principal, au grand œuvre du *rinnovamento*. Sa libre constitution, la séparation définitive qu'a opérée chez lui, entre les droits de l'église et ceux de l'état, la législation Siccardi; le droit d'asile, que ce royaume a noblement et habilement exercé envers les exilés du reste de l'Italie; la renommée militaire enfin que, malgré ses défaites, il s'est justement acquise dans deux campagnes, tout cela le prépare à merveille à devenir le bras de la régénération dont Rome un jour est destinée à être le temple, — à deux conditions encore cependant. Il faut que les Piémontais continuent à marcher dans la voie de liberté politique, d'indépendance laïque et de vertu militaire où ils ont fait les premiers pas. Ils doivent ensuite, eux aussi, sacrifier sur l'autel de la patrie des préjugés qui leur sont chers, abdiquer l'esprit municipal que leur noblesse et leur innombrable barreau entretiennent chez eux, et commencer à comprendre, mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, qu'ils ne sont pas Piémontais, à vrai dire, mais Italiens. L'abbé Gioberti n'admet pas qu'il puisse y avoir une politique piémontaise, pas plus qu'une politique parmesane ou modenaise, et, dans un passage remarquable de la préface du *Rinnovamento*, où il explique à ses compatriotes les raisons qui l'ont déterminé à finir sa vie dans un exil volontaire, il place en tête de ces raisons le triomphe, qui l'a navré, d'une politique ayant pour but de retirer en quelque sorte son pays natal de la grande famille italienne (*di ritirarlo dall' italianità*), et de le réduire à n'être que piémontais. « J'aime le Piémont, dit-il, je l'adore, mais parce qu'il est une partie de l'Italie, et non pour aucune autre cause. Si cette province se sépare de la nation, je dirai avec Dante que je suis subalpin *natione, non moribus*, et que je préfère la vie de l'exil à tous les droits et à tous les biens que je pourrais trouver dans la vie de ma province. »

L'Italie cependant, en poursuivant, sous la conduite d'une Rome nouvelle et d'un Piémont plus italien, l'œuvre de sa régénération, devra-t-elle s'interdire toute alliance? L'abbé Gioberti l'en dissuade, et bien qu'en effet elle doive compter avant tout sur elle-même, il lui conseille de cultiver l'amitié et autant que possible de rechercher le concours actif des deux alliés les plus naturels qu'il lui voie en ce monde, — la Suisse et la France. Il ne prévoit qu'un cas où l'alliance française, malgré tout son prix, devrait être évitée par ses compatriotes : ce serait celui où au moment décisif la France serait livrée à la démagogie.

Sous quelle forme politique ensuite se produira le *rinnovamento?* Sous quelle forme, républicaine ou monarchique, est-il désirable qu'il se produise en Italie? De même qu'en traitant de l'avenir du *rinnovamento* dans toute l'Europe, l'abbé Gioberti a trouvé cette question oiseuse et inutile, de même, en l'examinant au point de vue spécial de l'Italie, il la trouve prématurée et secondaire. L'essentiel pour lui n'est pas là, et toutes les formes politiques lui sont bonnes, pourvu qu'il voie se réaliser enfin le rêve de toute sa vie, — l'indépendance et la liberté de son pays. « On me dit : Mais de toute manière êtes-vous royaliste ou républicain? C'est ce qu'il faut nous déclarer avant tout et tout de suite; autrement, et si votre profession de foi ne nous convient pas, nous laisserons là votre livre, et nous nous épargnerons la fatigue et l'ennui de le lire. Messieurs, avec toute la bonne volonté du monde, il m'est difficile de répondre catégoriquement à votre question, parce qu'à dire vrai, et à parler exactement, je ne suis ni l'un ni l'autre. Et qu'êtes-vous donc alors? — Je suis Italien. » Dans le cours de son ouvrage cependant, l'abbé Gioberti consent à entrer en plus longue conversation sur ce point, et il expose que, suivant lui, ce sera la monarchie vraisemblablement qui, si elle le veut bien, aura au moins pour un temps (*almeno per un certo tempo*) l'honneur de conduire les destinées du *rinnovamento.* Encore faudra-t-il pour cela que tout de suite la monarchie se montre à la hauteur de sa tâche, que la maison de Savoie surtout, si intéressée et si essentielle dans la question, montre clairement au reste de l'Italie qu'elle n'existe ni ne respire que pour la conduite et le triomphe de la cause commune. « Autrement, dit l'abbé Gioberti, tous les bons Italiens ne pourraient plus hésiter, et, comme le Corrège disait : Et moi aussi je suis peintre! — ainsi moi je dirais sans scrupule : Et moi alors je suis républicain!... »

Enfin, comme l'époque du triomphe de cette grande révolution est incertaine et que les principes sur lesquels elle se fonde ne se répandront pas tout seuls, il faut, conclut l'abbé Gioberti, employer le temps qu'on a devant soi à expliquer et à populariser ces principes. Il est surtout trois points sur lesquels l'école militante du *rinnovamento* ne doit pas se lasser d'insister : la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel des papes, sans laquelle il faut faire comprendre non-seulement à la population laïque, mais à tout le clergé de l'Italie, que c'en est fait dans un temps donné de l'existence historique même de la papauté; la nécessité de renoncer partout, et surtout en Piémont, aux étroites idées de l'esprit municipal; enfin l'importance de l'union, aussi prompte et aussi sincère que possible, des conservateurs et des démocrates. Livres, brochures, nouvelles à la main, journaux, tout est bon à différens titres pour

démontrer ces principes, les exposer, les défendre, les vulgariser, — et les publicistes italiens, en se consacrant à cette tâche, n'accompliront pas seulement une œuvre préparatoire; ils mettront, eux aussi, la main à une partie essentielle de l'édifice même du *rinnovamento*, à savoir la renaissance en Italie d'une littérature et d'une vie littéraire nationales, sans lesquelles le *rinnovamento* serait incomplet, ou plutôt ne pourrait être.

Telle est, aussi fidèlement exposée que possible, la doctrine politique nouvelle que l'abbé Gioberti a proposée à ses compatriotes en échange de celle que, de 1840 à 1848, il avait tant contribué lui-même à leur faire adopter. Ces idées ont rapidement fait fortune en Italie, et, la mort prématurée de l'auteur leur donnant une sorte de sanction suprême et touchante, elles passent généralement aujourd'hui, aux yeux de la très grande majorité des patriotes et des libéraux, pour ce qu'elles sont au dire de l'abbé Gioberti lui-même, c'est-à-dire la panacée des maux de la péninsule. Ce n'est pas que toutes les propositions sans exception du *rinnovamento* n'aient trouvé, même parmi ses partisans, des contradicteurs, mais, à quelques dissentimens de détail près, tout l'esprit de cette théorie est devenu celui de l'opinion italienne. Les idées les plus hardies notamment du *rinnovamento*, telles que celles de la nécessité de ramener Rome à la simplicité de la vie de l'Évangile, d'y séparer le pouvoir temporel du pouvoir spirituel, d'entrer plus largement qu'on ne l'a fait jusqu'ici dans les voies démocratiques, d'attendre d'une révolution européenne universelle le signal de l'affranchissement de l'Italie, de compter infiniment plus pour le succès de cet affranchissement sur l'énergie des masses que sur la bonne volonté ou le concours des princes, toutes ces idées, disons-nous, ont remplacé visiblement dans les esprits italiens toutes les croyances et toutes les espérances qui formaient le symbole du *risorgimento*, et si l'ancienne théorie de M. de Balbo et de M. d'Azeglio a encore pour elle les sages du parti libéral, il est hors de doute que le *rinnovamento* en a conquis et en entraîne la foule.

Nous n'avons pas dessein, et il est médiocrement nécessaire ici d'engager avec l'abbé Gioberti une polémique en règle. Cela nous mènerait loin, et les raisons de tout genre que peuvent avoir les esprits modérés dans l'Europe entière, puisque c'est à l'Europe entière que le *rinnovamento* en veut, de différer profondément d'avis avec l'auteur d'un tel système, s'offrent d'elles-mêmes en foule à la pensée. De crainte cependant qu'un silence absolu à cet égard ne passe en Italie aux yeux de quelques personnes pour un acquiescement tacite ou déguisé, qu'on nous permette d'expliquer en peu de mots pourquoi la nouvelle doctrine de l'abbé Gioberti ne saurait avoir notre adhésion. Cette explication est fort simple, et nous sommes d'autant plus à l'aise pour la donner, qu'en concluant à la condamnation des

idées de l'auteur du *Rinnovamento*, elle n'atteint en rien la juste renommée de droites et bonnes intentions qu'il a laissée dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu.

L'abbé Gioberti débute, dans l'exposition de sa théorie nouvelle, par une renonciation explicite des principes de ce *risorgimento* dont jadis pourtant il fut l'un des plus ardens promoteurs; mais quelles raisons donne-t-il de ce changement? D'abord que l'union des princes italiens entre eux et que l'alliance de ces princes avec les peuples, qui étaient les premières conditions du succès des réformes que l'on poursuivait alors, sont rompues, et ne sauraient être renouées. Soit, et bien qu'il y eût encore, si l'on voulait bien, fort à dire sur ce premier point, passons condamnation. Mais les raisons autrement graves et parfaitement justes qu'il donne encore de l'échec du *risorgimento*, à savoir la division effroyable qui règne en Italie entre les classes de la population, entre les partis et entre les provinces, ces raisons-là, les vrais motifs après tout de la servitude séculaire de la péninsule, ne subsistent-elles pas dans toute hypothèse? Et si elles ont fait échouer la politique du *risorgimento*, n'est-il pas à craindre qu'elles fassent échouer aussi quelque autre plan de conduite que ce puisse être? Ne serait-il pas plus simple, plus raisonnable et plus logique en tout cas de conclure de l'examen des causes auxquelles l'échec du *risorgimento* est dû, non pas que la sage politique qu'il poursuivait doit être abandonnée, mais que les fautes qui l'ont empêché de produire tous ses fruits doivent à l'avenir être évitées?

Passons encore cependant. A l'ère désormais épuisée de la politique réformatrice du *risorgimento*, il conviendrait, à en croire l'abbé Gioberti, de faire succéder une ère nouvelle dans laquelle l'œuvre de la régénération de l'Italie ne serait qu'un effet et comme une scène d'une rénovation universelle qui s'étendrait à toute l'Europe.

D'abord pourquoi mêler ainsi les affaires de toute l'Europe avec celles de l'Italie? Ce sont des choses très distinctes, et même sous bien des rapports très différentes. L'école du *risorgimento* était infiniment plus sage, et quand en 1848 Charles-Albert, plein de l'esprit de cette école, prononça le mot fameux : *L'Italia fara da se*, il émit une maxime dont il vaudrait mieux méditer que mépriser la prudence. Il n'y a qu'un peuple au monde qui puisse régénérer l'Italie, c'est le peuple italien, et ce peuple n'a qu'une chose à faire pour cela, c'est de se régénérer lui-même.

Enfin qu'est-ce que cette rénovation universelle, territoriale, sociale, politique, économique, religieuse, dont on attend le salut de l'Italie? Toute l'Europe a-t-elle vraiment besoin et envie de renouveler ainsi de fond en comble toutes les assises de son existence? Il serait trop facile d'accabler l'auteur du *Rinnovamento* sur ce point, et, lui demandant un compte rigoureux de bien des tendances, de

bien des expressions au moins équivoques dont son livre est plein, de retrouver, à peu de chose près, dans sa théorie l'esprit des utopies les plus dangereuses de nos jours. Ses ennemis ont employé contre lui ce procédé violent de dialectique, nous ne voulons pas les imitor : nous savons faire la part des emportemens de langage où les mécomptes d'un patriotisme généreux et ulcéré ont pu entraîner l'abbé Gioberti, et ce n'est pas ici qu'on a jamais fait ni qu'on fera jamais des procès de tendance aux opinions d'écrivains évidemment bien intentionnés dans le fond, mais chez qui dans la chaleur du combat la parole peut aller plus loin que la pensée. Cependant, quand l'auteur du *Rinnovamento* sollicite une modification dans les lois qui régissent l'acquisition et la transmission de la propriété, la reconnaissance de je ne sais quel droit indéfini de vivre en travaillant qui ressemble fort au droit au travail, la séparation du pouvoir temporel des papes de leur pouvoir spirituel, le triomphe absolu et sans contre-poids de la démocratie aussi bien dans l'église que dans l'état, et qu'enfin, se demandant à lui-même si tout cela n'aboutit pas à quelque chose comme l'apostolat de la république universelle, loin de reculer contre l'énorme utopie, il l'accepte sans hésiter des mains de la logique; cependant, disons-nous, sur tous ces points l'abbé Gioberti ne côtoie-t-il pas, pour ne rien dire de plus, les doctrines de l'école révolutionnaire? Et son euphémisme de *rinnovamento* n'élève-t-il pas un médiocre mur de séparation entre sa théorie et celle de cette école? Que deviennent alors ses imprécations contre M. Mazzini et son système? M. Mazzini, lui aussi, ne demande pas autre chose que le bouleversement universel. Il est vrai que tout lui est bon pour assurer ce bouleversement, parce que, fidèle à la vieille maxime jacobine, il croit que la fin justifie les moyens, tandis que l'abbé Gioberti a horreur de toute autre conduite que celle que peuvent avouer l'honneur et le bon droit. A cela près, quelle différence de principes peut-on imaginer entre le système révolutionnaire pur et ce *rinnovamento* destiné à avoir *aspetto e qualità di rivoluzione?*

Arrêtons-nous là. En voilà assez du moins pour établir, et c'est le seul point qui nous intéresse, qu'en exposant les doctrines de la nouvelle école fondée par l'abbé Gioberti, la fidélité du rapporteur chez nous n'a rien eu de la complaisance d'un partisan. Aller plus loin dans la critique serait nous ranger parmi les adversaires, non pas seulement des erreurs, mais des idées généreuses que renferme aussi le *Rinnovamento*, et c'est un excès, on le comprendra, où nous ne voulons pas non plus tomber. L'abbé Gioberti d'ailleurs a vécu, il est mort dans la haine et dans le mépris du pouvoir absolu : il appartenait par là à la famille des bons esprits et des honnêtes gens. Ce souvenir, aujourd'hui qu'il n'est plus, parle trop haut en faveur de la pureté de ses intentions pour qu'il nous soit possible de l'oublier.

On connaît à présent l'esprit général des trois écoles qui se partagent la direction de l'opinion contemporaine en Italie, et on sait par quelle voie chacune de ces écoles entend marcher à la délivrance e à la régénération de la péninsule. Les chefs et partisans de la première sont des révolutionnaires, ceux de la seconde des réformateurs, ceux de la troisième, — comment dirai-je? car il est difficile, dans le désaccord qui règne entre leurs instincts et leurs principes, de trouver leur vrai nom, — des réformateurs encore, mais exaltés, et que cette exaltation mène, sans qu'ils s'en doutent, à parler couramment le pur langage de la révolution. Tous les esprits violens sont par nature de l'école de la *rivoluzione,* tous les sages de celle du *risorgimento;* mais entre ces deux minorités, la masse, honnête d'intention, quoiqu'impatiente de désirs, s'est jetée dans les voies du *rinnovamento*. Vers quels rivages ou quels écueils ce courant dominant entraîne-t-il l'Italie? C'est une question qu'il n'appartient peut-être pas à notre temps de résoudre; mais la sympathie invincible que fait toujours éprouver cette belle et triste cause de la régénération de l'Italie est telle qu'on ne peut, quoi qu'on en ait, s'interdire à cet égard toutes espérances et toutes réflexions, et on nous permettra, pour conclure, d'en exprimer quelques-unes.

III.

Le problème de la régénération du peuple italien, pour tous les esprits droits que n'aveugle ou n'entraîne aucune passion, se réduit à des termes d'une grande simplicité : — étant donné les causes du malheur de l'Italie, trouver le remède le plus efficace à les détruire. C'est dans ces termes qu'en commençant cette étude nous avons présenté la question aux deux publicistes que nous achevons d'entendre; mais, avant même que nous la signalions, on aura sans doute remarqué une chose : c'est que si l'auteur des *Istorie* et celui du *Rinnovamento* ont rempli avec la franchise la plus méritoire la tâche pénible de nous éclairer sur la première partie du sujet, ils ont été bien loin de nous satisfaire de même sur la seconde. Ils nous ont bien dit l'un et l'autre, mettant courageusement de côté toute vanité nationale, de quoi souffrait l'Italie, ils nous ont bien étalé un à un les séculaires ulcères qui la rongent, et qui, si elle n'y prend garde, finiront par la tuer; mais quand il s'est agi de nous faire connaître ce qu'ils pensaient du mode le plus pratique de guérir ces plaies profondes, il est impossible, nous le répétons, qu'on n'ait pas été frappé, je ne dirai pas de l'insuffisance, mais de l'absence même de leurs réponses. De quoi nous ont-ils entretenus en effet? Des moyens qui semblaient aux différens partis qui se disputent la péninsule les plus propres non pas à tarir la source de ses maux, non pas à

neutraliser le virus des passions qui l'épuisent, mais à lui rendre, abstraction faite de l'insurmontable obstacle que ces passions y opposent, la place qu'elle a si longtemps occupée dans le monde.

Le paralogisme est visible, mais ce qui, aux yeux de chacun, ne sera pas moins évident ici, c'est le danger en même temps que l'inutilité des controverses auxquelles cette première erreur entraîne les partis italiens, et avec eux les publicistes qui leur servent d'organes. Au lieu de chercher, comme le bon sens indique qu'ils le devraient faire, le remède aux causes du malheur de l'Italie dans la destruction de ces causes, et de rester ainsi sur un terrain tout national et respectable à tout le reste du monde d'étude et de combat, que font-ils? Ils s'en prennent à des questions dont la solution contemporaine au moins est impossible, qu'ils ne peuvent agiter sans attaquer l'ordre universel existant, — territorial, politique, social, religieux même, — non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe entière; à des questions dont la controverse, à l'ardeur qu'ils y déploient, a pour effet de déconsidérer aux yeux de beaucoup de gens une cause dont la bonne renommée est encore la meilleure espérance, questions enfin qui à tous ces dangers joignent l'inconvénient capital de les détourner de la seule et unique préoccupation que de la Calabre au pied des Alpes tout Italien devrait avoir, la préoccupation de corriger les vices du caractère national, et de détruire en eux l'unique et détestable cause de la décadence et de la servitude de l'Italie.

Réformateurs, rénovateurs ou révolutionnaires, comme ils se nomment les uns les autres, de quoi les voit-on s'occuper et tâcher d'occuper avec eux l'Europe entière? De trois choses : la première, de délivrer l'Italie de la domination étrangère; la deuxième, de la doter d'un gouvernement libre; la dernière enfin, de changer plus ou moins radicalement les bases, les conditions et les formes d'existence de la papauté. Examiner rapidement le texte de ces questions, les projets auxquels la discussion de ce triple problème entraîne les publicistes italiens les plus écoutés, ce sera nous convaincre que ce qu'il peut y avoir de plus funeste pour la cause de l'Italie est de la voir compromise ainsi dans le développement de thèses pleines de périls, et dont pas une encore une fois n'est pour elle la thèse capitale.

Les publicistes italiens d'abord croient devoir avant tout entretenir leurs lecteurs de la grande, et il faut bien ajouter de l'éternelle question de l'indépendance nationale. A merveille! et nous ne sommes pas à coup sûr pour le leur reprocher. L'Italie ne mériterait plus de redevenir jamais une nation, si elle cessait un seul instant de vivre dans la pensée d'affranchir son territoire; mais de quelle manière les publicistes de ses différens partis agitent-ils ce redoutable problème? Les voit-on, comme la politique, cette fois assurément bien d'accord avec la logique, le leur conseillerait, les voit-on re-

monter aux causes premières qui, il y a maintenant plus de huit siècles, ont amené l'étranger en Italie, et n'ont cessé depuis, sous vingt formes diverses, d'y appeler ses ravages et d'y perpétuer sa domination? les voit-on ensuite faire de la dénonciation de ces causes le texte unique, incessant de leurs prédications de chaque jour? Non : *porro unum est necessarium*, disent-ils tous comme disait éloquemment M. de Balbo en 1844, rendre l'Italie indépendante. Seulement, au lieu d'ajouter : « Et cette indépendance que nos pères ont perdue par leurs vices, c'est aux vertus de leurs enfans à la racheter, » que font-ils? Ils imaginent de lier la cause de l'Italie à celle de toutes les convoitises territoriales de l'étranger. C'est l'Autriche aujourd'hui qui opprime la péninsule,

Puisque ce n'est assez de toute l'Italie,
Que l'Orient contre elle à l'Occident s'allie,

et une fois dans ce système, les voilà, le poussant à bout, qui demandent, tout autre intérêt commun d'un bout de l'Europe à l'autre mis de côté, une collision générale qui amène un remaniement complet des territoires. Ils ne réfléchissent pas, pour nous borner à une seule considération, que lors même, pour le malheur de l'Occident, qu'une conflagration universelle éclaterait dans son sein, l'Italie, dans l'état moral où elle est, livrée aux vices que deux de ses publicistes nous décrivaient tout à l'heure, et qui en 1848 encore l'ont perdue, serait impuissante à en profiter. Il n'a pas manqué, depuis les Normands, de guerres générales en Europe : l'Italie n'est sortie indépendante et unie d'aucune. Pourquoi cela? Ce ne sont pas les Autrichiens qui en sont la cause, pas plus que les Français et les Espagnols avant eux : ce sont les Italiens eux-mêmes. Avant d'appeler si ardemment une guerre nouvelle, que les apôtres de cette guerre commencent donc du moins par comprendre que l'Italie a le plus grand intérêt à se mettre avant tout en état de n'en pas devenir, comme cela s'est vu tant de fois, la victime, la proie et le prix.

Après l'indépendance nationale, le grand texte des publicistes italiens est la liberté politique. Rien encore, assurément, de plus permis et de plus noble à des écrivains que d'entretenir leur pays d'un tel sujet, et de lui montrer dans la conquête d'institutions libres un des buts auxquels il ne doit cesser de tendre. Cependant, s'il est un thème de publicité qui demande à être traité avec une intelligence toujours présente de la mesure dans laquelle le peuple devant qui on l'agite est capable d'en supporter le développement, c'est à coup sûr celui-là. C'est là ou nulle part que les lieux, les temps, le caractère et l'esprit de la nation, son passé, son présent, doivent être mûrement considérés; c'est là, avant de proposer quelque système et surtout quelque entreprise que ce soit, qu'il faut examiner de près, comme

disait le poète antique, ***quid ferre recusent, quid valeant humeri.*** Ici encore, ce semble, la voie à suivre par les publicistes italiens était clairement tracée. Si l'Italie n'est pas plus libre qu'elle n'est indépendante, à qui encore faut-il en rapporter la faute, sinon à elle-même? Les derniers événemens ont parlé à ce sujet un langage dont il est difficile de ne pas sentir la démonstrative éloquence. Si le beau mouvement de réformes administratives commencé en 1846 par Pie IX, mouvement qui, dirigé avec sagesse et plutôt contenu que précipité, eût infailliblement conduit un jour l'Italie à la vie constitutionnelle, si ce mouvement n'a porté de fruits qu'en Piémont, à quoi en définitive faut-il en reporter la cause, sinon au défaut d'esprit de conduite et aux vices de caractère du peuple italien? Si les publicistes de la péninsule entendaient à cet égard la vraie politique à suivre, ils feraient tous ce qu'au nom d'une minorité qui perd malheureusement chaque jour du terrain, seul ou presque seul, M. Ranalli vient de faire; ils borneraient toutes leurs prédications politiques à la démonstration incessante, éternelle, et par les faits, de ce seul point : — que si l'Italie n'est pas libre, ce n'est pas que la Providence lui ait refusé les plus belles occasions de le devenir; ce n'est pas non plus que ses princes, sans excepter le roi de Naples lui-même, contre lequel le grand parti des dupes n'a pas assez de foudres aujourd'hui, aient eu la volonté non plus que la puissance de l'empêcher; c'est, il faut bien dire le mot, qu'elle ne l'a pas voulu. — Mais que fait au contraire la foule des écrivains contemporains de l'Italie? D'abord elle se livre, et avec une intempérance de paroles inconcevable, à cette vieille et oiseuse controverse du meilleur des gouvernemens possible, qui n'a jamais eu d'autre résultat en aucun temps, en aucun lieu, que d'ennuyer tous les gens sensés et d'exalter toutes les têtes faibles. Cette controverse ensuite, qui nourrit ceux qui l'entretiennent de pures idéalités, va chaque jour leur faisant oublier, et le monde où ils vivent, et le peuple auquel ils parlent. Peu à peu ils s'accoutument à penser qu'il n'y a rien de plus simple que de faire passer dans les faits les déductions les plus extrêmes de la logique, et insensiblement, sans presque qu'ils s'en doutent eux-mêmes, cela les conduit à prêcher comme la chose la plus naturelle du monde le renversement de tout ce qui existe. C'est la pente qu'a descendue et que descend encore, sous la conduite de l'abbé Gioberti, l'école aujourd'hui dominante du ***rinnovamento.*** Enivrée par la contemplation de la forme idéale de gouvernement qu'elle s'est mise dans l'esprit, et ne la trouvant naturellement pas réalisée dans l'état politique actuel de la péninsule, la logique la conduit à penser, non pas comme le dirait le bon sens, qu'il faut s'attacher à combattre les causes coupables auxquelles cet état est dû, mais qu'il

faut travailler purement et simplement à le détruire. Alors s'allume une polémique qui s'en prend à tous les gouvernemens établis sans exception de la péninsule, non-seulement à ceux de Naples, de Florence ou des duchés, non-seulement à celui de Rome, mais à celui du Piémont lui-même, qui somme tous ces gouvernemens de changer de maximes, et qui les menace, s'ils n'obtempèrent à l'injonction, de se voir supplantés tous, — sans faire grâce à la maison de Savoie elle-même, — par quoi? par la république universelle! Et c'est ainsi qu'on prétend fermer les plaies de la malheureuse Italie!

Enfin un dernier sujet favori de la controverse des publicistes italiens, c'est la papauté. Qui penserait qu'il puisse entrer dans l'esprit d'aucun écrivain italien, à moins que ce ne soit un pur révolutionnaire, de proposer, à titre de remède aux maux de la péninsule, de porter quelque atteinte que ce soit à une institution pareille? C'est pourtant ce que l'école du *rinnovamento*, quelque horreur qu'elle professe pour les sectes révolutionnaires, fait encore le plus naïvement du monde. N'avons-nous pas entendu l'abbé Gioberti, tout en protestant de son désir de sauver la papauté, tout en accusant même dans les termes les plus vifs les radicaux, qui demandent sa mort, de vouloir détruire en elle la dernière grande chose qui subsiste en Italie, ne l'avons-nous pas entendu réclamer, lui, la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel des papes, et on ne sait quel retour dérisoire aux temps de la primitive église, qui réduirait le souverain pontife, le chef spirituel de cent cinquante millions de catholiques, à la simple condition de curé d'une des paroisses de Rome! Une fois cette voie ouverte, les radicaux, contre lesquels on s'emporte tant, ont beau jeu assurément, et il est difficile de leur répondre quelque chose de sérieux, quand ils demandent qu'on ajoute au programme, ou le déchirement définitif de l'unité catholique, et l'institution en Italie, en France, en Espagne, en Autriche, en Allemagne, et partout où il se trouve encore des sujets du saint-siége, d'église séparées et purement nationales, ou la déportation du pape en Syrie. Et quel est le prétexte de ces belles théories? C'est que Pie IX, tout libéral et tout bon Italien qu'il était, n'a pas jugé convenable en 1848 de se mettre à la tête de l'armée romaine, — si armée romaine il y avait, — et d'aller sur l'Adige guerroyer contre l'Autriche! C'est qu'il a eu le grand sens de comprendre qu'à rêver au XIX[e] siècle le rôle d'un Alexandre VI ou d'un Jules II, le souverain pontife ne pouvait plus que compromettre et de la manière la plus grave l'intérêt essentiel du maintien de l'unité de l'église, sans espoir de servir en rien la cause de l'Italie! Et voilà sur quels fondemens on demande, sous le nom de réforme de la papauté, une révolution qui bouleverserait de fond en comble la constitution religieuse de plus des deux tiers de l'Eu-

rope! et voilà encore un des moyens que l'on célèbre comme la panacée des maux de la nation italienne!

Les publicistes italiens se tromperaient fort, s'ils persistaient à croire qu'en pensant et parlant ainsi, ils servent leur cause. Ils lui font le plus grand mal au contraire. Non-seulement en effet ils l'égarent sur le terrain national à la poursuite de desseins ou prématurés, ou chimériques, ou violens, mais hors de l'Italie, chose dont nous sommes témoins et sur laquelle ils peuvent nous en croire, ils la déconsidèrent comme à plaisir. Comment en serait-il autrement? Qu'ils en soient juges eux-mêmes : on ne les entend, à un très petit nombre d'exceptions près, que parler de guerre générale, de république universelle, que dis-je? de palingénésie religieuse. Est-il possible qu'un tel langage n'indispose pas violemment contre eux et partant contre leur cause l'immense parti de la conservation dans toute l'Europe? — Comment! se dit ce parti, sans le concours duquel, qu'on ne s'y trompe pas, moins que jamais aujourd'hui il n'y a rien de durable ni de possible, comment! l'Italie ne peut être sauvée que si l'Occident tout entier entre en guerre, si tous les gouvernemens établis sont non pas améliorés, mais renversés, si l'unité catholique enfin, cette unité, le dernier lien qui rattache entre eux tous les membres de la race latine et qui puisse encore en faire un tout à opposer à l'unité anglicane ou à l'unité slavo-grecque, se déchire! Il faut courir d'aussi effroyables aventures pour que les Italiens aient la satisfaction d'être les maîtres chez eux et d'arriver, après des dissensions civiles plus ou moins longues, à se mettre d'accord sur la forme de gouvernement qui leur plaira le mieux! Mais, si pour sauver un membre depuis si longtemps malade du corps politique européen, il faut ainsi risquer l'existence de ce corps lui-même, ce qu'on appelle la question italienne alors n'est plus qu'un horrible danger, et ce n'est pas à la résoudre qu'il faut travailler, c'est à s'en défaire. — Telle est la violente réaction que les publicistes italiens de l'école du *rinnovamento* provoquent, par leurs imprudentes paroles, dans l'immense majorité du parti conservateur en Europe. Qu'ils réfléchissent eux-mêmes au mal que peut faire à la cause de l'Italie la détestable et fausse renommée que, sans y prendre garde, ils lui font ainsi d'être inséparable de celle d'une révolution destinée à bouleverser toutes les croyances et tous les intérêts du reste de l'Occident.

On se demande pourquoi les esprits les plus distingués eux-mêmes de la péninsule se laissent aller à d'aussi funestes erremens, quand il leur serait si facile au contraire de rattacher à la défense de ses destins toutes les sympathies du monde civilisé. Le problème de la régénération du peuple italien se pose de lui-même, comme nous le disions tout à l'heure, en des termes bien simples : étant donné les

causes de la décadence de ce peuple, trouver le remède le plus propre à en conjurer, et, s'il se peut, à en éteindre l'action. Or, après avoir entendu M. Ranalli et l'abbé Gioberti nous exposer eux-mêmes, on a vu dans quels termes, les vrais motifs du misérable état de leur pays, il est impossible de ne pas reconnaître que la première et la plus intéressante partie de la question à résoudre est entièrement élucidée. Les causes criminelles de la perte de l'Italie ne sont plus un mystère pour personne en Italie même. Tout ce qui pense y sait, à n'en pas douter, quelles elles sont. Tout Italien d'intelligence et de cœur, avec l'auteur des *Istorie* et celui du *Rinnovamento*, accuse du malheur de son pays l'infernal instinct de division qui ne cesse depuis tant de siècles d'y opposer les princes et les peuples, les peuples entre eux, le clergé et les laïques, les paysans et les citadins, les riches et les pauvres; l'esprit non moins funeste d'abandon en toutes choses des traditions indigènes qui va minant et effaçant de plus en plus, en religion, en politique, en littérature même, toute originalité nationale; cette inertie fatale enfin des masses qui fait que les plus rares occasions d'affranchir et de relever l'Italie se présentent toujours en vain. Bien plus, tout le monde en 1848 a vu ces causes de destruction nationale en action, et tout le monde les a maudites. Comment donc tout le monde aujourd'hui, et les publicistes les premiers en tête, ne se retourne-t-il pas contre elles en disant : Voilà l'ennemi! Est-ce qu'il y a autre chose à faire aujourd'hui en Italie que de rassembler toutes les forces de l'esprit national contre cet ennemi-là? Est-ce que le seul, le grand, l'unique, le continuel texte des livres, discours ou journaux de la péninsule ne devrait pas être la nécessité éclatante de remporter d'abord sur cet ennemi intérieur, cent fois plus dangereux que la domination étrangère ou que le despotisme, une victoire décisive? C'est ce que crie, ce nous semble, à tous les Italiens la voix du patriotisme, de la politique et du bon sens. Cela est tellement vrai, ce cri sort si naturellement des entrailles de la situation, que l'abbé Gioberti lui-même, au milieu du fatras du généreux, mais faux système où il s'est perdu, n'a pu s'empêcher de l'entendre, et qu'à la fin de son livre, après avoir ressassé de toutes les manières toutes les façons imaginables de relever son pays, il conclut par un mot qui ne fait que confesser l'inutilité de toute autre entreprise que celle dont nous parlons là. Ce mot, qui avant l'abbé Gioberti a été celui de Dante, de Machiavel et d'Alfieri, que de siècle en siècle tous les amis de l'Italie n'ont cessé de lui répéter, qu'il faut, hélas! lui redire encore, et Dieu fasse à la fin qu'elle l'entende! ce mot ne donne aux Italiens qu'un avis, mais il est bien profond dans sa simplicité : —*Mutar costume*, changer de mœurs.

CHARLES GOURAUD.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

IV.

GALBA. — OTHON. — VITELLIUS. — VESPASIEN ET TITUS.

Galba, son caractère et ses portraits; lieu de sa mort et de sa sépulture. — Othon continue la Maison-Dorée et aspire à continuer Néron. — Vitellius, service que son buste a rendu à sa renommée. — La guerre civile à Rome, siége et incendie du Capitole. — Fin de Vitellius. — Vespasien, son caractère et sa physionomie. — Réaction contre la mémoire de Néron, le colosse de Néron transporté, le temple de Claude restauré, le Colisée remplaçant le lac de Néron. — Vespasien relève le temple de Jupiter Capitolin, motif politique. — Le temple de la Paix, la paix sous l'empire. — Titus, son arc de triomphe, les Juifs à Rome. — A-t-il mérité sa réputation? — Beauté de Titus. — Thermes de Titus construits sur la Maison-Dorée.

C'est par un singulier abus de langage qu'on a appelé les douze premiers maîtres absolus de Rome les douze Césars. César n'a pas fondé une dynastie, il n'a eu qu'un héritier. Tibère, successeur du petit-neveu de César, n'a plus rien de son sang. Caligula descend, il est vrai, par les femmes de Julie, fille d'Auguste; mais Claude est un neveu de Tibère. Avec lui, l'empire sortit une seconde fois de la famille de César; il rentra dans la ligne féminine de cette famille par Néron, arrière-petit-fils de Julie. On voit combien le principe de succession était incertain. Caligula régna, quoique Tibère eût laissé un fils et lui eût légué l'empire. Caligula, Claude et Néron sont déjà les élus de la soldatesque (1). Après Néron, la race des Césars fut entièrement éteinte. Dès ce moment, l'élection ou l'adoption transmit l'empire, où l'hérédité ne fut jamais permanente. Ce gouvernement, auquel, comme dit Dion Cassius, il n'était personne qui ne pût pré-

(1) Voyez les livraisons du 15 octobre, du 1er novembre et 15 décembre 1856.

tendre, n'offrait pas les avantages de la succession régulière des monarchies; révolutionnaire de sa nature, il ne connut que l'hérédité du despotisme.

Les descendans d'Auguste ont tous quelque chose de ce beau profil césarien que, par un jeu étonnant du sort, devait reproduire après tant de siècles le premier empereur des Français; mais avec Galba commence une nouvelle série de princes, empereurs d'aventure qui n'ont plus une goutte du sang d'Auguste ou de Livie, et dont les traits sont nouveaux comme l'origine. Bien que Galba prétendît descendre de Jupiter et de Pasiphaé, Vitellius de la déesse Vitellia et de l'ancien roi mythologique du Latium Faunus, ils ne durent leur grandeur qu'au choix des armées et à la docilité de la multitude; leur fabuleuse extraction n'y fut pour rien.

Aussi toute ressemblance extérieure avec Auguste ou Tibère a disparu de leurs images. Galba a ce nez crochu dont parle Suétone. C'est un vieillard chauve, il avait soixante-treize ans quand il monta sur le trône. Son visage, sombre et dur, est sans noblesse, mais ne manque pas d'énergie. En effet son caractère montra quelques traits de l'ancienne physionomie du général romain. Dans le mot adressé par lui au soldat qui se vantait d'avoir tué son rival Othon : « Qui te l'a ordonné? » on retrouve la tradition de la discipline antique. Galba dit aussi aux troupes qui réclamaient ses largesses : « J'enrôle les soldats et ne les achète point. » Malheureusement l'avarice, qui fut un de ses vices honteux, peut avoir dicté ces mots autant que la fermeté. Cette fermeté est le seul beau côté du caractère de Galba, et la haine qu'elle inspira aux prétoriens le seul trait qui honore sa mémoire. C'est sans doute ce qui l'a fait appeler un grand citoyen par Juvénal, hyperbolique cette fois dans la louange comme il l'est plus souvent dans la satire; mais il ne faut pas oublier que chez Galba la fermeté était accompagnée d'une cruauté que les haines qu'elle souleva purent alléguer pour se justifier. Quand les légions d'Espagne l'eurent proclamé, il marcha sur Rome précédé par cette double réputation de sévérité et de barbarie; on racontait que les commandans de places qui avaient hésité à le reconnaître avaient été égorgés avec leurs femmes et leurs enfans, et qu'il avait fait massacrer des milliers de soldats désarmés. Il s'était arrêté en chemin pour mettre à mort sans jugement plusieurs personnages considérables. Sa marche fut ralentie par ces meurtres, *tardum Galbæ iter et cruentum*. Pour son avarice, on en citait des exemples incroyables qui vont bien à la vulgarité de ses traits, comme cette route lente et sanguinaire dont parle Tacite s'explique par leur dureté. On ne peut se défendre d'une certaine émotion en voyant la triste fin de ce vieux soudard cruel et débauché, qui, s'il fut un faible empereur, dominé

par ceux qui l'entouraient et dont il toléra toutes les iniquités, montra au moins une certaine vigueur contre les indignes soldats qui commençaient à perdre les vertus militaires au moment où ils usurpaient le pouvoir politique. Déjà Corbulon s'était plaint que leur lâcheté lui était plus à craindre que le courage de l'ennemi : pourquoi eussent-ils aimé à braver les fatigues et les périls pour une patrie qui n'était plus, ou pour un empereur comme ceux qu'ils faisaient?

Plutarque, qui a daigné écrire la vie de Galba, la termine par ces mots : « Il ne laissa personne qui regrettât le gouvernement de son empire, mais bien plusieurs qui eurent pitié et compassion de sa mort. » Pour ma part, j'éprouvais cette pitié peu mêlée d'intérêt, quand, dans mes promenades au Palatin et au Forum, je suivais pour ainsi dire à la trace les incidens de sa chute misérable et de sa mort tragique. Je ressentais en même temps un profond dégoût pour ces soldats qui l'égorgèrent sept mois après l'avoir proclamé, parce qu'il marchandait avec eux sur le paiement de l'élection, et pour cette foule qui regarda pendant le meurtre et applaudit après. Tacite nous a laissé de la mort de Galba un récit détaillé dont l'exactitude topographique permet, quand on est sur les lieux, d'assister pour ainsi dire à l'événement.

Galba est sur le Palatin, il adresse des sacrifices et des prières à ces dieux qui, selon la forte expression de l'historien, ont déjà passé à un autre empereur. Galba n'ose affronter l'armée, il envoie vers elle Pison, cet intéressant jeune homme qu'il venait d'adopter, et qui allait périr cinq jours après son adoption. Pison harangue les cohortes de service du haut de l'escalier par où on descendait du palais dans le Forum. Des messagers sont envoyés vers un corps d'élite de l'armée d'Illyrie qui campait sous le portique Vipsanien, c'est-à-dire le portique d'Agrippa, là où est maintenant le palais Doria, par conséquent à une assez petite distance du Palatin; d'autres, au camp des prétoriens, dont nous connaissons l'emplacement, près de la porte Nomentane, aujourd'hui la *Porta Pia*. Les prétoriens menacent les envoyés de Galba et arrêtent l'un d'eux. Au portique d'Agrippa, ils sont reçus à coups de javelots. Les troupes de Germanie hésitent. On avait été les chercher dans le temple de la Liberté, ce lieu dont le nom figure si étrangement au milieu de ces luttes pour l'empire. Cependant la plèbe tout entière, à laquelle se mêlaient des esclaves, envahit le palais où Galba demeurait toujours, ignorant ce qui se passait au dehors. Le palais retentit de clameurs discordantes qui demandaient la mort d'Othon, le supplice des coupables, comme cette tourbe dans l'amphithéâtre aurait, par caprice, demandé la mort d'un gladiateur. Tout cela n'avait rien de sérieux, car, ajoute Tacite, « le même jour ils devaient demander le contraire avec un

égal emportement; mais c'était un usage reçu de flatter le prince, quel qu'il fût, par des acclamations désordonnées et un enthousiasme apparent. » Entouré de sa cour tumultueuse, Galba balance entre deux partis, sortir du palais ou y rester. Autour de lui, les avis sont partagés et s'expriment avec violence. Tout à coup le bruit se répand qu'Othon a été tué; c'était un piége tendu à Galba pour l'attirer hors du palais. Alors les applaudissemens et l'enthousiasme redoublent. « Des chevaliers et des sénateurs, téméraires depuis qu'ils ne tremblent plus, brisent les portes du palais et s'y précipitent pour se montrer à Galba; » on a reconnu Tacite. Galba se décide à sortir. Il prend sa cuirasse; mais comme au milieu de cette foule en désordre le vieillard ne peut se tenir sur ses jambes, on le place dans une litière et on l'emporte ainsi.

Pendant que ces choses se passaient au Palatin, dans la demeure impériale, Othon, sans que Galba s'en doutât, avait été proclamé empereur dans le Forum à deux pas de lui; présent au sacrifice qu'avait offert Galba, Othon s'était retiré, sous prétexte d'aller voir une maison qu'il voulait acheter. Appuyé sur le bras d'un affranchi, il traverse le palais de Tibère, sort par les derrières du Palatin, descend au Velabre, grâce à ce détour arrive au Forum, caché, selon quelques-uns, dans une litière de femme, et gagne le *Milliaire d'Or,* au-dessous du temple de Saturne. On a découvert, il y a peu d'années, la base de cette pierre milliaire, centre de toutes les voies de l'empire, et elle est placée en effet au-dessous du temple de Saturne, dont il reste plusieurs colonnes. A côté du *Milliaire d'Or* était l'ancienne tribune aux harangues, dont la base aussi a été retrouvée. C'est là qu'Othon fut salué empereur par vingt-trois soldats, qui, le prenant sur leurs épaules, l'emportent, fort inquiet du petit nombre de ses partisans, au camp des prétoriens. Pendant le trajet, qui ne put durer beaucoup plus d'un quart d'heure, une vingtaine de soldats, peu décidés, se joignent à son cortége. Arrivé au camp, les prétoriens, qui avaient besoin d'un chef pour renverser Galba, prennent celui qu'on leur apporte, le font monter sur la tribune militaire d'où ils viennent de renverser la statue de Galba, et rangent les drapeaux et les aigles autour de lui. « Othon étendait les mains vers les soldats, leur envoyait des baisers, se prosternait devant la foule, faisant tout ce qui est d'un esclave pour régner. » On vient dire alors à Othon que le peuple s'arme et veut défendre Galba. « Hâtons-nous, s'écrie-t-il, et prévenons ce danger. »

Pendant ce temps, Galba était descendu dans le Forum. « Les basiliques et les temples étaient remplis, l'aspect du Forum lugubre; chacun se taisait. Les visages étaient étonnés, les oreilles ouvertes à tous les bruits. Ce n'était ni le tumulte ni le calme, mais comme le

silence d'une grande crainte et d'une grande colère, » dit Tacite. Pison avait rejoint Galba et venait mourir avec lui. Les mauvaises nouvelles arrivaient de toutes parts. Les conseils les plus contraires se croisaient. Les uns, les poltrons, disaient qu'il fallait rentrer au palais, les autres monter au Capitole, le plus grand nombre s'établir dans les rostres; c'étaient les nouveaux rostres établis par César à l'extrémité méridionale du Forum. Les anciens rostres, placés à l'autre extrémité, au pied du Capitole, venaient de voir Othon salué empereur. Dans ceux-ci, Cicéron avait parlé contre Catilina, dans les autres contre Antoine. Maintenant Catilina s'appelait Othon et Antoine Galba, mais il n'y avait plus de Cicéron. Le fameux *il est trop tard*, qui est le mot de toutes les révolutions rapides, échappe ici à Tacite. « Comme il arrive, dit-il, dans les délibérations malheureuses, on jugeait le meilleur le parti qu'il n'était plus temps de prendre. »

Galba flottait entre les diverses déterminations qu'on lui proposait, tandis que dans sa litière il était poussé çà et là par les ondulations de la foule. Alors parurent les soldats qui venaient du camp avec Othon. « Ni l'aspect du Capitole, dit Tacite, ni celui des temples qui dominent le Forum (c'étaient le temple de la Concorde et le temple de Saturne, dont les ruines ou les restes le dominent encore), ne peuvent les arrêter. » Ils dispersent le peuple et s'élancent vers Galba, qui était à l'autre bout du Forum. Par suite du trouble de ceux qui le portaient, le vieil empereur est précipité; il roule à terre près du lieu où Curtius avait plongé dans le gouffre : un soldat lui coupe la gorge, d'autres déchirent ses bras et ses jambes, que ne protége pas sa cuirasse, ou frappent le cadavre, déjà décapité. L'infortuné Pison est arraché du temple de Vesta, situé tout près du Forum, là où est l'église de Saint-Théodore; on l'égorge, sa tête et celle de Galba sont portées sur des piques, à côté des aigles. Cette scène de l'empire romain est encore plus hideuse que les scènes de notre terreur, qu'elle rappelle, car si des têtes furent portées par des misérables dans les rues de nos villes, on ne les vit jamais à côté des drapeaux de nos armées.

Voici qui surpasse tout : ce peuple, ce sénat, qui voulaient défendre Galba, et que ses meurtriers ont chassés du Forum, se précipitent au camp pour leur rendre grâces de ce qu'ils ont fait, pour insulter Galba, pour baiser la main d'Othon; mais dans ce moment, comme pour punir ces lâches citoyens, on apprend que Vitellius a pris les armes. Ainsi tant de bassesse sera perdue. En se prosternant devant le vainqueur et en outrageant le vaincu, on n'a rien fait; voici un autre concurrent qui peut-être l'emportera. Alors viennent toutes les terreurs de la guerre civile, alors on regrette celles même de ces guerres qui ont laissé un souvenir funeste. L'empire s'est

maintenu, dit-on, sous Jules César, sous Auguste, la république se fût maintenue sous Pompée et Brutus; mais comment faire des vœux pour Vitellius ou pour Othon? Voilà où l'on en était venu, voilà la paix et la sécurité qu'avait amenées l'empire.

Du Forum encore ensanglanté, Othon fut porté, par-dessus les cadavres, d'abord au Capitole, puis au palais impérial, où le premier il arriva par un égorgement. Il permit de brûler les corps de Galba et de Pison, et de leur donner un tombeau. Un certain Argius, autrefois esclave de Galba, ramassa son corps, qui avait subi mille outrages, et alla lui creuser une humble sépulture dans les jardins de son ancien maître; mais il fallut retrouver la tête : elle avait été mutilée et promenée par les goujats de l'armée. Enfin Argius la trouva le lendemain, et la réunit au corps déjà brûlé.

Les jardins de Galba étaient sur le Janicule, près de la voie Aurélienne, et on croit que le lieu qui vit le dernier dénoûment de cette affreuse tragédie est celui qu'occupe aujourd'hui la plus charmante promenade de Rome, là où inclinent avec tant de grâce sur des pentes semées d'anémones et où dessinent si délicatement sur l'azur du ciel et des montagnes leurs parasols élégans les pins de la villa Pamphili.

J'ai peu à dire sur Othon, qui ne régna pas tout à fait trois mois, et dont la mort, l'événement le plus remarquable de son histoire, n'eut pas lieu à Rome. On sait que, sans être réduit aux dernières extrémités, entouré de soldats dévoués, dont un, pour lui prouver leur affection, se tua devant lui, il se décida tranquillement à mourir par dégoût, dit-il, de la guerre civile, et plutôt, je pense, par dégoût de la vie. Ce dernier sentiment peut s'expliquer chez un voluptueux blasé comme Othon. Ce qui est sûr, c'est que ce voluptueux, cet efféminé montra dans son suicide, précédé d'un paisible sommeil, cette résolution calme, cette préoccupation du sort des autres qui rendent si admirable la fin de l'austère Caton d'Utique. La fermeté qu'il devait déployer dans sa mort, Othon en avait fait preuve, ce qui est plus extraordinaire, dans plusieurs circonstances de sa vie. Parvenu à l'empire, il ne s'endormit pas au sein des délices, il montra de l'habileté et de l'énergie; mais rien ne fut changé dans son extérieur, ainsi que nous l'apprennent ses bustes. Il conserva pendant son règne rapide cet aspect *mulièbre* dû au soin qu'il prenait d'effacer sur son visage les signes de la virilité et à l'habitude de remplacer sa chevelure appauvrie par une chevelure artificielle, adaptée avec tant d'art qu'on y était trompé. Les rares portraits d'Othon le montrent en effet d'une beauté régulière et douce, sans barbe et avec un arrangement de cheveux qui le fait d'abord reconnaître. Et le même homme savait parfois marcher en avant des aigles, portant une cuirasse de fer, les vêtemens et la chevelure en

désordre, ***horridus et incomptus***, bien différent de sa renommée, dit Tacite, et j'ajouterai de ses portraits. Il faut avouer que si Othon avait, comme l'assure Juvénal, un miroir dans son bagage de guerre, il ne s'en servait pas tous les jours.

Othon n'eut le temps d'élever aucun monument; mais la première signature qu'il donna, l'expression est de Suétone, fut pour consacrer une somme considérable à l'achèvement de la Maison-Dorée. On a peine à le comprendre, se donner comme le continuateur de Néron était un moyen de popularité. Le bas peuple, pour flatter Othon, l'appelait Néron, et lui-même joignit ce nom au sien dans ses premiers actes. Oui, il y avait une portion du peuple de Rome à qui la mémoire de Néron resta longtemps chère. Longtemps encore après le jour où il avait péri, il y eut des hommes fidèles à cette exécrable mémoire qui portèrent sur son tombeau les fleurs du printemps et de l'été. Comme je l'ai dit, la populace aimait cet empereur, qui chantait, dansait, déclamait devant elle, et courait dans le cirque pour l'amuser, qui haïssait le sénat, menaçait de le détruire et de livrer les armées et les provinces aux affranchis. L'alliance de la tyrannie et de la démocratie corrompue est naturelle. Du reste on peut croire que ces fleurs apportées au tombeau de Néron l'étaient par des esclaves et des affranchis aux cœurs d'esclaves, mais que le peuple véritable ne partageait point ces honteux regrets, car la mort de Néron fut une joie publique, et les plébéiens (***plebs***) coururent toute la ville coiffés du bonnet de la liberté.

Othon, tout dépravé qu'il était, montra quelques-unes des qualités d'un empereur, et mourut admirablement; mais Vitellius, qui lui succéda, fut la honte de l'empire. On avait eu des souverains cruels et insensés, on eut un souverain crapuleux, ce qui ne l'empêchait pas d'être cruel. Sur le champ de bataille de Bedriac, l'aspect des nombreux soldats morts dans la lutte, triste spectacle qui arrachait des larmes aux légionnaires, ne l'émut point. Il fut joyeux, dit Tacite, qu'indigne cette insensibilité, et Dion Cassius nous apprend « qu'il parcourut toute la plaine où gisaient les cadavres, rassasiant ses yeux de cette vue, comme si à ce moment il eût vaincu. » Il ne les fit point ensevelir, car, disait-il, devançant le mot attribué depuis à Charles IX, le corps d'un ennemi sent toujours bon. Il fut accusé de la mort de sa mère et de son fils. Son âme était aussi basse que sanguinaire. On ne peut dire ce que dans sa jeunesse il avait été pour Tibère à Caprée; le premier il reconnut et adora la divinité de Caligula; les statues des affranchis de Claude figuraient parmi ses dieux domestiques. Pour gagner la protection de Messaline, il lui avait demandé un jour la permission de la déchausser, portait un soulier de cette femme sous sa toge, et de temps en temps le baisait. Pour plaire

à Néron, il avait chanté sur le théâtre, esclave acheté par celui qui l'engraissait, *saginæ mancipatus emptusque*. Vitellius aurait une réputation plus exécrée, si le goût effréné des plaisirs de la table, qui l'a rendu célèbre, n'eût servi sa mémoire en mettant dans l'ombre ses autres vices et ses crimes, et cela est dû, je pense, en partie à un admirable buste de lui qui a été souvent reproduit, et dans lequel l'artiste a pris à tâche de montrer surtout l'homme gras et gourmand. On croit que ce buste pourrait bien ne pas être authentique, et on y voit une œuvre de la renaissance, qui a su si bien parfois contrefaire l'antiquité. Je connais, il est vrai, des artistes qui ne sont point de cet avis; mais quel que soit l'auteur de ce buste, qu'on peut voir au musée du Capitole et au musée de Paris, il est évident que le Vitellius qu'on a voulu représenter est le Vitellius sensuel et ami des bons repas, et non le Vitellius impitoyable et parricide. Il est vrai qu'il était grand mangeur, toujours ivre dès le milieu du jour et chargé d'embonpoint. Tel le montre en effet le buste que j'ai cité, mais il a l'air assez bon homme, tandis que sur les médailles et dans un de ses portraits qui se voit à la villa Albani, Vitellius est moins gras et a l'air très mauvais. Au fond celui-là est le plus historique, car il importait assez peu aux Romains d'avoir pour empereur un goinfre, mais il était pour eux beaucoup plus sérieux d'avoir pour maître un méchant homme.

Aussi bien qu'Othon, Vitellius se montra continuateur de Néron et zélateur intéressé de sa mémoire. Il voulait embellir encore la Maison-Dorée, qu'il trouvait indigne de lui, et fit célébrer des cérémonies funèbres en l'honneur de celui qui ne méritait que des malédictions. « Ces cérémonies eurent lieu, dit Suétone, au milieu du Champ-de-Mars (1). » Était-ce sur le Pincio, où se trouvait le tombeau de Néron? Peu importe où s'accomplit cet hommage à un souvenir infâme et infamant pour celui qui le rendait. Plutarque fait cette observation : « A tout le moins avaient les habitans de Rome, qui étaient ainsi opprimés, une consolation, c'était qu'il ne leur fallait point d'autre vengeance à l'endroit de ceux qui étaient cause de leur oppression, car ils les voyaient s'entretuer eux-mêmes. » En effet, Othon, qui avait fait tuer Galba, venait de disparaître, et Vitellius allait disparaître à son tour devant Vespasien.

Vitellius, voyant les progrès de l'armée qui a proclamé Vespasien, s'est résolu à déposer l'empire, espérant conserver la vie. Il vient le

(1) L'expression *au milieu* serait inexacte quant à la largeur du Champ de Mars, dont le Pincio désigne plutôt la limite du côté de l'orient; mais ces mots pourraient être entendus de la longueur du Champ-de-Mars, car celui-ci s'étendait au nord, bien au-delà de l'enceinte actuelle de Rome et de la Porte du Peuple, jusque vers le pont Milvius, aujourd'hui *Ponte-Molle*.

déclarer au milieu des clameurs de la foule et du silence des soldats. La foule, touchée de pitié, n'accepte point cette abdication pusillanime, lui rend un peu de courage et le décide à retourner au palais. Un seul chemin lui était ouvert, la voie Sacrée; il la suit et regagne le Palatin. Cependant ses soldats parcourent la ville et égorgent ceux qu'ils rencontrent. Sabinus, frère de Vespasien, était préfet de Rome; attaqué, il se réfugie avec quelques troupes dans le Capitole. Les soldats de Vitellius sans chef, entraînés par un mouvement furieux, traversent en courant le Forum. Arrivés au pied du Capitole, ils commencent à monter la pente qui regarde le Forum, dépassent les temples qui le dominaient, et dont, je l'ai dit, deux le dominent encore de leurs débris. Les vitelliens arrivent ainsi aux premières portes de l'enceinte fortifiée. Un portique s'élevait à leur droite; de là les gens de Sabinus jetaient aux assiégeans des pierres et des tuiles. Ceux-ci lancent des matières enflammées, comme c'était l'usage dans les siéges, sur une partie du portique qui faisait saillie. Ils suivaient le feu et allaient entrer par la porte embrasée du Capitole, si Sabinus n'avait improvisé un rempart avec des statues. Voilà la première mutilation des œuvres de l'art antique, et ce ne sont pas les Barbares qui en sont les auteurs. Les peuples civilisés ont été souvent bien funestes à l'antiquité; Fourmont s'amusait à faire sauter des ruines grecques; une bombe vénitienne a coupé en deux le Parthénon, et j'ai entendu autrefois le brave général Fabvier raconter comment, quand il défendait l'acropole d'Athènes contre les Turcs, il fabriquait des bombes très passables avec des tronçons de colonne. Il faut le dire, c'est dans le dernier siége de Rome par les Français que pour la première fois la guerre a respecté et ménagé les monumens de l'antiquité. Cette première attaque du Capitole se fit sur la droite de ceux qui encore aujourd'hui y montent du Forum par la rampe de gauche, au-dessus de l'ancienne voie triomphale. Les soldats de Vitellius, repoussés sur ce point et arrêtés par le mur de statues, tentèrent une autre attaque à gauche, là précisément où conduit la rampe dont je parlais tout à l'heure, vers le bois sacré de l'asile qui existait encore en mémoire de Romulus, — c'est aujourd'hui la place du Capitole, — et au pied des *cent marches* dont l'escalier par où l'on monte à la roche Tarpéienne représente une partie. De ce côté, l'abord de la citadelle était facilité par des maisons que l'on avait bâties pendant la paix jusqu'à la hauteur du Capitole, et sur les toits desquelles, plats comme l'étaient ceux de l'ancienne Rome et le sont souvent ceux de la Rome moderne, il était aisé de monter. Dans cet assaut, le feu prit au temple de Jupiter. Les aigles de bois qui soutenaient le faîte furent atteints par la flamme, et le Capitole brûla. Les assiégeans, maîtres de la place, saisirent Sabi-

nus, le conduisirent à travers le Forum à Vitellius, qui se tenait sur les marches du palais, et qui parut vouloir épargner le frère de Vespasien; mais la multitude demanda sa mort. Il fut percé de coups, déchiré; on lui coupa la tête, et l'on traîna son corps aux Gémonies, situées au-dessous du Capitole. Vitellius, qui du lieu où il était placé put voir cet affreux spectacle, devait dans peu y être traîné lui-même.

Bientôt l'armée, qui avait proclamé Vespasien, fut aux portes de Rome. On se battit dans les faubourgs, parmi des maisons, des jardins, des chemins tortueux. Les jardins y sont encore. Les maisons n'y sont plus si pressées à cause de la *malaria*. La populace de Rome prit les armes pour défendre Vitellius, et se rangea sur les collines que voient à leur gauche ceux qui viennent de Ponte-Molle. Les troupes du parti de Vespasien s'avancèrent en trois corps. L'un marchait au milieu par la voie Flaminienne, suivant la route que prennent maintenant les voyageurs qui arrivent de Florence; un second, à la droite de celui-ci, longeait le Tibre, qui fait un coude entre Ponte-Molle et Rome; l'autre avait pris à gauche par la plaine d'*Aqua acetosa*, et, tournant la hauteur qui domine cette plaine, était allé chercher la *via Salara* pour entrer par la porte Colline, vers les jardins de Salluste. Il y avait là de petits chemins étroits et glissans. La partie de l'armée qui s'y était engagée fut fort incommodée par les vitelliens, qui du haut des murs de ces jardins faisaient pleuvoir sur elle des pierres et des traits; mais vers le soir ceux-ci furent enveloppés par la cavalerie, qui avait forcé la porte Colline. On combattit aussi dans le Champ-de-Mars. C'était la première fois que la guerre civile se faisait si près de Rome. Enfin Rome même en fut le théâtre. Les soldats de Vespasien, après y avoir pénétré, étaient arrêtés par une foule compacte qui encombrait les rues étroites et écrasés par les tuiles qu'on lançait sur eux du sommet des maisons. Pour achever de rendre présens au lecteur ces combats, qu'il peut, grâce à la fidélité descriptive de Tacite, voir de ses yeux, je traduirai quelques lignes du grand historien.

« Les combattans avaient pour spectateurs le peuple, qui, comme s'il se fût agi d'un combat dans l'amphithéâtre, applaudissait ceux-ci ou ceux-là lorsque leurs adversaires avaient le dessous, demandant que les soldats qui se cachaient dans les boutiques ou se réfugiaient dans les maisons en fussent arrachés, puis égorgés, et s'emparait ainsi de la meilleure partie du butin, car tandis que le soldat était tout entier au carnage et au sang, les dépouilles tombaient aux mains de la populace. L'aspect de la ville était terrible et hideux. Ici des combats et des blessures, là des bains et des cabarets, du sang et des monceaux de morts, des prostituées et leurs pareils. Toutes les fureurs de la débauche dans une paix dis-

solue, toutes les horreurs d'une affreuse captivité étaient là, tous les crimes et toutes les joies. » Le camp des prétoriens fut attaqué et défendu avec rage, avec un acharnement désespéré. Beaucoup moururent sur le mur du camp. Lorsqu'on brisa les portes, on vit ceux qui restaient intrépides en présence de leurs vainqueurs rendre blessure pour blessure; les mourans avaient soin, en exhalant leur dernier soupir, de tourner la face à l'ennemi.

La mort de Vitellius est racontée par Tacite, par Suétone et par Dion Cassius avec autant de détails que celle de Galba, et nous pouvons de même contempler sa fin, aussi laide que sa vie. On éprouve quelque compassion pour Galba, bien qu'il fût avare et cruel, parce qu'il y avait du moins en lui quelque étincelle de l'ancienne énergie romaine; mais il est impossible de s'attendrir beaucoup sur ce glouton féroce et bas, qui montra dans le malheur la plus vile pusillanimité. Le lieu de la scène est à peu près le même. Vitellius est au palais; de ce palais quelques jours auparavant, il avait vu, en dînant, brûler le Capitole; il s'en échappe pour gagner, à travers le cirque, l'Aventin, où se trouvait la maison de sa femme, espérant de là se rendre à Terracine et y rejoindre son frère, qui y tenait avec quelques cohortes. Il n'avait auprès de lui qu'un boulanger et un cuisinier, deux personnages importans pour Vitellius, et dont il ne voulait pas se séparer. Puis, sur un bruit qu'il serait épargné, il se laisse reporter au palais, qu'il trouve vide. Ses deux compagnons de fuite l'abandonnent. Il met autour de son corps une ceinture remplie de pièces d'or, et va se réfugier où? Tacite se borne à dire dans une honteuse cachette; selon Suétone, dans la loge du portier. Il s'y barricada avec un matelas, après avoir attaché le chien devant la porte. Si l'on en croit Dion Cassius, Vitellius s'était caché dans un chenil, d'où on vint l'arracher vêtu d'une méchante saie et tout déchiré par les morsures des chiens. Nul ne le reconnaissait, et on lui demandait où était l'empereur; lui cherchait par ses réponses à prolonger l'erreur des soldats. Reconnu enfin, il demanda qu'on épargnât sa vie, qu'on le gardât prisonnier, disant qu'il avait à faire des révélations qui intéressaient le salut de Vespasien. Ses bourreaux ne l'écoutent pas, ils déchirent ses vêtemens, lui attachent les mains derrière le dos, lui mettent une corde au cou, le traînent le long de la voie Sacrée et à travers le Forum. Beaucoup l'insultent, et personne ne le plaint. L'abjection de sa mort étouffait la pitié, selon la dure parole de Tacite. Pour moi, la pitié, que je croyais ne pouvoir éprouver pour Vitellius, me prend quand je le vois devenir le jouet de cette lâche cruauté de la populace, qui s'acharne également sur sa proie, qu'elle soit innocente ou criminelle, cruauté dont quelques détails rappellent dans le supplice d'un monstre le

supplice du vertueux Bailly. On lui jette des ordures au visage, et quand il veut baisser la tête, on le force avec la pointe d'un glaive à la relever. Cette foule abrutie par le despotisme lui reproche même ses défauts corporels, sa taille démesurée, sa face enluminée, son gros ventre, la faiblesse d'une de ses jambes. Le malheureux trouva sous ces outrages un mot triste et noble. Un tribun l'insultait; Vitellius lui dit : « J'ai été ton empereur! » Enfin, quand il fut arrivé au bout de la voie Sacrée, devant l'escalier des Gémonies, on l'égorgea à petits coups, et on le traîna avec un croc dans le Tibre. En présence de ce long et barbare supplice, l'indignation et le mépris, si justement dus à la victime, se reportent sur les meurtriers. On détourne les yeux avec dégoût du lieu où ces abominations viennent de s'accomplir. Le regard alors rencontre le temple de Vespasien, dont les ruines sont tout près, Vespasien qui ne méritait pas un temple, mais qui méritait mieux le pouvoir que ses prédécesseurs, et dont le règne intelligent et vigoureux va nous reposer des misérables règnes que nous venons de traverser.

Ce règne meilleur, nous n'avons pu voir à Rome qu'une partie de ce qui l'a précédé et amené. Que de désordres, de calamités, d'horreurs! Voilà cette paix de l'empire que l'on avait payée du prix de la liberté. On voulait en finir avec les guerres civiles, et la guerre civile était dans les rues de Rome, et l'on se battait au Capitole; le Capitole brûlait, ce qui n'était jamais arrivé même dans l'incendie allumé par les Gaulois. Il périt cinquante mille hommes dans la ville et autour de la ville pendant les combats des partisans de Vitellius contre les partisans de Vespasien, et ce n'était pas seulement Rome qui était ainsi ravagée : la guerre civile avait fait le tour du monde romain; l'effroyable destruction de Crémone montre ce que coûtaient aux provinces les luttes des prétendans à l'empire. La guerre civile avait, comme dit Tacite, parcouru toutes les provinces et toutes les armées, et l'on avait pu regretter, selon lui, les luttes si sanglantes, mais moins désastreuses pour l'état, de César et de Pompée, d'Octave et d'Antoine.

Au moment d'aborder l'époque terrible d'où nous sortons, Tacite s'écrie de son ton le plus sombre : « L'histoire que je vais écrire abonde en désastres, en combats atroces, en discordes, la paix même y sera cruelle, quatre empereurs périssant par le glaive, trois guerres civiles, des guerres étrangères en plus grand nombre, et souvent en même temps la guerre étrangère et la guerre civile. » L'empire, déchiré au dedans, est menacé au dehors. Tacite continue: « Des succès en Orient, mais des revers en Occident. L'Illyrie se trouble, la Gaule chancelle, la Bretagne domptée est bien vite perdue, les Suèves et les Sarmates se soulèvent. » En effet, l'armée des

peuples barbares que la république avait contenue, dont César avait rejeté l'avant-garde au-delà du Rhin, qui avait épouvanté Auguste pour la sécurité de l'Italie, cette armée gronde au loin, de jour en jour plus menaçante. Le Batave Civilis put croire un moment qu'il allait régner sur la Germanie et sur la Gaule. La fortune de Rome, plus que la discipline et le courage de ses légions dégénérées, on le voit à chaque page dans Tacite, devait l'emporter encore. Plus tard quelques princes admirables et guerriers, comme Trajan et Marc-Aurèle, repousseront les Barbares au-delà du Danube, et les arrêteront pour un temps; mais quand tout dépend d'un coup de dé, on ne saurait gagner toujours, et c'était un coup de dé qui donnait les bons empereurs. Après eux, l'envahissement et le déchirement recommencèrent. Une société qui ne reposait point sur elle-même, mais sur les caprices d'un chef élu par le caprice d'une armée, s'affaissait inévitablement, et, sous le double poids des divisions intestines et des agressions extérieures, devait finir, en s'aplatissant toujours, par être écrasée tout à fait.

La famille des Flaviens donne le premier exemple d'une succession dynastique régulière pendant trois règnes; mais l'hérédité, passagèrement introduite dans l'empire romain, ne lui porta presque jamais bonheur. Marc-Aurèle fut père de Commode, Septime Sévère de Caracalla. De même Vespasien eut Domitien pour fils. Quant à Titus, dont le règne si court fut salué avec un enthousiasme qui était surtout de l'espérance, j'y reviendrai.

Vespasien est un personnage. Il a de l'activité, de l'énergie, de l'habileté, de la modération. Avec lui, le bon sens arrive au trône. Il eût été, dit Tacite, l'égal des anciens généraux de la république, sauf l'avarice. Son avarice en effet fut révoltante, et on peut le dire quand on songe aux impôts qu'il imagina. Un jour il prit le pot-de-vin donné à l'un de ses serviteurs pour un emploi qui devait être accordé à la recommandation de celui-ci; il en partagea un autre avec son cocher. La détresse des finances de l'état, par laquelle on a cherché à justifier l'avarice de Vespasien, n'était là pour rien. C'était une manie. La seule excuse de cet amour de l'argent, c'est que sa famille était une famille de finance; son grand-père avait été percepteur, son père receveur des contributions et usurier, car l'avénement des Flaviens à l'empire est l'avénement de ce que nous appellerions la bourgeoisie. Jusqu'à elle les empereurs étaient ou avaient au moins la prétention d'être de race illustre. Pour Vespasien, il était fort exempt de toute vanité de ce genre, et riait beaucoup de ceux qui voulaient le faire descendre d'un compagnon d'Hercule. Vespasien fut, si j'osais employer ce mot dans son acception moderne, un empereur bourgeois; il conserva toujours des goûts simples, se dé-

plaisait dans le palais impérial, et habitait de préférence les jardins de Salluste. Positif et railleur, il se moquait des présages. Une comète ayant paru dans le ciel, il affirma que cela regardait le roi des Parthes, qui avait une longue chevelure; lorsqu'il tomba malade, il dit : « M'est avis que je deviens dieu. »

Jamais portrait ne montra mieux l'homme. Son visage exprime la vigueur et la capacité, sans aucune élévation. C'est une tête ferme et carrée, comme était sa personne; *structurâ quadratâ firmisque membris*, dit Suétone, qui ajoute : « Il avait l'air d'un homme qui fait un effort. » Cette énergie constamment tendue lui inspira sa dernière parole : « Un empereur doit mourir debout. » On voit aussi dans ses petits yeux perçans, dans ses lèvres fines, l'expression sarcastique d'un esprit qui n'était dupe de rien. Vespasien a l'air d'un vieux général retors, bien fait, dans un temps comme le sien, pour monter de très bas à l'empire et pour s'y maintenir. Rien ne lui coûtait d'ailleurs. Il avait été très plat sous Caligula, s'était fait protéger par l'affranchi Narcisse sous Claude, avait escorté Néron dans son voyage en Grèce; mais, s'étant endormi pendant que l'empereur chantait, il avait perdu, par cette faute involontaire, tout crédit. Vespasien avait employé tous les moyens pour parvenir; au moins se montra-t-il digne d'être arrivé, mais il ne dépouilla jamais complétement l'abjection de sa première fortune, et sur sa toge impériale il y eut toujours un peu de la boue que Caligula s'était amusé un jour à lui faire jeter.

Il ne faut pas être trop difficile envers les empereurs romains. En voilà un du moins qui a quelques grandes qualités : d'abord les qualités guerrières. En Angleterre (1), Vespasien avait pris vingt villes et gagné trente batailles. Il savait se faire aimer des soldats sans les corrompre. Administrateur vigilant et réformateur sévère de la justice, il montra de l'humanité envers ses ennemis. La seule barbarie qu'on puisse lui reprocher, et elle étonne de sa part, c'est d'avoir fait mourir avec Sabinus sa femme Éponine, qui avait vécu près de lui neuf ans cachée dans un tombeau où elle était devenue mère de deux enfans, et qui, les montrant à Vespasien afin de l'attendrir en faveur de son mari, lui disait : « Je les ai mis au monde pour pouvoir te présenter plus de supplians. »

(1) Il semblerait que Vespasien, a laissé un fâcheux souvenir dans notre Normandie, qu'il traversa sans doute lors de son expédition dans la Grande-Bretagne et qu'il dut rançonner en passant, car encore aujourd'hui son nom y est prononcé comme une injure par les paysans. Dans certains villages de cette province, on a entendu des mères dire à leurs enfans, en manière de reproche : « Tu es un Vespasian. » Ces bonnes femmes n'avaient pas lu l'histoire, et le nom de l'empereur romain n'avait pu leur arriver que par la tradition populaire, à moins que ce ne fût un souvenir des romans du moyen âge, où figurait Vespasien, et des cruautés du siége de Jérusalem.

Le principal mérite de Vespasien fut de commencer une honnête réaction contre la mémoire de Néron, ce que personne n'avait osé faire avant lui. Cette juste réaction tentée par Vespasien se continua sous ses fils. Elle se manifeste à Rome d'une manière remarquable dans l'histoire des monumens. Vespasien fit transporter dans le temple de la Paix, qui était une sorte de musée, les chefs-d'œuvre de la Grèce que Néron avait entassés dans son palais. Si son colosse ne fut pas abattu, il fut ôté du moins de la place d'honneur qu'il occupait à l'entrée de la Maison-Dorée, et transporté dans la *via Sacra*, où il n'était plus qu'une décoration de la voie publique, on plaça des rayons autour de sa tête et on en fit un Apollon. Quant à la Maison-Dorée elle-même, cette œuvre gigantesque de Néron que voulaient continuer ceux qui, comme Othon, prétendaient aussi continuer son règne, Vespasien et son fils Titus, ainsi que nous le verrons plus en détail en parlant de celui-ci, prirent à tâche d'en faire disparaître les traces. Vespasien choisit le lieu où était le lac artificiel de Néron, un des principaux ornemens de la Maison-Dorée, pour y jeter les fondemens du Colisée. La même pensée fit relever par Vespasien le temple de Claude, que Néron, dans sa haine de son père adoptif, avait pris plaisir à détruire presque complétement pour faire place aux empiétemens de la Maison-Dorée. La réparation de ce temple était un reproche adressé par Vespasien à l'impiété de Néron.

Réparateur de l'état après plusieurs empereurs qui avaient travaillé à sa ruine, Vespasien voulut aussi réparer les ruines que les incendies, et surtout celui de Néron, y avaient faites. Dans cette intention, il permit d'occuper les terrains vacans et d'y construire, si les propriétaires n'en faisaient point usage. Le *Tabularium*, c'est-à-dire le dépôt des archives, avait souffert dans l'incendie du Capitole, auquel il était adossé. Le monument même n'avait point été consumé, car ses fortes arcades en péperin, du temps de la république, subsistent encore; mais trois mille tables de bronze, où étaient gravés les sénatus-consultes, les traités de paix, les priviléges accordés aux villes ou aux citoyens avaient été la proie des flammes. Vespasien fit faire de grandes recherches pour en retrouver des copies, et rétablit cette collection de documens, qui, si nous l'avions, serait sans prix.

Vespasien restaura le théâtre de Marcellus. Ce théâtre avait déjà brûlé souvent et devait brûler encore. Ce qui brûlait ainsi, c'étaient sans doute les siéges, les planches du théâtre, les décorations, mais non pas le monument lui-même, au moins le monument tout entier; car ce qui en reste, on peut l'affirmer d'après l'intégrité et la pureté de l'architecture, n'a été ni réparé ni touché depuis le règne d'Auguste. On attribue encore à Vespasien la restauration du temple de

l'Honneur et de la Vertu, dont il fit rafraîchir les peintures. C'était prendre bien de la peine pour un culte dont la mode était passée.

Vespasien, qui, dans sa vie privée, était d'une extrême parcimonie, n'épargnait rien quand il s'agissait des divertissemens ou des édifices publics. Il apporta un zèle extrême à rebâtir le Capitole. On le vit se mettre lui-même à l'ouvrage et placer des pierres sur son dos comme un simple manœuvre. Quelques débris de muraille cachés dans le couvent des franciscains d'*Ara-Cœli* sont tout ce qui reste de ce temple fameux. Vespasien avait ses raisons pour le reconstruire. D'abord c'étaient ses ennemis, les partisans de Vitellius, qui l'avaient incendié lorsqu'ils y attaquaient son frère Sabinus, si indignement égorgé par eux, et puis il était important pour lui de rendre aux Romains le temple de Jupiter Capitolin, temple dont on regardait l'existence comme liée aux destinées de Rome, à tel point que lorsqu'il fut la proie des flammes, quelques-uns craignirent que ces destinées ne touchassent à leur terme. Il était habile, en réparant le *palladium* romain, de paraître lui donner un nouveau commencement associé aux commencemens de la nouvelle famille appelée à l'empire. C'est ainsi qu'on s'explique l'empressement de Vespasien à prendre part aux travaux de reconstruction, comme l'aurait pu faire un prince plus dévot que lui. Vespasien ne se montrait religieux que parce qu'il était politique.

Comment un homme avant tout pratique comme il l'était eût-il négligé les travaux d'utilité publique? Aussi la Porte-Majeure nous montre-t-elle au-dessous de l'inscription de Claude une inscription de Vespasien. Elle nous apprend qu'il avait réparé à ses frais l'aqueduc de Claude. Loin de Rome, une autre inscription atteste que Vespasien, pour faire passer la voie Aurelienne, a taillé une montagne. L'inscription a bien la simplicité du caractère de son auteur et se termine par la formule ordinaire : *faciendum curavit*, comme s'il s'agissait de tout autre chemin.

Enfin Vespasien bâtit le temple de la Paix. Cet avare, qui autrefois avait tout osé jusqu'à extorquer à un jeune homme 40,000 fr. pour le faire nommer sénateur contre la volonté de son père, et qui, devenu empereur, vivait assez pauvrement, éleva un des plus magnifiques monumens de l'ancienne Rome, le temple de la Paix. Il y avait rassemblé un grand nombre d'objets précieux, et entre autres les vases d'or et le chandelier aux sept branches pris dans le temple de Jérusalem. La république, qui avait élevé des temples à tant de divinités et même à la Fièvre, n'en avait point consacré à la Paix, car la guerre était l'état permanent et nécessaire du peuple romain. Auguste ferma le temple de Janus, mais il fallut bientôt le rouvrir. J'ai montré plus haut ce qu'était la paix de l'empire romain quand

Vespasien monta sur le trône : par cela même, il devait attacher un grand prix à inaugurer l'ère pacifique qu'on attendait de chaque empereur avec un espoir toujours renaissant et toujours bientôt déçu.

Si le grand édifice, en partie conservé, qu'on appelle quelquefois le temple de la Paix devait garder ce nom, une des plus imposantes ruines de Rome se rattacherait à la mémoire de Vespasien; mais cette ruine majestueuse, formée de trois grands arceaux qu'on voit encore aujourd'hui près du Forum, ne peut être le temple de la Paix. D'abord nous savons que ce temple magnifique brûla sous Commode (1). En supposant qu'on l'ait reconstruit alors, ce que l'histoire ne dit point, l'architecture de l'édifice dont on voit encore les ruines ne peut être du temps des Antonins. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à comparer les ornemens du prétendu temple de la Paix avec ceux du beau temple d'Antonin et Faustine, qui est à côté. De plus, cet édifice n'a jamais été un temple : ce fut évidemment une basilique. Nous la retrouverons quand nous serons parvenus à l'époque de Constantin. La basilique fut construite à peu près dans l'endroit où Vespasien avait élevé le temple de la Paix, ce qui explique comment l'on a confondu ces deux monumens. Un beau fragment de mur qu'on découvre près de la basilique a probablement fait partie du temple de la Paix, œuvre de Vespasien, dont il est le seul reste.

Derrière le temple de la Paix était, ce semble, le quartier des libraires, du moins c'est là que Martial donne l'adresse du sien. « Si tu veux, dit-il, avoir mes légers ouvrages pour en faire les compagnons de ta longue route, achète-les dans leur petit format, car ils peuvent tous tenir dans la main; mais il faut que tu saches où l'on me vend. Pour t'éviter la peine de courir toute la ville, je vais te conduire de manière à ce que tu ne puisses t'égarer. Demande Secundus, l'affranchi du noble Lucens, derrière le temple de la Paix et le Forum-Palladien. » Les éditeurs de Rome faisaient comme les nôtres, ils affichaient à leur porte les titres des livres nouveaux. C'est ce que nous apprend ailleurs Martial en parlant d'un autre libraire qui demeurait non loin du premier, en face du Forum de César. « C'est là qu'il faut m'aller chercher. Demande-moi à Atrectus, c'est le nom que porte le maître du magasin; il te donnera un exemplaire de première ou de seconde qualité, satiné à la pierre ponce, orné de pourpre; tu peux avoir un Martial pour cinq deniers. » On voit que les livres se vendaient à Rome exactement comme chez nous. Cela étonne, on ne conçoit pas d'abord une vente régulière de livres là

(1) Galien parle de cet incendie, qui consuma ses livres dans sa boutique (ἀποθήκη), qui était près du temple de la Paix. L'incendie dut être bien violent, car Galien mentionne aussi la destruction de grandes bibliothèques sur le Palatin, probablement les deux bibliothèques construites par Auguste, près de sa maison et du temple d'Apollon.

où ils ne peuvent être multipliés par l'imprimerie; mais les copistes tenaient lieu d'imprimeurs. Pline le Jeune parle d'un livre *tiré à mille exemplaires*, et qui avait été expédié dans toute l'Italie et toutes les provinces. Le même auteur s'applaudit que ses ouvrages se vendent à Lyon. Je crois même que les anciens connaissaient les droits d'auteur. Sénèque se pose quelque part cette question : « Les œuvres de Cicéron appartiennent-elles à Cicéron, qui les a composées, ou à Dorus, qui les a *achetées?* » Plus on étudie la société romaine, plus on trouve que dans les petites choses comme dans les grandes elle ressemblait assez souvent à la nôtre.

Du reste, il était un peu téméraire aux auteurs de faire vendre leurs œuvres dans ce quartier, car près du temple de la Paix étaient les *magasins de poivre*, et ils devaient parfois frémir en se rappelant un certain vers d'Horace sur les méchans écrivains dont les œuvres pouvaient servir à envelopper du poivre :

Et piper et quidquid chartis amicitur ineptis.

Mais retournons au temple de la Paix, d'où nous a un peu écartés Martial en nous conduisant chez ses libraires. Si nous n'avons pu découvrir qu'un débris incertain du grand édifice bâti par Vespasien, à quelques pas de là, à l'endroit où la voie Sacrée était le plus élevée, *in summâ viâ*, sur un petit tertre, dernière trace, dit-on, de la Velia de Collatin, nous trouverons, mieux conservé que le temple de la Paix et restauré avec une scrupuleuse exactitude, le charmant arc de Titus, et nous passerons ainsi naturellement de Vespasien à son fils.

Cet arc-de-triomphe fut élevé en l'honneur de Titus à l'occasion de la prise sanglante de Jérusalem. On y voit encore des bas-reliefs d'un très beau travail. Dans l'un, qui représente le triomphe, on reconnaît, porté par les soldats, parmi les dépouilles du temple, le chandelier aux sept branches. On prétend que les Juifs encore aujourd'hui évitent de passer sous l'arc de Titus. Ils étaient déjà nombreux à Rome au temps de cet empereur, exerçant de petits métiers, échangeant par exemple des allumettes contre des verres cassés, et vivant sur la rive droite du Tibre. Le Transtevère était leur *ghetto*. C'est probablement parmi eux que d'abord se recruta surtout le christianisme à Rome. Aussi est-ce dans le quartier habité par les Juifs qu'apparaît la première assemblée publique des chrétiens, autorisée par Alexandre Sévère, au lieu où s'élève aujourd'hui la vieille et imposante basilique de *Santa-Maria in Trastevere*. On sait que les païens confondaient les premiers chrétiens avec les Juifs, et je crois possible que la pauvre Juive de Juvénal, qui, en mendiant, murmure en secret aux oreilles d'une dame romaine quelque chose sur la loi des Juifs, pourrait bien être une chrétienne, car rien n'était

plus loin des idées juives que de parler de la loi à des étrangers. Les Juifs sont traités avec un grand mépris par les satiriques romains. On voit cependant par le témoignage de ces poètes eux-mêmes que ce qu'ils appellent la superstition juive était très répandue dans la ville des césars. Le fâcheux d'Horace parle de sa dévotion au sabbat, et à la fin de la cinquième satire de Perse est une description curieuse de la célébration du sabbat dans les rues de Rome.

Malheureusement le récit qu'avait fait Tacite de la prise de Jérusalem, à laquelle se rapporte l'arc de Titus, est perdu; mais ce qu'il dit de cette singulière nation est remarquable. Si Tacite, en vrai Romain, veut tout rattacher aux traditions du polythéisme, l'émigration des Juifs, par exemple, à l'avénement de Jupiter, il sait le nom de Moïse, que connaît aussi Juvénal, le séjour des Hébreux en Égypte, leur fuite dans le désert, et même l'eau jaillissant miraculeusement du rocher. Parmi beaucoup d'erreurs et de calomnies, il a écrit sur les Juifs ceci : « Entre eux, une fidélité invincible, une charité toujours active; contre le reste du monde une haine indomptable. » L'histoire morale du peuple juif n'est-elle pas dans cette phrase de Tacite?

Une tradition dont je n'ai pu découvrir l'origine veut que le chandelier aux sept branches ait été jeté dans le Tibre par Maxence près de Ponte-Molle le jour de la mémorable bataille qui donna le monde au christianisme. Pour retrouver un tel trésor, il vaudrait la peine de fouiller le Tibre; mais je ne conçois pas pourquoi le païen Maxence aurait emporté de Rome avec lui cet objet sacré. De plus, Procope nous dit que les vases d'or du temple existaient encore au temps de Bélisaire, que Bélisaire les prit à Gélimer, qui les avait enlevés, et le chandelier aux sept branches était probablement avec les vases d'or. Je ne pense donc pas qu'il y ait espoir de le repêcher dans le Tibre.

Le règne de Titus fut marqué par de grandes calamités; elles lui fournirent l'occasion de montrer du zèle pour la chose publique et une préoccupation bienveillante du sort des citoyens. Alors eut lieu cette célèbre éruption du Vésuve qui engloutit Herculanum et Pompéi, et dont nous voyons encore aujourd'hui plus que les traces, on peut dire la présence, dans la cendre et la lave sous lesquelles gisent ces villes que le terrible événement a laissées comme elles étaient au moment où il les a frappées. Nulle part on n'observe mieux l'antiquité surprise et saisie pour ainsi dire toute vivante. Une visite à Pompéi est un complément nécessaire au voyage historique que nous faisons dans l'antiquité romaine. Stace disait : « La race future le croira-t-elle, quand elle verra ici d'autres moissons croître sur des villes et des populations enfouies? » Pour voir ce que Stace doutait qu'on pût croire, il suffit d'aller à Portici.

En même temps Rome brûlait de nouveau (1). Titus se chargea de tous les frais de réparation, et envoya dans les temples et les édifices publics les ornemens de son palais. Pendant ce règne si court, qui ne dura guère que deux ans, il trouva le temps de restaurer de nouveau l'aqueduc de l'eau Claudia, que son père avait déjà réparé. Tout cela est d'un prince qui connaît ses devoirs envers l'état, et qui mérite l'estime de l'histoire. A-t-il mérité d'être appelé l'amour et les délices du genre humain? C'est autre chose. Qu'est-ce qui resterait pour Trajan, pour Antonin, pour Marc-Aurèle? Tâchons d'apprécier au juste, sans dénigrement, mais sans exagération, ce qu'a été et ce qu'a fait Titus pour se rendre digne de la popularité dont il a joui de son vivant et dans l'histoire.

D'abord il est reconnu qu'il était loin d'être comme césar ce qu'il fut comme empereur. Avant d'arriver au trône, il passait pour vicieux, cruel et avide. Vicieux, je m'abstiendrai des détails. Cruel, il apostait dans les théâtres et dans les camps des gens qui demandaient la mort des personnages qui lui étaient suspects, et en fit périr ainsi plusieurs. Avide, il faisait des marchés avec ceux qui avaient à traiter avec son père et en tirait des sommes. Tout cela était si connu, qu'on s'attendait à voir en lui un autre Néron. Il fallait que Titus eût une bien mauvaise réputation à cette époque pour qu'on l'ait accusé, pendant qu'il était en Judée, de travailler pour son propre compte et de vouloir régner en Orient, au point d'inspirer des inquiétudes à Vespasien, et pour qu'on l'ait soupçonné sans fondement, je pense, d'avoir conspiré contre les jours de son père.

Monté sur le trône, on n'eut plus un seul reproche à lui adresser. Il ne fit tuer personne, ce que les historiens remarquent, car c'était un mérite pour un empereur romain. Il se conduisit bien dans les malheurs publics et s'efforça d'y remédier. Il montra de la libéralité, de la douceur, une constante envie de plaire, ce qui n'est point méprisable dans un souverain absolu. Il fut surtout aimable et gracieux. Empereur *coquette*, il avait pour maxime de ne renvoyer personne sans espérance. Tout cela est bien, mais est-ce assez? Je cherche des actions vraiment généreuses, des mesures vraiment utiles, des lois bienfaisantes, et je vois plus de paroles que d'actions : j'en trouve deux cependant. Il punit les délateurs, les fit battre de verges dans

(1) Cet incendie fut terrible. Il consuma ou du moins endommagea beaucoup les temples de Serapis, d'Isis, de Neptune, le temple de Jupiter Capitolin, qu'on venait de relever et dont Titus commença la reconstruction, les *Septa*, les thermes d'Agrippa, le Panthéon, le *Diribitorium*, le théâtre de Balbus et le théâtre de Pompée, la maison d'Auguste avec le temple d'Apollon et les bibliothèques. On voit que le fléau frappa surtout le Champ-de-Mars, le Capitole et le Palatin. Il semble ne s'être pas étendu aux autres collines de Rome, comme avait fait l'incendie de Néron.

le Forum, puis après les avoir exposés dans l'amphithéâtre, c'est-à-dire dans le Colisée, qu'il venait de dédier, et dont, avant les martyrs chrétiens, c'est le meilleur souvenir, il les condamnait à l'esclavage et à l'exil. Enfin il fit une chose que je préfère aux mots de lui les plus cités. Ayant découvert une conspiration, non-seulement il pardonna aux conspirateurs, mais, ce que j'admire bien plus, il envoya un messager rassurer la mère de l'un d'eux sur le sort de son fils. Ce trait, à mes yeux, vaut cent fois le fastueux pardon accordé par Auguste à Cinna.

J'ai dit de Titus tout le bien qu'en sait l'histoire, et je n'ai pas, je crois, cherché à l'atténuer; mais, je le demande de nouveau, y a-t-il là de quoi mériter d'être appelé les délices du genre humain? Il n'eut pas le temps d'en faire plus, dira-t-on; soit. Il ne faut pourtant pas trop insister sur la brièveté de son règne, car on pourrait se demander si ce règne, en se prolongeant, aurait tenu tout ce qu'il semblait promettre. Néron aussi avait bien commencé.

Ce qui me paraît distinguer surtout Titus, c'est la facilité, la bonne grâce, l'esprit. « J'ai perdu ma journée! » est un mot touchant, mais c'est surtout un mot spirituel. Titus avait une nature heureuse. Habile à tous les exercices, doué d'une mémoire extraordinaire, il réussissait aux vers, à la prose, à la musique, même il improvisait, art qui commençait à être à la mode, et dont la tradition s'est conservée en Italie jusqu'à nos jours. On craignait un Néron, on en fut quitte pour la peur, et on lui en tint compte. Il dompta ses mauvais penchans, il rassura, il séduisit ses contemporains, il a séduit la postérité.

Il ne négligeait pas de flatter les goûts favoris du peuple romain en donnant des jeux magnifiques, en prenant parti pour tel ou tel gladiateur, en faisant égorger cinq mille animaux en un jour. Il y en eut neuf mille de tués en tout à la dédicace du Colisée et des thermes de Titus, un certain nombre par des femmes. Titus fit combattre des grues pour amuser le peuple, ce qui était nouveau, et donna le spectacle d'un combat naval dans l'amphithéâtre, transformé en naumachie, ce qui était facile, puisqu'on avait à sa disposition les eaux qui alimentaient les viviers de Néron. De tels spectacles, et les billets de loterie distribués au peuple, que Titus n'eut garde d'oublier, purent bien lui compter pour quelques vertus. Les Romains lui surent beaucoup de gré de ne pas épouser Bérénice, qui était reine et Juive, deux noms odieux; Bérénice, l'incestueuse sœur d'Agrippa, moins intéressante dans Juvénal que dans Racine. Il mourut bientôt, il n'eut pas le temps de diminuer l'admiration et de lasser la faveur publique, et il fut remplacé par Domitien. Celui-ci avait tout ce qu'il fallait pour faire valoir son prédécesseur; aussi

Titus laissa-t-il une mémoire bénie, et l'on montrait au pied du Palatin, du côté qui regarde le Cœlius, la maison où il était né, comme on montre à Pau le berceau de Henri IV.

Je remarquais, à propos de Claude, que les historiens des bas temps ne savent presque plus rien de ce qu'il a fait de grand et de bon, et ne connaissent que ses ridicules; de même Aurélius Victor ne connaît que les vertus de Titus. L'histoire, en s'éloignant du temps qu'elle raconte, met toujours plus en évidence le bien ou le mal absolu, le côté dominant d'un caractère. Les nuances s'effacent par la distance des âges, comme les objets par la distance; les traits saillans se dessinent seuls, et s'isolent des autres traits qui complétaient le tableau. La version des derniers historiens de l'antiquité a souvent été celle qu'ont reçue les âges modernes, dont ils étaient plus près, et auxquels ils ont transmis le passé tel qu'il s'était altéré en arrivant jusqu'à eux. Pour moi, je pense que Titus était un homme d'esprit dont les passions n'étaient pas très fortes. Après avoir trop cédé, dans sa jeunesse, aux plaisirs, à la cruauté, à l'avidité, il y renonça noblement en montant sur le trône à quarante ans. Il eut un heureux penchant à être aimé, et sut très habilement faire et surtout dire ce qu'il fallait pour cela. Suétone, qui l'admire sans restriction comme empereur, dit : « Il fut l'amour et les délices du genre humain. Pour gagner tous les cœurs, soit le naturel, soit l'art, soit la fortune, le servirent. » Tous trois y concoururent, je pense, mais l'art y fut pour quelque chose.

Encore cette fois, ce sont les portraits qui m'ont mis sur la voie d'une appréciation que l'étude de l'histoire a confirmée. En voyant ceux de Titus, je fus frappé d'étonnement. Ce qui domine dans presque tous, c'est par excellence la finesse. Je trouvais à l'adorable Titus un air narquois qui me rappelait Vespasien. Cette expression est surtout marquée dans une statue du Vatican, empreinte d'un caractère d'individualité manifeste. Elle est moins sensible dans quelques bustes évidemment idéalisés. Ceux-ci ont une certaine douceur qu'on peut croire un peu étudiée, et jamais l'expression de la bonté vraie comme ceux d'Antonin le Pieux ou de Marc-Aurèle. Il en est qui donnent à Titus un air légèrement boudeur : c'est qu'apparemment il *avait perdu sa journée*, ce qui a bien pu lui arriver quelquefois.

En présence des images de Titus, je n'étais pas moins surpris des termes dans lesquels Tacite et Suétone vantent sa beauté, et même un certain air de majesté et d'autorité qui ne s'accorde guère avec ce qu'ajoute Suétone de sa petite taille et de son ventre un peu proéminent, restrictions que justifie pleinement la statue du Vatican dont je parlais tout à l'heure. La majesté lui manque tout à fait; la beauté même du visage n'est pas remarquable. Les bustes de Titus lui donnent en général une figure bouffie qui fait comprendre les inquié-

tudes des Romains quand il parvint à l'empire, car cette figure de Titus rappelle assez Néron, Néron jeune et en laid. Je ne puis m'empêcher de croire que l'exagération du mérite de Titus, exagération dont j'ai cherché à expliquer les causes, a produit sur ses historiens une illusion qui s'est étendue même à sa personne, et que dans l'enthousiasme excessif qu'il inspirait, on en est venu à le croire plus beau qu'il n'était parce qu'on le disait meilleur.

La réaction des Flaviens contre la mémoire de Néron a atteint sous Titus son apogée. Il est un monument à Rome qui montre aux yeux cette réaction trop peu remarquée par l'histoire, et la fait pour ainsi dire toucher au doigt : ce sont les thermes construits par Titus sur une partie de la Maison-Dorée de Néron. Rien n'est plus clair que la relation historique des deux monumens; on reconnaît parfaitement la disposition de l'un et de l'autre. On se promène dans plusieurs des salles du palais de Néron, qui ont été déblayées; on voit les autres encore encombrées, comme elles l'avaient toutes été pour porter les thermes de Titus, dont on découvre au-dessus les débris. Ces salles de la Maison-Dorée conservent les marques d'une grande magnificence. Les unes étaient tournées vers le midi pour l'hiver, les autres vers le nord pour l'été. Un grand corridor était décoré d'élégantes peintures, qui ne sont pas entièrement effacées. On reconnaît l'emplacement d'un petit jardin intérieur, et au milieu un bassin, au centre duquel était la gigantesque coupe de porphyre qui orne la salle ronde au Vatican. Cette coupe a plus de quarante pieds de circonférence et surpasse tout ce que l'antiquité nous a laissé de plus précieux en ce genre. Çà et là sont des niches préparées pour des statues dont les piédestaux sont debout. Le Laocoon, qui a été trouvé dans une vigne du voisinage, était un des ornemens de cette partie de la Maison-Dorée, de ce *casino* de l'immense et splendide villa de Néron.

L'intention qui a fait bâtir par Titus ses thermes au-dessus de ces appartemens magnifiques qu'il a comblés, comme Vespasien avait comblé le bassin de Néron pour y bâtir le Colisée, cette intention est évidente. Les Flaviens veulent étouffer enfin la popularité de Néron, encore caressée par Vitellius, le dernier des empereurs qui les ont précédés; ils veulent se débarrasser de la concurrence d'un souvenir et d'un fantôme, abolir ce souvenir autant que possible, enfouir sous les décombres ce fantôme qui hante le palais construit par Néron, en faisant servir ce palais de fondement à leurs propres édifices.

Suétone nous apprend que la construction des thermes de Titus fut très promptement achevée. On avait hâte d'en finir avec la mémoire de Néron, et l'empressement était si grand que l'on ne prit pas la peine et qu'on ne se donna pas le temps de retirer des salles que l'on allait

encombrer ni des statues admirables, ni cette merveilleuse coupe de porphyre qui n'a pas son égale. Tout cela fut enterré sous les thermes de Titus. Cette négligence à sauver de tels chefs-d'œuvre, négligence dont on ne s'étonne pas assez, suffirait à démontrer quel motif a décidé le fils de Vespasien à placer ses thermes en cet endroit, et sans ce motif elle serait inexplicable. Ainsi comprise, la superposition des deux monumens est une révélation de l'histoire : elle atteste et rend palpable une réaction que les historiens n'ont point assez signalée; mais, dans le silence des historiens, les pierres parlent.

Cette réaction peut se suivre dans les lettres comme à travers les ruines. Jusque-là, si quelque voix s'était élevée contre Néron, elle avait été étouffée sous ses successeurs, qui se portaient pour ses héritiers. En vain on avait écrit l'histoire de tous ceux que Néron avait exilés ou fait mourir. Cette histoire, qui pouvait être longue, ne nous est point parvenue : elle devançait le soulèvement de l'opinion, secondé par le pouvoir; mais quand vinrent les règnes humains de Vespasien et de Titus, et après Domitien les règnes heureux de Nerva et de Trajan, la littérature s'empressa de condamner une mémoire que les empereurs qui la proscrivaient permettaient de haïr. Ceci se remarque chez presque tous les écrivains de cette époque, chez Tacite d'abord, l'ennemi et le flétrisseur immortel de la tyrannie. Juvénal, âme honnête et vigoureuse, qui eut l'honneur d'être exilé par Domitien, a sur Néron un morceau terrible dans sa huitième satire, et il l'a caractérisé d'un mot en l'appelant un prince joueur de lyre, *citharœdo principe*. Sous Domitien lui-même, qui souffrait qu'on attaquât Néron pour faire croire qu'il ne lui ressemblait pas, on voit les poètes les plus serviles, Stace et Martial, lancer contre Néron des invectives que n'avaient pas le droit de se permettre des flatteurs de Domitien. Stace, en glorifiant les œuvres de celui-ci, pour les relever encore, les oppose à celles de Néron, à ses lacs artificiels, qu'il appelle de sales marécages. Martial s'attendrit sur le sort des pauvres gens dont la Maison-Dorée a envahi le petit champ; il fait des épigrammes sur Néron mort, pour plaire à Domitien vivant. Il devait en trouver aussi pour Domitien... sous Trajan. Lui et Stace célèbrent la mémoire de Lucain; Lucain, la victime de Néron, était à la mode sous les Flaviens. On achetait beaucoup sa *Pharsale*. Martial lui fait dire : « Il y a des gens qui prétendent que je ne suis pas poète, mais mon libraire croit que je le suis. »

Ainsi s'accomplissait dans la poésie comme dans l'opinion et le gouvernement une juste réaction contre un égarement passager de la foule qui avait admiré Néron; mais on ne gagna pas grand'chose à être délivré de cette tyrannie posthume de sa mémoire, quand on fut livré à la tyrannie vivante de Domitien.

J.-J. AMPÈRE.

LES

ANGLAIS ET L'INDE

III.

LE COMMERCE, LES FINANCES ET LES TRAVAUX PUBLICS [1].

Culture de l'indigo, l'opium, le coton. — Scènes de mœurs. — Les *merchants-princes*. — Impôts, revenus. — L'agriculteur hindou. — Dettes du gouvernement de la compagnie. — Liste civile des familles anglaises dans l'Inde. — Le canal du Gange. — Routes et chemins de fer. — Rapports du gouvernement avec les religions natives. — Les pèlerins de Jaggernauth.

I.

Toutes les nations de l'univers prennent une part active dans le commerce de l'Inde. L'Europe, les États-Unis, la Chine, les îles de Maurice, de la Réunion, les Antilles, viennent lui demander ses produits précieux et variés, et l'excédant de sa population, que des flottes de splendides navires servent à transporter au-delà des mers. Le commerce de l'Inde est un des élémens principaux de la richesse du monde. On voit à combien de titres ce sujet multiple et difficile appelle notre attention : peut-être cependant, avant de l'aborder en détail, ne sera-t-il pas hors de propos d'établir en termes généraux les conditions économiques dans lesquelles sont placées ces immenses populations dont les labeurs servent à remplir les docks de Londres, de Bordeaux, de New-York et de Canton.

La population et la richesse sont inégalement réparties dans les quatre grandes divisions de l'empire indien; l'on peut toutefois ad-

(1) Voyez les livraisons du 15 novembre et du 15 décembre 1856.

mettre sans controverse que la vallée du Gange, comprise dans les présidences du Bengale et des provinces nord-ouest, est, au triple point de vue de la population, de la fertilité du sol, de la facilité des communications, le plus beau fleuron de la couronne de l'Angleterre dans l'est. Ainsi des renseignemens statistiques officiels constatent que la population du delta du Gange s'élève à plus de 60 millions d'individus, égalant ainsi presque celle de tout le reste de l'empire indien, quoique le territoire qu'elle occupe soit à peine le tiers du territoire total. Cette population d'ailleurs est distribuée en proportions variables. Le district de Hoogly, qui renferme la ville de Calcutta, compte 562 habitans par mille carré, proportion un peu inférieure à celle du district de Burdwan, qui s'élève à 568. En remontant le cours du fleuve vers le 25e degré de latitude, aux limites de la sous-présidence des provinces nord-ouest, la population diminue et ne dépasse plus environ 230 individus par mille carré, chiffre qu'on retrouve jusqu'au pied de la chaîne de l'Himalaya, si bien que l'on peut fixer pour moyenne approximative de la population dans la vallée du Gange 260 habitans par mille carré.

La moyenne de population, quoique moins élevée, n'est pas moins irrégulière dans les domaines de l'Angleterre qui s'étendent vers la ligne. Dans la présidence de Madras, par exemple, les documens statistiques officiels évaluent la population à 225 individus par mille carré pour la riche province de Tanjore, tandis qu'ils ne portent qu'à 60 celle des districts montagneux des environs du lac Chita. En somme, la moyenne approximative de la population pour la présidence de Madras peut être évaluée à 105 habitans par mille carré, moyenne qui est aussi environ celle de la présidence de Bombay.

Il suffit de comparer ces chiffres à ceux qui représentent la population moyenne de la France et de l'Angleterre pour arriver à cette conclusion, que la population est beaucoup plus clairsemée dans l'Inde que dans les états qui marchent en tête de la civilisation européenne. Si l'on examine les autres élémens de la fortune publique dans l'Inde, les forces physiques et l'énergie morale, l'esprit d'invention, le capital acquis, les systèmes de communication qui relient les grands centres entre eux, on n'aura pas besoin de se livrer à de longs commentaires pour expliquer les étroites limites dans lesquelles sont demeurées jusqu'à ce jour la production et la consommation de ces contrées, si bien douées par la nature.

Il n'est pas nécessaire d'avoir visité l'Inde anglaise pour avoir une idée du nombre fabuleux de serviteurs qui composent l'établissement européen le plus modeste. Cette prodigalité extravagante des forces humaines se rencontre partout dans l'Inde, qu'il s'agisse de vie domestique, d'agriculture ou d'industrie. Parlerons-nous en pre-

mière ligne du travail le plus simple et le plus brutal, celui du portefaix? L'on estime qu'il faut trois *coolies* pour faire l'ouvrage d'un portefaix européen. Pour remplacer un matelot anglais, un capitaine de navire ne prendra jamais moins de quatre *lascars*. Cette infériorité du travail natif comparé au travail européen devient bien plus sensible encore lorsque l'intelligence de l'ouvrier doit être tout aussi bien mise en jeu que ses forces physiques. On se rendra compte de l'inégalité intellectuelle qui existe entre les ouvriers européens et les ouvriers natifs de certaines professions par la différence des salaires qu'ils reçoivent à Calcutta. Nous prendrons pour exemple les menuisiers, les charpentiers, les ébénistes. A Calcutta, un ouvrier natif exerçant un de ces trois métiers gagne de 3 liv. st. 10 sh. à 6 liv. sterl. par an; le salaire d'un ouvrier chinois s'élève à 48 liv. st., et celui de l'Européen à environ 100 liv. st. Il ne faudrait pas sans doute prétendre tirer de ces chiffres des conclusions d'une rigueur absolue. Dans le salaire de l'Européen, il doit lui être non-seulement tenu compte de son habileté et de son énergie supérieures, mais encore des inconvéniens du climat, des ennuis de l'exil. Ce qui reste néanmoins hors de doute, et cela nous suffit, c'est que les forces productives de l'homme de l'Inde ne sauraient être comparées aux forces productives de l'homme de l'Europe. Dans toutes les données économiques qui servent à évaluer la richesse et la production d'un pays, on peut voir d'ailleurs le même contraste se reproduire. S'agit-il du revenu de la terre, l'impôt foncier, qui le représente dans l'Inde, est d'environ 14 millions sterl., tandis qu'en Angleterre, avec une population six fois inférieure, on peut l'évaluer à 40 millions sterl. Enfin, en commençant par établir que les taxes de l'Inde ont atteint à peu près leur maximum, que l'Indien paie au trésor public tout ce qu'il est raisonnablement en état de payer, on trouve que le total du budget des recettes de l'empire de l'Inde, 26 millions sterl., réparti sur plus de cent vingt millions de sujets, donne une moyenne par tête de moins de 5 shillings, tandis que chaque individu en Angleterre paie annuellement à l'état 36 shillings. Il serait hors de propos de pousser plus loin cette argumentation. Vouloir coordonner les données du problème en proportions mathématiques conduirait sans contredit à des erreurs grossières, et il suffira de résumer ces aperçus en disant que le domaine de l'Inde, avec son immense population, ses territoires si bien doués par la nature, son commerce gigantesque et cependant encore au berceau, l'Inde anglaise, que tout Européen se représente comme un monde de merveilles aux richesses inépuisables, la terre classique du *golden tree* (l'arbre aux roupies) en un mot, est un pays inférieur en richesse et en production aux pays les plus pauvres et les plus stériles de l'Europe.

En peut-il être autrement? Que l'on examine par exemple les conditions de travail du principal producteur agricole, le *ryot*. Une paire de bœufs, une charrue, quelques outils grossiers composent tout son matériel d'exploitation, que l'on peut évaluer au plus haut en moyenne à 150 francs. Ainsi des pertes minimes, la mort d'un bœuf, le bris d'un instrument aratoire, suffisent pour le plonger, vu l'intérêt usuraire de l'argent en ces contrées, dans un abîme de dettes d'où il ne peut jamais sortir. Ces circonstances accidentelles ne sont pas au reste nécessaires pour que le *ryot* soit remis pieds et poings liés entre les mains du prêteur d'argent. Le besoin de subvenir aux frais extraordinaires de la récolte ou des semailles, d'acquitter l'impôt, l'obligent le plus souvent à obtenir des avances du *zemindar* (grand propriétaire), ou à emprunter des capitalistes natifs à des taux toujours exorbitans. Aussi presque tous les *ryots* sont-ils endettés depuis plusieurs générations, sans parvenir, malgré leurs efforts et leur économie, à liquider un néfaste héritage légué par le malheur, l'imprévoyance ou l'inconduite. L'absence de capital, l'intérêt usuraire de l'argent, sont les plaies vives de l'Inde. La rapacité du prêteur y atteint les plus effrayantes proportions. Que l'on en juge : c'est jour de bazar; voici un *potdar*, changeur de monnaie et usurier de profession, qui suit à pied sur la route un âne, un bœuf, un cheval porteur d'un gros sac tout rempli de ces coquillages, *cowries*, qui forment le dernier échelon du système monétaire de l'Inde. Arrivé au bazar, il improvise un comptoir sous un arbre, au milieu de la rue, et là vend à la foule ses modestes espèces au prix moyen de 5,760 *cowries* pour une roupie d'argent. Le soir, les achats sont terminés; vendeurs et chalands veulent obtenir des espèces d'un transport plus facile, et tous reviennent trouver le banquier au petit pied qui reprend ses *cowries*, mais au prix de 5,920 *cowries* pour une roupie, et réalise ainsi un bénéfice de 3 pour 100 en quelques heures. Ce ne sont pas là d'ailleurs les seuls profits du *potdar*, qui confie ses capitaux aux *ryots*, aux domestiques, aux nécessiteux de tout genre, à des intérêts qui varient de 2 1/2 pour 100 par mois à 50 pour 100 par an, et même au-delà.

Ces usuriers de village ne sont au reste que les infiniment petits de la famille des hommes d'argent de l'Inde. Il existe dans tous les grands centres du domaine de la compagnie, à Calcutta, à Bombay, à Madras, à Bénarès, des banquiers dont la fortune et les transactions commerciales ne le cèdent point en importance à la fortune et aux transactions des sommités financières de l'Europe. Tel individu, humble de mise et de démarche, tout prêt à baiser avec respect la poussière des pieds du plus petit magistrat européen, a un coffre-fort aussi bien garni que celui de M. de Rothschild, et peut émettre

des traites de plusieurs millions sur les villes les plus éloignées de l'Inde. Seulement le banquier indigène ne reçoit pas de dépôts : ses transactions se bornent à échanger les monnaies, à escompter les effets, et à tirer ou accepter des lettres de change nommées *hoondees*, écrites dans une langue particulière. De là des difficultés insurmontables pour le placement des capitaux dans l'Inde. Et si l'on fait la part de tout ce qu'il y a d'incertain et de douteux dans les titres de propriété foncière même les mieux établis, des délais et des incertitudes que toute affaire litigieuse entraîne avec elle dans ce pays de la chicane, des faux documens et des faux témoignages, l'on ne doit pas s'étonner de l'immobilité des capitaux natifs. En dehors des grands centres, où l'on peut facilement aborder les valeurs du gouvernement, les capitaux, au lieu d'être employés utilement au développement de la richesse publique, s'accumulent incessamment en bracelets aux pieds et aux bras des femmes et des enfans, ou disparaissent plus inutilement encore dans les entrailles de la terre sous forme de trésor. De toute antiquité, ce mode barbare de disposer des économies et des labeurs du passé sans utilité pour le présent et pour l'avenir est passé dans les mœurs des souverains indiens et de leurs sujets. Longue serait la liste des trésors royaux que les baïonnettes anglaises ont déterrés sous les ruines des forteresses natives, de Seringapatnam à Burtpore. Quant aux trésors des particuliers, l'on comprend facilement qu'il soit impossible de donner des documens sérieux à ce sujet : ce n'est qu'avec la vie que l'avare livre le secret de son coffre-fort; mais tout donne lieu de croire que, même aujourd'hui, cette manie puérile est très répandue dans toutes les classes de la société indigène, et on s'explique facilement qu'elle ait résisté victorieusement aux efforts civilisateurs de la domination anglaise. L'absence de placemens sûrs, les lenteurs et les irrégularités de la justice ne sont pas les seules causes qui la perpétuent : il faut aussi tenir quelque compte des ravages que les *dacoïts*, ces bandits particuliers à l'Inde (1), exercent encore dans le pays. Qu'un homme ait acquis une réputation de richesse, ou vive avec les dehors de l'opulence, son trésor et sa vie sont incessamment menacés par les brigands. Aussi le favorisé de la fortune prend-il à tâche de dissimuler ses dons, et cumule en secret jusqu'au jour où, moitié superstition, moitié crainte des voleurs, il dépense sans utilité dans une fête religieuse le fruit de plusieurs années de travaux.

Les vices et les lacunes du système des voies de communication sont un autre obstacle qui, avec l'absence du capital et le taux usuraire de l'argent, concourt à entraver le développement des richesses

(1) Voyez sur les *dacoïts* la livraison du 15 décembre 1856.

agricoles de l'Inde. L'autorité étrangère a, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire bien des fois, présidé plus de soixante ans aux destinées de ce pays sans qu'une seule route y ait été ouverte. Depuis vingt ans, le gouvernement de la compagnie s'est imposé de lourds sacrifices pour remédier à ce honteux état de choses, mais sa tâche est loin d'être accomplie, et des centres importans de population, des districts producteurs d'une grande richesse, sont encore complétement dépourvus de routes et de canaux. Aujourd'hui, en dehors du *Great trunk Road*, tout le mouvement des marchandises dans le Bengale s'opère à travers des sentiers à peine frayés, ou sur des rivières dangereuses, navigables seulement à certaines saisons de l'année. Le haut prix du transport ferme ainsi aux produits d'une faible valeur intrinsèque les grands centres de transactions commerciales. Inutile d'ajouter que des voies de communication faciles et promptes, — des chemins de fer par exemple, — feront naître à chaque pas des ressources inattendues sur ce sol privilégié.

Les conditions économiques qui pèsent sur le travail des populations hindoues étant bien connues, il convient maintenant d'arriver aux résultats de ce travail, aux divers produits qui attirent le commerce européen dans l'Inde. En première ligne se présente l'indigo du Bengale, qui règne aujourd'hui sans rival sur les marchés de l'Europe et de l'Amérique.

L'indigo a de tout temps joué un grand rôle dans l'histoire commerciale de ces contrées : même avant la découverte du passage par le cap de Bonne-Espérance, la plante indigotière, qui croît naturellement sur le sol de l'Inde, alimentait de cette belle teinture le marché européen par la voie d'Alep. Les Hollandais introduisirent les premiers l'indigo par mer en Europe, et le succès de leurs expéditions appela sur ce produit indien l'attention des aventuriers de toutes les autres nations. Vers la fin du XVII[e] siècle, la compagnie anglaise des Indes importait en moyenne annuelle 50,000 livres d'indigo. Cependant une rude concurrence à l'indigo de l'Inde se préparait dans les établissemens que l'Angleterre, la Hollande et surtout la France venaient de fonder dans les îles du Nouveau-Monde. Sous la triple influence de l'énergie, de la science et des capitaux européens, l'industrie de l'indigo, transportée sur le sol favorable des Antilles, donna des produits tellement supérieurs aux produits de l'Inde, que ces derniers disparurent presque complétement du marché européen. La belle colonie de Saint-Domingue, alors dans toute sa prospérité, conquit le monopole de l'industrie nouvelle, et des documens dignes de foi attestent que l'Angleterre, vers la fin du dernier siècle, prenait annuellement à l'établissement français pour un demi-million sterling d'indigo, somme qui, par une singulière analogie, re-

présente à peu de chose près les achats en indigo faits aujourd'hui, année moyenne, par le commerce français sur la place de Calcutta.

Cet état de choses éveilla l'attention des directeurs de l'honorable compagnie, et, bien pénétrés des ressources que leur nouveau domaine présentait à la culture de l'indigo, dès 1779 ils cherchèrent, par des avances et des contrats avantageux, à y introduire les procédés perfectionnés de manipulation qui avaient assuré la fortune de la culture de l'indigo dans les Antilles. Les premiers essais ne furent pas heureux, et il fallut plus de vingt ans d'efforts et de sacrifices pour que l'indigo du Bengale conquît sur le marché européen la première place, qu'il a conservée depuis. En 1795, la production du Bengale s'élevait à 24,000 *maunds* d'indigo, en 1815 à 89,722 *maunds* (1). Elle atteignit son maximum de 156,500 *maunds* pour la campagne de 1825-26. Depuis lors, la production est restée à peu près stationnaire, et l'on peut en moyenne annuelle lui fixer les limites de 100 à 120,000 *maunds*. Il n'est pas difficile d'expliquer cet état de *statu quo* : la consommation de l'indigo est loin d'être illimitée, et présente en effet ce singulier phénomène, que l'industrie européenne sait restreindre ses besoins en proportion des prix, et substitue, dans la préparation des étoffes communes, des teintures minérales à la teinture végétale, lorsque cette dernière augmente trop de valeur.

Les prix de l'indigo, depuis la régénération de cette industrie dans le Bengale, ont été soumis à de grandes variations. En 1795, au début, en moyenne de 120 roupies le *maund*, en 1815, de 130 roupies, ils atteignent leur maximum dans les années de grande production, de 1825 à 1826 : ils s'élèvent alors à 300 et 350 roupies, hauts prix factices qui amenèrent de nombreux désastres parmi les spéculateurs. Aujourd'hui le marché du Bengale, mieux connu et exploité d'ailleurs avec plus de prudence par le commerce européen, n'est plus agité par ces fluctuations ruineuses, et les prix, toujours variables suivant les saisons et les qualités, ne sortent pas des limites de 140 à 190 roupies. Les calculs de planteurs expérimentés, en prenant une moyenne de cinq années, donnent, sur des terrains favorables, les seuls qui puissent être cultivés avec avantage, le prix moyen de revient de 120 roupies le *maund*. Il y aurait donc pour le planteur un bénéfice certain d'environ 40 pour 100 : magnifique résultat qui semble faire de l'industrie de l'indigo une industrie unique au monde ! Il est loin d'en être ainsi, et l'on peut dire que de toutes les cultures l'indigo est la plus chanceuse, la plus fertile en mécomptes de toute sorte.

(1) Le *maund* vaut 40 *seers* ou 82 livres anglaises, environ 37 kilog.

La récolte, qualité et quantité, dépend exclusivement du caprice des élémens : quelques heures d'un vivifiant soleil, une pluie opportune, des inondations, des coups de vent, suffisent pour couronner ou pour détruire les plus légitimes espérances. Ainsi la production de plantations limitrophes offre souvent les plus singuliers contrastes. Ici tout a souri au planteur : son *fin violet*, acheté pour l'industrie française, atteindra le prix le plus élevé à l'encan de la saison, tandis que l'indigo lourd et cuivré de son voisin, en petite quantité d'ailleurs, propre seulement pour les marchés du Golfe-Arabique, couvrira à peine les frais de l'exploitation. Le hasard des élémens a prononcé entre eux. Mille influences étrangères, que la prudence humaine ne peut contrôler, ont d'ailleurs une action directe sur le prix de l'indigo : en première ligne, les affaires politiques de l'Europe et les révolutions dont depuis tant d'années le vieux monde se donne le luxe périodique. Une disette de grains en France ou en Angleterre suffit même pour amener une baisse dans les prix de la teinture. Enfin, pour présenter un résumé complet des écueils qui bordent de toutes parts cette industrie aux apparences si favorables, il faut dire quelques mots des conditions économiques dans lesquelles se trouvent la majorité des fabriques. Presque tous les Européens qui abordent l'industrie de l'indigo ne possèdent aucuns capitaux à leurs débuts. La majorité des factoreries marche à l'aide d'avances faites par des maisons de Calcutta partners de l'entreprise. Ces dernières fournissent les capitaux, souvent considérables : pour certaines factoreries, il ne s'agit pas moins d'un lac de roupies, moyennant un intérêt de 12 pour 100, plus une certaine commission sur les avances et le produit de la récolte, si bien que, parmi les frais de la factorerie à déduire des bénéfices, il faut compter une prime d'environ 20 pour 100 sur les avances nécessaires à l'exploitation.

Il faut encore, parmi les chances contraires de l'industrie de l'indigo, faire entrer les brusques mouvemens de hausse et de baisse qui se produisent dans la valeur des factoreries. La loi qui défend aux Européens de posséder dans l'Inde des propriétés foncières, et le partage des terres fait par lord Cornwallis à la fin du dernier siècle, ont beaucoup contribué à entretenir cet état de fluctuation. En achetant à beaux deniers comptans une factorerie, l'Européen n'achète en effet, outre les bâtimens de logement ou de service, que la bonne volonté des *ryots* environnans, accoutumés depuis nombre d'années à semer l'indigo sur des terrains plus ou moins favorables. Dans cette position pleine d'incertitude, en présence d'un *zemindar* jaloux du nouveau venu étranger et habitué d'ailleurs à soutenir par la violence ses droits et ses prétentions, au milieu d'une population de *ryots* pleine de mauvaise foi, habile à toutes les ruses

de la chicane, sans rivale heureusement au monde dans l'art du faux et du parjure; avec des questions sans cesse renaissantes de limites mal définies, les changemens bizarres amenés par l'inondation de chaque année dans la configuration des terrains; en l'absence de toute autorité supérieure administrative ou légale, doit-on s'étonner que l'industrie de l'indigo, à ses débuts dans le Bengale, soit pleine d'incidens étranges et romanesques qui semblent empruntés aux histoires du moyen âge ou des boucaniers? Véritable seigneur féodal, à la cotte de mailles et au casque près, le planteur des premiers jours s'entoure d'une bande de coupe-jarrets qu'il mène en personne, ou qu'il envoie, sous la conduite de quelque âme damnée, guerroyer contre ses voisins ou ses vassaux. Ensemencemens et récoltes faits par la violence, factoreries envahies et ruinées, rencontres sanglantes entre parties adverses, longue serait la liste des méfaits que la culture de l'indigo provoqua en ces contrées lointaines. Ces guerres intestines prirent de telles proportions, que le conseil de l'Inde pensa sérieusement à promulguer une loi draconienne, en vertu de laquelle quiconque aurait *profité* d'une expédition à main armée serait puni d'une amende et de six mois de prison. Une anecdote de l'authenticité la mieux établie donnera une idée assez exacte de ce singulier état de choses.

Un planteur d'indigo s'était installé dans un district éloigné, où son exploitation avait donné des résultats si favorables, qu'un autre planteur, attiré par le succès du premier occupant, vint élever dans le voisinage les bâtimens d'une usine rivale. Le premier planteur, gêné par cette concurrence, fit d'abord prier civilement son voisin de déguerpir; puis, comme celui-ci ne tenait aucun compte de ces avertissemens préliminaires, il essaya de le ruiner en faisant porter contre lui d'innombrables plaintes au magistrat. Ces machinations étant demeurées sans résultats, le premier planteur résolut tout simplement de ruiner de fond en comble la factorerie nouvelle. La police eut connaissance du complot, mais des présens ou des menaces prévinrent son intervention, et par une nuit sombre une bande de trois cents hommes munis de pelles, pioches et paniers s'avança vers l'établissement condamné. Le propriétaire et ses domestiques furent saisis et garrottés, puis on commença avec activité l'œuvre de destruction. La troupe des assaillans était divisée en trois corps : le premier rassemblait les objets combustibles et y mettait le feu; le deuxième, à la lumière de l'incendie, démolissait les bâtimens; le troisième enfin portait les matériaux dans un profond canal qui passait à quelque distance de l'établissement. Au jour, les bandits se retirèrent avec leurs prisonniers, qu'ils conduisirent chez le premier planteur, qui devait les garder en dépôt jusqu'à ce que le bruit de l'expédition fût apaisé. Cependant, à la faveur des ténèbres, un domestique de la vic-

time avait pu s'échapper et était allé porter tous les détails du crime à la connaissance du magistrat du district. Ce dernier donna immédiatement l'ordre au *darogah* de se rendre sur les lieux et de s'y livrer à une enquête sérieuse; mais l'officier subalterne, soudoyé par l'instigateur du crime, revint annoncer à son chef qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans le récit du domestique, que le second planteur vivait chez son voisin comme hôte et ami, et non pas comme prisonnier. Peu satisfait du rapport de son agent, le magistrat somma les deux planteurs de comparaître au chef-lieu du district. Là, en présence de l'autorité supérieure, le deuxième planteur fit le récit des violences dont il avait été victime, tandis que son adversaire affirma qu'il n'y avait dans cette déposition qu'un conte fait à plaisir, que jamais on n'avait vu de bâtimens dans l'endroit désigné, et tous deux appuyèrent leurs dires d'un nombre de témoins si imposant, que le magistrat résolut de ne rendre son arrêt qu'après avoir lui-même visité les lieux. L'on était alors à la saison des pluies, le mauvais état des routes empêchait le magistrat d'entreprendre immédiatement son voyage; le premier planteur profita de ce temps de répit, et de retour à son habitation, se mit à l'œuvre avec activité. Les vestiges des bâtimens démolis dans la nuit du crime furent enlevés jusqu'au dernier, le terrain fut artistement recouvert de gazon, et grâce à l'activité d'une végétation tropicale, la place de la factorerie était devenue une jongle impénétrable lorsque le magistrat vint faire son enquête. Aussi reprit-il la route de la station pleinement convaincu qu'il n'y avait que calomnie et mensonge dans le crime dont on avait accusé le premier planteur.

Quoique les choses se soient bien modifiées pendant ces dernières années, la vie du planteur est loin d'être aujourd'hui une vie de calme et de *far niente*. La culture de l'indigo n'est point populaire parmi les *ryots*, et ce n'est que par des avances d'argent que l'on peut les engager à s'y livrer. Voici quelles sont à peu près les relations entre le planteur et le *ryot*. Celui-ci reçoit vers septembre, à l'époque des semailles, 2 roupies par *biggah* de terre qu'il s'engage à cultiver en indigo, et le planteur rentre dans ses débours à la récolte, en prenant l'indigo au taux de 4 bottes pour une roupie. Un *biggah* de terre produisant année commune 10 bottes, si l'on évalue la rente du terrain à 12 anas, le prix des semences nécessaires à 10, il reste comme bénéfice au *ryot*, par *biggah* de terre cultivé en indigo, environ 12 anas. De là mille chicanes auxquelles, une fois les avances reçues, le *ryot* se livre pour éluder les termes de son contrat, et contre lesquelles le système judiciaire si imparfait de ces contrées ne protége point le planteur. De plus, sa position le fait prendre pour arbitre de toute querelle parmi ses tenanciers, et ces travaux de juge de paix de circonstance ne sont ni les moins ardus, ni les moins

utiles de la vie laborieuse du planteur. En fouillant avec soin les annales du district de Mofussil pendant ces dernières années, on arriverait sans doute à ramasser un petit nombre de faits horribles ou bizarres, à l'aide desquels il serait très facile de construire une sorte d'*Uncle's Tom Cabin* indien qui ferait couler les larmes des femmes sensibles des cinq parties du monde. Fondé sur l'exception, ce conte fait à plaisir ne calomnierait pas moins les planteurs du Bengale que le récit américain n'a calomnié, à quelques égards, les planteurs de la Louisiane, car le voyageur qui a parcouru les plantations du Mofussil doit attester, pour rendre hommage à la vérité, que s'il a souvent trouvé près de la maison du planteur un hôpital et une école, ses regards ont toujours cherché en vain les oubliettes et la salle de tortures.

L'indigo arrive des plantations à Calcutta de novembre aux premiers jours de mars. Pendant ces cinq mois, plusieurs ventes publiques ont lieu chaque semaine aux deux *marts* (1) de la ville. L'aspect de ces ventes publiques ne manque pas d'originalité. Sous de vastes hangars, les caisses rangées avec ordre exposent aux yeux des chalands des milliers de petits pains bleus d'un aspect uniforme pour le vulgaire, mais où l'œil du connaisseur distingue bien vite les belles marques du Jessore des produits vulgaires du Tirhoot. Un public bigarré d'Anglais, de Français, d'Allemands, d'Américains, d'Arabes, de Chinois, anxieux comme des pontes autour d'une table de trente et quarante, suit, le crayon à la main, la parole de l'*encanteur* (commissaire préposé à l'encan). Les ventes publiques d'indigo de Calcutta sont sans doute de toutes les ventes publiques du monde celles où il se fait le plus d'affaires dans le plus court espace de temps, et il arrive souvent dans la saison qu'en une séance de deux heures, l'*encanteur* ait adjugé pour 2 et 300,000 livres sterling de marchandises.

La fabrication de l'indigo dans l'Inde est, on le voit, tout entière entre les mains des Européens, et quoique les natifs travaillent à beaucoup meilleur marché, leurs efforts pour soutenir la concurrence européenne dans cette branche d'industrie n'ont point été couronnés jusqu'ici de succès. En effet, l'indigo natif, toujours de qualité inférieure et emballé avec peu de soin, se vend à 20 pour 100 au-dessous environ des indigos moyens des factoreries européennes.

Lorsque, vers la fin du dernier siècle, la compagnie des Indes entreprit de régénérer dans ses domaines l'industrie de l'indigo, les ressources de l'industrie jumelle des sucres n'échappèrent point à l'attention de la cour des directeurs, et ils tentèrent, par des primes et des contrats avantageux, de favoriser l'introduction des procédés

(1) On désigne ainsi les établissemens consacrés aux ventes d'indigo.

perfectionnés de culture et de manipulation qui avaient porté à un haut degré la prospérité de l'industrie des sucres dans les Antilles. Ces tentatives avortèrent sans exception, et après dix ans d'efforts le gouvernement de la compagnie, refusant de continuer plus longtemps un système ruineux de subsides, retira tout patronage à l'industrie sucrière. Cette industrie demeura partagée, comme avant la conquête, entre le *ryot*, qui cultive quelques centaines de pieds carrés de terrain en cannes à sucre, et le fabricant indigène, dont l'établissement mesquin peut au plus travailler dans toute l'année la même quantité de sirop qu'une usine moyenne pourvue des procédés nouveaux raffinerait en deux jours. Depuis lors, l'industrie sucrière dans les domaines de la compagnie a été à plusieurs reprises, mais toujours sans succès, abordée par les spéculateurs européens. A l'époque de l'abolition de l'esclavage, lorsque le parlement, faisant droit à de justes réclamations, supprima le droit différentiel de 8 shillings par cent livres dont le sucre des Indes-Orientales avait été jusque-là surchargé, il sembla qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour la culture de la canne dans l'Inde. Des expériences faites sur la canne d'Otahiti, récemment introduite, avaient donné de merveilleux résultats; l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre en ces contrées, le bas prix des terrains, la puissance des nouveaux procédés de fabrication, semblaient donner des gages certains de succès. Aussi les capitaux anglais, sans égards pour les leçons de l'expérience, se jetèrent avec emportement dans l'industrie sucrière. Des plantations de cannes furent faites dans les plus vastes proportions; l'on monta des usines où furent réunis les procédés les plus ingénieux de la science moderne; en un mot, rien ne fut épargné pour assurer la fortune des jeunes établissemens, et cependant la ruine fut prompte et radicale. Soit exagération du résultat d'expériences faites sur une petite échelle, soit mauvaise administration, luxe inutile des états-majors européens, hasard des coups de vent, ou ravages des fourmis blanches, plantations et usines tombèrent l'une après l'autre en déconfiture, et l'on peut donner une idée des désastres qui suivirent ces tentatives hasardeuses en disant que dans le seul district du Tirhoot un capital de plus d'un million sterling fut irrévocablement enfoui dans ces spéculations. Une expérience chèrement achetée semble démontrer aujourd'hui que dans l'Inde les grands établissemens sucriers ne peuvent supporter la concurrence des *ryots* et des raffineurs natifs. Dans une culture aussi compliquée et qui demande autant de vigilance que celle de la canne, l'on s'explique en effet aisément les immenses avantages du propriétaire qui cultive son champ de quelques centaines de pieds sur le planteur dont la surveillance doit embrasser de vastes espaces. De plus, le *ryot* n'a pas de main-d'œuvre à payer : dans la saison du travail, fa-

mille et voisins lui prêtent un concours qu'il leur rendra plus tard en temps opportun. Quant aux procédés de fabrication, quelque arriérés qu'ils soient encore, ils sont cependant on ne peut mieux adaptés au faible capital dont dispose le fabricant natif. Le raffinage toutefois est la seule partie de l'industrie sucrière que les Européens aient pu exploiter avec un certain succès en ces contrées. Encore faut-il remarquer que la majorité des usines qui donnent aujourd'hui de beaux résultats appartient à des industriels acquéreurs de seconde main et à bas prix, après la ruine des premiers propriétaires.

Le sucre de canne n'est pas le seul qui paraisse sur le marché indien, et il rencontre aujourd'hui la concurrence déjà redoutable du sucre de palmier, appelé peut-être un jour à tenir le premier rang dans les exportations du Bengale. Le *phenix sylvestris,* dont le jus est si riche en matière saccharine, croît dans les districts de Jessore, Furedpore, Baraset, etc., voisins de Calcutta, dans un espace d'environ 130 milles de l'est à l'ouest et de 80 milles du nord au sud. Des hommes compétens s'accordent à reconnaître que l'industrie du sucre de palmier est dans le Bengale beaucoup plus favorisée par les circonstances que celle du sucre de canne. La récolte du jus est en effet à l'abri des caprices des saisons et des ravages des insectes : les frais d'entretien des arbres sont de beaucoup inférieurs à ceux de l'entretien de la canne, le jus de palmier se manipule aussi aisément que le jus de la canne; en un mot, le sucre qu'il produit, qui ne le cède en rien au sucre de canne, coûte un tiers de moins que ce dernier. L'on s'explique toutefois facilement que la spéculation européenne ne se soit pas portée vers cette industrie nouvelle. C'est au bout de sept ans seulement que le palmier arrive au maximum de production, et sur cette terre que l'Européen n'habite qu'en oiseau de passage, ce long délai suffit pour éloigner les capitaux anglais d'entreprises réservées peut-être au plus bel avenir. Les plantations de palmiers à sucre sont toutes entre les mains de petits cultivateurs qui exploitent de 80 à 300 têtes d'arbres. Le produit de ces plantations figure déjà d'une manière intéressante sur le marché indien, et forme environ le cinquième des sucres exportés du port de Calcutta.

Quoique le capital européen n'ait trouvé que ruine et déception lorsqu'il a entrepris de régénérer l'industrie sucrière en ces contrées, il faut reconnaître que cette branche de la production de l'Inde a pris ces dernières années un grand développement (1). Nous devons ajouter, pour donner une juste mesure de l'élan imprimé à l'indus-

(1) En 1830-31, le port de Calcutta exportait en sucres une quantité totale de 267,173 *maunds;* en 1854-55, il en a exporté 1,212,077 *maunds.* L'exportation pour l'Angleterre était en 1830-31 de 217,871 *maunds;* en 1854-55 de 708,360 *maunds.*

trie sucrière de l'Inde, que, depuis l'acte passé en 1845 en faveur du sucre des colonies étrangères, l'on n'exporte plus de Calcutta à destination de la métropole que des sucres des bonnes qualités de Bénarès, ou des produits raffinés des usines européennes. En un mot, le prix moyen du *maund*, de 7 roupies 9 anas en 1830-1831, peut être évalué aujourd'hui de 9 roupies 8 anas à 10 roupies.

Au moment où le pouvoir de l'honorable compagnie prenait pied sur la terre de l'Inde, la belle découverte d'Arkwright promettait à l'industrie de la fabrication des cotons en Angleterre les hautes destinées qu'elle a réalisées depuis. La consommation des fabriques du royaume-uni augmentait dans de vastes proportions de jour en jour; on s'explique donc facilement qu'à ses débuts comme gouvernement, la cour des directeurs ait pris à tâche d'encourager et de perfectionner la culture du coton dans ses domaines d'outre-mer. L'arbuste cotonifère croît à l'état sauvage sur le vaste continent qui s'étend du cap Comorin au pied de l'Himalaya, mais les variétés nombreuses qu'il présente sont toutes différentes des arbrisseaux indigènes du sol de l'Amérique. Le coton indien, plus court de fibre que le coton américain, est moins propre au travail des fabriques; aussi n'atteint-il jamais dans les entrepôts européens le prix de son rival, mieux doué. Outre cette infériorité, inhérente au coton asiatique, d'autres circonstances concourent à le déprécier sur le marché de la métropole. Les meilleurs cotons de l'Inde ne sont pas cultivés pour l'exportation; les cultivateurs natifs, dépourvus de capital, endurcis d'ailleurs dans la routine de leurs travaux, ne peuvent ni ne veulent employer, pour nettoyer leurs cocons, les machines perfectionnées en usage dans les plantations des États-Unis. Enfin les voies de communication sont si imparfaites dans l'Inde, que le coton n'arrive au port d'embarquement qu'après avoir passé des mois entiers sur des rivières navigables seulement à certains mois de l'année, ou sur des sentiers à peine frayés, après avoir considérablement souffert de l'intempérie des saisons et des lenteurs du voyage.

Les cotons les plus estimés de l'Inde, connus sous le nom de *dezy*, croissent dans le Bengale, aux environs de Dacca, et servent à fabriquer ces admirables mousselines qui, pour la légèreté et la finesse du tissu, sont sans rivales au monde. Le Bengale d'ailleurs ne produit pas le coton nécessaire à sa consommation intérieure, et des documens dignes de foi attestent que la valeur des importations annuelles faites des districts producteurs dans le Bengale s'est élevée jusqu'à un *crore* de roupies (1 million sterling). Il est vrai de dire que ces chiffres se rapportent à des époques éloignées, où les cotons fabriqués de l'Inde paraissaient avec avantage sur le marché européen. La consommation de la fabrication indigène dans le Bengale,

quoique loin de ce chiffre, est encore considérable aujourd'hui, et l'on peut de plus affirmer que tous les cotons qui s'exportent de Calcutta ont été cultivés dans les districts de l'Inde centrale qui s'étendent entre les deux rivières Jumna et Nerbuddah. Ces districts produisent aussi en partie les cotons qui paraissent sur le marché de Bombay, approvisionné en outre par les cotons de la province de Guzerat, connus dans le commerce sous le nom de *brooch* et de *surat*, ces derniers représentant les deux tiers de l'exportation totale du port de Bombay. Le coton est aussi cultivé dans la présidence de Madras, mais il y est presque exclusivement employé pour la consommation intérieure.

Les premières mesures prises par l'honorable compagnie pour améliorer la culture du coton dans l'Inde remontent à plus de soixante ans. C'est en 1788 que des semences de cotons étrangers furent distribuées pour la première fois aux cultivateurs natifs. Depuis lors, le patronage du gouvernement a revêtu les formes les plus variées : contrats avantageux avec les planteurs, plantations-écoles, introduction de machines de nettoyage perfectionnées. En 1839, des planteurs américains furent amenés dans l'Inde par les soins du gouvernement, et les travaux de ces hommes spéciaux démontrèrent que les terrains propres à la culture du coton ne sont pas limités aux districts de Brooch et de Surate, mais s'étendent dans la province de Candeish et la partie sud du pays des Mahrattes. Ils établirent aussi que les procédés de culture des natifs ne diffèrent pas essentiellement des procédés de culture américains, et qu'enfin l'infériorité des cotons issus de semences importées ne doit être attribuée qu'au peu de soin avec lequel le coton est nettoyé, réuni en balles, et surtout aux épreuves du voyage de la plantation au port d'embarquement. Si, s'appuyant sur ces données, dont des hommes compétens à tous égards attestent l'exactitude, l'on tient compte du bon marché de la main d'œuvre en ces contrées (1), l'on peut dire que le coton ne tient pas dans le commerce extérieur de l'Inde la place qui lui appartient.

Il faut faire remarquer toutefois que, par suite de l'infériorité du sol, l'arbuste cotonifère produit beaucoup moins dans l'Inde anglaise, qu'aux États-Unis. Ainsi un acre de terre qui à la Louisiane produit 200 livres de coton, et plus, n'en produit que 100 dans les districts les plus favorisés de la présidence de Bombay. En outre l'état imparfait des voies de communication impose au spéculateur qui amène le coton de l'Inde centrale sur le marché de Bombay les plus lourds

(1) Ce bon marché est tel, que le coton sur la plantation peut être produit au prix moyen de 1 penny et 1/2 la livre, tandis que le prix de revient aux États-Unis varie de 2 pence 1/4 à 3 pence.

sacrifices. Ainsi il arrive souvent que les frais de transport du lieu de production au port d'embarquement dépassent le prix de revient de l'article. Malgré ces désavantages, les chiffres suivans attestent que la culture du coton a bénéficié, comme tous les autres produits de l'Inde, de l'abolition du monopole commercial de la compagnie. Dans les années 1825-26 et suivantes, les documens officiels portent en moyenne à 100 millions de livres la quantité des cotons exportée annuellement du domaine anglo-indien. On peut aujourd'hui estimer à 170 millions de livres la quantité de cotons exportée en moyenne annuelle de l'Inde. Des calculs assez fondés démontrent, il est vrai, que dans les conditions où se trouve présentement l'industrie cotonnière, cette quantité ne peut sensiblement augmenter. En effet, le produit moyen d'un acre de coton dans l'Inde n'est que de 100 livres, et le sol ne peut, sans s'épuiser promptement, supporter cette plante plus d'une fois en trois ans. Il suit de là qu'on doit estimer à 5 millions d'acres, ou 8,000 milles carrés, l'étendue des terrains cultivés en coton, chiffre considérable, qui représente, et au-delà, celui des territoires favorables à la culture du coton dans la province de Guzerat. Pour que la production cotonnière de l'Inde puisse sortir de ces limites, il faut que des voies faciles de communication relient au port de Bombay les districts situés dans le domaine du nizzam de Hyderabad, où la plante textile arrive à toute sa perfection. Aujourd'hui les produits des champs de coton du Bérar, — champs qui pourraient produire trois ou quatre fois la quantité des cotons nécessaires à la consommation du monde, — manquent de débouchés. Quoique au principal marché d'Oomrawuttee, éloigné à peine de Bombay de 400 milles, l'on puisse se procurer, à un prix variable de 1 penny 1/2 à 1 penny 7/9, des cotons qui ne le cèdent en rien aux plus beaux produits de l'Amérique, ce marché, telle est la difficulté des transports, n'est pas exploité par les spéculateurs européens (1).

Le monopole de l'opium dans l'Inde, malgré les attaques dont il a été l'objet dans la presse et dans le parlement, a conservé, sans changemens notables, sa forme des premiers jours. Notons en passant à propos de ces attaques (et c'est là un trait distinctif de ce patriotisme à outrance qui caractérise la race anglo-saxonne) que, si l'on a tou-

(1) Les chemins de fer en cours d'exécution dans l'Inde centrale doivent porter remède à cet état de choses, et peut-être n'exagérera-t-on pas l'influence qu'ils sont appelés à exercer sur la culture du coton en ces contrées en disant qu'ils affranchiront sans doute un jour la fabrication anglaise du tribut qu'elle paie à l'étranger pour cette matière de première nécessité. Pour avoir une idée approximative des hautes destinées qu'on peut prédire au coton indien, il suffit de rappeler que des calculs faits sur une moyenne de treize ans en 1846 fixent à 79 pour 100 la proportion des cotons d'origine américaine qui entrent dans la consommation de l'Angleterre, proportion qui n'est que de 12 3/4 pour 100 pour les cotons de l'Inde.

jours flétri le monopole de l'opium au nom de la liberté individuelle, jamais journaux ou orateurs n'ont mis en doute ce droit de conquête et de naissance de par lequel le commerce britannique empoisonne les Chinois malgré les prohibitions des autorités du Céleste-Empire. Quoi que l'on puisse penser de la moralité du commerce de l'opium, il faut reconnaître que le monopole du gouvernement revêt dans l'Inde des formes assez douces. La contrée propre dans le Bengale à la culture du pavot se développe, sur les deux rives du Gange, en un quadrilatère de 200 milles de long sur 600 milles de large, compris entre les quatre villes de Gorruckpore, Hazareebaugh, Dinagepore et Agra. Cette contrée est divisée en deux agences dont les chefs-lieux sont situés à Patna et à Gazeepour. La culture du pavot n'est point imposée aux *ryots;* ils s'engagent à cultiver en opium une certaine quantité de terrain, et à en livrer les produits aux agens du gouvernement à un prix rémunérateur déterminé, sur lequel ils prélèvent des avances à l'époque des semailles et à celle de la récolte. Dans l'année 1849-50, l'agence de Bénarès, dont le chef-lieu est à Gazeepour, comptait en culture de pavots 107,823 *biggahs* de terre, de 27,725 pieds carrés par *biggah*. L'on donnera une idée des travaux multiples des agens attachés au service de l'opium en disant qu'à cette époque le nombre des contrats s'élevait à 21,529, et qu'on pouvait évaluer à plus de cent mille le nombre des *ryots* voués dans ce district à la culture du *papaver somniferum album*, si l'on nous permet de donner le nom en *um* sinon en *us* de la plante somnifère cultivée dans le Bengale. Le monopole de l'opium est soumis à peu près aux mêmes règles dans la présidence de Bombay. Dans cette dernière toutefois, il a fallu prendre des mesures pour ruiner ou limiter tout au moins la concurrence de l'opium récolté dans la province de Malwa. L'opium de Malwa, pays gouverné par des princes indépendans, a pendant de longues années, malgré les difficultés du transport, disputé le marché de la Chine à l'opium de l'Inde. Après de longues hésitations, en 1827, le gouvernement de la compagnie se décida à accorder à ce produit de l'Inde centrale le transit à travers ses domaines moyénnant un droit de 125 roupies par caisse. On prit pour base de ce droit les frais approximatifs de transport que l'opium de Malwa devait acquitter avant d'arriver du lieu de production, par la voie de Kurrachee, aux établissemens portugais de Diu et de Demaun, où il était embarqué pour la Chine. La conquête du Scinde, en faisant passer sous la loi anglaise la ville de Kurrachee et les territoires environnans, a fermé la route par laquelle l'opium de Malwa pouvait s'écouler le plus facilement, et augmenté les frais de transport dans de telles proportions, que le gouvernement de la compagnie a pu porter le droit de transit à 300 roupies par caisse en

1847, et à 400 roupies en 1848, chiffre qu'il conserve encore (1).

Une vente d'opium aux enchères publiques est faite à Calcutta tous les mois, par ordre du gouvernement, dans les salles de l'*Exchange*, sorte de bazar situé sur la place spacieuse de *Tank Square*, et le coup d'œil de la salle de vente est une des choses les plus curieuses que la capitale du Bengale offre au visiteur. Le natif y domine dans toute sa gloire : ce ne sont que traits cuivrés, flots de mousseline, turbans rouges, bleus, abricots, roses, aussi capricieux de forme que de couleur. A peine si l'habit noir de l'*encanteur*, du magistrat qui préside à la vente, de quelques rares négocians européens, témoigne que les jours d'Akbar et de Shah-Jehan sont passés, et que l'empire de l'Inde subit aujourd'hui le joug de la race anglo-saxonne. Il y a là des Chinois, des hommes de l'Arabie et de la Perse, des marchands de Damas, des Crésus de Boukhara, des princes de la finance de Samarcande. Et quel tumulte, quels cris! L'agitation du parquet de la bourse de Paris dans un jour de grandes nouvelles ne saurait se comparer aux émotions bruyantes, aux éclats tumultueux qui saluent chaque coup de marteau frappé par l'*encanteur*. C'est qu'en effet il ne s'agit pas seulement du lot qui vient d'être adjugé, mais de spéculations entreprises sur la plus vaste échelle, de combinaisons dont les ruses feraient honneur aux coulissiers les plus roués de Londres ou de Paris. En voici un exemple. Il s'engage entre les spéculateurs sur l'opium à Calcutta, — de même qu'en Europe entre les spéculateurs sur les valeurs publiques, — des marchés à terme qui se liquident en fin de mois par une différence dont le prix

(1) Ce tarif laisse au trésor public un bénéfice de 5 roupies 8 anas par livre sur l'opium de Malwa. Le bénéfice est plus élevé pour l'opium du Bengale. Le prix moyen de revient de l'opium est de 3 roupies 8 anas par *seer*, soit 280 roupies pour une caisse de 80 *seers* ou 164 livres, qui, aux enchères publiques de Calcutta, réalise toujours plus de 900 roupies, laissant ainsi un bénéfice d'au moins 7 shill. 6 pence par livre. Les chiffres suivans, extraits des documens officiels, donneront une idée exacte du grand rôle que le monopole de l'opium joue dans les finances de l'Inde.

REVENU NET DE L'OPIUM.

ANNÉES.	BENGALE.	BOMBAY.	TOTAL.
1845 46	22,079.262 r.	5,956.243 r.	28,033.505 r.
1846-47	22,793,387	6,068.628	28,862,015
1847-48	12,915.296	3,712,549	16,627,845
1848-49	19.582,562	8,875,065	28,457,627
1849-50	28,007,968	7,294,835	35,302,803

Les chiffres des dernières années présentent des résultats moins favorables : soit que le succès des rebelles ou l'état de désordre où se trouve plongé le Céleste-Empire ait porté atteinte à la consommation de la drogue, le projet de budget de 1854-55 estime dans cette branche de revenu un déficit de 448,540 liv. st. comparé aux recettes de 1852-53, représentées par 2,687,818 liv. st.

moyen de l'opium au jour de la vente publique détermine les limites. En 1846, un spéculateur s'était engagé à livrer une quantité considérable d'opium à un prix assez bas; des nouvelles favorables de Chine arrivèrent sur ces entrefaites, et quelques jours avant la vente il ne put se dissimuler qu'il aurait à subir des pertes considérables. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il imagina, pour sortir de ce mauvais pas, de mettre à profit le règlement de la vente en vertu duquel les enchères étaient limitées à 5 roupies, et l'adjudication close au coucher du soleil. Par son ordre, des courtiers poussèrent la première caisse d'opium de 5 en 5 roupies de manière à prolonger la vente jusqu'aux limites du temps réglementaire sans qu'une seule adjudication pût être faite. La première caisse mise en vente atteignit ainsi, au milieu de la stupéfaction universelle, la somme fabuleuse de 147,000 roupies. Le temps prescrit pour la clôture étant arrivé, et les enchérisseurs ne s'arrêtant pas dans leurs offres extravagantes, le magistrat qui présidait dut déclarer la vente remise au jour suivant sans qu'il eût été vendu une seule caisse d'opium. Le spéculateur échappa donc, par cette ruse hardie, aux désastres de son marché, car il ne fut pas possible de fixer un prix moyen de vente. Pour prévenir toutefois le renouvellement d'une pareille fourberie, le gouvernement indien s'empressa de compléter le règlement par une disposition qui prescrit d'adjuger l'opium au coucher du soleil au dernier enchérisseur.

Si l'on doit regretter l'état d'abandon où sont restés dans l'Inde, pendant cinquante ans, les grands travaux d'utilité publique, nous croyons avoir montré que dans les progrès des grandes cultures, l'indigo, le sucre, une large part doit être faite à l'initiative du gouvernement de la compagnie. Parmi les produits qui ont le plus bénéficié de cette initiative, il faut compter la soie brute (*rawsilk*). Vers la fin du dernier siècle, le grossier travail des soies filées du Bengale, toutes de cette qualité connue aujourd'hui dans le commerce sous le nom de *country wound* et éminemment impropre au travail des manufactures, avait fait disparaître ce produit de la liste des exportations de l'Inde. Ce fut en 1775, après plusieurs tentatives infructueuses, que la cour des directeurs fit partir pour son domaine asiatique des Italiens expérimentés dans l'industrie de la soie, qui furent chargés de monter des filatures avec tous les appareils perfectionnés en usage dans les fabriques européennes. Depuis cette époque jusqu'aux réformes introduites en 1834 dans la charte de l'Inde, les filatures du gouvernement produisirent, année moyenne, les quatre cinquièmes des soies exportées de l'Inde. La présidence du Bengale est la seule partie du domaine de la compagnie où l'on pratique la culture de la soie sur une grande échelle. Les districts producteurs

sont compris entre le 21° et le 25° degré de latitude nord. Le ver et le mûrier qui le nourrit sont tous deux d'une espèce particulière à l'Inde, et il faut voir là peut-être la cause de l'infériorité des soies de l'Inde comparées aux soies de la Chine et de l'Italie. Ces dernières en effet sont indistinctement produites par le *bombyx mori*, qui se nourrit sur le mûrier blanc, dont diffèrent le ver et le mûrier de l'Inde. Après le renouvellement de la charte de 1834, en exécution des modifications introduites dans la constitution de la compagnie, les filatures du gouvernement furent mises aux enchères, et cette industrie abandonnée aux efforts des particuliers. Les résultats n'ont pas tenu tout ce que les réformateurs faisaient espérer. Ainsi les documens officiels élèvent à 1 million de livres la quantité de soie exportée de Calcutta en moyenne annuelle, de 1827 à 1830. Ce chiffre est resté à peu près stationnaire, et, après être monté à 1,710,347 en 1851-1852, il est descendu à 1,238,458 en 1854-1855.

Nous ne pouvons terminer ces détails sur les divers produits de la terre indienne qui entrent dans le commerce européen sans dire quelques mots des riz, article d'exportation qui a pris un grand développement, autant par suite des récoltes insuffisantes de l'Europe pendant ces dernières années que par suite des grands et glorieux événemens dont l'Orient a été le théâtre. Trois espèces de riz sont cultivées dans le Bengale et les provinces nord-ouest, les riz blancs, les riz balam et mooghy. Ces derniers servent à approvisionner les îles de Maurice et de la Réunion, les détroits et la Chine; les riz blancs s'exportent presque exclusivement pour l'Europe. Ces derniers sont cultivés dans les districts de Midnapour, Berhampour, Hoogly, voisins de Calcutta; les semailles sont faites en juin, et les riz nouveaux paraissent sur le marché de Calcutta vers le milieu de décembre. Le riz balam, cultivé presque dans les mêmes districts que le riz blanc, est toujours en quantité considérable sur le marché de Calcutta. Il n'en est pas ainsi du riz mooghy, qui se tire des hauts pays, et qui ne peut quitter le lieu de production que quand la saison des pluies a rendu les rivières navigables (1).

Nous n'abuserons pas davantage de la patience du lecteur en pro-

(1) Le tableau suivant, emprunté aux documens officiels, donnera une idée de l'extension prise par le commerce des riz sur le marché du Bengale.

ANNÉES.	QUANTITÉ.	VALEUR.
1850-51	3,141,022 maunds.	8,549,845 roupies.
1851-52	3,091,562	3,538,136
1852-53	3,243,440	3,719,043
1853-54	4,380,903	5,183,840
1854-55	5,273,968	5,674,556

longeant outre mesure la liste des productions de l'Inde qui sont entrées depuis quelques années seulement dans la consommation européenne, et y tiennent déjà un rôle important : ainsi les *jutes*, sans emploi dans l'industrie il y a à peine dix ans, et qui figurent aux exportations de Calcutta pour 904,002 *maunds;* les salpêtres, les graines oléagineuses, etc. Terminons en donnant quelques détails sur un article qui, pour être de chair et d'os, n'en est pas moins fort intéressant : nous voulons parler de l'émigration des *coolies*. Du jour où l'acte d'émancipation des noirs eut été voté par le parlement anglais, les hommes un peu prévoyans pensèrent à compenser le désastreux effet de cette mesure en introduisant dans les colonies des travailleurs libres pour suppléer à la main-d'œuvre jusque-là fournie par l'esclavage, qui, suivant toute apparence, allait disparaître. L'île Maurice, éloignée d'un mois de navigation au plus, dans la saison favorable, des populations surabondantes et pauvres de l'Inde anglaise, semblait réunir les conditions les plus satisfaisantes pour que l'immigration des *coolies* y fût tentée avec toute chance de succès. Il fallut plusieurs années toutefois pour qu'un système régulier d'immigration fût organisé dans les présidences du Bengale et de Madras. On s'explique facilement ce retard en faisant la part de l'ombrageuse susceptibilité avec laquelle la cour des directeurs a toujours accueilli de parti pris toutes mesures qui favorisaient l'ambition du ministère des colonies, si impatient de prendre pied dans le domaine de l'administration indienne. Ces défiances étaient au reste parfaitement justifiées par l'esprit de réforme à tout prix, l'enthousiasme politico-religieux qui dominait dans les bureaux du ministère des colonies, où la carte à payer de l'émancipation n'était point encore arrivée. Le gouvernement de la compagnie avait alors les plus justes motifs pour craindre qu'un personnage officiel placé sous les ordres de l'administration métropolitaine ne devînt dans le domaine indien un agent de désordre et de révolution; qu'abrités par son patronage, les envoyés d'Exeter-Hall ne vinssent démoraliser, sous prétexte d'éducation politique et de conversion religieuse, les populations simples et timides des trois présidences. L'administration indienne, pour justifier le mauvais vouloir dont elle se montrait animée, donnait de plus à entendre que l'on pourrait à juste titre flétrir l'immigration du nom de *traite indienne*, si l'on ne prenait pas des mesures pour assurer le retour des travailleurs dans leurs foyers à une époque fixe. Il était à craindre aussi qu'au contact de ce bizarre mélange de civilisation et de barbarie, les nègres émancipés, les émigrans, ne perdissent la douceur, la résignation, le respect de l'autorité, traits distinctifs de leur caractère, et ne revinssent dans leurs jongles natives pour y introduire les faux-cols et les bottes vernies, y prêcher les droits de l'homme et le culte de *Mamma-Jumbo*.

Pendant les retards que provoquèrent les résistances de la cour des directeurs, la mesure de l'émancipation avait porté ses fruits, et la ruine totale des colonies devenait imminente, si l'immigration n'était pas organisée sans délai sur une vaste échelle. Le 25 juin 1842 parut un ordre de la reine en son conseil, qui prescrivait au conseil suprême de l'Inde de prendre les mesures nécessaires pour autoriser et régulariser l'immigration, mesures qui furent définitivement promulguées par une ordonnance du conseil de l'Inde en date du 2 septembre de la même année. Les autorités de la compagnie prirent soin de définir dans les plus étroites limites les pouvoirs de l'officier chargé de surveiller à Calcutta les détails de l'immigration. Ce chef de service est nommé par le gouverneur de Maurice, et reçoit du budget de cette colonie un salaire fixe indépendant du nombre des émigrans expédiés dans l'année. Ses fonctions sont exclusivement celles d'un officier recruteur. Il s'assure du bon état de santé et de la validité du travailleur qui s'offre pour l'immigration; il lui donne des renseignemens sur le résultat probable de ses labeurs; il veille surtout à ce que l'émigrant ne soit lié par aucun engagement à l'époque de son débarquement. Tout contrat passé par le travailleur avant d'avoir séjourné quarante-huit heures dans la colonie est nul de fait. En un mot, l'agent de l'immigration exerce la plus stricte surveillance pour que le *coolie* ne soit lié qu'envers le gouvernement par un contrat dont les termes peuvent se définir ainsi : un passage gratuit d'aller et de retour, avec quelques objets d'habillement et de literie, est assuré au *coolie* qui s'engage à travailler cinq ans dans la colonie de Maurice. Il faut ajouter que, si une fois rendu à destination, le *coolie* trouve plus avantageux de se livrer à quelque petite industrie que de s'engager au service d'un planteur, il peut suivre son penchant à la condition d'acquitter une taxe légère et mensuelle pour rembourser le trésor colonial de ses frais de voyage. L'un des devoirs les plus importans du chef de l'immigration, c'est de tenir la main à ce que les capitaines de navire qui doivent embarquer des *coolies* se conforment aux règlemens pleins d'humanité et de sollicitude qui définissent le nombre des passagers, leur ration, etc., de la façon la plus minutieuse (1). D'une part, en effet,

(1) Le prix du passage de Calcutta à Maurice varie de 25 à 40 roupies; il est de 140 roupies environ pour Demerari et la Trinité. De mai 1850 à mai 1851, 23 navires chargés de 5,952 *coolies* sont partis pour Maurice; 1 navire avec 173 *coolies*, pour la Trinité; 2 navires avec 525 *coolies*, pour Demerari. Trois ans après, en 1854-55, 29 navires partaient de l'Inde pour Maurice avec 8,059 *coolies*; 8, avec 2,268 *coolies*, pour Demerari; 1, avec 286 *coolies*, pour la Trinité. Des statistiques antérieures portent à 49,000 le nombre des émigrans qui ont quitté le seul port de Calcutta pour les colonies anglaises, des premiers jours de l'immigration jusqu'en 1850. Pendant ces douze dernières années, une population de près de 100,000 Indiens du Bengale a tenté les chances de l'expatriation. L'immigration se fait aussi de Madras sur une échelle beaucoup

le gouvernement anglais, qui mettait la traite des noirs au ban des nations, ne pouvait entourer de trop de restrictions et de surveillance un commerce que des esprits frondeurs pouvaient sans trop d'exagération appeler la traite des Indiens; de l'autre, il était de la dernière importance, pour assurer le succès de l'immigration, que l'on respectât d'une manière absolue les préjugés religieux et sociaux des natifs. A ce prix seul, l'on pouvait espérer que la main-d'œuvre indienne tenterait les chances d'une expatriation temporaire. On ne saurait nier que l'immigration n'ait offert un débouché avantageux aux pauvres et nombreuses populations de l'Inde. Ainsi l'on peut estimer à 35 pour 100 le nombre des *coolies* qui de Maurice retournent à la terre natale après l'expiration de leur engagement, et les hommes d'ordre et d'économie rapportent souvent avec eux de 70 à 80 livres sterling.

Il est temps de dire quelques mots des importations faites par le commerce européen sur les diverses places de l'Inde. Parmi les produits multiples dont l'industrie perfectionnée de l'Europe approvisionne le marché des possessions anglaises de l'Inde, il faut citer en première ligne celui qui y joue le rôle le plus important : les cotons et filés. Que la fabrication européenne, secondée par les merveilleuses découvertes de la science, ait pu non-seulement chasser des marchés étrangers les produits d'une industrie classique sur le sol de l'Inde, et dont le monopole lui était acquis depuis des siècles, mais encore prendre la part du lion dans la consommation du pays même, c'est là sans contredit une grande conquête de l'industrie du XIXe siècle, sur laquelle le fait même nous autorise à nous étendre quelque peu. En 1814, la première année où la spéculation privée exerça son action sur le commerce de l'Inde, l'importation des cotons travaillés était presque nominale sur la place de Calcutta, et se réduisait à 817,000 yards de tissus et 8 livres de filés, d'une valeur à peine d'un lac de roupies, tandis que l'exportation des cotons de fabrication indienne s'élevait à plus de 120 lacs. Sous l'impulsion énergique des fabricans anglais, cette branche d'importation prit bientôt un

moindre, et atteint à peine le tiers de celle du Bengale. Il est à remarquer toutefois que les quatre cinquièmes au moins de ces travailleurs sont allés porter à Maurice leur naïve industrie, et sous l'influence de cette main-d'œuvre vivifiante, l'on ne doit pas s'étonner que la production sucrière de l'île ait de beaucoup dépassé ce qu'elle était aux jours les plus florissans de l'esclavage. Les résultats de l'immigration du Bengale, tous favorables en ce qui concerne la colonie de Maurice, le sont beaucoup moins pour Demerari et les Antilles. Les hauts frais et la longueur du voyage, les rigueurs du climat aux latitudes du Cap, enfin le peu de *coolies* revenus après l'expiration de leur engagement, 5 pour 100 au plus, sont des motifs qui expliquent que le courant de l'immigration se dirige exclusivement vers Maurice, et que les colonies de l'Amérique ne participent que faiblement au bénéfice du travail indien.

rapide essor, et pour le seul port de Calcutta, la valeur des importations en cotons et filés, en 1830-31, s'élevait déjà à 6,024,346 roupies. Aujourd'hui cet article, qui figurait à peine il y a quarante ans dans les transactions de la métropole et des domaines de la compagnie, y tient la première place, et la valeur moyenne des importations annuelles au port de Calcutta pendant les cinq dernières années atteint le chiffre magnifique de 25,473,300 roupies. La place de Bombay offre aussi un débouché considérable aux fabriques de Liverpool et de Manchester, et pendant l'année 1853-54 la valeur des cotons d'origine anglaise importés sur ce dernier marché s'élevait à 20,225,250 roupies. En tenant compte des importations au port de Madras, qui s'élèvent annuellement à plus d'un demi-million sterling, des marchés de Rangoon et d'Akyab, à peine connus hier et déjà intéressans, l'on peut évaluer à plus de 125 millions de francs le tribut que les possessions de la compagnie des Indes paient à la seule industrie des cotons et filés de la métropole.

La circulation et la consommation des métaux précieux dans l'univers sont des questions auxquelles les découvertes des gisemens d'or de la Californie et de l'Australie ont donné un trop grand intérêt d'opportunité pour que nous n'effleurions pas, au point de vue de l'Inde anglaise, un problème dont les économistes n'ont pu encore poser les conditions bien définies. Les métaux précieux ont de tout temps joué un rôle considérable dans le commerce de l'Inde, et, chose digne d'être notée, de tous les articles d'importation et de consommation, c'est peut-être celui qui a subi les réductions les plus sensibles. La moyenne en effet des importations annuelles en métaux précieux, déduction faite des exportations, s'élevait à Calcutta, pour les dix années 1813 à 1824, à 2 millions 1/2 sterling, tandis que celle des cinq dernières années est seulement de 13,071,486 roupies, moins d'un million 1/2 sterling. Que l'on explique cette diminution en disant qu'il y a trente ans les souverains indépendans de l'Inde étaient armés d'un pouvoir qu'ils n'ont plus aujourd'hui, et dont ils se servaient pour accumuler de fabuleux trésors, ou bien encore en faisant la part du développement que les importations de marchandises d'origine étrangère, anglaise surtout, ont pris sur les divers marchés de l'Inde : le fait de la diminution des importations en métaux précieux, inscrit sur les statistiques officielles, s'est révélé par une crise monétaire qui, pendant ces deux dernières années, a affligé les chefs-lieux commerciaux des trois présidences. Sans doute des mesures financières inhabiles et inopportunes, sinon déshonnêtes, ont jeté la défaveur sur les valeurs publiques de l'Inde, les besoins des nouveaux marchés du Pégu et d'Akyab ont absorbé une quantité importante de numéraire, enfin les bases étroites des institutions de crédit

du domaine indien peuvent avoir une part dans la crise à peine terminée aujourd'hui; mais d'un autre côté jamais les produits indiens n'ont été aussi en faveur en Europe, jamais la spéculation ne s'est portée avec tant d'empressement sur les riz, les salpêtres, sur des articles en dehors jusqu'ici des transactions européennes. Si donc à l'une des faces du tableau on trouve une réunion de circonstances presque combinées à souhait pour donner aux marchés de Calcutta et de Bombay une prospérité inouie, le revers présente une pénurie d'argent telle que l'on n'en retrouve pas de pareille dans les momens les plus critiques de l'histoire financière de l'Inde. Cet état de choses n'ajoute-t-il pas un argument puissant à ceux que des économistes distingués font valoir contre le projet de la démonétisation de l'or en France? C'est ce que nous prendrons la liberté d'examiner en peu de mots. Si en effet l'Angleterre et la France ont pu faire face à trois années de disette, aux plus grands armemens des temps modernes, grâce aux produits des mines de San-Francisco et de Melbourne, l'Inde, où ces produits n'arrivent pas, a vu les circonstances les plus favorables au développement de la richesse du pays provoquer une crise monétaire d'une violence sans exemple, et les hommes compétens ne voient d'autre remède pour prévenir le retour d'un pareil état de choses que l'introduction des espèces d'or dans le système monétaire du pays.

L'argent remplit seul la fonction monétaire dans les domaines de la compagnie, car les billets de banque ne sont reçus que sous un escompte désavantageux en dehors des grands centres. Le système monétaire a pour base la roupie d'une valeur de 2 shillings. Des coupures d'argent de moitié, un quart, un huitième, du billon de cuivre, enfin de petits coquillages, *cowries*, dont il entre plus de cinq mille dans la roupie, résument les instrumens qui servent d'intermédiaires aux transactions commerciales, du cap Comorin aux chaînes de l'Himalaya. Il existait autrefois des pièces d'or, nommées *goldmohurs*, d'une valeur de 16 roupies; mais cette monnaie a été frappée, il y a quelques années, d'une mesure de démonétisation dont il ne faut pas d'ailleurs exagérer les conséquences, car le *goldmohur* était d'une valeur trop élevée pour avoir jamais une circulation étendue parmi des populations aussi pauvres que celles de l'Inde. Si donc on ne peut sans exagération attribuer les difficultés présentes à la mesure de démonétisation de l'or dans les domaines de la compagnie, c'est avec une grande apparence de raison toutefois que des hommes compétens recommandent l'introduction de l'or, sous des coupures appropriées aux besoins des populations, comme le remède le plus propre à prévenir le retour de la crise monétaire qui a récemment affligé les trois présidences.

On a vu que la consommation annuelle moyenne de métaux précieux dans le Bengale pour les cinq dernières années était de 13,965,217 roupies. Cette moyenne pour la présidence de Bombay, dans les cinq années 1849-50 à 1853-54, est de 13,989,139 roupies. Le port de Madras reçoit annuellement un demi-million sterling de lingots d'or et d'argent. L'on peut donc dire que le marché des possessions anglaises de l'Inde consomme annuellement plus de 3 millions sterling en métaux précieux. Si, ce chiffre posé, l'on fait la part du prodigieux essor que les chemins de fer en cours d'exécution donneront au commerce de ces contrées, admirablement douées par la nature, et dont les produits sont aujourd'hui sans débouchés; si de plus, tenant compte de cette attraction mystérieuse que l'or bien plus que l'argent exerce sur l'espèce humaine, l'on imagine une monnaie d'or circulant parmi les 140 millions d'individus qui composent la population de l'Inde, et cela en coupures telles que le précieux métal puisse arriver jusqu'aux mains des plus pauvres, quelles limites pourra-t-on assigner à la consommation de l'or dans le seul domaine asiatique de l'honorable compagnie? En présence de ces faits, ne peut-on pas dire avec une grande apparence de vérité que la merveilleuse production de l'Australie et de la Californie trouvera parmi les populations multiples de l'Inde anglaise, pour de longues années encore, un débouché dont les économistes européens doivent tenir un grand compte avant de recommander la mesure suprême de la démonétisation de l'or?

Notre incompétence en ces matières difficiles nous est trop connue pour pousser plus loin cette argumentation, et, laissant cette tâche à de plus habiles, nous allons essayer d'apprécier, à l'aide des tableaux officiels, les exportations, les importations, le mouvement maritime des ports de Calcutta et de Bombay. La valeur moyenne annuelle des importations de ces cinq dernières années dans les deux capitales commerciales de l'Inde dépasse 163 millions de roupies, et celle des exportations, 201 millions. Quant au mouvement maritime de long cours, entrée et sortie réunies, il atteint le chiffre de 2,500 navires, jaugeant environ 1,400,000 tonneaux. Ce sont là sans doute des chiffres magnifiques et une belle justification des mesures parlementaires qui ont brisé le monopole commercial de l'honorable compagnie des Indes. L'on n'apprécierait toutefois qu'imparfaitement les résultats de la grande réforme économique qui a inauguré en Europe l'ère de la liberté du commerce, si comme point de comparaison, à côté du résultat des dernières années, l'on ne mettait les chiffres correspondans dans les années qui ont précédé la destruction du monopole. Dans la période 1830 à 1834, le mouvement maritime du port de Calcutta s'était élevé en chif-

fres ronds à 240,000 tonneaux; les importations atteignaient une valeur de 26 millions de roupies, et les exportations une valeur de 38 millions. La valeur des transactions entre le port de Bombay et la seule métropole, de moins de 4 millions de roupies en 1814-15, suit une période progressive continue; elle est représentée en 1853-54 par une valeur de plus de 57 millions de roupies! En présence de ces résultats, l'on peut affirmer en toute assurance que l'importance des belles conquêtes dont le génie de Clive et de Warren Hastings a doté l'Angleterre ne s'est révélée que le jour où des réformes habiles ont ouvert un champ libre à la spéculation privée dans les domaines de l'honorable compagnie. Cette dernière corporation, au reste, a largement bénéficié des réformes commencées en 1814 et terminées victorieusement en 1834. En effet, tant que le territoire des trois présidences fut enveloppé dans les restrictions du monopole, la compagnie n'emprunta qu'à des taux élevés. Avant 1810, le gouvernement de l'Inde ne put jamais effectuer d'emprunt au-dessous de 8 pour 100. Depuis les premières mesures qui en 1814 battirent en brèche la charte primitive, des emprunts publics furent placés à 6, 5, et même 4 pour 100. Il est donc permis de dire que si l'abolition du monopole n'avait pas fait affluer dans l'Inde les capitaux privés et porté le commerce du pays à un degré de prospérité inconnu jusque-là, la cour des directeurs n'aurait pu faire face aux dépenses énormes des guerres qu'elle a dû soutenir pendant ces quarante dernières années. Le gouvernement n'ayant plus d'ailleurs à se préoccuper d'intérêts commerciaux, la sollicitude de ses agens a pu s'étendre sur des intérêts dont ils s'étaient fort peu préoccupés jusqu'alors, tels que les ouvrages d'irrigation, de première importance en ces contrées brûlantes, et surtout les voies de communication, si négligées pendant les cinquante premières années de l'occupation anglaise, qu'en 1825 on ne possédait pas 20 milles continus de route carrossable dans tout le Bengale.

Ce n'est pas toutefois sans de rudes épreuves que l'on est parvenu à donner ce glorieux essor aux transactions entre l'Inde et la métropole. Avant d'arriver à ces résultats, les chefs-lieux commerciaux des trois présidences ont eu bien des crises à traverser. Sous l'influence de la législation primitive, des restrictions apportées à la résidence des Européens et des sujets anglais eux-mêmes dans les domaines de la compagnie, on vit se former des associations financières auxquelles le gouvernement concéda une sorte de sous-monopole du commerce du pays, et qui arrivèrent bientôt à un degré de prospérité qui leur valut le nom collectif de *merchants-princes*. Pendant près de cinquante ans, une sorte de patronage bienveillant s'établit entre le gouvernement et les directeurs de ces entreprises colossales.

En premier lieu, ils devinrent les agens de tous les officiers civils et militaires du service indien, qui eurent recours à leur entremise soit pour placer leurs économies, soit, plus souvent encore, pour trouver les fonds nécessaires au luxe de leur existence. Bientôt les immenses bénéfices recueillis par les premiers *partners* de ces associations, dont plusieurs se retirèrent, après une courte gestion, avec 200, 500,000 livres sterling et même 1 million, engagèrent des employés de la compagnie à courir les chances d'une fortune rapide dans la spéculation privée plutôt que de se contenter de la médiocrité des salaires publics. Des militaires, des magistrats, des médecins, abandonnèrent des positions acquises dans le service indien pour s'associer aux grandes maisons commerciales, et par là les relations d'affaires du premier jour entre les *merchants-princes* et les officiers de la compagnie devinrent bientôt des relations de camaraderie et d'amitié. Néanmoins ce fut là aussi un des écueils où vinrent échouer ces colossales entreprises. Si des hommes intelligens avaient suffi, quoique dépourvus de toute éducation commerciale, pour diriger les spéculations indiennes au temps du monopole, ils ne suffirent plus lorsqu'il fallut lutter contre la concurrence de négocians rompus à toutes les ressources, à tous les détails minutieux du commerce. En vain l'on voulut faire face à l'orage, en vain l'on voulut contrebalancer la perte des profits du monopole en élargissant le cercle des affaires, en s'élançant dans toutes les spéculations possibles et imaginables : cet aveuglement désespéré ne fit que hâter la catastrophe. La grande maison Palmer fut obligée de déposer son bilan en 1830, et son exemple fut bientôt suivi par les autres *merchants-princes*. En moins de trois ans, les royautés financières qui avaient conduit pendant cinquante ans les transactions entre l'Inde et l'Europe avaient succombé, laissant derrière elles un passif de plus de 15 millions sterling.

Ce terrible désastre n'est pas le seul à signaler. Quinze ans après la crise de 1830, la banqueroute de la maison Cockerell, les malversations de l'*Union-Bank*, ajoutèrent des pages aussi tristes que scandaleuses à l'histoire financière de l'Inde, et réduisirent à la misère et au désespoir des milliers de familles. Si donc des résultats magnifiques justifient aujourd'hui les réformes qui ont ouvert à la spéculation privée le champ fertile de l'Inde, il faut reconnaître que la transition a été fertile en tempêtes où ont péri bien des intérêts respectables. L'on peut dire même que l'abolition du monopole est loin d'avoir été favorable aux individus qui se résignent à l'expatriation dans l'espoir d'une fortune rapide, et qu'aujourd'hui l'Européen enrichi aux Grandes-Indes, cet excellent nabab pain-d'épice, si cher aux romans des premières années du siècle, est passé, comme les

oncles d'Amérique, à l'état de variété regrettable et perdue de l'espèce humaine, et n'existe plus que dans les souvenirs de quelques vieillards ou dans l'imagination des poètes. Les temps sont bien changés depuis le jour où il suffisait de venir secouer pendant quelques années le fameux *golden tree* pour s'en retourner ensuite avec une fortune princière en Europe. Tant malmené a-t-il été ce pauvre arbre aux roupies, que tout en est disparu, même les racines! Telle est sur les places de l'Inde la concurrence dans les professions libérales, telles sont les dépenses énormes que tout établissement européen entraîne avec lui, que, médecin, avocat, planteur ou négociant, bien heureux et bien habile est celui qui, débutant sans ressources personnelles étendues, parvient, au bout de vingt ans de travaux, à conquérir une modeste indépendance.

Il ne faut pas toutefois trop assombrir ce tableau et méconnaître l'importance des ressources que les domaines de l'Inde présentent, en dehors des services publics, aux classes moyennes de la Grande-Bretagne. Si, dans les possessions de l'honorable compagnie, il est difficile aujourd'hui de faire fortune, l'on y gagne sans trop de peine une existence comfortable. C'est à plusieurs milliers qu'il faudrait évaluer le nombre d'Anglais qui, labourant le champ industriel de l'Inde, y trouvent une récolte de trois repas par jour, vaste maison, équipage, nombreuse domesticité, toutes nécessités premières de la vie en ces contrées lointaines, que, comme le plus riche, le plus pauvre n'hésite pas à se procurer, au risque d'avoir plus d'une fois en sa vie recours au bénéfice de l'*insolvent act*. Qui a vu de près cette bizarre communauté anglo-indienne, où, du haut au bas de l'échelle sociale, tout membre parvient, Dieu sait comment, mais parvient enfin *to live like a gentleman;* qui a vu de près la communauté anglo-indienne, disons-nous, classera les professions industrielles et commerciales de l'Inde parmi les débouchés les plus importans que l'Angleterre, en mère prévoyante, ait su ouvrir à ses hommes d'éducation et d'énergie dépourvus de fortune comme de patronage, et réduits à ne devoir qu'à leurs travaux leur pain de chaque jour. Du cap Comorin aux chaînes de l'Himalaya, une noble arène s'ouvre à l'esprit d'entreprises. Là peuvent se dépenser, au profit de la grandeur et de la puissance de la métropole, quelquefois même avec des succès réels, des talens aventureux, d'ambitieux appétits, qui, dans des pays que la Providence n'a pas doués d'une soupape de sûreté pareille à l'Inde, se consument en stériles agitations, ou en révolutions plus stériles encore. Malheureusement, nous l'avons dit, peu d'élus à peau blanche parviennent à saisir au passage l'inconstante déesse, car la concurrence des hommes du pays devient de jour en jour plus redoutable pour l'Européen, et l'on peut avancer, sans exa-

gération aucune, que la part du lion dans les bénéfices du commerce de l'Inde s'accumule de plus en plus dans la communauté native.

La chose est facile à comprendre : vivant presque sans besoins, rompu dès l'enfance aux pratiques étranges de ces races bizarres, maître de toutes les finesses de ces langues orientales que l'enfant du Nord bégaie à peine, étranger d'ailleurs à tout sentiment d'honneur et de dignité personnelle, ne reculant devant aucune source de profit, quelque impure qu'elle puisse être, le natif réunit des avantages, quelques-uns peu désirables sans doute, mais qui, dans la lutte commerciale, doivent en fin de compte triompher de l'énergie et des connaissances supérieures de son concurrent européen. A plusieurs reprises déjà nous avons eu occasion de parler de cette muraille plus que chinoise qui protége la vie intime de la communauté native. Dans votre propre ménage, en vain cherchez-vous la lumière; des années entières d'une enquête persévérante ne finiront jamais par vous faire découvrir les prix des articles de première nécessité sur le marché, le nom réel et la demeure du doyen de votre domesticité. Ces ténèbres, qui enveloppent tous les détails du ménage, donnent une idée de tout ce qu'il y a de frauduleux, d'impénétrable, dans les transactions des bazars des diverses places de l'Inde. Nous ne parlerons pas du mensonge, du vol, de la mauvaise foi, également à l'ordre du jour, mais de ruses de commerce, sinon de guerre, d'un ordre plus élevé : signes cabalistiques, argot de convention, informations secrètes d'une rapidité presque électrique puisées aux meilleures sources. Quelques mots imprudens prononcés à portée des oreilles d'un idiot qui n'a jamais, pendant des années, obéi à un seul commandement fait en langue européenne, suffisent pour ruiner une spéculation commerciale. On raconte qu'un riche natif, mort il y a un an à Calcutta, et qui a laissé une fortune de plus d'un million 1/2 sterling, avait à sa solde les domestiques des principales maisons européennes de Calcutta, qui lui rapportaient fidèlement chaque jour tout ce qui se passait autour d'eux : système d'espionnage qui n'a pas peu contribué au succès de ses entreprises. Comment s'étonner qu'à l'aide de pareils moyens la communauté commerciale native de l'Inde ait vu s'amonceler entre ses mains toutes les richesses du pays? A Calcutta, à Bombay, à Bénarès, c'est par douzaines que l'on pourrait nommer des banquiers et marchands indigènes dont la fortune acquise et le crédit figureraient honorablement même auprès des royautés financières de Londres et de Paris. Quoique ce résultat ne soit peut-être pas exactement celui que l'on avait rêvé aux premiers jours de la conquête, l'observateur qui veut apprécier équitablement l'histoire de la domination anglaise en ces contrées lointaines doit en tenir un grand compte. Le conquérant

européen n'a pas sans doute réalisé au bénéfice de ses sujets asiatiques les réformes que les hommes du progrès ne cessent de réclamer: le suffrage universel, l'admission des citoyens à tous les emplois, le vote des impôts, toutes les panacées du formulaire progressif républicain; mais depuis plus de soixante ans la propriété privée a été chose sacrée dans l'Inde anglaise; des millionnaires ont étalé leurs richesses au soleil et n'ont pas senti leurs têtes trembler sur leurs épaules. C'est là un fait inoui dans l'histoire de ces contrées, le plus beau panégyrique que l'on nous semble pouvoir tracer de l'administration de l'honorable compagnie.

II.

Pour apprécier d'un point de vue impartial les jugemens si divers qui ont été portés sur l'histoire financière de l'Inde anglaise, il est nécessaire de tenir compte des deux influences contraires qui ont présidé aux destinées de la conquête : les actionnaires de la compagnie, représentés par la cour des directeurs, et le ***Board of control***, fondé de pouvoirs du parlement et de la couronne. Après quatre-vingts ans d'épreuves, l'antagonisme de ces pouvoirs rivaux a sans doute donné pour splendide résultat la conquête du plus grand empire de la terre; mais le succès ne doit pas plus être exclusivement attribué à la sagesse des hommes d'état qu'à l'heureux mécanisme des institutions anglo-indiennes, et il faut faire encore la part de ce noble sentiment de patriotisme si puissant chez la race anglo-saxonne, sans oublier le bienveillant hasard qui a si merveilleusement servi la fortune de l'Angleterre dans l'est. En effet, si un faiseur de constitutions, rendu au loisir par le bon sens des peuples de l'Europe, voulait occuper son oisiveté en crayonnant l'esquisse de quelque chose d'éclopé, de boiteux, de mort-né, d'une constitution portant en son sein tous les élémens de dissolution possibles et probables, et destinée à procurer à l'heureuse nation qui l'adopterait le bénéfice d'une fin prématurée au milieu des agonies d'interminables révolutions, le Siéyès en retrait d'emploi, après avoir accordé toute l'attention qu'elle mérite à ce chef-d'œuvre de candeur républicaine dont les Lycurgues de 1848 avaient doté la France, n'hésiterait pas cependant à porter le choix de ses préférences sur les institutions politiques qui, en l'an de grâce où nous sommes, régissent encore l'Inde anglaise. Là, pas d'unité de pouvoirs, partout la rivalité, nous pourrions dire la lutte. Que voyons-nous au haut et au bas de l'échelle gouvernementale? L'armée divisée en deux camps rivaux, l'armée de la reine et l'armée de la compagnie, les officiers de cette

dernière presque systématiquement exclus des hautes positions militaires, des commandemens supérieurs, mais occupant en compensation et sans partage, dans les états-majors, le commissariat, la diplomatie, des fonctions grassement rétribuées qui doublent et au-delà leur paie régimentale;—près de l'armée native, le service civil magnifiquement rétribué, avec des priviléges de rang exorbitans, tels qu'un jeune homme presque au sortir du collége prend le pas sur un officier qui, après de longs services, a atteint, à la loi commune de l'ancienneté, le rang de capitaine; —au-dessous du service spécial, une armée de fonctionnaires mal payés, peu considérés, et qu'une loi exclusive enferme dans un cercle de positions hiérarchiques plus que médiocres; — aux chefs-lieux des présidences, le pouvoir indépendant de toute autorité locale, des juges des cours suprêmes nommés par la reine; —enfin, dans la métropole, les pouvoirs rivaux de la cour des directeurs et du ***Board of control:*** l'un, fidèle représentant d'une assemblée d'actionnaires, qui, comme tel, ne voit guère plus loin que le solde de balance des recettes et des dépenses, et fait passer bien avant les intérêts de la politique les intérêts du prochain dividende; l'autre, avec des instincts d'autant plus guerriers qu'il n'a jamais eu à payer la carte des conquêtes, se laissant aller quelquefois, dans des momens de vertige, à des entreprises insensées, la guerre de Caboul par exemple, nous devrions peut-être ajouter la guerre qui commence aujourd'hui contre la Perse!

Et cependant, admirable résultat du bon sens pratique, du véritable patriotisme de la nation anglaise, de ces rouages divergens, de ces élémens de discorde et de dissolution est sorti un des plus grands faits des temps modernes : une série de victoires et de conquêtes telle que, pour retrouver la pareille, il faut aller chercher à l'apogée de leur gloire dans la vie des Alexandre, des César et des Napoléon. L'histoire financière de la compagnie des Indes n'est sans doute pas aussi brillante que son histoire militaire : un déficit dans les finances publiques est souvent la conséquence des plus belles campagnes de son armée; mais qui peut aujourd'hui, en présence des faits acquis, soutenir avec quelque apparence de raison que les résultats n'ont pas répondu aux sacrifices? Quelques guerres funestes et inutiles, telles que la guerre contre les Birmans en 1825-26, la guerre de l'Afghanistan en 1839, l'annexion du Scinde à des jours plus récens, ont sans doute grevé d'une dette considérable le trésor de l'Inde. Néanmoins à ce revers de la médaille on peut opposer victorieusement le tableau d'entreprises militaires suivies d'un riche accroissement de revenu. Depuis les premières années du siècle, si à des jours d'épreuves un déficit inquiétant s'est présenté entre les recettes et les dépenses du gouvernement de l'Inde, le revenu public n'a pas cessé de suivre

en dernier ressort une progression ascendante bien marquée. Sous lord Cornwallis, en 1791-92, de 8 millions sterling, il atteint en 1804-05, sous l'impulsion vigoureuse du marquis de Wellesley, le chiffre de 14 millions sterling. Porté en 1813-14 à 17 millions, il s'élève à 21 millions en 1831-32; enfin il peut être estimé aujourd'hui à 26 millions, donnant après quinze ans de déficit pour la première fois, sous l'administration prudente et heureuse du marquis de Dalhousie, une année financière où les recettes dépassent les dépenses de plusieurs centaines de mille livres sterling. Quelques fautes qu'on ait commises, quelque insensées qu'aient été certaines entreprises, la situation de l'Angleterre dans l'est, telle qu'elle est aujourd'hui, a dépassé les projets les plus ambitieux, les plus folles espérances. Dans tout le continent indien, le conquérant étranger ne voit pas non-seulement de rival, mais même d'ennemi digne de ses craintes ou de ses colères; le budget, en état d'équilibre, se trouve grevé seulement d'une dette inférieure à trois années de revenu. Enfin, quant à l'avenir, que ne doit-on pas espérer de ces vastes et fertiles territoires, avec leur innombrable population, sous l'impulsion d'un gouvernement fort et éclairé qui dispose d'un budget d'environ 26 millions sterling, dont nous avons maintenant à indiquer les élémens?

Le domaine d'outre-mer de l'honorable compagnie des Indes, le plus immense assemblage de royaumes réunis sous une seule loi que le monde moderne ait jamais vu, occupe dans sa plus grande étendue un espace de 18,000 milles de long sur 13,000 milles de large, peuplé de plus de 140 millions d'individus, parlant quatorze langages différens, y compris les habitans des territoires nouvellement acquis, Punjab, Pegu, etc. Il se partage en quatre grandes divisions, savoir : la présidence du Bengale, dont le territoire, de 165,443 milles carrés, renferme une population de 40 millions d'individus; la sous-présidence des provinces nord-ouest, avec un territoire de 71,985 milles carrés et 23,200,000 habitans; la présidence de Madras, dont le territoire comprend 145,000 milles carrés, et la population 22 millions d'âmes; enfin la présidence de Bombay, 120,065 milles carrés et 11,109,067 habitans.

La race humaine répandue sur la surface de l'Inde ne le cède en diversité qu'à la nature, qui a réuni sur ce vaste continent ses pages les plus variées et les plus sublimes, les neiges éternelles de l'Himalaya, les déserts du Scinde, les riantes campagnes du Bengale, le plateau salubre des Neilgerrhies. La race martiale des Sicks et des Rajpoots, le timide Bengali, l'intelligent Parsi, l'industrieux Arménien, les tribus, à l'état primitif, des Khonds et des Todawurs offrent à l'œil de l'observateur les contrastes les plus frappans. Le sol fertile de l'Inde abonde en produits d'une richesse sans égale : le riz,

l'indigo, le coton, les graines oléagineuses poussent presque sans labeur sur ce sol privilégié, et pour certains produits travaillés, les châles du Cachemire, les mousselines de Dacca, l'industrie indienne est arrivée à une perfection que l'industrie européenne, avec sa science et ses puissans moyens, n'égale pas. L'intérieur des domaines de la compagnie renferme les villes d'ancienne origine de Dacca, Lucknow, Bénarès, Agra, Dehli, Lahore, qui prennent rang parmi les cités les plus peuplées du monde. Enfin, aux bords de la mer, aux lieux qui sont les points de contact entre l'Inde et l'Europe, se sont élevées comme par enchantement les capitales de Bombay, Madras et Calcutta, dont la fondation remonte à peine à un siècle, et qui, sous l'influence vivifiante des transactions commerciales, ont déjà acquis des proportions colossales et comptent, la première 230,000 âmes, la seconde 700,000, et la troisième 800,000.

La taxe foncière donne plus de la moitié du revenu de l'Inde, et en effet, même dans les divisions territoriales où il y a le plus de villes, dans les provinces nord-ouest par exemple, la population agricole est en grande majorité. Ainsi le recensement fait dans cette sous-présidence en 1848 donnait pour cette dernière le chiffre de 14,724,233 individus, tandis que la population réunie des villes s'élevait seulement à 8,475,435 âmes, proportion qui, dans toute autre partie de l'empire anglo-indien, serait encore plus favorable à la population des champs. La taxe foncière a toujours été dans l'Inde, même sous les rois indigènes, beaucoup plus pesante que dans les autres contrées asiatiques, la Turquie et la Perse par exemple, où l'impôt varie du dixième au cinquième du revenu de la terre. La loi hindoue fixe l'impôt territorial au sixième du revenu brut du sol, sans y comprendre la part affectée à l'établissement religieux, part qui, au temps de la toute-puissance des brahmes, devait être considérable, ainsi que diverses charges municipales. Quelque lourdes cependant que fussent ces dispositions de la loi écrite, les exactions pratiquées par tous les agens de l'autorité étaient bien plus lourdes encore. Aujourd'hui, dans le domaine indien de l'Angleterre, la taxe territoriale varie du huitième au quart du revenu brut.

Le mécanisme de l'impôt n'est point uniforme, et varie selon les diverses parties de l'empire. En effet, lorsque la compagnie des Indes, comme fondée de pouvoirs de la couronne, obtint, par droit de conquête et de cession, d'être substituée aux chefs natifs, elle disposa des territoires acquis, non pas conformément aux prescriptions d'une loi stable, mais suivant les circonstances et les besoins du moment. On peut classer en trois catégories, auxquelles les autres se rattachent, les divers systèmes de taxation qui ont été suivis : le système des *zemindars* ou grands propriétaires, appliqué dans le Ben-

gale proprement dit; celui des *ryots*, appliqué dans la présidence de Madras; enfin le système des provinces nord-ouest, qui participe des deux précédens.

Il faut remonter à la fin du dernier siècle pour arriver à l'origine du système des *zemindars* ou grands propriétaires. Le pays venait à peine d'échapper aux ravages de la guerre étrangère et des convulsions intérieures; les titres de propriété les plus authentiques n'avaient plus guère qu'une valeur nominale; le danger qui menaçait la société indigène menaçait doublement le trésor public, atteint dans sa branche la plus considérable de revenu, et le gouvernement anglais dut se résoudre à porter un remède énergique au mal. Pour atteindre ce but, en 1793, sous l'inspiration de lord Cornwallis, le sol entier du Bengale fut divisé, à tort ou à raison, entre certains propriétaires ou *zemindars*, et l'impôt foncier des divers lots fixé à perpétuité, quelque augmentation de revenu que le concessionnaire pût tirer de ses terres. Ce dernier obtint d'ailleurs les droits de propriété les plus complets, il put sous-louer ses terres en grands et en petits lots, disposer de ses domaines par testament ou par contrat. En un mot, le gouvernement ne se réserva que le privilége de garder sur la terre l'hypothèque de l'impôt, et par suite de la saisir en cas d'inexécution des termes de la concession. C'est en effet ce qui se pratique encore aujourd'hui. Lorsqu'au dernier jour de grâce un *zemindar* n'a pas versé le montant de ses taxes dans les caisses publiques, le domaine est saisi par le collecteur du district et mis en vente aux enchères, sans autre forme de procès, le mois suivant. Cette véritable loi agraire, au jour où elle fut appliquée, apporta sans doute un remède temporaire à un état ruineux; mais l'expérience a depuis révélé bien des vices inhérens à ce système, et qui avaient échappé aux hommes d'état qui l'organisèrent. Au temps de lord Cornwallis, le gouvernement anglais ne possédait que de vagues notions sur le magnifique domaine tout récemment passé sous son sceptre; les officiers civils de la compagnie connaissaient à peine les mœurs, le langage, les coutumes et les instincts de leurs administrés. Il résulta de cette ignorance que la division des terres fut faite exclusivement sous l'influence d'officiers natifs corrompus, qui non-seulement repoussèrent en bien des cas les droits des légitimes propriétaires, mais encore, séduits par des présens, fixèrent à un taux beaucoup au-dessous de sa valeur réelle l'impôt de certains domaines. De plus, à l'époque du partage une grande partie du pays était couverte de jongles qui depuis ont disparu sous la culture sans que le trésor public en ait aucunement bénéficié. Enfin l'intérêt de la chose publique a, en bien des cas, forcé le gouvernement de relever les *zemindars* de charges de police, d'entretien de routes, d'ouvrages d'irrigation, qui faisaient

partie intégrante du contrat primitif. Il suit de là que le revenu foncier tel qu'il fut fixé aux jours de lord Cornwallis, tel qu'il existe encore aujourd'hui dans le Bengale, est de beaucoup inférieur à ce qu'il devrait être, et malheureusement pour ses finances le gouvernement du Bengale ne saurait porter remède à cette situation vicieuse sans forfaire aux termes d'un engagement solennel.

Dans le système des *ryots*, qui fut appliqué en grand aux premières années du siècle dans la présidence de Madras, sous l'influence dirigeante de sir Thomas Munro, le gouvernement, propriétaire immédiat du sol, est en contact, sans agence intermédiaire, avec les cultivateurs, auxquels il cède la terre en baux annuels et variables sur rendement. Le gouvernement et le cultivateur conservent tous deux leur indépendance, celui-ci pouvant à son gré augmenter ou abaisser les fermages, celui-là rejeter ou accepter les conditions qui lui sont faites.

Enfin le système des provinces nord-ouest, combinaison mitigée des deux autres, moins irrévocable que le premier, moins mobile que le second, met le gouvernement en présence de diverses classes de fermiers, grands propriétaires, petits cultivateurs, communautés de village, parties contractantes de baux à longue échéance, de vingt-cinq et même trente ans.

Quelques chiffres empruntés aux documens officiels publiés sur le district de Cawnpore, l'un des plus fertiles et des mieux cultivés du domaine de la compagnie, donneront une idée approximative des profits que la communauté agricole de l'Inde retire de ses labeurs. Des travaux statistiques récens établissent que ce district compte 16,542 propriétaires, qui cultivent en moyenne une contenance de 78 acres. En supposant toutes ces terres en culture et en évaluant à 12 roupies le rendement de chaque acre, l'on obtient un total de 936 roupies, dont il faut défalquer l'impôt, ou le quart du produit brut, soit 234 roupies. Il reste donc net au propriétaire, pour faire face aux frais de l'exploitation et de l'entretien de sa famille, une somme de 702 roupies (environ 1,755 francs). Ce sont là les riches, les heureux de cette terre, et si l'on arrive à examiner les conditions d'existence des petits cultivateurs, on trouve qu'il en est dans le district 61,000 qui cultivent en moyenne 6 acres de terre, et 35,000 qui cultivent 4 acres seulement. Appliquons donc à ces deux classes les chiffres précédens, et nous trouverons pour résultat que la première, impôt payé, ne peut disposer annuellement, pour suffire aux frais agricoles et aux dépenses de la famille du *ryot*, que de 54 roupies (135 francs), la seconde, de 36 roupies (90 francs). Est-il rationnel et juste de prendre texte de ces chiffres pour s'apitoyer outre mesure sur le sort du cultivateur natif, et pour dénoncer à l'indigna-

tion publique, comme l'esprit de parti l'a fait tant de fois, le système de rapacité et d'oppression en vigueur dans les domaines de l'honorable compagnie? Nous ne le croyons pas. Comme on a déjà eu occasion de le faire remarquer, l'impôt foncier, tel qu'il existe aujourd'hui, est moins lourd que celui qui pesait sur la propriété aux jours des gouvernemens indigènes, alors que le *ryot* avait à satisfaire l'avarice des plus infimes suppôts du pouvoir. De plus, avant de formuler un verdict, le juge impartial doit faire la part des habitudes de simplicité et de parcimonie que le climat, la tradition religieuse, sa constitution physique même, ont faites à l'Indien. Une cabane de bambou, des nattes, quelques vases de cuivre, parfois un coffre à serrure, pour vêtement une pièce d'étoffe de coton, chaque jour un plat de riz et quelques bananes, le tout arrosé d'eau claire: pour l'Indien, la vie n'a pas d'autres nécessités, l'on peut presque dire d'autre luxe! Et le faible pécule qu'il retire de ses labeurs lui permet d'y satisfaire tout aussi amplement qu'un salaire plus considérable, mais acheté par des travaux bien autrement pénibles, permet à l'ouvrier européen de pourvoir aux besoins de son existence sous un climat rigoureux, avec son robuste appétit, entouré, comme il l'est de toutes parts, du spectacle du bien-être et de l'opulence. Si donc l'on examine avec impartialité sous toutes ses faces le problème de l'existence ouvrière dans les deux hémisphères, on sera assez fondé à conclure que le *ryot* a peu à envier le sort du petit cultivateur ou de l'ouvrier européen, qu'en un mot les conditions de son existence sont meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été. Non pas qu'il faille s'appuyer de cette argumentation pour opposer une fin de non-recevoir à toute idée d'amélioration, de progrès; mais ce n'est pas en dégrevant le sol que l'on pourra arriver à créer une position plus favorable à la communauté agricole de l'Inde. Il s'agit, pour atteindre ce but, de percer des routes, de creuser des canaux, de relier par des voies de communication faciles les centres de commerce avec des pays sans débouchés jusqu'à ce jour. Là est la grande tâche que le gouvernement anglais doit accomplir pour se rendre digne de la haute mission civilisatrice que lui a confiée la Providence dans ces lointaines et barbares contrées.

L'impôt sur le sel, qui, après l'impôt foncier, forme la branche la plus considérable du revenu de l'Inde, donna lieu, dans les jours qui suivirent la conquête, à d'innombrables abus. Ce fut seulement en 1780 que Warren Hastings mit fin à un état de choses ruineux pour le trésor public, en déterminant les conditions de l'impôt du sel, conditions dans lesquelles il est à peu près demeuré depuis. Les pays producteurs furent partagés en cinq grandes divisions, administrées chacune par un agent spécial chargé de faire exécuter les

règlemens nouveaux, dont l'ingénieux mécanisme assurait au trésor public tous les bénéfices d'un monopole sans obliger ses agens à recourir à des mesures minutieuses de surveillance fiscale, toujours gênantes et le plus souvent odieuses aux populations. La fabrication du sel ne fut pas interdite aux particuliers, mais tout le sel fabriqué par eux dut être livré à l'agent du gouvernement à un prix rémunérateur fixé d'avance, et variant, suivant la qualité, de 7 à 12 anas le *maund* (82 livres anglaises). Le sel ainsi obtenu et le sel fabriqué dans les salines du gouvernement sont mis en vente chaque année en lots de cinquante tonneaux, dont le prix est fixé de manière à défrayer toutes les dépenses d'acquisition, de fabrication, de transport, de magasinage, et de plus à acquitter un droit fixe de 2 roupies 12 anas par *maund*. Le gouvernement de l'Inde n'eut qu'à s'applaudir des résultats de ce système, et le revenu du sel, qui en 1781-82 s'élevait seulement à 321,912 livres sterling, atteignit en moyenne, pendant les années 1809-10, 1810-11, 1811-12, la somme de 1,360,180 livres sterling. En parlant de l'impôt du sel, on ne peut omettre de dire quelques mots des nouveaux élémens que la destruction du monopole commercial de la compagnie a fait entrer dans cette branche intéressante du revenu de l'Inde. Jusqu'au quatrième renouvellement de la charte de l'Inde, les restrictions dans lesquelles le commerce du pays était placé empêchaient le sel étranger de paraître sur les marchés de l'est, qui se trouvaient exclusivement approvisionnés de cette denrée de première nécessité par la fabrication indigène, fabrication à la fois difficile et dispendieuse. En 1834, la nouvelle législation permit au sel étranger d'entrer dans la consommation indienne moyennant un droit calculé de manière à laisser au gouvernement le même profit que si le sel importé eût été fabriqué sur ses domaines. L'expérience a prouvé tout ce qu'il y avait de rationnel et d'opportun dans cette modification des anciens tarifs. En 1851, il a été introduit dans l'Inde 62,500 tonneaux de sel étranger, et sans que le revenu public éprouvât le plus minime déficit, le commerce anglais a trouvé un fret pour l'aller de 135 navires jaugeant en moyenne 500 tonneaux.

Les droits de douane, qui fournissent une part importante des revenus publics, peuvent se résumer ainsi : un droit de 5 pour 100 *ad valorem* sur les marchandises importées de production anglaise et de 10 pour 100 sur les produits étrangers, un droit de 2 roupies par douzaine sur les vins et spiritueux, le droit sur le sel dont on vient de parler, et enfin certains droits minimes et variables imposés aux produits du sol à l'exportation.

Il faut noter encore, parmi les ressources financières du budget de l'honorable compagnie, le monopole de l'opium et l'*akbarry*, ou droit

sur les liqueurs fermentées, que le gouvernement perçoit par l'entremise de fermiers qui acquièrent en adjudication publique le privilége de la vente des spiritueux dans certains districts, enfin certains droits locaux variables suivant les provinces, mais tous de peu d'importance.

Les divers impôts dont nous avons essayé d'expliquer le mécanisme assurent au gouvernement de l'honorable compagnie un revenu total de 26,000,000 de livres sterl. Défalquant de cette somme un million et demi de livres sterling applicable aux frais de fabrication et d'achat du sel et de l'opium, l'on obtient pour revenu net de l'Inde une somme d'environ 24 millions et demi de livres sterling, ou 620,000,000 de fr. (1). C'est avec cette somme que l'Inde doit faire face aux dépenses de l'administration des finances, de la justice, des douanes, de la marine, de l'armée, de la dette publique, des travaux publics, de l'éducation, des subsides aux princes natifs, de l'établissement civil et militaire d'Europe (2).

Pendant l'année 1854-1855, le projet de budget soumis au parlement présente un résultat moins favorable : diminution de revenu et augmentation des dépenses, qui laissent un déficit considérable. Il est à remarquer que ce résultat est dû surtout à la grande baisse du revenu de l'opium. On ne peut nier d'ailleurs que des sommes im-

(1) Voici le contingent qu'apportent les diverses branches du revenu public à la somme totale. L'impôt foncier produit pour le Bengale 35,625,000 roupies, pour les provinces nord-ouest 49,750,000 roupies, pour Madras 35,289,200 roupies, pour Bombay 22,165,480, en tout 142,829.680 roupies. — Les douanes produisent pour le Bengale 10,273,500 roup., pour les provinces nord-ouest 5,222,000 roup., pour Madras 1,136,460 roupies, pour Bombay 3,113,600, en tout 19,745,560 roupies. — Le produit de l'impôt du sel (compris les provinces nord-ouest, qui tirent du Bengale le sel nécessaire à leur consommation) est pour le Bengale de 10,289,300 roup., pour Madras de 4,676,120 roup., pour Bombay de 2,279,560 roup. Le total serait de 17,244,980 roupies sans les frais d'achat et de fabrication, qui, montant à 4,831,544 roupies, le réduisent à 12,413,831 r. — Le monopole de l'opium rapporte, pour le Bengale, 29,971,184 r., pour Bombay 7,270,600 r., total, 37,241,784 r., d'où il faut déduire les frais variables d'achat et de fabrication, qui s'élèvent environ au tiers du produit brut, laissant ainsi un bénéfice net de plus de 25 millions de roupies. — L'impôt sur les boissons (*sayer akbarry*) donne un revenu de 3,152,100 roup. pour le Bengale, de 2,950,000 roup. pour les provinces nord-ouest, de 3,344,430 r. pour Madras, de 1,023,310 r. pour Bombay, total, 10,469,840 roup. — Les impôts divers, timbre, poste, marine, subsides des princes indigènes, tabacs, monnaie de Calcutta, donnent le chiffre total de 15,710,983 roupies. — Les territoires récemment acquis (*non regulation provinces*) offrent un revenu de 13,000,000 roup., de 2,800,000 roup. pour le Scinde, de 1,300,000 roup. pour Arracan et Tenasserim, de 2,000,000 roup. pour le Pégu, ensemble 19,100,000 roupies. — Ces chiffres, il est bon de le remarquer, expriment plutôt la moyenne de plusieurs années que les revenus d'une année spéciale.

(2) Voici comment se décomposent ces dépenses : administration financière, 20,013,066 r.; — justice, 19,582,604 roup.; — douane, 2,027,739 roup.; — marine, 5,632,853 roup.; — armée, 100,695,604 roup.; — intérêts de la dette publique, 33,484,603 roup.; — travaux

portantes ne soient employées à des travaux de routes et de canalisation qui doivent multiplier les richesses du pays.

La dette dont le gouvernement de l'Inde sert annuellement les intérêts se divise en deux catégories distinctes. La première représente le fonds social de la compagnie, d'une valeur de 6,000,000 liv. sterl., qui servit à jeter les premiers fondemens de la puissance anglaise en ces contrées lointaines. Lorsque en 1833 le monopole du commerce fut retiré à la compagnie, le parlement anglais, en compensation, décida qu'un intérêt s'élevant à 10 et demi pour 100 du capital primitif serait payé aux propriétaires d'actions jusqu'en 1874, et qu'à cette époque ces actions seraient remboursées contre une somme double de leur valeur nominale, soit 12,000,000 de livres sterling. Ces intérêts figurent au budget de l'Inde pour une dépense fixe et annuelle de 650,000 livres sterling.

Quant à la dette publique de l'Inde, l'histoire en est aisée à retracer. Au milieu des difficultés d'un premier établissement, entouré d'ennemis, avec une administration ignorante des ressources et des besoins du pays, le gouvernement colonial, obligé de faire face à des guerres pleines de dangers, dut sans cesse demander des secours d'argent à la métropole. La cour des directeurs pourvut à ces dépenses par des emprunts successifs qui en 1786 atteignaient un total de 8,000,000 de liv. sterl. Cette dette demeura stationnaire pendant une période de dix ans; mais sous l'administration du marquis de Wel-

publics, éducation, subsides aux princes natifs, 44,852,088 roup.; — établissement civil et militaire d'Europe, 20,000,000 roup.; — total, 246,388,557 roupies. Afin de compléter ces détails sur les finances de l'Inde, nous croyons devoir reproduire ici le tableau officiel des revenus et dépenses pendant seize années, de 1835-36 à 1850-51. Nous nous bornerons à citer les chiffres du revenu net, bien que le document officiel donne pour quelques années les chiffres du revenu brut.

ANNÉES.	REVENU NET.	DÉPENSES.	DÉFICIT.	SURPLUS.
1835-36	16,391,000 l. st.	14,924,152 l. st.		1,466,848 l. st.
1836-37	16,215,000	14,966,776		1,248,224
1837-38	16,070,000	15,289,682		780,318
1838-39	16,320,000	16,701,000	381,000 l. st.	
1839-40	15,512,000	17,650,000	2,138,000	
1840-41	16,141,000	17,895,000	1,754,000	
1841-42	16,834,000	18,605,000	1,771,000	
1842-43	17,485,000	18,831,000	1,346,000	
1843-44	18,284,000	19,724,000	1,440,000	
1844-45	18,271,000	18,854,000	583,000	
1845-46	18,998,000	20,493,376	1,495,376	
1846-47	19,896,000	20,867,202	971,202	
1847-48	18,748,000	20,659,791	1,911,791	
1848-49	19,442,000	20,915,115	1,473,115	
1849-50	21,686,172	21,621,326		64,846
1850-51	20,250,530	19,834,664		415,866
1851-52	20,404,230	19,872,965		531,265
1852-53	20,947,425	20,523,168		424,257

lesley il fallut solder les dépenses de guerres contre le sultan Tippoo et les Marhattes, et le chiffre de la dette publique, successivement accrue, atteignit en 1805 25,626,631 livres sterl. Pendant un espace de quinze ans, un état d'équilibre s'était établi entre les recettes et les dépenses du gouvernement de l'Inde, quand en 1825 la guerre contre les Birmans vint de nouveau vider les coffres du trésor public et augmenter la dette de près de 10,000,000 de liv. sterl. L'administration pacifique et réformatrice de lord William Bentinck porta les finances indiennes à un haut degré de prospérité, que ne purent maintenir ses successeurs, engagés dans une série continue de travaux militaires de la plus haute importance. Les guerres de l'Afghanistan, de la Chine, puis les deux guerres du Punjab, creusèrent un déficit constant dans le trésor de la compagnie, et les emprunts successifs auxquels on eut recours pour les combler amenèrent en 1849 la dette publique de l'Inde au chiffre de 47,151,018 livres sterl. Depuis lors, un nouvel emprunt de 2 millions sterling, ouvert en mars 1855, a porté le total de la dette publique de l'Inde à 50 millions sterling. Cette opération financière a soulevé les critiques les plus sévères, soit dans la presse anglaise, soit dans le parlement. Ne doit-on pas, en effet, s'étonner que le même gouvernement qui en 1853 laissait ou faisait imprimer dans son journal semi-officiel, *the Friend of India*, qu'un surplus de revenu s'accumulait incessamment dans ses coffres, et s'appuyait de cette apparente prospérité pour justifier une conversion des rentes, soit réduit, deux ans plus tard, à l'expédient d'ouvrir un emprunt à des conditions onéreuses (5 pour 100 d'intérêt et quinze ans de garantie), et cela non pas, comme on l'a dit, pour faire face à des dépenses imprévues de travaux publics, mais bien pour remplir le vide de son trésor? Discuter plus au long ces transactions, ce serait sortir des limites de cette étude, et nous terminerons ces détails en regrettant que le gouvernement de la compagnie ait fait tort à son crédit par une double opération financière entachée d'imprudence, d'inhabileté, sinon de mauvaise foi.

En parlant de l'administration et de l'armée de l'honorable compagnie, nous avons eu occasion de dire quelques mots de l'admirable débouché que le service anglo-indien offre à la jeunesse anglaise. Il ne sera peut-être pas hors de propos d'entrer dans quelques nouveaux détails à ce sujet, et de donner approximativement la part de lion que les classes moyennes de l'Angleterre s'attribuent dans le budget de l'Inde. Avant d'aller plus loin, et pour bien expliquer le but et la portée de ces recherches, nous croyons devoir émettre quelques observations générales d'une véracité incontestable. Il est un sentiment commun qui perce dans toutes les appréciations que nos voisins d'outre-mer, même les plus intelligens, portent sur

les autres nations de l'Europe : c'est celui de l'étonnement mêlé de pitié que leur inspire la multiplicité des fonctions publiques dans les états continentaux. Pour ne parler que de la France, qui, discutant des hommes et des choses de notre pays avec un voyageur anglais, ne l'a pas vu dès l'exorde emprunter le langage d'un puritanisme austère pour flétrir le luxe des états-majors de notre administration, la monomanie des places qui fait rage dans tous les rangs de la société, plaie vive dont il fait d'ailleurs remonter l'origine à la loi du partage égal des héritages, qui, divisant toutes les fortunes, oblige les familles, même les plus opulentes, à avoir recours, pour se soutenir, au revenu des fonctions publiques? Après s'être étendu sur ce thème consacré, le touriste anglais n'aura pas manqué d'opposer à l'administration française, avec une innocente fierté patriotique, le spectacle de l'Angleterre, où quelques lords de comté et un petit nombre de magistrats sans salaire composent tous les rouages simplifiés de la machine administrative du pays. Avant toutefois de passer condamnation, d'admettre que les fonctionnaires publics qui vivent des sueurs du peuple, pour emprunter à la démocratie une de ses métaphores favorites, avant d'admettre, disons-nous, que les fonctionnaires publics, les *placemen*, ne forment qu'un élément différentiel de la société britannique, nous prendrons la liberté de rechercher approximativement le nombre de familles anglaises qui tirent tous leurs moyens d'existence des revenus publics de l'Inde. A Dieu ne plaise qu'avocat à idées étroites, nous venions déclamer ici contre les gros traitemens des officiers civils et militaires de l'honorable compagnie! Nous avons vu de près la monotonie, les labeurs, les tristesses de leur vie d'exil, et dorées comme elles le sont, leurs chaînes nous semblent peu dignes d'envie. Nous dirons plus : sans avoir une très grande expérience de l'Inde, nous connaissons assez le pays pour affirmer sans hésitation que si le rhéteur peut trouver un sujet à phrases ronflantes dans le fait de l'exploitation de plus de cent millions d'Hindous par une poignée d'Européens, l'homme pratique doit reconnaître que l'Inde possède aujourd'hui le gouvernement le plus honnête, le plus éclairé, le plus juste, le meilleur en un mot qu'elle ait jamais eu. Aussi, au double titre d'admirateur des grandes choses, d'ami sincère d'un progrès libéral et intelligent, si quelque danger menaçait aujourd'hui l'édifice de la domination anglaise dans l'Inde, si quelque Spartacus cuivré levait l'étendard de la révolte aux acclamations des populations natives, nos sympathies et nos vœux seraient acquis tout entiers au civilisé contre le barbare, à la peau blanche contre la peau noire. Ces réserves faites, examinons si nos voisins d'outre-mer, en parlant en termes sévères du mal de la *fonctionomanie* qui

dévore la société française, n'oublient pas un peu trop l'éternelle vérité de la parabole évangélique.

Les états-majors civils et militaires de la présidence du Bengale et de la sous-présidence des provinces nord-ouest, en y comprenant les territoires de Lahore, du Punjab et d'Aracan, se composent de 484 employés du service civil proprement dit, 920 officiers de l'armée de la reine, 2,892 officiers de l'armée du Bengale. Pour la présidence de Madras, on compte 183 employés civils, 260 officiers de l'armée de la reine, 2,503 officiers de l'armée de Madras. Enfin, dans la présidence de Bombay les fonctionnaires anglais sont au nombre de 125 officiers civils, 308 officiers de l'armée de la reine et 1,270 officiers de l'armée de Bombay : soit 792 employés appartenant au service civil, 1,488 officiers de l'armée de la reine, 6,605 officiers de la compagnie, formant un total de 8,945 sujets anglais qui trouvent dans les emplois civils et militaires de l'Inde une existence libérale et une carrière honorable.

Il est généralement admis (et nous ne croyons pas le chiffre exagéré) que la moyenne des traitemens du service civil indien est de 1,780 livres sterling, et la moyenne des traitemens militaires de 480 livres sterling. Le total des émolumens perçus par les officiers civils et militaires des trois présidences s'élève donc d'une part à 1,409,703 livres sterling, et de l'autre à 3,917,640 livres sterling, soit 5,327,400 livres sterling, plus de 130 millions de francs en chiffres ronds! Cette somme, quelque élevée qu'elle soit, est loin de représenter la liste civile que le domaine de l'Inde paie à la nation anglaise, car elle ne comprend pas les appointemens si considérables des gouverneurs des trois présidences, des juges des cours suprêmes, des commandans en chef. De plus, une statistique exacte devrait tenir compte des salaires de corps nombreux et bien payés qui ne figurent pas dans ce total : ainsi les chapelains de la compagnie, la marine indienne, les pilotes du Gange, le service civil européen auxiliaire, etc. Il faudrait en dernier lieu faire entrer en ligne de compte les sommes perçues par les officiers retraités civils ou militaires, les veuves, les orphelins, qui touchent des pensions sur le budget de l'Inde. Aussi croyons-nous rester au-dessous de la vérité en fixant à 12,000 le nombre de familles ou de sujets anglais qui vivent du revenu de l'Inde, et à 10 millions de livres sterling la somme qu'ils se partagent annuellement. Un état-major de plus de 12,000 fonctionnaires! une dotation de plus de 250 millions de francs! Après de pareils chiffres, ne peut-on pas dire avec toute apparence de vérité que la proportion des *placemen* dans la nation anglaise est tout aussi considérable qu'elle peut l'être dans la nation la plus infectée de *fonctionomanie*, et que la seule différence véritable qui

existe au point de vue des fonctions publiques entre l'organisation sociale de la Grande-Bretagne et la nôtre par exemple, c'est que les emplois du gouvernement, très largement rétribués chez l'une, l'ont été très mesquinement chez l'autre, jusqu'au jour où une main puissante y a relevé le principe de l'autorité à l'agonie? Qui veut donc dresser un bilan exact des élémens de prospérité et de force de la nation anglaise doit tenir un grand compte de ce budget de l'Inde, qui fournit à plus de 12,000 Anglais une existence honorable. On peut même, sans exagérer l'influence conservatrice de ce magnifique subside que l'Asie paie à l'Angleterre, avancer que, faute des revenus de l'Inde, la constitution britannique n'eût pas sans doute résisté victorieusement à la double épreuve de 1793 et de 1848. C'est là une grande dette de reconnaissance que l'Angleterre a contractée envers l'Inde, et qu'elle doit acquitter en pourvoyant d'une main libérale, avec un zèle intelligent, à l'amélioration du sort des populations natives.

Jusqu'à ces dernières années toutefois, si quelque événement imprévu et terrible avait mis fin à la domination anglaise dans l'Inde, elle eût laissé derrière elle bien peu d'empreintes sur le sol, et le voyageur des siècles futurs, qui eût rencontré à chaque pas les splendides ruines qui témoigneront longtemps encore de la puissance des empereurs mogols, eût à peine trouvé dans quelque fort démantelé un fusil à piston ou un canon Paixhans, souvenir de ces Européens auxquels le dieu des batailles avait octroyé l'empire de l'Inde. A vrai dire, des guerres continues, un déficit constant dans le trésor, justifiaient jusqu'à un certain point cette apathie. Nous constaterons avec empressement que l'expérience a ouvert les yeux au gouvernement de l'Inde sur ses véritables intérêts, et qu'il s'applique aujourd'hui avec un zèle louable non pas à l'érection de monumens stériles, comme les splendides palais et mausolées du nord de l'Inde, mais à des travaux d'irrigation, de routes, de chemins de fer, qui doivent préparer à ce pays un avenir de prospérité dont nul ne saurait fixer les limites.

Les travaux d'irrigation, par leur importance financière, par le bien-être qu'ils répandront autour d'eux, tiennent la première place dans cette série d'entreprises utiles qui signaleront glorieusement, quoi qu'il arrive, le passage de la race européenne dans l'Inde. En effet, dans cette partie du domaine indien qui s'étend au pied de l'Himalaya entre le 70ᵉ et le 78ᵉ degré de longitude, le 24ᵉ et le 34ᵉ degré de latitude, le sol sablonneux est dénué de moyens d'irrigation naturelle; chaque année, la récolte est mise en question, et avec elle le sort de milliers d'individus. Aussi ne faut-il pas fouiller bien en arrière dans les annales de ces contrées pour arriver à des années de désastreuse mémoire, telles que les années 1837-38, où

des populations entières disparurent sous les atteintes du fléau de la famine. Il serait aisé cependant de soustraire à ces redoutables extrémités la partie du sous-gouvernement des provinces nord-ouest dont il est ici question, et qui s'étend entre le Gange et la rivière Jumna. Les neiges de l'Himalaya offrent à des canaux irrigateurs des réservoirs inépuisables, dont les merveilleuses ressources n'avaient point échappé à la sagacité des empereurs de Dehli. Aux noms de Feroze-Shah et de Shah-Jehan se rattachent des travaux de canalisation qui ont perpétué leurs souvenirs parmi les populations reconnaissantes. Le canal de Feroze, ouvert dans le XV[e] siècle sur la rive ouest de la rivière Jumna, sous le règne de l'empereur qui lui donna son nom, féconda, jusqu'au milieu du siècle dernier, les campagnes de Hissar et de Hurrianah. Le canal de Dehli, qui prend sa source sur la rive gauche de la même rivière, creusé sous la direction du célèbre Ali-Murdan-Khan, architecte de Shah-Jehan, apporta son flot vivifiant de 1626 à 1753 aux terres desséchées qui s'étendent des montagnes Sirwalie aux environs de Dehli. Malheureusement, à la fin du XVIII[e] siècle, les travaux d'utilité publique qui avaient fertilisé le sol pendant de longues années disparurent dans la tempête où fut englouti le trône des empereurs mogols, et le sort des populations de ces vastes contrées fut de nouveau remis au hasard des pluies.

Ce fut en 1815 seulement, sur les instances énergiques et bienveillantes du marquis de Hastings, que la cour des directeurs entreprit de remettre en état de service les ouvrages de canalisation achevés sous les empereurs mogols, et dont les ruines inutiles jonchaient tristement le sol. Les premiers efforts se portèrent sur l'ancien canal de Feroze (*western Jumna canal*), qui, prenant sa source au pied de l'Himalaya, vient, après un parcours de 450 milles, arroser les campagnes de Dehli. L'eau reparut en 1821, après plus de quatre-vingts ans d'absence, dans cette artère fertilisante, et le gouvernement de l'Inde n'a eu qu'à s'applaudir depuis, même au point de vue financier, du résultat de cette entreprise. Quelque encourageans que fussent ces débuts, il fallut dix ans pour que le canal est de la Jumna fût mis en état de service, et dix années de plus encore pour que les plans d'un ingénieur éminent révélassent tout le parti que l'irrigation artificielle pourrait tirer des eaux du Gange, sans emploi jusqu'alors. Les désastres de la campagne de Caboul et les guerres du Punjab qui suivirent vinrent toutefois détourner l'attention du gouvernement de cette grande œuvre, entamée seulement en 1848, année où, sur les instances de lord Hardinge, la cour des directeurs vota un subside d'un million sterling pour les dépenses du canal du Gange. Ce magnifique ouvrage, presque achevé aujourd'hui, tiendra place parmi les travaux d'irrigation les plus considérables de l'univers, et

l'art de l'ingénieur y aura rencontré des difficultés dont la science moderne, avec ses merveilleuses ressources, a seule pu triompher. Presque à l'origine du canal, pour conduire les eaux à travers le lit de la rivière Solani, il a fallu bâtir un aqueduc aux proportions romaines, qui se compose de quinze arches ayant chacune 50 pieds d'ouverture, et laissant ainsi un espace de 750 pieds à l'écoulement des eaux. Les dépenses de cette gigantesque construction se sont élevées à 30 lacs de roupies. D'Hurdwar, son point d'origine, à sa jonction au lit du Gange à Cawnpore, en y comprenant les branches collatérales, le canal du Gange s'étend sur un parcours de 890 milles. L'on estime à 1 *crore* 1/2 de roupies (1 million sterl. 1/2) la dépense totale de ces magnifiques travaux qui préserveront à jamais des terribles extrémités de la famine une population de plus de huit millions d'individus. Quant aux résultats du canal au point de vue du trésor public, les hommes spéciaux établissent que ses recettes annuelles, primes d'irrigation (le pied cube d'eau rapportant 120 roupies), droits de navigation et autres, doivent s'élever à 14 lacs 1/2. En admettant une dépense annuelle de 4 lacs 1/2 pour les frais d'entretien, de personnel, de réparations, il resterait pour produit net 10 lacs 1/2 de roupies.

Si nous sommes entré dans quelques détails sur le canal du Gange, c'est que bien peu de travaux d'utilité publique ont été entrepris pendant les soixante premières années de la domination anglaise dans l'Inde. Sans revenir comme à plaisir sur ce dernier sujet, ne doit-on pas témoigner une profonde surprise en voyant que c'est en 1836 (année où fut commencé le *Great trunk Road*, qui doit relier Calcutta à Dehli, Lahore et Peshawer) que furent entrepris les premiers travaux sérieux destinés à faciliter les communications dans le domaine indien. Que le gouvernement de la compagnie, en état de guerre permanent avec ses voisins, n'eût pas eu le temps de tirer parti de toutes les ressources du pays, la chose est facile à comprendre; mais qu'il eût négligé d'ouvrir des voies de communication qui lui permissent au moins de mouvoir aisément ses forces militaires d'un bout à l'autre du territoire conquis, c'est là une incurie gouvernementale, un oubli de ses propres intérêts, qui légitiment et au-delà les changemens radicaux dont la charte de la compagnie a subi l'atteinte depuis le commencement du siècle. Le *Great trunk Road*, commencé, comme il a été dit, en 1836, est achevé aujourd'hui sur un parcours de 950 milles, et conduit le voyageur, par une voie macadamisée dans son entier, de Calcutta à Kurnaul. Le parcours complet de cette grande artère de l'Inde atteindra 1,450 milles, et, en estimant à 1,000 livres sterl. le prix moyen des travaux par mille, la ligne entière, lors de l'achèvement, représentera un capital

de 1 million sterl. et demi. Une route qui doit mettre en communication directe Calcutta et Bombay est aussi en cours d'exécution et terminée jusqu'à Ahmednuggur, sur un parcours de 150 milles. Enfin une route, macadamisée en partie, réunit Bombay à Agra, et les dépenses totales se sont élevées à 243,670 livres sterling pour un développement de 734 milles, soit une dépense moyenne au mille de 330 livres sterling. Cependant l'importance des voies de communication ordinaires, quelque grande qu'elle soit, disparaît devant celle des chemins de fer en cours d'exécution dans les trois présidences, et dont il faut dire quelques mots.

Depuis plus de dix ans, la question des chemins de fer de l'Inde est soumise à la discussion publique et a soulevé une polémique brûlante entre des partisans passionnés et des adversaires systématiques. Les spéculateurs atteints de la fièvre des *rail-ways* ne pouvaient en effet rencontrer des adversaires plus antipathiques d'instincts et d'habitudes que ces vieux serviteurs brahminisés de la compagnie, qui exercent un contrôle presque tout-puissant sur les affaires intérieures de ses domaines. La question des chemins de fer mettait en présence l'esprit d'innovation et d'entreprise, le génie du *go a head*, et l'esprit de tradition et de haine aux changemens dans son expression la mieux définie et la plus complète. La lutte devait être acharnée et le fut en effet. Si les uns enfantèrent des projets chimériques de chemins de fer que Wishnou et Brahma, au temps de leur toute-puissance, eussent seuls pu réaliser, les autres firent valoir avec une violence obstinée, en manière d'argumens péremptoires, les inondations périodiques des bas pays, les pluies torrentielles de la mousson de nord-est, la prompte détérioration des bois, l'ardeur du soleil et des vents chauds, l'exubérance de la végétation souterraine sous un climat tropical, tous argumens contraires qu'une enquête sérieuse d'hommes compétens devait réduire à néant, tout aussi bien que le bon sens public avait fait justice des projets insensés. En effet, il suffisait de mettre à profit les ressources de l'art dans un tracé savant pour garantir les ouvrages de la voie ferrée contre les inondations périodiques, mais partielles seulement, qui affligent le Bas-Bengale. Le bois de *teak*, si commun dans ces contrées, résiste victorieusement à la double épreuve de l'humidité et des insectes. Quant aux objections tirées de l'exubérance de la végétation souterraine, de l'élévation de la température, etc., les chemins de fer en activité dans les États-Unis du sud, à Cuba et à la Jamaïque prouvent assez que ce ne sont pas là des obstacles invincibles dont l'art moderne et des soins minutieux ne puissent triompher. Ces objections résolues victorieusement par des hommes compétens, l'on pouvait regarder la cause des chemins de fer de l'Inde

comme définitivement gagnée. Une fois en effet qu'il fut démontré que le sol et le climat n'opposaient aucun obstacle naturel et insurmontable à la construction et à l'entretien des ***rail-ways***, les partisans de ces entreprises pouvaient faire valoir, avec une grande apparence de vérité, que les avantages que le pays tirerait de ces entreprises ne le céderaient en rien aux succès merveilleux obtenus dans les autres contrées où des chemins de fer ont été ouverts. Au double point de vue de l'administration intérieure et de la sûreté publique, les chemins de fer promettent dans l'Inde des résultats bien plus importans que ceux qu'ils ont donnés dans toute autre partie du globe. Dans l'Inde en effet, où l'administration est si clairsemée, qu'un magistrat ou un collecteur administre des contrées grandes comme de petits royaumes, c'est à bras d'hommes seulement, à travers mille fatigues et mille retards, que l'officier européen peut se transporter sur le théâtre d'une émeute, ou venir visiter la caisse d'un comptable infidèle. En mettant l'agent supérieur à même de se transporter presque sans délai d'un bout à l'autre de son district, les chemins de fer feront plus que doubler les moyens d'action et de surveillance du gouvernement. Bien mieux, ils doivent augmenter dans une forte proportion la puissance de l'établissement militaire de la compagnie. Aujourd'hui c'est seulement à certaines saisons de l'année, et avec une grande lenteur, que l'on peut mettre en mouvement des troupes dans le domaine indien. Il faut trois mois par exemple à un régiment pour se rendre de Calcutta à Dehli. A l'aide du ***rail-way***, ce mouvement de troupes, avec des dépenses infiniment moindres, ne prendra plus que quelques jours. Ce sont là des avantages politiques qui défient l'examen le plus minutieux et le plus partial. Reste à savoir si le revenu des chemins de fer en couvrira largement les dépenses, si l'argent des capitalistes trouvera dans ces entreprises un placement avantageux.

Or il est certain que le mouvement des voyageurs européens de l'Inde sera dès le début acquis aux chemins de fer; mais les Européens ne forment qu'une fraction minime de la population du domaine indien, et qui connaît l'obstination des natifs à suivre les usages établis, leur haine invincible de toute innovation, leur ignorance absolue de la valeur du temps, peut, non sans apparence de raison, émettre l'opinion qu'il sera long et difficile de les amener à comprendre l'utilité des chemins de fer. Cependant on peut espérer que certaines classes de la société native habituées au contact des Européens sacrifieront bientôt leurs préjugés à leurs intérêts mieux compris : ainsi les marchands en si grand nombre qui entretiennent des relations d'affaires dans les villes de l'intérieur, de Calcutta à Caboul. On ne peut faire aussi bon marché des préjugés des voya-

geurs religieux qui viennent, par centaines de mille chaque année, visiter les villes sacrées de Bénarès, Pooree, Gya. On ne préjugera pas toutefois trop favorablement de l'intelligence de ces pèlerins en disant qu'ils finiront sans doute par comprendre qu'outre la rapidité et le *comfort* du voyage, on n'a pas dans un wagon à redouter la rencontre des *thugs*, des empoisonneurs, de tous ces malfaiteurs en un mot qui infestent les grandes routes de l'Inde. Il est à remarquer d'ailleurs que, partout où des sections ont été ouvertes, les natifs y sont accourus avec enthousiasme. Ainsi au mois d'août 1854, lorsque la circulation venait de s'établir sur la ligne de Calcutta à Hoogly, on voyait les Hindous se presser au débarcadère par centaines et monter à l'envi dans les wagons, non pas toutefois sans adresser à la locomotive fumante un salut timide et respectueux, comme s'ils eussent voulu gagner les bonnes grâces de quelque démon puissant et familier. Notons aussi cet avertissement plein de couleur locale affiché sur les murs de la gare d'Howrah : « Les personnes qui désirent prendre des places de premières ou de secondes doivent avoir une tenue décente; » tenue décente, — une chemise!

Si, pour apprécier le mouvement probable des voyageurs sur les chemins de fer de l'Inde, l'on est obligé d'entrer dans un champ d'hypothèses assez étendu, l'on peut parler avec plus de certitude des marchandises dont les voies ferrées, à peine ouvertes, auront à faire le transport. En 1854, le commerce du continent indien, qui est venu se concentrer dans les deux entrepôts de Bombay et de Calcutta, a dépassé la somme de 50 millions sterling. C'est là sans doute un chiffre considérable; on peut toutefois affirmer, sans crainte d'être démenti par l'événement, que le commerce de l'Inde est loin d'avoir acquis tout le développement qu'il atteindra infailliblement lorsque des moyens de transport sûrs et faciles auront été assurés aux marchandises. Comme on l'a déjà fait observer, le système des voies de communication de l'Inde est demeuré jusqu'à ces derniers temps à l'état de nature; aujourd'hui même, tout le mouvement commercial en dehors de l'artère du *Great trunk Road* s'opère à travers des sentiers à peine battus ou sur des rivières dangereuses, navigables seulement à certaines saisons de l'année. De là des frais énormes de transport et des lenteurs qui entravent d'une manière si déplorable les transactions commerciales, que l'on doit compter en première ligne parmi les sources de recettes des chemins de fer indiens le transport des marchandises. Ainsi, dans le Bas-Bengale, presqu'aux portes de Calcutta, les charbons des environs de Burdwan, les indigos du Tirhoot, les opiums de Bénarès et de Patna, fourniront dès le début aux *rail-ways* des élémens de revenu dont personne ne saurait contester l'importance.

Nous en avons dit assez pour montrer quel concours actif et puissant les voies de communication nouvelles doivent prêter à la production du pays et à l'action du gouvernement. Aussi, après une polémique de plusieurs années, la cour des directeurs, cédant enfin à ses intérêts mieux compris, se résolut à intervenir activement dans la question des chemins de fer indiens en garantissant aux capitalistes un intérêt déterminé, et en s'engageant à livrer sans frais le terrain aux compagnies concessionnaires. Cette intervention du pouvoir suprême est sans doute contraire au génie et aux habitudes de la race anglaise, mais dans l'Inde de puissans motifs obligeaient le gouvernement à accorder un patronage actif aux nouvelles entreprises. Auprès du capitaliste de Londres, la communauté indienne est loin de jouir d'une réputation de probité immaculée, et ce n'est qu'avec une excessive circonspection qu'il hasarde ses fonds dans une contrée éloignée dont l'histoire financière est remplie à chaque page de déplorables catastrophes. De plus, si des calculs statistiques établissent que les chemins de fer de l'Inde doivent largement couvrir leurs dépenses, il en est d'autres, non moins statistiques, qui établissent que ces entreprises ne pourront jamais être que de déplorables placemens d'argent. Ces difficultés, dont la cour des directeurs ne pouvait se dissimuler la portée, l'ont amenée à garantir aux capitaux divers taux d'intérêt, proportionnés à la fois aux sommes dépensées et aux avantages publics qui doivent résulter de l'établissement des lignes de fer. Outre ces garanties conservatrices des intérêts des actionnaires, il est un autre mode de concours que le gouvernement de l'Inde a adopté en s'engageant à leur fournir le terrain de parcours sans frais. L'état de la propriété dans l'Inde, qui rend ce mode de subvention facile au gouvernement, eût occasionné aux compagnies de grandes dépenses et d'interminables délais. L'on estime à 200 livres sterling par mille le prix moyen du terrain que le gouvernement doit délivrer à la compagnie concessionnaire du chemin de fer des provinces nord-ouest (1); c'est une subvention totale de 200,000 livres sterling, outre la garantie d'intérêt.

(1) La ligne des provinces nord-ouest, celle qui doit relier le chef-lieu politique et commercial de l'Inde aux grands centres de Dehli et Agra, doit tenir la première place, au point de vue commercial comme au point de vue stratégique, parmi les lignes projetées dans l'Inde. La configuration de la contrée n'oppose d'ailleurs que de faibles obstacles à la construction de cette voie ferrée, qui doit relier Calcutta à Dehli par Burdwan, Mirzapour, Allahabad et Agra. De Calcutta à Burdwan, la plus forte montée est de 1 sur 836 dans une longueur d'un quart de mille, et la plus forte descente de 1 sur 379 pour à peu près la même distance. De Burdwan à la rivière Barruckur, le terrain n'offre aucune difficulté sérieuse; mais après avoir traversé la vallée de cette rivière, l'on arrive à la plus forte montée de toute la ligne, dont le maximum ne dépasse pas 1 sur 100, et cela seulement dans une distance d'un tiers de mille. Cette montée est

Une dernière question économique se rattache au budget de l'Inde et a vivement préoccupé les esprits en Angleterre il y a quelques années : nous voulons parler des relations de patronage établies entre le gouvernement de la compagnie et les religions natives. Aux premiers jours de la conquête, le gouvernement de l'honorable compagnie, étonné, presque effrayé de l'immensité de ses succès, chercha par tous les moyens à capter la confiance de ses nouveaux sujets. Comprenant avec une rare sagacité combien les folles superstitions des croyances natives avaient gardé d'influence parmi les populations de l'Inde, les hommes d'état anglais qui présidèrent les premiers aux destinées de la conquête s'imposèrent la loi de ne léser en rien les préjugés religieux de leurs nouveaux sujets. Cette tolérance, sage sans doute au début, prit bientôt les proportions d'un patronage ouvert et bienveillant. Aux jours de solennités religieuses, des escortes de soldats accompagnèrent les processions des idoles; le canon fut tiré en leur honneur; le nom de ***Sri Ganesha,*** déesse de la sagesse, fut inscrit en manière de dédicace en tête des almanachs publics; les sermens dans les cours de justice furent prêtés sur le Coran ou au nom des idoles hindoues. Enfin, dans les administra-

suivie d'une descente de semblables proportions, inclinaison et longueur. Des inclinaisons de 1 sur 155 et 1 sur 186 conduisent de là au sommet de la passe *Dunwa,* le point culminant de la ligne, où la descente s'ouvre par deux plans inclinés de 1 sur 61 et un plan incliné de 1 sur 62, tous trois de moins d'un mille et demi de long, et séparés entre eux par des zones horizontales d'environ un huitième de mille chacune. Le terrain est ensuite dépourvu d'obstacles jusqu'à Chunar, et de Chunar à Mirzapour. De Mirzapour à Allahabad, la première partie du tracé offre un niveau presque parfait, et dans la seconde l'inclinaison la plus élevée est de 1 sur 337. De Allahabad à Cawnpore, le terrain s'élève graduellement, l'inclinaison maximum pour les montées étant de 1 sur 2,064, et pour les descentes de 1 sur 1,508. Enfin, de Cawnpore à Agra et Dehli, le chemin de fer ne réclamera presque aucuns travaux de terrassement. D'après cet aperçu topographique, emprunté presque littéralement aux documens officiels, on semblerait autorisé à conclure que dans aucune partie du monde une ligne de même étendue (1,000 milles environ) n'a rencontré de moindres difficultés de terrain. Malheureusement les obstacles sérieux, ceux qui réclament toute l'habileté de la science moderne, ce sont les torrens et les rivières que la voie ferrée rencontre à chaque instant sur son passage. Ainsi elle doit traverser le Gange deux fois, les rivières Ijelenghee, Bhagerrutti, Soane. Le pont qui sera jeté sur ce dernier obstacle, par ses dimensions colossales et par les difficultés vaincues, prendra rang parmi les plus grandes créations de l'art moderne. Il s'agit de franchir un lit de torrent de deux milles et demi de large sur un fonds de sable mouvant dont on n'a pu jusqu'ici sonder la profondeur. Les devis dressés aux premiers jours élevaient à 15,000 livres sterling le prix moyen par mille de la ligne des provinces nord-ouest. Il semblerait, en prenant pour base de calculs les travaux déjà exécutés, que cette moyenne pourrait être réduite de 9 à 10,000 livres sterl. Les taux d'intérêt garantis aux compagnies par les dernières décisions de l'autorité supérieure sont les suivans : dans la présidence du Bengale, 5 pour 100 pour le premier million sterling, 4 1/2 pour les autres; dans la présidence de Madras, 4 1/2 pour 100, et dans celle de Bombay, 5 pour 100.

tions du gouvernement, on toléra ouvertement ces adorations puériles qu'à certains jours consacrés l'Hindou adresse aux instrumens de son métier. Il y eut la fête du papier, celle de l'encre et de l'encrier, des plumes et du tabouret. Ces habitudes de tolérance protectrice une fois érigées en axiomes de salut public par les hommes d'état du service indien, le gouvernement se trouva bientôt amené à intervenir directement dans les affaires intérieures des établissemens religieux du pays.

Sous les gouvernemens antérieurs à la conquête anglaise, les diverses corporations religieuses possédaient des terres destinées par leurs fondateurs à défrayer les dépenses des divers membres de la communauté et les frais du culte. Or il arriva que, les revenus des terres ayant été dilapidés par une mauvaise administration, des corporations ne purent acquitter l'impôt foncier, et que le gouvernement, tant dans l'intérêt du trésor public que pour prévenir le retour de semblables abus, s'empara de l'administration des terres, s'engageant en compensation à payer un certain subside annuel à la communauté religieuse mise en curatelle. Ou bien encore, comme les gouvernemens natifs étaient dans l'habitude aux époques de solennités religieuses de faire des avances à certains établissemens privilégiés, avances dont ils se remboursaient par la perception de taxes locales, le gouvernement anglais fut sollicité de suivre les traditions de ses prédécesseurs.

Pour faire comprendre par un exemple assez original comment s'exerçait cette intervention de l'autorité séculière, il suffira de donner ici quelques détails sur les relations qui s'établirent entre l'autorité anglaise et les brahmes attachés au célèbre temple de Jaggernauth à Pooree. Ces brahmes ayant sollicité des avances du gouvernement de la compagnie, ce dernier ne crut pouvoir mieux faire que de suivre les exemples de ses prédécesseurs, d'accorder les sommes demandées, et d'en opérer le remboursement au moyen d'une taxe prélevée de temps immémorial sur les pèlerins qui venaient visiter le temple. La machine fiscale fut montée d'ailleurs avec tout le luxe de détails et de précautions qui caractérise un gouvernement économe des deniers publics. Une barrière fut élevée autour de la cité, et l'on ne put en franchir l'enceinte qu'en achetant argent comptant, du magistrat chargé de ce service, une passe dont nous traduisons mot à mot le curieux modèle : « A..., habitant du district de ..., est autorisé à faire les cérémonies d'usage, sous la conduite de ..., pendant ... jours, savoir, du ... au .... Libre accès lui sera donné au temple de Jaggernauth, et à l'expiration de la période, la présente passe sera renvoyée au gouvernement. » Quoique cette taxe fût modique, le nombre des pèlerins qui visitent chaque année le temple de Poo-

ree s'élevant à plus de cent mille, elle ne laissa pas de fournir un assez joli revenu, dont le gouvernement anglais au reste ne bénéficia qu'avec tout le respect pour la propriété qui le caractérise. De mesquines économies ne furent point faites dans les dépenses de la maison de l'idole, qui demeura montée sur un pied de représentation fort convenable. Comme par le passé, l'affreux morceau de statuaire enfoui immobile dans une niche continua à compter ses serviteurs à la douzaine : faiseur de lit et allumeur de lampe, gardien de nuit et domestique pour le réveiller, serviteur chargé de lui indiquer l'heure et serviteur pour lui offrir le bétel, cuisiniers et marmitons comme de raison, porteur d'éventail et porteur d'ombrelles. Jaggernauth eut même son corps de ballet, des bayadères que les brahmes du temple, par une pieuse attention, avaient soin, dit-on, de choisir aussi jolies que consommées dans l'art de la chorégraphie indienne, tous en un mot, domestiques et bayadères, fonctionnaires du gouvernement anglais, et émargeant très régulièrement comme tels au budget de la compagnie.

Un pareil état de choses ne pouvait manquer d'exciter l'indignation des sectes puritaines, si puissantes en Angleterre. Dès 1833, le patronage, qu'il semblait de bonne politique au gouvernement de la compagnie d'accorder aux rites idolâtres de ses sujets natifs, fut dénoncé avec véhémence à l'opinion publique. La cour des directeurs résista stoïquement à ces attaques jusqu'en 1838, mais à cette époque elle fut obligée de se rendre devant l'agitation et les colères des sociétés religieuses. Des ordres émanés de son sein prescrivirent de ne plus rendre les honneurs militaires aux idoles, de supprimer les taxes des pèlerins aux divers lieux consacrés par la tradition hindoue, de cesser d'écrire les noms des dieux de l'olympe de Brahma en tête des documens publics, et enfin de ne plus exiger les sermens sur le Coran ou les idoles que l'on faisait prêter aux témoins dans les cours de justice. L'expérience a justifié toutes ces réformes, sauf la dernière, qui a détruit la faible barrière que les superstitions religieuses opposaient au parjure, cette plaie vive de l'Inde, et provoque encore aujourdhui les réclamations de tous les hommes éclairés de la magistrature anglo-indienne.

M^{or} Fridolin.

LES

GRANDS SERMONNAIRES

FRANÇAIS

On peut dire de l'oraison funèbre qu'elle commence et finit avec Bossuet. Il n'a eu comme orateur, en ce genre d'éloquence inouie jusqu'à lui, ni devanciers, ni émules, ni successeurs. Il n'en est pas de même du sermon. Non-seulement Bossuet n'en a pas pris toute la gloire; mais, selon certains juges, il n'y serait même pas le premier. L'histoire du sermon a trois époques, marquées par trois grands noms, Bossuet, Bourdaloue, Massillon. J'essaierai de caractériser ces trois époques et de peser ces trois noms.

Il y faut mettre beaucoup de candeur, et avouer tout d'abord dans quelle mesure nous sommes compétens pour apprécier l'art du sermon.

Le sermon se compose de deux parties distinctes : le dogme et la morale. Dans le dogme, il faut comprendre les mystères, la doctrine de l'église sur toutes les questions de foi, l'histoire des personnes divines, les vies miraculeuses des saints. La morale comprend à la fois la règle des mœurs du chrétien et la peinture de l'homme tel que le christianisme l'a expliqué.

Nous ne sommes pas très bons juges de la première partie, et je le dis de ceux surtout qui se croiraient le droit d'en parler légèrement. A beaucoup d'entre nous il manque la foi; il nous manque à tous la science de la religion. Nous ne sommes plus au temps où les livres de théologie étaient les lectures populaires, et où le prince de

Condé, assistant à la thèse de Bossuet, fut tenté d'argumenter avec le jeune docteur. S'il en est parmi nous qui veulent connaître l'histoire de leur foi, ou tout au moins n'ignorer pas des choses qui ont rempli tant de fortes têtes et épuisé tant de grandes vies, les occupations nécessaires, l'impossibilité de suppléer au défaut d'une première préparation, ne leur permettent pas d'y faire assez de progrès pour se rendre familière cette grande éloquence du dogme et se diriger à travers les obscurités des mystères. Les plus habiles n'en doivent juger qu'avec réserve, et quant aux ignorans, on ne leur demande que de ne pas mépriser les pensées des plus profonds parmi les hommes de génie.

Il en est tout autrement de la morale. Nous connaissons la morale chrétienne comme elle nous connaît nous-mêmes. C'est la science de notre fonds; nous en sommes à la fois les juges et les justiciables. S'il est vrai que nous ne soyons pas théologiens, du moins nous sommes chrétiens. Ceux qui ne peuvent pas l'être par la foi n'osent pas ne pas l'être par la raison, et tel qui résiste au dogme s'incline devant la plus sublime des philosophies. Tout invoque cette sainte autorité, tout veut remonter jusque-là et dater de là; toutes les rêveries honnêtes sur la perfectibilité indéfinie des sociétés humaines veulent être des applications de cette morale, et les sophismes sous lesquels se cachent les passions destructives lui rendent ce genre d'hommage que l'hypocrisie rend à la vertu. Nous sommes les sujets de ses peintures; nous avons posé pour ses portraits. Nos vies, nos passions, nos folies, qui peut mieux juger que nous de leur ressemblance avec les tableaux des prédicateurs? Si notre conscience, trop complaisante, se refuse à les reconnaître en nous, du moins nous les reconnaissons chez les autres. Et même, quand il s'agit de nous, sitôt que le trouble jeté dans notre intérieur par la passion a cessé, le sang-froid revenu nous met en présence de nous-mêmes, et nous avons d'autant moins de peine alors à nous trouver ressemblans, que nous nous croyons, dans ce moment du moins, guéris de la maladie dont le prédicateur nous a décrit les ravages.

Ainsi, soit qu'il s'agisse des règles pour la conduite, soit qu'il s'agisse des peintures de l'homme, nous sommes au premier degré juges compétens de la vérité du sermon.

Il est un autre côté par où le sermon nous touche, et dont nous ne sommes pas moins bons juges : c'est la méthode, c'est le style, non qu'on ne goûte encore mieux les beautés de l'exécution quand on ne la distingue pas du fond, mais il suffit, pour en bien juger, que nous soyons capables d'en remarquer la conformité avec le génie et la langue de notre pays, et d'en tirer des enseignemens pour la conduite de notre propre esprit.

Enfin, s'il est vrai que nous sommes trop peu familiers avec la science de la religion pour apprécier dans un sermon ce qui touche au mystère et au dogme, nous ne pouvons pas ne pas recevoir de fortes impressions des pensées d'un Bossuet, des raisonnemens d'un Bourdaloue sur ces saintes difficultés du christianisme. La preuve que nous y avons une sorte de compétence, c'est que nous serions fort choqués d'un sermon qui, soit par une complaisance mondaine pour l'auditoire, soit ignorance dans le prédicateur, omettrait les mystères et passerait en courant sur le dogme. Sans l'autorité de la doctrine, un sermon paraîtrait une morale faite sur le ton de l'homélie. Nous sommes sans doute moins touchés que les fidèles du XVII[e] siècle de l'interprétation subtile ou hardie des mystères, mais nous sommes certainement plus choqués que l'auditoire de la régence de ce qui manque de cette moelle des Écritures à la plupart des sermons de Massillon.

Réserve sur ce qui est proprement la métaphysique du christianisme, compétence en ce qui regarde la peinture de l'homme et l'art du prédicateur, tel est l'esprit dans lequel j'essaierai d'apprécier les trois plus grands orateurs qu'ait eus, depuis les pères, la chaire chrétienne.

I. — BOSSUET.

Bossuet, le premier en date, en est aussi le plus excellent. Comme Corneille dans la tragédie, en créant le sermon il en a donné le modèle. Cependant un préjugé, que n'a pas pu détruire encore la critique, le met au troisième rang, après Massillon et Bourdaloue, et celui-ci au second. Ce préjugé date de loin. L'admiration excessive de Voltaire pour le *Petit Carême,* et plus tard le jugement de La Harpe, beaucoup plus lu que les sermons dont il parlait, ont persuadé à beaucoup de gens que ces rangs sont définitifs. La gloire de Bossuet est d'ailleurs si grande, qu'on ne croit pas lui faire tort en disant qu'il lui a manqué d'exceller dans une partie de l'éloquence religieuse, étant si hors de toute comparaison dans les autres. En parlant de Massillon, je dirai comment Voltaire aurait pu admirer moins le *Petit Carême* sans cesser d'être juste. Quant au jugement de La Harpe, outre que son goût est plus souvent un goût d'école que celui des esprits de choix, il est incroyable avec quelle insuffisance de lectures il décide des réputations et des rangs.

Dans un premier examen du sermon, il en admirait le plus parfait modèle dans Massillon; il mentionnait à peine Bossuet, et il omettait, ou peu s'en faut, Bourdaloue. Plus tard il rétablit Bourdaloue, mais à la suite de Massillon, et Bossuet recule au dernier rang.

J'en conclus que la première fois il n'avait lu ni Bossuet ni Bourdaloue, et que la seconde fois, s'il a pris quelque connaissance de Bourdaloue, il a persévéré à ne pas lire Bossuet. Sans doute il ne faut pas s'inquiéter de cette question des rangs; mais s'il est d'une critique éclairée de n'en pas marquer, il ne faut pas tolérer que des livres accrédités mettent au dernier celui qui doit être au premier. Une distribution des rangs, qui peut avoir pour effet d'ôter des lecteurs à Bossuet et de faire trop admirer Massillon, est une erreur préjudiciable à l'esprit français. Il y aurait presque autant d'injustice à donner aux tragédies de Voltaire le prix sur celles de Corneille qu'à mettre les sermons de Massillon au-dessus de ceux de Bossuet. Si vous voulez tenir haut les esprits, élevez les modèles; ne mettez pas l'habileté avant le génie, et préférez l'art sévère à l'art complaisant. Pour être juste envers Bossuet, il faut le faire passer du dernier rang au premier; Bourdaloue restera au second, et cet ordre des grands noms de la prédication en France indiquera la marche et les changemens de cet art où, parmi les nations chrétiennes, la nôtre est sans rivale.

Dans les sermons de Bossuet, la doctrine tient plus de place que la morale. Cette seule proportion est déjà du génie. Il est vrai que le tour d'esprit de son temps la lui indiquait. A cette époque, le sermon était prêché devant une cour religieuse et des auditeurs exercés aux matières théologiques. Au commencement du XVIIIe siècle, la chaire aura pour auditoire une cour dégoûtée de la religion par les querelles de théologie, des fidèles qui n'écoutent guère que par respect humain. La doctrine y sera éludée, et la morale prendra toute la place. Aidé par son époque, Bossuet pouvait donner au sermon son vrai caractère, qui est d'être un enseignement de foi avant d'être un enseignement de morale. Que sont en effet les prescriptions sans la loi, et quelle différence y a-t-il, en matière de morale, entre l'enseignement philosophique et l'enseignement religieux, si l'auditeur n'y voit que des conseils qu'il est libre de négliger ou de suivre? L'important, c'est le dogme, qui fait obéir à la morale. Mettez-moi d'abord en paix sur l'origine et la sanction de la morale; apprenez-moi au nom de qui vous me l'enseignez; persuadez-moi qu'une autre vie m'attend après celle-ci, où il me sera fait selon ce que j'aurai mérité. C'est par là que doit commencer le prédicateur chrétien. S'il ne trouve rien de plus fort contre mes passions que le consentement passager que lui donne ma raison naturelle au moment où il développe des maximes que j'ai déjà lues dans les livres, je risque fort de garder mon mal. Et quant à la punition qu'il m'affirme plutôt qu'il ne me la prouve, je demeure dans ce doute commode qui incline vers la croyance quand la passion est endormie, vers l'incré-

dulité sitôt qu'elle se réveille. Me convaincre que je pouvais faire mieux que je n'ai fait, c'est à peine m'apprendre un peu plus que je n'en sais déjà par la peine terrestre attachée à chaque infraction; c'est trop peu pour me corriger. Forcer ma raison à être attentive aux preuves de la foi, l'étonner, la troubler par le développement des mystères et les preuves du dogme, tel doit être l'objet principal du sermon.

On peut n'y pas réussir; il faut le vouloir du moins, et ce doit être la mâle ambition de la chaire chrétienne. Elle était digne de Bossuet, et j'admire qu'avec une science si profonde des cœurs, quand il pouvait les ouvrir, pour ainsi parler, et les étaler tout vifs sur la chaire, il aime mieux poursuivre et harceler son auditoire d'austères explications du dogme, et songe plutôt à lui faire peur de ne pas croire qu'à l'intéresser par l'imagination à bien agir. Qu'on ne s'attende pas pourtant à de la théologie en forme. Les raisonnemens, dans les sermons de Bossuet, ne s'enchaînent pas comme dans la logique de l'école, et n'est-ce pas là comme une première convenance de ce grand art? Il doit y avoir du prophète dans le prêtre. Nous voulons dans la chaire un homme inspiré plutôt qu'un dialecticien. L'autorité même du ministère, qui doit protéger le prédicateur contre les faiblesses de la personne, s'affaiblirait par la prétention trop visible de démontrer les vérités de la foi comme des propositions de l'ordre mondain. Où le raisonnement est possible sans abaisser la matière, Bossuet raisonne; mais il raisonne de telle sorte, qu'on sent le fidèle qui confesse dans le logicien qui argumente. La chaire d'où prêche Bossuet se souvient que le premier qui y monta était « ce barbare dont le discours rude et sans art était plus persuasif que toutes les harangues des Cicéron et des Démosthènes (1). » Il ne traite pas toutes les difficultés avec la même méthode; chaque difficulté a la sienne. Tantôt il regarde le mystère en face, et il se porte impétueusement au plus épais des saintes obscurités avec le généreux courage d'un soldat qui se jette dans une mêlée. Tantôt il s'arrête, étonné, ébloui, contraint de baisser la vue, et il demande « à remettre ses sens étonnés. » Ailleurs il décide d'enthousiasme, il ordonne, il enjoint, et cet « instinct qui le pousse, » plus convaincant que la logique de l'école, plus habile que toutes les adresses de la rhétorique, lui suggère des preuves inattendues et saisissantes. Enfin, si les preuves manquent, cherche qui voudra à contenter la curiosité des fidèles, s'épuise qui voudra à pénétrer les causes des secrets des jugemens de Dieu : pour lui, il chantera à jamais ses miséricordes! Logique sublime dont les impuissances mêmes servent de preuves!

(1) *Panégyrique de saint Paul.*

On ne s'engage pas impunément dans les plus ardus de ces sermons. Une impression de religion vous y saisit, et au lieu de trouver un vain plaisir à voir un si grand esprit aux prises avec des difficultés insurmontables, on est touché de cette foi qui d'avance est résolue à suppléer ce qui manque au raisonnement, et à tirer de l'insuffisance de la logique de nouveaux motifs de croire. Un raisonnement dans les formes, qui ne nous convainc pas, ajoute au doute où il nous laisse un sentiment qui blesse la charité, car il nous fait sourire des vains efforts de celui qui prétendait nous convaincre; mais le moins que fasse cette logique de Bossuet, laquelle participe à la fois de la dialectique, de l'exhortation et de l'hymne, c'est de rendre plus humble et meilleur quiconque n'est pas prévenu par entêtement ni par vanité, ou qui seulement est tendre à tout ce qui est l'œuvre du génie dans un homme de bien.

Les personnes divines ne sont pas pour Bossuet des symboles. Il les voit d'une vue claire dans le mystère de leur unité et de leur existence distincte, et ce que l'esprit par la puissance de l'abstraction peut concevoir de l'infini, il l'embrasse et le mesure de son regard. La foi, qui chez les autres hommes règne sur toutes les facultés étonnées et humiliées, semble ajouter à l'imagination et à la raison de Bossuet. Il se rend intelligible et visible tout ce qu'il croit. Notre esprit est plein des images du Dieu des *Oraisons funèbres* et du *Discours*, de ce « grand Dieu » qui tient dans les mains le fil des affaires humaines et qui fait et défait les empires. Le Dieu des *Sermons*, plus occupé de l'homme, n'est pas moins grand. Bossuet sait le rapprocher de nous sans le rapetisser, et employer l'être infini à l'œuvre de notre correction particulière sans le faire descendre. Il nous le fait voir en nous élevant vers lui; il le mêle à nous, sans le commettre, et c'est un miracle de son art que, tout en l'occupant de nos affaires, que dis-je? de l'affaire de la plus humble brebis dans le troupeau, il réussisse tout à la fois à ne pas nous enorgueillir par le prix auquel il nous estime et à rendre plus grande l'idée que nous avons de Dieu. Le Dieu des *Sermons*, c'est ce Dieu de la chapelle Sixtine que Michel-Ange fait tantôt planer sur le monde sorti de ses mains, tantôt descendre sur la terre pour tirer la première femme des flancs d'Adam endormi. On admire dans un saint respect ce miracle d'un autre art, qui, en nous montrant Dieu sous les traits de l'homme, réussit à faire naître des impressions d'humilité de ce qui semblerait si propre à enfler la nature humaine.

Cependant le Christ tient plus de place que Dieu dans les sermons. Dieu est réservé pour ce que Bossuet appelle les grands conseils. Il le laisse au sein de son éternité solitaire, séparé de sa créature par l'infini, quoiqu'il la touche par sa Providence. Le Christ

est sur la terre; il a vécu dans un lieu et dans un temps; les hommes l'ont vu et entendu; Bossuet à son tour le voit et l'entend; il lui fait cortége, comme ses autres disciples; il en est le plus attaché et le plus tendre. Quelles peintures de sa douceur et de sa bonté! Comme le divin perce sous l'humain! Le Christ de Bossuet me fait souvenir de celui que le sublime pinceau de Léonard de Vinci a tracé sur la muraille d'un couvent. L'illusion est la même; ce sont des rayons de l'essence divine que réfléchissent la page du prédicateur et la muraille dégradée où le temps a effacé les traits du visage divin sans effacer l'expression de bonté et l'auréole.

La grandeur de l'esprit de Bossuet a caché à beaucoup de gens sa sensibilité, comme la douceur des vers de Racine leur cache sa vigueur et sa force. C'est dans ces peintures du Christ que le cœur du grand prédicateur se laisse voir. Comme il l'aime, comme il souffre des rigueurs de ce mystère du Dieu homme s'offrant en victime pour nous sauver! Comme il baise ses traces, comme il boit ses paroles! Jean, le disciple bien-aimé, n'eut pas plus d'amour pour son maître. Et lorsqu'après le mystère de cette vie mortelle endurée trente ans par l'homme-Dieu, le mystère de la mort sur la croix s'accomplit, lorsqu'il faut se représenter la passion de ce « cher sauveur, » il se refuse à la décrire, non par la vaine crainte de ne pas égaler les paroles aux choses, mais parce que son cœur n'en peut pas soutenir le spectacle. « Mes frères, s'écrie-t-il, je vous en conjure, soulagez ici mon esprit : méditez vous-mêmes Jésus crucifié, et épargnez-moi la peine de vous décrire ce qu'aussi bien les paroles ne sont pas capables de vous faire entendre. Contemplez ce que souffre un homme qui a tous les membres brisés et rompus par une suspension violente, qui, ayant les mains et les pieds percés, ne se soutient plus que sur ses blessures et tire ses mains déchirées de tout le poids de son corps antérieurement abattu par la perte du sang; qui, parmi cet excès de peine, ne semble élevé si haut que pour découvrir de loin un peuple infini qui se moque, qui remue la tête, qui fait un sujet de risée d'une extrémité si déplorable (1)! »

J'ai reconnu le Dieu de Bossuet dans le Dieu de Michel-Ange, son Christ dans le Christ de Léonard de Vinci : je reconnais dans sa Marie les vierges de Raphaël. Son époux n'est que son gardien, son mariage n'est que le voile sacré qui couvre et protége sa virginité, son fils bien-aimé une fleur que son intégrité a poussée. Ailleurs, il se représente Jésus entre les bras de la sainte Vierge, « ou suçant son lait virginal, ou se reposant doucement sur son sein, ou enclos dans ses chastes entrailles. » C'est ainsi qu'il sait nous rendre la

(1) Troisième sermon sur la Passion.

croyance aimable avant de nous enseigner qu'elle est de foi. Il y emploie mille pensées hardies et chastes tout ensemble, des comparaisons, des images, soit tirées de son fonds, soit empruntées aux pères et embellies par cette main dans laquelle l'or même devient plus pur. Il n'entend pourtant pas rivaliser avec les peintres, il critique même les images qu'ils hasardent de la Vierge, « lesquelles ressemblent, dit-il, à leurs idées et non à elle. » Il n'eût pas dit cela des vierges de Raphaël, car c'est d'après le même modèle, gravé au fond de leur cœur par la foi et le génie, que le prédicateur par la beauté de ses paroles, l'artiste par les grâces de son pinceau, ont su représenter l'idéal de la plus touchante des croyances catholiques.

Tant de pensées, soit d'étonnement, soit d'admiration ou d'amour, sur les personnes divines, semblent être dans les sermons de Bossuet des impressions de leur commerce. Elle est vraie de lui, cette parole du Christ à ses disciples : « Je demeure en vous, et vous demeurez en moi. » Dieu, le Christ, la Vierge, les saints, c'était là sa compagnie durant ces longues années de retraite où il vécut abîmé dans les Écritures et les pères, s'en rendant tous les personnages présens par la puissance de l'imagination et de la foi. De là ces vives peintures des saints de l'Ancien et du Nouveau-Testament, de là ces images saisissantes de leurs vies racontées comme par un contemporain. Il semble qu'on reconnaisse un frère, un ouvrier de la même vigne dans les portraits qu'il a tracés des pères, ses prédécesseurs dans l'interprétation du dogme et dans la prédication. Il avait ressuscité toute cette élite sacrée du christianisme, prophètes qui l'ont prédit, apôtres qui l'ont prêché, martyrs qui l'ont consacré de leur sang, pères qui en ont expliqué et transmis la doctrine. Ce ne sont pas des autorités qu'il invoque, ce sont des maîtres ou des amis qui lui viennent en aide de leur personne et qui rendent témoignage de sa fidélité à la tradition.

Il sort de tout cela une première morale plus forte et plus efficace peut-être que toutes les prescriptions particulières : c'est un sentiment profond de la misère de l'homme, et de l'impossibilité pour nous de n'en pas chercher le remède, car à quoi tendent tous ces dogmes, sinon à relever le prix de l'innocence? Que cachent tous ces mystères, sinon les origines sacrées de toutes les règles des mœurs? Qu'est-ce que la religion, sinon un sublime effort de la nature humaine pour lutter contre sa corruption originelle? Et quel plus grand objet de l'éloquence que de montrer Dieu lui-même nous y aidant et s'employant à la réparation de sa créature intelligente? Produire cette impression, ce doit être l'effet d'un sermon composé selon l'esprit chrétien par un prédicateur qui n'est pas au-dessous

de sa matière. S'il ne persuade pas par cette voie, il étonnera du moins, et c'est déjà une victoire; il étonnera les plus jaloux de l'indépendance de leur raison. J'en dis trop peu, il les épouvantera par ce spectacle d'un si grand travail et depuis tant de siècles commencé, où se sont consumés une si longue suite de grands hommes pour expliquer le mal dans le monde et pour en affranchir l'homme par la vertu. L'impuissance même du prédicateur à contenter notre raisonnement ajoute à cette épouvante, car pour n'être pas convaincus, nous ne sommes pas pour cela débarrassés de ces redoutables problèmes. Et voilà notre cœur touché d'une inquiétude qui ne doit pas finir, et à défaut de la foi, nous avons ce qu'il y a de plus désirable après la foi, ce doute mêlé d'humilité, qui ne s'opiniâtre point, et qu'accompagne le franc désir de devenir meilleurs.

Tel est le premier effet des sermons de Bossuet. Pour la morale proprement dite, elle n'y forme pas une partie distincte. Bossuet n'en traite pas en philosophe et ne l'approfondit pas en moraliste. En ce qui touche la conduite, il s'en fie aux lumières de notre conscience, avertie par la foi de l'issue des bonnes ou des mauvaises actions. Il ne s'attarde pas à épier les plus secrets mouvemens de notre corruption intérieure, à rechercher les faux fuyans de notre amour-propre, à dépister les cachettes de nos passions. Ce qui lui échappe de pensées sur la nature humaine, ou de maximes sur la conduite, arrive dans le discours, non pour l'embellir ni pour éviter la sécheresse, mais parce qu'à cet endroit le précepte demandait un exemple. Soit donc qu'il s'agisse de l'homme en général ou du chrétien de son temps, agité plutôt que dirigé par la foi, et se débattant entre la religion et le monde (1), ces pensées morales, toujours rares sans être extraordinaires, toujours relevées par quelque expression de génie qui les rend inattendues même pour les plus accoutumés au tour d'esprit de ce grand homme, élèvent la morale dans ces sermons à la hauteur des dogmes, et la raison à la hauteur de la foi.

On n'en a pas fini avec les beautés de ces sermons quand on en a admiré la doctrine et la morale. Il reste ce qui n'a pas de nom dans la critique, la liberté, la force, l'enthousiasme du prédicateur; l'image visible et pourtant indescriptible de son âme, soit qu'il se laisse emporter par l'abondance des raisons, soit que, voyant les saintes ténèbres s'épaissir, il refuse d'aller plus avant, et se glorifie de ne pas comprendre. Il reste cette éloquence qui n'affecte aucune forme, la variété par l'abondance solide, nulle figure dominante, tour à tour le ton du conseil ou celui du reproche, la prière ou l'injonction véhémente, et puis de vifs retours sur lui-même, sur lui « pécheur

(1) On en voit d'admirables exemples dans le sermon sur l'*impénitence finale*.

ingrat et impudent (1). » Est-ce là un art dont on puisse enseigner les procédés, ou n'est-ce pas plutôt la nature la plus libre et la plus puissante, que l'art a corrigée de tout excès?

On n'en a pas fini encore, même en ajoutant à cette double beauté de la doctrine et de la morale une diction qui ne ressemble à aucune diction connue. Partout cette liberté si fière, partout cette fougue s'accommodent du langage le plus exact; cette abondance ne se permet pas plus une expression vague qu'une pensée vulgaire. Je m'étonne qu'on ait eu le courage d'y remarquer le manque d'une certaine correction extérieure, comme celle de Fléchier par exemple, chez qui la propriété du langage est sacrifiée à l'euphonie, et le génie de la langue à la grammaire. C'est plus qu'un style, c'est l'image même d'un homme de génie sortant du recueillement où il avait préparé son âme plutôt que ses paroles, et jetant de fougue sur le papier des pensées dont il était plein et des expressions qui vont s'y ajuster d'elles-mêmes. Ses ébauches sont aussi étonnantes que ses sermons les plus achevés. Tout le nécessaire y est, et en perfection. Le fini donnera autre chose, mais ne remplacera pas la naïve beauté de ce premier travail.

Qu'avec cette abondance sans superflu, cet éclat sans faux brillans, tant de traits hardis, de figures vives et naturelles, l'art d'attirer l'imagination aux subtilités de la théologie; qu'avec d'éminentes qualités extérieures, une physionomie noble, un regard doux et perçant, un accent passionné, un geste imposant, Bossuet, à l'apparition de Bourdaloue, ait cessé de passer pour le premier prédicateur, comment l'expliquer, sinon parce que le génie de Bourdaloue le tenait plus près de l'auditoire et que Bossuet lui parlait de trop haut? Ou, s'il faut croire que quelques parties de l'orateur lui ont manqué, nous pour qui tout le mérite de l'action oratoire est perdu, et qui, les yeux sur un livre inanimé, ne pouvons plus sentir que la muette éloquence des paroles écrites, nous n'en donnerons pas moins la première place au prédicateur qui a écrit le plus fortement. J'entends Bossuet, quand je crois le lire. De ce grand art, sorti tout entier de lui, il n'y a d'évanoui que le geste, car, pour le regard, il brille derrière tant d'expressions ou touchantes ou véhémentes, et pour la voix, si le son n'en arrive pas à mes oreilles, l'accent en pénètre jusqu'à mon cœur.

II. — BOURDALOUE.

Il y a d'autres raisons plus vraies peut-être de la popularité de Bourdaloue. Il changea l'économie du sermon. Le mystère, le dogme,

(1) Sermon pour le jour de la Pentecôte.

sauf dans quelques sermons de pure théologie, n'y tiennent que la seconde place. La morale est au premier rang. La dialectique, que Bourdaloue introduit dans la chaire, rend l'enseignement religieux plus accessible. Enfin ce que les contemporains racontent de son action achève d'expliquer son succès, un des plus éclatans et des plus soutenus qu'ait obtenus la parole humaine.

Le dogme s'impose à nous sans nous consulter. Le prédicateur moraliste se sert de nous contre nous-mêmes, et, par un de ces mille détours de l'amour-propre qui trouve son compte même aux coups qu'il reçoit, il ne peut pas nous faire voir notre fonds sans nous y intéresser, ni nous accuser sans nous flatter, par le prix qu'il met à notre innocence. Quand c'est de nous qu'il nous parle, fût-ce avec sévérité, ce n'est pas sans douceur que nous sommes mécontens de nous. Notre conscience croit se décharger en confessant la vérité de ses peintures. S'agit-il d'autrui, nous y prenons un double plaisir, celui de n'être pas dans le cas signalé par le prédicateur et celui d'y voir les autres. Un prédicateur moraliste est donc sûr du succès. A cet effet général et certain de la morale dans les sermons de Bourdaloue, il s'en joignait deux autres, la hardiesse de la censure et l'attrait des allusions.

« Jamais prédicateur évangélique, écrit Mme de Sévigné, n'a prêché si hautement et si généreusement les vérités chrétiennes (1). » Il n'y a peut-être plus de société assez forte pour entendre impunément une telle parole. Il fait beau voir comme il traite les grands, les courtisans, les riches, de quel prix il entend qu'ils paient leurs priviléges, en quels termes il leur enjoint de faire l'aumône, non par caprice, ni à leurs momens, ni après la part faite à leurs plaisirs, mais par devoir, mais selon leurs moyens qu'il évalue; avec quelle audace il va les menaçant des comptes qu'ils auront à rendre à Dieu, « le caissier des pauvres. » A la vérité, dans cette hardiesse contre les grands, il n'a pas de lâches complaisances pour les petits. Les uns et les autres sont dans l'ordre de Dieu, et si les petits ont des droits, c'est à Dieu seul qu'il appartient de les faire valoir. Ce n'est pas d'ailleurs au nom des opinions humaines que Bourdaloue condamne les riches, c'est au nom du maître commun des riches et des pauvres; la misère des uns n'est jamais autorisée à se faire justice de l'avarice des autres.

Les allusions ajoutaient à la sévérité de ces censures. « Le sermon du père Bourdaloue, dit encore Mme de Sévigné, était d'une force à faire trembler les courtisans. » Et ailleurs : « Le Bourdaloue frappe comme un sourd. » Et dans une autre lettre : « Je m'en vais en Bour-

(1) Lettre du 5 février 1674 à sa fille.

daloue. On dit qu'il s'est mis à dépeindre les gens (1). » On venait avec appréhension à ses sermons, comme à un réquisitoire de l'accusateur public. On avait peur d'être aperçu de cet œil perçant qui regardait entre ses paupières à demi fermées. Qu'on imagine l'émotion de l'auditoire quand il frappait, comme dit Mme de Sévigné, sur ces vices assis au pied de sa chaire, qui s'étaient introduits dans le temple sous les dehors de la piété et du recueillement. Nous avons vu dans les assemblées délibérantes ce silence, cette angoisse, toutes ces âmes en suspens, quand une accusation tombée de la tribune faisait rougir ou pâlir certains visages. Telle devait être, sous la parole vengeresse de Bourdaloue, l'anxiété de son auditoire, alors que la morale allait prenant un corps et se personnifiant de plus en plus. Le principal effet venait de l'attente, de l'inquiétude pour soi-même et de la maligne curiosité sur les autres; on était presque plus touché de ce que l'orateur menaçait de dire que de ce qu'il disait. Cependant la façon de dire, l'action, paraît avoir été une qualité supérieure dans Bourdaloue. Il avait à la fois de la facilité et du feu, une voix pleine, douce, harmonieuse, et cette rapidité de prononciation qui ne laisse pas à l'auditeur le temps de se *ravoir*, et le précipite hors d'haleine à la suite de l'orateur, comme les satellites entraînés dans le mouvement de rotation d'une planète.

Enfin la méthode de Bourdaloue achevait de le rendre maître de son auditoire. C'était un art tout nouveau dans le sermon. Les idées y étaient présentées sous la forme de propositions; chacune avait un nombre proportionné de preuves. Bourdaloue s'était formé à cette méthode en enseignant les sciences pendant dix-huit ans. De ses habitudes de professeur de sciences il avait retenu, outre les formules de démonstration, un penchant à donner aux idées une valeur absolue. La raison la plus droite ajoutait à la force de ce procédé, car, en même temps qu'on était assuré d'aller avec lui droit au vrai, on était charmé d'y aller si commodément. Rien d'avancé qui ne dût être prouvé, point de termes sans définition, des repos ménagés avec un art admirable, l'uniformité qui fixe l'attention préférée à la variété qui la disperse, nul scrupule de se répéter pour être plus clair, — voilà ce qui fit goûter si fort ces sermons, d'où l'on sortait avec le plaisir d'avoir été ému, tout en ne se rendant qu'au raisonnement.

La lecture nous explique l'effet de cet art-là sur l'auditoire, mais nous ne le sentons pas sur nous-mêmes. Il fallait l'action oratoire pour animer cette dialectique. Nous n'entendons plus la voix qui variait ces tours uniformes; nous ne voyons plus le geste qui pous-

(1) Le jour de Noël 1671.

sait ces idées en avant, qui les rangeait comme des pièces, ou qui achevait les peintures que les mots n'avaient qu'ébauchées. Combien ne s'est-il pas perdu d'accent et de couleur sous les voûtes des églises qui entendirent Bourdaloue?

Quant à sa méthode, nous sommes bien plus touchés de ses excès que de sa commodité. J'ai bien de la peine à me faire à un appareil de divisions comme celui-ci : « 1° Le comble de notre misère; — 2° l'excès de notre misère; — 3° le prodige de notre misère; — 4° la malignité de notre misère; — 5° l'abomination de notre misère; — 6° l'abomination de la désolation de notre misère. » Qu'un orateur rapide et véhément distingue, par des nuances dans le début, ces gradations au moins étranges, que son ton s'élève, que sa voix s'anime, que son geste se précipite, peut-être ces froides catégories ne me paraîtront-elles qu'un moyen de me rendre attentif dont je saurai gré à l'orateur; mais si j'ai à les lire, tant de soin pour me diriger me fatigue; les divisions, au lieu d'éclaircir la pensée, la dissipent; l'éloquence est étouffée sous l'appareil oratoire, et le discours trop divisé tombe en poussière.

Dirai-je aussi que la dialectique, dont l'effet est si grand du haut d'une chaire ou d'une tribune, d'où elle semble jeter sur l'auditoire comme un filet invisible, en face d'un lecteur tranquille qui en suit froidement les déductions, ne paraît le plus souvent qu'un procédé spécieux plus propre à faire tort à la vérité qu'à la servir? Je me défie de la dialectique, quand je vois tout le moyen âge enchaîné au syllogisme et l'esprit humain tournant sur lui-même pendant des siècles dans le cercle étroit d'une vaine méthode d'argumenter. C'était le tour d'esprit à la mode; les gens médiocres en tiraient du crédit; les vrais penseurs y laissaient la proie pour l'ombre. Si la vérité importe plus que le chemin qui nous y mène, je préfère un libre mélange de raisonnemens et de sentimens qui me persuade à ce filet d'une argumentation en forme qui sans cesse veut me prendre et me manque toujours. J'entends pourtant vanter les logiciens, mais je cherche quelles gens ils ont pu convaincre. Le premier des logiciens, Pascal, ne vient pas à bout de nous par ses invincibles syllogismes. Sa vraie puissance est dans son éloquence passionnée, et sa victoire, c'est de nous accabler du sentiment de nos misérables lumières.

Les sermons de Bourdaloue, sans l'action de l'orateur, sans la méthode, perdent encore, pour nous qui les lisons, l'effet des hardiesses fameuses de sa morale et de la généreuse audace de ses allusions. Cette censure des grands désordres dans de grandes conditions ne nous atteint pas dans notre obscurité et dans nos passions, bornées comme notre vie. Nous pourrions en être touchés comme de

la vérité d'une peinture historique; mais il y aurait fallu un pinceau plus vigoureux que celui de Bourdaloue. Il s'en faut en effet que sa parole soit aussi hardie que son sentiment. Ses peintures n'ont été vraies que pour ceux qui pouvaient les compléter; quant aux allusions, elles nous échappent. Il y faudrait une clé; encore cette clé pourrait-elle bien ne nous apprendre qu'une chose, c'est que le sermon a été plus timide que l'histoire. Quand on lit les *Caractères* de La Bruyère, vainement vous offre-t-on une clé; c'est ce que je lis qui vit, et quel intérêt ai-je à chercher sous ce portrait qui vit l'original qui a cessé de vivre? L'allusion d'ailleurs, dans La Bruyère, est une création; c'est une personne. Dans Bourdaloue, ce n'est qu'un peu de scandale généreux qu'autorisait la sainte liberté de la chaire. L'allusion ne va pas au-delà d'une indication; mais c'était assez pour l'effet. Des types généraux, tracés par la main d'un La Bruyère, eussent moins réussi que des esquisses, même faibles, de personnes connues, en présence d'un auditoire qui était dans le secret et où chacun en craignait autant pour lui-même. A la lecture, tout cet effet d'allusion disparaît; les esquisses n'étant plus pour nous des indiscrétions inattendues et redoutées, nous leur faisons un tort même de la charité qui a retenu le crayon du peintre.

Je ne m'étonne donc pas de l'espèce d'oubli où tomba Bourdaloue après ce grand éclat de ses prédications. Du temps de Mme de Sévigné, on allait *en* Bourdaloue; l'homme était comme une institution, comme une église à lui seul. Sitôt que la mort eut fermé cette bouche éloquente, ses sermons furent négligés. On oublia Bourdaloue pour Massillon, qui le remplaça bientôt dans cette chaire, à peine vide un moment, où se renouvelaient pour les besoins religieux de Louis XIV les grands orateurs, de même que les grands poètes s'étaient succédé pour ses plaisirs, les grands généraux et les hommes d'état pour ses affaires. Il ne reste *du* Bourdaloue que l'écrivain excellent, et fort à étudier, quoique de second ordre; il reste le plus abondant et peut-être le plus judicieux de nos moralistes.

Toute la morale chrétienne est dans ses sermons, soit la partie qui prescrit la règle, soit celle qui caractérise les infractions. Pour cette dernière en particulier, il en avait appris la science dans la longue pratique de la direction des âmes, où il était si recherché et si habile. Employant quelquefois jusqu'à six heures par jour aux confessions, et attirant à son tribunal les petits et les grands, les riches et les pauvres, dans l'égalité de la pénitence, toutes les prévarications humaines lui avaient dit leur secret. Il n'y ajoute rien du sien. Il semble qu'il ne se croie pas le droit de commenter les aveux, d'en tirer des suppositions qui pourraient être d'involontaires calomnies, et qu'il répugne à sa conscience si droite et si

pure de faire des spéculations arbitraires sur le mal dont l'homme est capable. Il ne révèle que ce que le confessionnal lui en a appris. Peut-être aussi lui manquait-il le génie qui dans la morale, comme dans les sciences, connaît, par une sorte de divination, les faits que l'observation vérifie ensuite. C'est le plus souvent à cette lumière que Bossuet lit dans notre fonds; mais nul n'a possédé plus que Bourdaloue la connaissance pratique des consciences, et s'il nous apprend peu de chose sur les singularités du cœur humain, il n'omet rien de ce qu'il nous importe de savoir du nôtre. Cette morale de direction, sans raffinement comme sans prescriptions excessives, a le mérite de n'exciter ni le découragement par trop de méfiance, ni une indiscrète curiosité de nous-mêmes par trop de découvertes ingénieuses. L'imagination n'y vient pas distraire la conscience, ni le plaisir de voir du nouveau troubler la résolution de faire le bien. On sait gré à un homme de tant d'esprit d'en montrer si peu, et à l'auteur consommé de rester toujours l'homme du saint ministère, chargé, non de nous être agréable, mais de nous corriger.

Les moralistes ont peut-être le défaut de trop se complaire à la morale; c'est un emploi si honorable de leur esprit, qu'ils ne s'en défient pas. Ils pensent sincèrement n'en avoir que pour le service des autres, et même le travers d'en montrer plus qu'ils n'en ont leur est dérobé par l'honnêteté de leur dessein. Peu s'en faut qu'ils ne croient se confesser eux-mêmes, s'immoler à l'édification des autres, et l'humilité même de cette pensée les trompe sur ce qu'ils y mêlent à leur insu de malice satirique. Il est admirable avec quelle simplicité sévère Bourdaloue moralise; le goût lui en était venu du devoir, du sentiment de l'utilité, bien plus que d'un tour d'esprit où il se plaisait. On ne rend pas gratuitement plus de services, on ne peut pas faire plus pour éviter la louange; elle lui vint pourtant, mais sous la forme de remercîmens adressés au directeur efficace par des consciences malades que ses soins avaient rétablies.

Le grand succès de Bourdaloue est d'un temps où la critique proposait aux auteurs, pour idéal commun à tous les ouvrages d'esprit, la raison. Un peu avant lui, l'idéal avait été la nature. C'est après les abus du bel esprit et par dégoût du précieux qu'on en était revenu à la nature. De la nature on en arriva bientôt à la raison, qui n'est que la nature dans sa perfection. Ce doit être en effet l'idéal des lettres, puisqu'on ne peut s'y élever qu'avec un esprit et un cœur droits : la théorie de la raison en littérature est toute une morale; mais en nettoyant le discours de toute affectation, et en voulant qu'un écrit fût d'abord la plus honorable des actions, la théorie de la raison rendait les auteurs un peu timides, et leur faisait craindre leur imagination comme une tentation du bel esprit. Dans Bourda-

loue, l'humilité du prêtre avait dû ajouter à la sévérité de cette doctrine, et de même qu'il ne montrait pas tout l'esprit qu'il avait, de même il avait plus d'imagination qu'il n'en laissait voir. Ses peintures sont plutôt des sentimens que des images. Il se souvient des choses, il ne les voit pas au moment où il en parle, ou s'il les voit, il semble qu'avant de les peindre, il les éteigne. Quant aux gens, quoiqu'il ait passé pour les *dépeindre*, je ne vois guère, au lieu de personnes, que le pécheur abstrait dans ses différentes sortes. Ce pécheur nous est trop connu; avant qu'on nous en parle, nous sommes d'accord de tout ce qu'on en va dire. La morale commune a un tort, c'est d'être commune; nous voulons bien nous amender, y tâcher du moins, pourvu qu'on nous en donne quelque raison inattendue ou d'anciennes raisons rajeunies, et en fait de peintures, nous sommes plus touchés qu'on nous montre dans notre nudité qu'à demi voilés.

La langue de Bourdaloue est comme ses peintures, exacte en perfection, mais timide. Il ne rejetait point les pensées communes, dit le père Bretonneau; mais les pensées communes accablent les langues de termes dépréciés et effacés par l'usage. Bourdaloue y est d'autant plus sujet, qu'il était plus au-dessus du ridicule travail par lequel on essaie de rendre extraordinaires par les mots les choses communes, et que, croyant ces choses communes utiles à son propos, il ne voulait pas avouer, en les ornant, que des paroles utiles peuvent n'être pas assez belles. Dans les endroits relevés, la langue est vigoureuse, mais toujours modeste.

On n'ose pas dire que le génie ait manqué à Bourdaloue, tant cette abondance substantielle, cette force de composition, cette mâle correction du discours ressemblent à du génie. Tout entier aux austères devoirs de la prédication ou de la direction, Bourdaloue ne jouissait pas de sa foi, et il pensait bien moins à contenter sa délicatesse qu'à s'approprier à l'auditoire. Il prêchait comme il eût enseigné les sciences, mettant tout son feu dans la méthode et l'enchaînement des preuves, et s'il pensa par momens à toucher dans l'auditeur autre chose que la raison, il dut s'en fier pour cela à l'action oratoire, dont le propre est d'animer les expressions les plus abstraites, de relever les plus communes, de colorer les plus générales.

La Harpe a joué de malheur avec le nom de Bourdaloue. Une première fois, parlant du sermon, en même temps qu'il omet Bossuet, il critique en quelques lignes la *sécheresse* de Bourdaloue. Plus tard il revient sur ce sujet, et plus juste cette fois envers Bourdaloue, s'il lui donne des louanges judicieuses, ne s'avise-t-il pas de préférer parmi les sermons ceux qui roulent sur les mystères, tant il lui était impossible d'avoir lu tout ce dont il parlait! Ou peut-être ne

pensait-il, en affectant cette singulière préférence, qu'à donner un gage plus significatif de son tardif retour aux croyances chrétiennes.

Les sermons sur les mystères sont en effet la partie la plus faible de l'œuvre de Bourdaloue. Sa dialectique sans enthousiasme ne convainc pas et vous laisse froids. Il ne s'agit plus là d'avoir raison; il faut toucher, étonner, ou si l'on raisonne, que ce soit avec la pensée de laisser là au besoin le raisonnement, comme trop grossier pour des vérités de l'ordre divin, et d'affirmer ce qu'on ne peut pas prouver. Pascal, qui avait appris à trop estimer le raisonnement en le voyant invincible dans les sciences, Pascal, qui raisonne avec Dieu même, semble abaisser à la fois la matière en la traitant comme un problème de géométrie, et la raison par l'impuissance du raisonnement; mais du moins son sublime effort intéresse, et c'est un grand spectacle que cette raison qui ne veut pas avouer que l'incompréhensible lui est interdit. Les efforts de Bourdaloue sentent l'école plutôt que l'angoisse du génie, et tout son discours reste au-dessous du sujet. Attaquer la raison sans la vaincre, sans l'étonner du moins, comme fait Bossuet, sans l'épouvanter, comme fait Pascal, c'est risquer de la rendre indifférente ou d'ajouter à sa superbe.

Bourdaloue n'use pas même de preuves qui lui soient propres; il ne quitte point l'école d'un pas, et il n'emploie que les raisonnemens consacrés. Et pourtant telle est la simplicité et la profondeur de sa foi, qu'à la longue on se sent touché de respect. Au lieu d'un avocat qui veut nous donner à croire ce qu'il ne croit pas, ou d'un rhéteur qui, dans la cause de la vérité, n'oublie pas les affaires de son esprit, c'est un prêtre qui n'a que la foi du troupeau, un docteur qui a conservé la docilité du disciple. Il n'est ni agité du désir de trop prouver, ni inquiet de prouver trop peu. Si son âme fut jamais troublée par les difficultés de la foi, il n'en reste pas de traces. Il n'a pas à se persuader à lui-même ce qu'il va enseigner; il transmet la doctrine telle qu'il l'a reçue, en y ajoutant l'autorité de la soumission plutôt que la nouveauté de motifs personnels. Et si nous sommes éblouis de tout ce que Bossuet met de génie dans l'explication des mystères, nous finissons par être tout au moins édifiés de voir Bourdaloue employer une raison si droite et si ferme à transmettre sur cette partie de la religion la tradition de l'église, en n'y apportant en propre que la lumière de la méthode et l'accent de la foi.

Il ne faut pas d'ailleurs chercher dans les sermons de Bourdaloue ces vives peintures des personnes divines dont Bossuet anime l'explication des dogmes. Il semble qu'il n'ait pas osé élever ses regards jusqu'à elles, et qu'il n'ait pas cru permis au chrétien de s'en faire des images trop sensibles. Bossuet conçoit Dieu comme le peuple, sous les traits d'une personne. Sur la foi de ce qu'ont dit les livres

saints de l'homme fait à l'image de Dieu, il ne craint pas de s'aider de la grossière ressemblance de la créature pour se représenter le Créateur. Pour Bourdaloue, Dieu n'est que le premier des dogmes chrétiens et le mystère des mystères. Il y croit de foi, il l'aime d'un amour qui n'ose être tendre, et dans ce double sentiment il fait taire toutes ses pensées. Il ne prend pas plus de libertés avec le Christ, malgré les touchantes invitations que nous fait l'homme-Dieu de venir à lui et de le toucher. Loin d'imiter la sainte familiarité avec laquelle Bossuet parle de Jésus, plus attiré par l'homme qu'intimidé par le Dieu, Bourdaloue a peur de trop voir l'homme dans le Dieu. Il se tient à l'écart, il le regarde de loin, dans la foule, plus ébloui qu'attiré par l'auréole lumineuse qui entoure sa tête. Enfin Marie, la médiatrice, il n'ose pas la contempler dans la dignité ineffable que le mystère lui a faite; il ne la voit pas, comme Bossuet, avec ces grâces qui rendent le mystère plus aimable; il s'en fait des images sévères et tristes, et quand il parle « de son exacte régularité, de son attention à ne se relâcher jamais sur les moindres bienséances, de sa conduite à l'épreuve de la plus rigide censure, » ne dirait-on pas qu'il s'agit de quelque pénitente ou d'une personne en religion?

Il garde la même réserve avec les saints et les pères : ce sont des autorités, des traditions, soit pour les mœurs, soit pour la doctrine; des vases d'élection, non des personnes. Bossuet les a vus et suivis dans leur passage à travers cette vie; il n'a pu les fréquenter sans faire amitié avec eux. Bourdaloue ne connaît des saints que leurs pensées; les personnes ne lui apparaissent que sous les voiles mystiques et les traits uniformes des bienheureux.

En résumé, dans la théologie comme dans la morale de Bourdaloue, il n'y a rien pour l'imagination, et c'en est peut-être le principal défaut. Je sais bien que le christianisme fait la guerre aux sens, et que l'imagination étant de toutes nos facultés la plus sujette à leur influence, il est presque d'orthodoxie de ne lui pas être complaisant; mais il y a fort loin de lui trop complaire à l'exclure tout à fait. Le christianisme ne trouve pas que ce soit trop de s'aider de toutes nos facultés pour faire pénétrer sa lumière au fond de notre âme, à travers nos doutes, nos langueurs et nos ajournemens. Il se tient à égale distance d'une spiritualité aride et du culte grossier des images. Bourdaloue ne s'adresse qu'à la raison, et par la voie du raisonnement. C'était un piége que le rationalisme protestant avait tendu au catholicisme. Une religion qui ne parle qu'à la raison risque fort de ne pas persuader, et de tourner contre elle l'arme qui ne lui a pas réussi. Les choses mal prouvées font plus d'incrédules que les choses qui s'imposent d'autorité. On a songé à réfuter Pascal, et Bossuet n'a jamais été contredit. C'est que Bossuet ne rai-

sonne pas comme l'école; il explique, à l'aide de tous les moyens du discours. Le raisonnement ne vient qu'en son lieu et semble moins un procédé qu'un mouvement de l'âme. Bossuet raisonne comme le peuple fait des figures, sans le savoir. Et pendant que le dialecticien échoue devant la raison de tel petit esprit opiniâtre qui du doute où vous l'avez laissé passera bientôt au mépris, Bossuet, en attaquant l'homme par tous les points sensibles, abat toute contradiction et jette l'âme la plus rebelle dans un trouble d'où sortira peut-être la foi, mais d'où ne sortira jamais le mépris.

III. — MASSILLON.

Si Bossuet est l'orateur de la chaire, si Bourdaloue en est le dialecticien, Massillon en sera peut-être le rhéteur.

Il ne faut pas prendre cette qualification par le mauvais côté. N'est pas rhéteur qui veut. Il y a souvent de l'orateur dans le rhéteur. Une imagination vive, une mémoire assez vaste et assez prompte pour servir comme d'une seconde intelligence, le talent d'écrire, la science du langage, on n'est pas rhéteur à moins. Pourtant ce mot signifie plus d'esprit que de génie, plus d'habileté que d'invention, plus de procédés que d'inspiration véritable. C'est un art dont l'objet est moins d'exposer des principes que de développer des lieux communs, et de persuader que de plaire. On y donne plus de soins aux mots qu'aux choses, à l'éclat du discours qu'à l'efficacité, et, dans le langage même, à l'harmonie plutôt qu'à la propriété, à ce qui brille qu'à ce qui se grave.

Il y a de tout cela dans Massillon; mais pour être juste, mettez-y le charme et comme le correctif d'une intention toujours pure, d'une foi sincère, de la raison et de la charité. S'il est rhéteur, c'est que ses procédés sont trop souvent au-dessous de son objet, et ses moyens moins bons que sa volonté.

C'est un premier trait du rhéteur que de négliger les principes qui, dans le christianisme, sont le dogme et les mystères, et de donner toute la place à l'enseignement moral. Déjà Bourdaloue avait affaibli l'autorité du sermon en y réduisant la part du dogme; Massillon, en l'omettant tout à fait, ou, ce qui est la même chose, en ne le rappelant que pour mémoire, fit du sermon une leçon de morale, où le christianisme ne paraît être que la plus sévère des philosophies humaines. Il tient les mystères pour établis, toutes les difficultés de la religion pour résolues; il craint de hérisser son discours de textes sacrés; il cite peu les pères, et pour ôter au discours l'air mondain plutôt que pour y mettre le nerf de la tradition. Enfin le christianisme dogmatique n'est redevable à ce prédicateur d'aucune de ces dé-

monstrations imposantes qui affermissent la foi ou embarrassent l'incrédulité. La force lui manquait pour les âpres méditations où Bourdaloue et surtout Bossuet avaient trouvé leur logique. Sa foi, plus douce que profonde, était facilement satisfaite, et sa vertu le menait au dogme par la morale. Il faut dire aussi que le temps où il prêchait n'était guère favorable à l'exposition théologique. Les querelles religieuses de la fin du siècle avaient lassé tout le monde. L'auditoire craignait la théologie contentieuse. Un ennemi venait de s'élever contre le christianisme : c'était la philosophie. Elle parlait aux imaginations, elle avait la faveur de la mode; il fallait que la chaire lui disputât les esprits, et comme la philosophie se piquait de n'avoir affaire qu'à la raison, la chaire s'accoutumait à retirer du débat le dogme, qui veut qu'on lui sacrifie la raison, et n'y laissait que la morale, dont les plus incrédules s'accommodent. C'est ce que fit Massillon, et je le dis plus à son excuse qu'à sa gloire : ces sortes de transactions compromettent plutôt qu'elles ne servent le principe qui a cédé. Je me fais une belle image d'un orateur chrétien se raidissant alors contre les dédains et les sourires de la philosophie, et qui se serait retiré de plus en plus dans la science du christianisme, aimant mieux rebuter la frivolité de son auditoire que de commettre le fonds de la religion. Massillon ne parut pas tenté de prendre ce rôle. Esprit facile, aimable, moraliste par vocation, il n'eut pas même la pensée de résister à son temps; il parla peu du dogme à ces oreilles superbes. Servit-il du moins la foi par la morale? J'en doute, et la vérité me force à en dire les raisons.

En ôtant au sermon l'autorité du dogme, Massillon ne se dissimulait pas qu'il affaiblissait la chaire chrétienne : pour compenser ce désavantage, il outra la morale. La plupart de ses sermons sont impitoyables. Le mot *crime*, dont il caractérise les infractions à la loi chrétienne, s'y présente en mille endroits où l'on ne s'attendait guère qu'au mot de *péché*. Le sermon sur le *petit nombre des élus*, son chef-d'œuvre, découragerait même les saints. Il n'y a pas de paix possible pour qui l'a lu avec foi. Où fuir en effet, où se cacher? Je ne sache que le quiétisme pour recueillir le fidèle épouvanté par cette impossibilité d'être sauvé, car il n'y a plus qu'à s'offrir à la maladie qu'on ne peut pas guérir, et à courir au-devant d'une condamnation qu'on voit inévitable. Qui sait si les derniers quiétistes ne se recrutèrent pas parmi les auditeurs encore tremblans du sermon sur le *petit nombre des élus* (1)?

Ces excès de la morale de Massillon parurent à beaucoup de gens

(1) Tel est le danger de ces maximes excessives, que de nos jours mêmes les hommes sages, dans le clergé, font des réserves sur Massillon. Des évêques prescrivent de n'en faire des lectures aux fidèles qu'avec précaution, pour ne pas les désespérer.

des éclats de zèle indiscret, ou, ce qui est plus fâcheux, des figures d'éloquence. Le danger d'une morale outrée, c'est de ne pas nous convaincre des crimes dont elle nous accuse, et de nous laisser dans un doute plus favorable à la rechute qu'au repentir. En nous ôtant la force de contenter une doctrine si exigeante, elle nous en ôte jusqu'à l'envie. Je vois les mondains de la régence, au sortir de ces sermons foudroyans, souriant des duretés de ce prêtre si doux, et pour ne pas se trouver aussi coupables qu'il le voulait, se trouvant moins en faute qu'ils n'étaient. Tel est l'effet de toute morale exagérée. La morale, même chrétienne, ne doit pas nous demander plus que nous ne pouvons, sous peine d'obtenir moins que nous ne devons. Ce qu'on dit de l'excès du droit, qui n'est que la suprême injustice, est vrai de la morale outrée; elle peut corrompre une âme faible en lui rendant l'innocence impossible.

N'est-il pas singulier que les grands docteurs devanciers de Massillon aient été plus doux que lui pour le pécheur? Combien qui croient le contraire, et à qui Massillon paraît à la fois un théologien plus accessible et un moraliste plus indulgent? Il ne faut pas cependant que ce nom aimable et populaire fasse tort à Bossuet ou à Bourdaloue : un titre éminent à ajouter à tous leurs titres, c'est que leur morale est proportionnée aux forces humaines. L'innocence à laquelle ils nous invitent n'est interdite à personne. Ils pensent moins à nous épouvanter qu'à nous tenir en inquiétude et en défiance sur nous-mêmes, et l'honnête homme, ne le fût-il que selon le monde, ne trouve dans leurs prescriptions rien que sa conscience ne lui ait conseillé. Bossuet et Bourdaloue se sentent si bien aidés par cette voix qui parle au fond de nous, qu'ils insistent bien plus, le premier surtout, sur la sanction de la morale, c'est-à-dire la foi, que sur le détail des prescriptions. Bossuet semble presque plus jaloux pour la foi que pour l'innocence. En tout cas, il compte plus sur la foi, qui commande à la volonté, que sur la morale, qui l'exhorte.

Ces exagérations du moraliste chez Massillon ne sont pas seulement une sorte de compensation de ce qu'il retranchait au dogme; je crains d'y voir une habitude de rhéteur. Le rhéteur n'a pas la véritable invention qui consiste dans les raisons moyennes; il veut frapper fort, et il cherche dans les choses outrées la force que l'orateur trouve dans les choses justes. S'il est homme de bien et qu'il prêche la morale, je m'attends à ce qu'il soit terrible. Il accablera les gens de son innocence, il aura des haines de tête contre les vices dont sa pureté l'a préservé, et il s'en fera des images d'autant plus affreuses, qu'il ne les aura pas même connus par la tentation. Il insultera les pécheurs, il leur jettera la malédiction et l'anathème; la chaire chrétienne retentira d'expressions violentes. Tel est souvent Massillon;

le doux évêque de Clermont ne m'apparaît qu'avec l'épée de l'ange exterminateur à la main.

Outre cette violence innocente, la composition, le langage, tout dans les sermons de Massillon trahit le rhéteur. La Harpe, qui le loue beaucoup trop (1), a cependant dit le mot qui caractérise justement sa manière de composer; ce mot, c'est l'amplification. L'amplification est l'éloquence des rhéteurs. Il ne faut pas la confondre avec le développement : développer est un art, amplifier n'est qu'un procédé.

Bourdaloue nous offre un beau modèle de l'art de développer. Il ne tire du sujet que les idées importantes; aucune qui soit de trop, ou qui n'ait avec l'objet du sermon le rapport du chemin au lieu où l'on va. Son ordre n'est pas cet arrangement artificiel qui fait passer les petites raisons avant les grandes, et qui prétend amorcer l'auditeur avant de le prendre. Il n'y a pas de raisons petites et qui ne soient en leur lieu les raisons capitales. Chacune a la force et la dignité d'une proposition nécessaire dans un raisonnement qui croulerait, si elle était fausse. Bourdaloue développe les choses par leur fond; Massillon amplifie. Le premier voit son sujet, il le circonscrit et il l'épuise; le second le cherche encore après y être entré, et, en courant un peu au hasard après ses richesses naturelles, il suscite d'autres sujets qui étouffent le principal, comme les branches gourmandes qui consument l'arbre à fruit. Il y emploie toutes les idées, petites ou grandes, et les mêmes sous des formes qui les diversifient aux dépens de l'exactitude du langage. Il y a un certain ordre, mais cet ordre est sans vie. De vaines subdivisions, pour lesquelles il a renchéri sur la subtilité de Bourdaloue (2), servent à le marquer, et sont comme des jalons plantés à l'aventure dans un terrain vague et sans limites. Cette incertitude dans le premier dessein du discours se fait sentir dans l'exécution; souvent les idées s'y pressent plutôt qu'elles ne se suivent. La plus forte vient avant la plus faible, et la même se reproduit plusieurs fois sous d'autres mots. Tantôt le discours, après avoir fait un pas en avant, recule; tantôt il tourne sur lui-même. Cependant un certain mouvement le précipite, mais c'est comme la mer dans une décoration de théâtre; ces flots-là ne vont à aucun rivage.

(1) « Un charme d'élocution continuel, une harmonie enchanteresse, un choix de mots qui vont tous au cœur, un pathétique entraînant, douceur, dignité, grâce, sévérité, onction, surprenante richesse de développemens; art de pénétrer dans les plus profonds replis du cœur humain; le Racine de la chaire et le Cicéron de la France. »

(2) Ainsi, dans le sermon sur la conception de la Vierge, il admire dans Marie « la fidélité de précaution et la fidélité de correspondance, » et dans cette seconde sorte de fidélité « une correspondance de perfection, une correspondance d'état, une correspondance de persévérance. »

Le style de Massillon a tous les défauts de l'amplification; les figures de mots y abondent, et en particulier celles qui peignent la véhémence, comme l'interrogation et l'exclamation; elles y reviennent à chaque instant, et refroidissent le discours par la fausse chaleur qu'elles y répandent. La phrase y affecte presque exclusivement la forme d'une période dont les membres se font équilibre, quelquefois par le poids des idées, trop souvent par le nombre et le son des mots. Les mots suscitent les choses, à peu près comme dans certaines poésies les rimes appellent les vers. Le bel esprit trouve à s'y mêler, et ses vaines fleurs, semées parmi tant de pieuses invectives, montrent que le désir de corriger l'auditoire ne faisait pas négliger à l'orateur le soin de lui plaire (1).

Que dans des sermons où le dogme a presque honte de se montrer, où la morale est excessive, la composition artificielle, où le prédicateur se souvient trop souvent qu'il parle devant des admirateurs de Fontenelle et de Lamotte, la langue ait fléchi, qui s'en étonnerait? Après avoir été marquée dans Bossuet de toutes les qualités du génie, dans Bourdaloue de toutes les qualités générales et d'obligation, cette langue, si hardie, si colorée dans le premier, si saine, si exacte, si irréprochable dans le second, Massillon l'a gâtée. Il y prodigue des nuances qui, pour quelques délicatesses douteuses dont elle paraît s'enrichir, la sèment d'incorrections non équivoques, qui l'étendent de la même façon que l'amplification étend le sujet en l'énervant, ou comme l'eau étend un vin généreux en lui ôtant sa force. Sans insister sur ce que la langue trouverait à y redire, ce qui importe assez peu, combien de fois ne s'y heurte-t-on pas à deux défauts communs à tous les rhéteurs dans toutes les langues, l'impropriété spécieuse et la fausse précision? Pour un esprit attentif et affamé de justesse et de vérité, ce sont des défauts bien autrement graves que les solécismes, car les solécismes ne trompent personne. La fausse précision, l'impropriété spécieuse, nous font illusion. On s'imagine que beaucoup de finesse doit se cacher sous des termes qui expriment plusieurs choses à la fois, et qu'en ces endroits-là c'est la langue qui a fait faute à l'auteur. J'y verrais plutôt le contraire. C'est pour n'être pas tombé juste sur ce qu'il avait à dire, qu'il a dit plus, ou qu'il a dit autre chose.

(1) Il dit des grands : « La nature toute seule a environné leur âme d'une garde d'honneur et de gloire. » Et quelques lignes plus haut : « Un sang plus pur s'élève plus aisément; il en doit moins coûter de vaincre les passions à ceux qui sont nés pour remporter des victoires. » Il dit de leurs craintes : « Exempts de maux réels, ils s'en forment même de chimériques, et la feuille que le vent agite est comme la montagne qui va crouler sur eux. » Et ailleurs : « Voici ce qu'on découvrait de certains héros vus de près. L'homme désavouait le héros; leur réputation rougissait de la bassesse de leurs mœurs et de leurs penchans; la familiarité trahissait la gloire de leurs succès. »

Cette corruption insensible de l'éloquence religieuse n'est nulle part plus marquée que dans le *Petit Carême*. On regarde pourtant ce petit livre comme le chef-d'œuvre de Massillon. Est-ce parce que les sermons sont plus courts? Est-ce sur la foi de l'estime qu'en faisait Voltaire, qui le copia, dit-on, plusieurs fois de sa main, et qui l'avait toujours sur sa table avec *Athalie* (1)? On lit si peu les sermons, qu'il se peut bien qu'on se prenne d'admiration pour ceux qu'on a lus jusqu'au bout. Et qui s'aviserait d'ailleurs de ne pas trouver bons des sermons recommandés par Voltaire? J'oserai pourtant dire que Massillon gagnerait à ce que le *Petit Carême* ne passât point pour son plus beau titre. Voltaire, le plus souvent d'un goût si sûr, s'est quelquefois égaré. Il s'en faut qu'il soit infaillible dans ses jugemens sur Corneille. Sur Pascal, il ne s'est pas trompé seulement par passion anti-chrétienne. Enfin n'a-t-il pas dit de Tacite que « c'est un fanatique pétillant d'esprit (2)? » Il y a bien de la rhétorique dans ses tragédies. Ne serait-ce pas complaisance secrète du rhéteur en vers pour le rhéteur en prose? Ou bien admirait-il moins dans le *Petit Carême* un modèle de véritable éloquence, qu'il n'y étudiait, avec la curiosité de l'artiste supérieur, la profonde habileté de langage et le tissu, souvent plus précieux que la matière? Les grands écrivains ont quelquefois la superstition de l'art; le bien dire les touche presque plus que le vrai, l'habileté de la main que la justesse de la pensée; ils nous laissent à nous le soin de démêler le vrai parmi ces merveilleuses adresses de l'art dont ils sont épris quelquefois jusqu'à en être dupes.

Les belles qualités qu'on peut louer dans le *Petit Carême* sont mêlées, dans l'*Avent*, de moins de défauts. A l'époque où il prêchait l'*Avent*, Massillon était plus près des exemples de Bossuet et de Bourdaloue, et la chaire d'où celui-ci venait à peine de descendre était encore remplie de cet esprit de religion sévère et de ce grand goût qui avait fait du prédicateur le directeur des esprits non moins que des consciences. Massillon avait encore à ses sermons le grand auditeur à qui successivement Bossuet et Bourdaloue avaient fait plus aimer la vérité qui corrige que le bel esprit qui amuse. Après la mort de Louis XIV, parlant à une cour occupée d'intrigues et de plaisirs, charmée des premières hardiesses de cette philosophie qui devait lui être si meurtrière, il crut qu'il devait rendre le discours agréable pour rendre la religion efficace. Dans ses duretés contre les courtisans, il laissa se glisser l'esprit de cour, et fit admirer aux grands la main habile qui leur portait des coups encore innocens.

(1) D'Alembert, *Éloge de Massillon*.
(2) Lettre à Mme Du Deffant, 30 juillet 1768.

En les accablant, il les amusa. Plus d'un de ces grands criminels, comme il les appelait, dut lui dire de ses sermons : « Mon père, il y a plaisir à être ainsi maltraité par vous. »

Mais même dans le *Petit Carême*, et plus souvent dans ses autres sermons, le rhéteur devient orateur. Au lieu de l'amplification oratoire, nous avons la vraie éloquence. Les mouvemens rendent inutiles les tours d'adresse, la chaleur descend de la tête au cœur, les fortes raisons se succèdent et s'enchaînent dans un ordre naturel, la stérile abondance du procédé fait place à la fécondité de l'invention; on est ému, on sent quelque chose de ce trouble où nous tient Bossuet tant qu'il parle; on devient attentif comme à la vigoureuse dialectique de Bourdaloue. Je reconnais là les vestiges d'un grand art. Ajoutez-y les qualités propres de Massillon, la facilité surtout qui répand tant de grâce sur les parties solides de ses discours. Par cette facilité aimable, par certains ressouvenirs de la poésie antique, Massillon ressemble à l'archevêque de Cambrai (1). Cette abondance de maximes rappelle les conseils un peu longs de Mentor à Télémaque. C'est la physionomie de l'homme, et il ne faut pas oublier que cet homme fut un des meilleurs et des plus doux de son temps. Sévère seulement du haut de sa chaire, et, comme il arrive, en proportion de ce qu'il était timide dans la conduite, celui qui avait supprimé les degrés dans les fautes, et pour qui tout était crime, consentait à consacrer l'abbé Dubois.

J'ai peur, en terminant cette étude, de n'en avoir pas assez dit sur les qualités de Bourdaloue et d'en avoir trop dit sur les défauts de Massillon. En entrant dans la vie des lettres, j'en avais ouï porter des jugemens singuliers par des écrivains qui n'étaient ni sans talent, ni médiocrement instruits; ils préféraient Bourdaloue à Bossuet, et Massillon à tous les deux. Tel était alors le souci de l'élégance, de cet ordre extérieur qui range les idées comme les pièces d'un échiquier, de l'harmonie surtout, où il leur était insupportable que les langues anciennes et les langues modernes du midi de l'Europe eussent l'avantage sur la nôtre ! C'était l'exagération de quelques bonnes idées de Voltaire, trop occupé lui-même des qualités extérieures de la langue française. La Harpe y avait renchéri, et les écrivains dont je parle étaient disciples ou avaient été amis de La Harpe. Quand je lus à mon tour les livres mêmes, je trouvai, tout au rebours de ce qu'on m'avait dit, Bossuet si au-dessus de ses deux successeurs, et Bourdaloue si supérieur à Massillon, que

(1) On rencontre souvent dans Massillon « les noirs soucis, les noirs chagrins, » et beaucoup d'autres figures de ce genre, presque prises à Fénelon, qui les avait prises lui-même à l'antiquité.

le dépit de rangs mal donnés me prévint peut-être contre les plus favorisés dans cette distribution. N'ai-je pas fait un tort à Bourdaloue d'avoir été préféré à Bossuet, à Massillon de l'avoir vu plus en honneur que Bossuet et Bourdaloue? Le goût et le savoir de ceux qui me lisent me redresseront. Mais il faut oublier ces différences, mettre fin à ces critiques où ma sincérité même me donne des scrupules à cause du sujet et de l'admirable vertu des personnes, et terminer par une dernière réflexion sur ce corps de nos sermonnaires, monument unique dans l'histoire des lettres, sans modèle comme sans égal chez les autres nations chrétiennes.

Dieu seul sait ce que tant de conseils de direction, tant de révélations sur le cœur humain, tant d'adresse et d'insinuation pour y pénétrer, tant d'autorité pour forcer les hommes à y lire et à se voir en face, tant d'éloquence ou persuasive, ou véhémente, ou tendre, ont dû raffermir de conduites, réveiller de consciences languissantes, ouvrir de mains fermées pour l'aumône, relever par le repentir d'âmes dégradées par la faute, adoucir de misères, guérir de blessures, et, le moment du dernier voyage arrivé, susciter de belles morts et envoyer d'âmes consolées à la source de toute miséricorde! Ne jugeons pas de cette morale par le mal qui a continué son cours malgré elle, mais par celui qu'elle a prévenu ou réparé. Par malheur, le mal qui se fait est le seul qui laisse un souvenir; l'histoire l'enregistre et amuse la curiosité humaine de ses scandales; le mal qui ne se fait pas n'est su que de Celui qui seul connaît le nombre des bons et des méchans et qui pèse les sociétés et les siècles. C'est faute de voir ce que le frein de la morale religieuse a empêché de mal, et pour n'avoir vu que ce qu'il n'en empêche pas, que l'homme en vient à lui préférer, comme règle des mœurs, les trompeuses lumières de la raison individuelle.

Notre société, notre temps en seraient-ils arrivés là? La morale de Bossuet, de Bourdaloue, de Massillon n'y serait-elle plus la loi des consciences? Il faudrait trembler alors, car je ne sais pas quelle force spirituelle ferait vivre et prospérer une société où l'on ne croirait plus qu'à ces deux choses : la fin de la morale chrétienne et l'impossibilité de la remplacer!

NISARD.

LES

COMMUNICATIONS INTEROCÉANIQUES

DANS L'AMÉRIQUE CENTRALE

Parmi les voies de communication projetées entre les deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, il y en a qu'on pourrait nommer *continentales*, parce qu'elles traversent l'immense étendue de l'Amérique du Nord. L'agrandissement rapide du territoire des États-Unis, le mouvement continu de l'émigration vers l'ouest, la découverte des mines d'or de la Californie, la prospérité croissante des provinces situées sur la côte du Pacifique, ont fait naître ces projets nouveaux dont nous avons récemment cherché à apprécier l'importance relative (1); mais les espérances qui se rattachent à ces ambitieuses entreprises ne sont pas encore sorties du cercle même où elles ont pris naissance. Il y a bien longtemps au contraire que toutes les nations civilisées se préoccupent des nombreuses tentatives faites pour unir les deux océans, en traversant dans une partie quelconque l'isthme allongé et en certains points si étroit qui unit les deux Amériques. La disposition singulière de cette région du Nouveau-Monde explique très bien que les premiers efforts se soient portés de ce côté, et il est naturel qu'on ait tenté à maintes reprises, qu'on cherche encore aujourd'hui à résoudre dans l'Amérique centrale le problème de la jonction des deux mers, qui a tourmenté tant d'esprits élevés et nourri de si brillantes espérances.

Quels progrès cette question a-t-elle faits depuis quelques années? quels résultats définitifs a-t-on obtenus à la suite des recon-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1856.

naissances multipliées dont les provinces de l'Amérique centrale ont été le théâtre? C'est ce que nous croyons opportun d'examiner. Dans des études si difficiles, l'intérêt, l'engouement, la rareté des renseignemens exacts n'ont que trop contribué à propager et à entretenir de fâcheuses illusions. S'il est malaisé de recueillir des données précises sur la partie en quelque sorte purement technique de ces projets, il l'est peut-être encore plus d'apprécier à leur juste valeur les changemens que l'ouverture des nouvelles voies de communication amènerait dans le mouvement général du trafic. Les courans commerciaux se déplacent ou se détournent d'après des lois parfaitement rigoureuses, mais sous des influences si complexes que les plus habiles peuvent s'y tromper. Trop souvent on s'est inquiété assez peu d'évaluer avec une rigueur suffisante ces données économiques, et l'on s'est borné à asseoir quelques calculs sur des indications statistiques incomplètes. Heureusement les projets se sont multipliés avec une telle rapidité, qu'il est aujourd'hui devenu possible de formuler un jugement à peu près définitif sur la plupart des travaux commencés ou proposés; les observations des divers explorateurs ont été soumises au contrôle sévère de leurs rivaux; les erreurs les plus graves sont dissipées; enfin les résultats connus de l'exploitation du chemin de fer de Panama permettent de fonder sur une base plus solide les conclusions relatives à l'avenir économique des projets qu'on espère encore réaliser.

Les communications continentales entre l'Océan-Atlantique et l'Océan-Pacifique se relient forcément à une œuvre future de colonisation dont il est impossible d'apprécier encore l'étendue : le développement des richesses naturelles de contrées aujourd'hui inhabitées et soustraites à l'activité humaine jette dans cette solution des élémens tout nouveaux, dont le nombre et l'importance nous échappent. Quel œil assez clairvoyant saurait distinguer dans l'obscurité de l'avenir le point précis qui doit limiter un jour les forces productives et l'expansion envahissante des États-Unis? Qui pourrait déterminer par combien de liens seront rattachés, à travers le continent même, les états baignés par les deux océans? L'établissement d'une nouvelle voie de communication dans les provinces de l'Amérique centrale est dégagé de pareilles incertitudes : cette voie n'est destinée qu'à donner des facilités de plus à un mouvement commercial dont la nature est parfaitement connue; comme elle n'amènerait aucun déplacement sensible dans les populations de l'ancien ou du nouveau continent, les conséquences qui doivent en résulter peuvent être renfermées dans des limites assez précises, et il n'est pas impossible dès à présent de les indiquer avec une exactitude suffisante. Les documens et les matériaux réunis sur les voies de communication projetées dans l'Amérique centrale sont

très nombreux. On peut en trouver une excellente analyse dans divers ouvrages, parmi lesquels je dois citer notamment celui de M. Michel Chevalier (1). Aussi ne reviendrai-je que rapidement sur les premières tentatives, et principalement afin de signaler les erreurs qui depuis ont été rectifiées : je m'étendrai de préférence sur les dernières explorations et sur la comparaison des opinions diverses émises au sujet de communications nouvelles

Dans la pensée de ceux qui ont les premiers étudié l'important problème de la jonction des deux océans, on devait le résoudre par l'établisssement d'un canal qui pût servir de passage aux plus larges bâtimens. Depuis cette époque, et sans renoncer à l'espoir de construire ce canal, on s'est attaché à étudier des tracés de chemin de fer dans l'Amérique centrale, et l'on a même achevé une ligne ferrée à travers l'isthme de Panama. Nous commencerons par nous placer dans chacune des provinces qui ont été explorées pour examiner les divers projets, soit de canal, soit de chemin de fer, et nous chercherons à en apprécier les avantages et les inconvéniens relatifs. Nous essaierons d'analyser ensuite les conséquences économiques de l'ouverture d'un canal de communication à travers une partie quelconque de l'isthme. Cet examen permettra de décider si l'achèvement du chemin de fer de Panama répond suffisamment aux exigences actuelles du commerce, ou si, pour y satisfaire, il ne convient pas d'établir de nouveaux chemins de fer dans ces contrées plutôt qu'un canal de grande communication maritime.

On s'est quelquefois étonné que les projets multipliés, les reconnaissances nombreuses faites dans l'isthme de Tehuantepec, dans ceux de Panama, de Darien, et dans le Nicaragua, n'aient jamais abouti, et que la question ne soit guère plus avancée aujourd'hui qu'autrefois. En vain les républiques de l'Amérique centrale se sont-elles montrées prodigues de concessions : les unes après les autres, les compagnies ont dû en laisser perdre le fruit, et n'ont jamais pu commencer les travaux; les capitaux européens et américains sont demeurés sourds aux appels réitérés en faveur d'un canal maritime. A ceux qui n'attribueraient une pareille inertie qu'à l'esprit de routine ou à la timidité, l'exécution du chemin de fer de Panama, accomplie au milieu de difficultés sans nombre, servirait de réponse. Pour expliquer la réserve des capitalistes en présence d'opérations aussi grandioses et qui depuis si longtemps s'annoncent avec d'aussi riches promesses, il n'est pas impossible de trouver des raisons très fortes, et l'on pourrait presque dire concluantes; il suffit d'étudier avec attention le genre de trafic dont un canal maritime

(1) Voyez aussi une étude de M. Émile Chevalier sur la jonction des deux océans dans la *Revue* du 1er juin 1852.

pourrait devenir l'artère dans l'Amérique centrale, et de chercher à se rendre compte de la condition sociale, des besoins des peuples qui se trouvent engagés dans le commerce du Pacifique, de la nature des échanges qui s'opèrent entre eux. Cet examen a d'ailleurs encore aujourd'hui un autre intérêt, en ce qu'il peut aider à découvrir l'influence qu'exercerait l'ouverture d'un canal maritime américain sur les opérations commerciales de la grande voie qui unira peut-être un jour les eaux de la Mer-Rouge à celles de la Méditerranée.

I.

L'Amérique centrale présente des contours extrêmement irréguliers; elle forme dans son ensemble un isthme allongé qui joint les deux parties du Nouveau-Monde, et qui, de Vera-Cruz à Panama, n'a pas moins de cinq cents lieues de long. Le continent de l'Amérique du Nord se resserre de plus en plus à mesure qu'on avance vers les parties méridionales de la province de Mexico : le point où il devient le plus étroit est connu sous le nom d'isthme de Tehuantepec. Au-delà, le continent s'élargit de nouveau pour former la vaste province de Guatemala et celle du Yucatan, dont la pointe avancée sépare le golfe du Mexique de la Mer des Antilles. Cette région est la partie de l'Amérique centrale qui présente la plus grande largeur, et qui est restée naturellement en dehors des explorations provoquées par les projets de jonction des deux océans. Quand on la dépasse et qu'on se dirige vers l'Amérique du Sud, on traverse successivement les états d'Honduras, de Nicaragua, de Costa-Rica, et la Nouvelle-Grenade. Le continent devient de plus en plus resserré, et cette dernière province, où se trouvent les isthmes fameux de Panama et de Darien, ne forme plus qu'une véritable langue de terre, quand on la compare aux surfaces immenses occupées par le Mexique et les États-Unis.

Les parties de l'Amérique centrale où l'on a étudié des tracés de canaux et de chemins de fer sont au nombre de cinq : l'une met l'Océan-Pacifique en rapport avec le golfe du Mexique, les quatre autres avec la Mer des Antilles. Ces divers points sont, du nord au sud, l'isthme de Tehuantepec, l'état de Honduras, l'état de Nicaragua, l'isthme de Panama, l'isthme de Darien.

Le projet d'un canal à travers l'isthme de Tehuantepec remonte jusqu'à Fernand Cortez. Le célèbre conquérant avait entendu parler des Californies, qu'il prenait pour des provinces asiatiques, et avait songé à établir une ligne de communication avec ces régions privilégiées, que l'imagination des Européens remplissait de fabuleuses richesses. Pendant l'année 1814, avant que les colonies espagnoles

eussent proclamé et établi leur indépendance, les cortès avaient décidé qu'un canal serait ouvert dans cette partie de l'Amérique; mais ce projet devait être bien vite oublié, et il ne fut repris qu'en 1842. Don José de Garay publia vers cette époque un rapport étendu sur l'établissement d'une communication interocéanique dans l'isthme de Tehuantepec (1). D'après les renseignemens qu'il avait recueillis, il considérait comme navigable sur une assez grande longueur la rivière Coatzocoalcos, qui se jette dans le golfe du Mexique, et traverse une grande partie de l'isthme. A partir du confluent du Serabia, un canal à point de partage, de 50 kilomètres de long, devait traverser la sierra, descendre le versant du Pacifique et aboutir aux lagunes de Tehuantepec.

Les inconvéniens de ce projet sont d'une nature tellement grave, qu'il a dû être complétement abandonné. Bien que le niveau de la contrée soit comparativement assez bas, le passage de la ligne de faîte nécessiterait des travaux extrêmement dispendieux. En outre l'on ne pouvait compter, pour alimenter le canal, que sur l'eau fournie par le Rio-Chicapa et ses affluens, dont le débit est incertain et sans doute insuffisant. Enfin le désavantage le plus signalé de cette ligne consiste dans l'absence de bons ports. Sur l'Océan-Atlantique, l'isthme de Tehuantepec n'en présente aucun. M. Garay proposait de faire entrer directement les navires dans le fleuve Coatzocoalcos; mais il est à peine nécessaire d'indiquer combien une pareille solution est peu satisfaisante. D'ailleurs la barre qui ferme l'embouchure ne laisserait passer que des vaisseaux de 300 tonnes. La hauteur d'eau, qui, à marée haute, est de 13 pieds, n'est à marée basse que de 11 pieds. M. Orbegozo, chargé par M. Garay de reconnaître l'embouchure du fleuve, avait indiqué une profondeur de 21 à 23 pieds. C'était là une grave exagération, qui a depuis été rectifiée par les ingénieurs d'une autre compagnie et par le commodore américain Perry. Plusieurs autres personnes expérimentées se sont positivement déclarées contre le projet, entre autres le capitaine Liot, surintendant des *steamers* anglais des Indes occidentales. Suivant lui, les vaisseaux qui chercheraient dans le Coatzocoalcos un refuge contre les vents du nord, qui descendent la vallée du Mississipi et viennent s'abattre avec violence sur l'isthme de Tehuantepec, n'éviteraient un danger que pour se jeter dans un danger plus grand à cause de la faible profondeur de l'entrée. Il n'est pas inutile de remarquer que les bateaux à vapeur employés dans le transit californien, destiné à devenir le principal sur toute ligne ouverte dans l'Amérique centrale, ont besoin d'avoir un très puissant tonnage

(1) *Reconocimiento del Istmo de Tehuantepec, practicado en los años* 1842 *y* 1843, don José de Garay, Londres 1844.

(d'environ 3,000 tonnes), et par conséquent un fort tirant d'eau. Pour les navires à voiles, il se manifeste partout une tendance de plus en plus prononcée à en augmenter les dimensions : l'expérience a démontré que ceux qui naviguent avec le plus d'économie ont de 1,200 à 1,400 tonnes, et de 20 à 24 pieds de tirant d'eau. Du côté de l'Océan-Pacifique, le port qui, dans le projet de M. Garay, devait former la tête du canal est, suivant M. de Humboldt, très mauvais. M. Michel Chevalier n'en parle pas avec plus de faveur. « Tehuantepec, dit-il, mérite à peine le nom de rade; la mer se retire journellement de ces côtes, l'ancrage y devient d'année en année plus mauvais; le sable que charrie le Chimalapa augmente la hauteur et l'étendue des bancs sablonneux placés au débouché de la première lagune dans la seconde, et de celle-ci dans la mer, et déjà Tehuantepec n'est plus accessible qu'à des goëlettes. » De fait, ce port ne peut servir à rien, et l'on a depuis songé à en faire un artificiel au moyen d'un môle de 2,000 pieds de long sur un point de la côte qu'on nomme Ventosa à cause des vents du nord-ouest qui y soufflent fréquemment. On sait quelles difficultés l'on rencontre dans l'établissement des grandes constructions maritimes, et quelles sommes énormes il faut y consacrer dans des pays où sont pourtant accumulées toutes les ressources de l'art : aussi peut-on à peine songer sérieusement à entreprendre de tels travaux dans des contrées lointaines, où le climat est meurtrier, où la main-d'œuvre ne peut s'obtenir qu'à grand'peine.

On a renoncé aujourd'hui à faire un canal maritime dans l'isthme de Tehuantepec; mais là, comme en plusieurs autres parties de l'Amérique centrale, les projets de chemins de fer ont succédé aux projets de canaux. Il est certain qu'avec Honduras et Panama, cette partie de l'Amérique centrale se prête le mieux à la construction d'un chemin de fer. Au point de vue des distances absolues, l'isthme de Tehuantepec présente même quelque avantage sur l'état de Honduras; mais cette supériorité est perdue en réalité, parce que la navigation est mauvaise et difficile dans le golfe du Mexique. D'ailleurs la compagnie qui est actuellement en possession d'un privilége dans cette partie de l'Amérique centrale, et qui se nomme la *Compaña mista*, est tenue par son cahier des charges de prendre Vera-Cruz pour port principal. De là des vaisseaux mexicains pourraient seuls transporter les marchandises et les passagers au point où l'isthme serait franchi. Sans parler de l'insalubrité du port de Vera-Cruz, attestée par M. de Humboldt, il est certain qu'on ferait ainsi un détour aussi long qu'inutile, rendu en outre dangereux par des bancs et des récifs.

L'objection tirée de l'absence de bons ports aux deux extrémités de l'isthme subsiste dans toute sa force contre ce nouveau projet. Il

est malheureux que cette région soit si peu favorisée sous ce rapport, car c'est celle où l'on pourrait trouver le plus facilement des ouvriers en nombre suffisant. Elle se rapproche de la portion la plus peuplée du Mexique, et le climat aussi semble y être plus sain que dans les autres parties de l'Amérique centrale. Toutefois ces avantages ne peuvent point racheter les inconvéniens que nous avons signalés, et l'on peut affirmer que l'isthme de Tehuantepec, placé aujourd'hui en dehors du courant commercial de la Mer des Antilles, ne deviendra jamais la grande route interocéanique de l'Amérique centrale.

Le second point qui se présente dans l'ordre des lignes de communication interocéanique est l'état de Honduras. On n'a jamais songé à y établir un canal maritime; mais avec Panama cette province est une de celles qui se prêteraient le plus facilement à l'établissement d'un chemin de fer, et tout récemment une compagnie américaine en a fait faire les études (1). La ligne proposée part de Puerto-Caballo, situé sur l'Océan-Atlantique, et aboutit, du côté du Pacifique, à la baie de Fonseca : elle suit la vallée de la rivière Numaya jusque vers sa source, puis franchit la plaine qui forme le point de partage des eaux ou plateau de Comoyagua, et redescend de l'autre côté la vallée du Rio-Guascovan, qui se jette dans la baie de Fonseca. Ces deux vallées, séparées par une crête peu élevée, forment une coupure naturelle transversale au continent, et dirigée dans le sens du nord au sud. Le chemin de fer, en la suivant, présenterait de très faibles inflexions, et joindrait le deux océans par une ligne presque droite de 160 milles de long.

Les ports des deux extrémités sont représentés comme excellens. Celui de Puerto-Caballo est très grand, d'une entrée et d'une sortie faciles, et présente partout de 4 à 12 brasses de profondeur. La disposition de la côte y permettrait l'établissement d'une grande cité. Il n'y a point aux environs de marécages qui la rendraient tout à fait insalubre : la lagune située au nord de Puerto-Caballo est formée d'eau salée, et, par une coupure de peu d'étendue, pourrait même être convertie en bassin intérieur. Ce lieu avait été autrefois choisi par Cortez pour former le grand et principal entrepôt de l'Amérique espagnole. Il n'a été abandonné que parce que le port était trop grand pour qu'on pût le défendre contre les boucaniers.

Du côté de l'Océan-Pacifique, la baie de Fonseca forme la rade la plus magnifique de toutes ces côtes. Elle a 50 milles de long, 30 milles de large, et contient trois îles qui offrent d'excellens abris et des situations admirables pour l'établissement de grandes

(1) *Honduras Interoceanic Railway. Preliminary Report*, by G. Squier; New-York 1854.

villes. La nature et la disposition du terrain ne présentent pas, suivant le rapport de M. Squier, de difficultés sérieuses à la construction d'un chemin de fer, et partout les inclinaisons des rampes pourraient être renfermées dans les limites ordinaires. Le plus grave inconvénient de ce projet est la longueur de la ligne, comparée à celle de Panama. Ce dernier chemin n'a que 50 milles de long, celui de Honduras en aurait 160. La mortalité a été très grande parmi les ouvriers qui ont été employés au chemin de fer de Panama à Aspinwall; elle serait véritablement effrayante sur la ligne nouvelle : on éprouverait non moins de difficultés à y obtenir des travailleurs, et il serait pourtant indispensable d'en réunir un nombre beaucoup plus considérable.

Le rapport américain affirme, mais cette assertion nous paraît au moins douteuse, que le trajet de New-York à San-Francisco par voie de Honduras présenterait une économie de temps sur le trajet par voie de Panama. Ce qui est certain, c'est que l'isthme de Panama est plus favorablement situé pour le commerce européen, soit avec la Californie, soit avec l'Australie.

L'état de Nicaragua a tenu depuis longtemps une bien plus grande place que celui de Honduras dans les préoccupations de ceux qui poursuivent l'établissement de lignes commerciales nouvelles. Les singuliers événemens dont cette province est aujourd'hui le théâtre, les tentatives que multiplient les Américains pour y établir leur prépondérance, les débats auxquels le traité Clayton-Bulwer a donné lieu, sont encore faits pour augmenter l'intérêt que cette province du Nouveau-Monde inspire en ce moment à toutes les nations.

Il n'est pas étonnant que cette portion de l'isthme qui joint les deux Amériques ait paru dès longtemps très favorable à l'établissement d'un canal maritime : les deux magnifiques lacs qu'elle renferme se prêtent merveilleusement à une grande navigation intérieure, et semblent appeler naturellement le mouvement commercial de ces régions. Les deux lacs de Nicaragua et de Managua étaient en effet compris dans un projet célèbre, dont l'exposé, publié à Londres en 1846, excita alors une vive sensation, tant par l'importance même du sujet qu'à cause de l'auteur, que tout le monde reconnut sous de transparentes initiales (1).

Le canal proposé devait se rapprocher du fameux canal calédonien qui traverse une partie de l'Écosse, et sert de passage aux plus gros vaisseaux marchands sur une longueur de 59 milles; 21 milles y sont formés par le canal, et le reste par les lacs Lochy, Oich et Ness. Le canal calédonien a 50 pieds de largeur à la base,

(1) *Canal of Nicaragua, or a Project to connect the Pacific and Atlantic Oceans by means of a Canal,* by N. L. B.; London 1846.

110 au niveau de l'eau, et 20 pieds de profondeur. Les écluses, au nombre de vingt-quatre, qui servent à franchir le faîte, ont des chambres de 40 pieds de large et de 172 pieds de long. Le canal de Nicaragua devait encore dépasser ces dimensions déjà colossales : la profondeur était portée à 23 pieds; la largeur, qui, à la hauteur du niveau de l'eau, devait être de 147 pieds, permettait de faire passer en même temps trois bâtimens de 1,200 tonnes. On assignait aux écluses 47 pieds de large et 210 pieds entre les deux portes, de façon à admettre en même temps deux navires de 300 tonnes.

La distance entre les deux points terminaux du canal proposé était de 278 milles; sur cette longueur, il n'y avait de travaux de canalisation à effectuer que sur 82 milles seulement. Sur la ligne qui sépare les ports des deux extrémités, San-Juan de Nicaragua ou Greytown, du côté de l'Atlantique, et Realejo sur l'Océan-Pacifique, on peut distinguer cinq sections principales : le cours de la rivière San-Juan, le lac de Nicaragua, la rivière Tipitapa, qui unit le lac de Nicaragua au lac Managua ou Leon, et la partie de l'isthme qui s'étend jusqu'à l'Océan-Pacifique et à la baie de Fonseca.

Le cours du San-Juan, qui unit la ville du même nom au lac de Nicaragua, a 104 milles de long; la navigation y est rendue fort difficile par une succession de *rapides* où le lit est peu profond, et où les eaux descendent avec une grande violence sur un fond très incliné. Ces rapides sont au nombre de quatre; on espérait les franchir et y obtenir une suffisante profondeur d'eau en enfermant chacun d'eux entre deux barrages éclusés; en d'autres points, où la profondeur d'eau n'est pas assez grande pour le passage de gros bateaux, on aurait de même établi des écluses et approfondi le lit par des travaux de curage. En tout, on aurait établi dix barrages éclusés sur le cours du fleuve. En outre, une branche, nommée le Colorado, par où se perd une quantité d'eau considérable, eût été fermée, et la rivière, ainsi grossie, aurait elle-même nettoyé son lit sur une certaine distance.

La rivière de San-Juan sort du beau lac de Nicaragua, qui n'a pas moins de 90 milles de long, et présente en plusieurs points de ses rives d'excellens emplacemens pour des ports et des villes. Le lac est uni par la petite rivière Tipitapa, qui a 20 milles de long, au lac Managua, situé à un niveau un peu plus élevé au-dessus de la mer. Dans le projet qui nous occupe, cette différence de hauteur, évaluée à 30 pieds, devait être rachetée par l'établissement de trois écluses. On proposait aussi l'entière canalisation de la rivière, qui n'est actuellement navigable en bateau que jusqu'à 12 milles du lac de Nicaragua, et dont le lit est partout encombré de rochers.

A partir du lac de Managua, la ligne suivie par le canal va encore en s'élevant à 55 pieds, pour atteindre la ligne de faîte, située

à 212 pieds au-dessus du niveau de l'Océan-Pacifique. Dans cette partie de l'isthme, on voit que le canal eût été à point de partage, et on comptait l'alimenter avec les eaux d'une rivière nommée Tosta ou Tolita; il n'aurait pas fallu moins de 29 barrages éclusés, 6 pour gravir le versant oriental, et 23 pour redescendre le versant occidental de la ligne de faîte jusqu'à Realejo, le seul port passable de la côte.

Ce projet, qui tirait parti de la disposition naturelle de l'état de Nicaragua et du merveilleux enchaînement de rivières et de lacs qui traversent l'isthme presque entièrement, devait naturellement servir de base à ceux qui l'ont suivi. On a seulement cherché à laisser le lac Managua en dehors de la ligne et à en trouver une plus directe entre le lac même de Nicaragua et l'Océan-Pacifique. Cette modification forme le trait principal d'un projet important présenté par la compagnie américaine, qui envoya récemment un corps d'ingénieurs, sous le commandement du colonel Childs, reprendre les études du canal du Nicaragua (1).

Les auteurs de ce projet ont évité le lac Managua pour diminuer la longueur du canal et le nombre des écluses. D'ailleurs la partie du canal qui joindrait le lac Managua à l'Océan-Pacifique serait, avons-nous dit, à point de partage, et il paraît qu'on n'est point sûr de pouvoir l'alimenter au niveau élevé qu'il devrait forcément atteindre. On ne pouvait obvier à cet inconvénient qu'en faisant à grands frais une coupure à travers la ligne de faîte qui domine le lac de Managua. A tous ces désavantages il faut encore ajouter la profondeur tout à fait insuffisante et l'irrégularité du lit de la rivière Tipitapa, qui joint les deux lacs. Les travaux qu'il faudrait entreprendre pour l'approfondir et la canaliser sont si considérables, qu'il serait sans doute préférable de creuser un canal latéral. Frappé de ces inconvéniens, le colonel Childs a exploré les vallées transversales qui font communiquer directement le lac de Nicaragua avec la mer. Il a choisi comme la plus favorable celle qui va de l'embouchure de la rivière Lajas à la ville de Brito, sur l'Océan-Pacifique. Le canal, dans ce projet, suivrait le cours du Lajas, et plus loin celui d'une autre rivière nommée Rio-Grande. La distance du lac à la mer sur cette ligne n'est que de 18 milles; la différence de niveau est à marée basse de 102 pieds, à marée haute de 111 pieds, et la descente se ferait par quatorze écluses placées à 8 pieds les unes au-dessus des autres. L'obstacle principal est ici l'absence d'un port

(1) *Report of the Surveys and Estimates of the cost of constructing a Interoceanic ship Canal from the harbour of San-Juan del Norte* (*Greytown*) *on the Atlantic, to the harbour of Brito, on the Pacific in the state of Nicaragua, Central America, made for the American, Atlantic and Pacific ship canal C° in the years* 1850-51-52, by Orville W. Childs; New-York 1852.

sur l'Océan-Pacifique; il serait nécessaire d'en construire un artificiellement à Brito, et d'y établir deux môles. On serait ainsi entraîné à une dépense que le colonel Childs évalue à 14 millions environ, mais qui sans doute serait bien plus considérable.

L'ingénieur américain a aussi étudié avec le plus grand soin tout ce qui se rapporte à la canalisation de la rivière San-Juan : il a mesuré partout la profondeur et la pente du lit. Les difficultés qu'on éprouverait à rendre le fleuve navigable dans toute la longueur sont de telle nature que le capitaine anglais Liot croyait plus économique de creuser un canal latéral entre le lac de Nicaragua et l'Océan-Atlantique, et d'y amener les eaux du San-Juan et du lac. M. Michel Chevalier admettait cette même nécessité au moins sur une bonne partie du cours du San-Juan. C'est à ce dernier avis que s'est en partie rangé le colonel Childs. Les écluses placées aux *rapides* ne sont point, dans son projet, établies sur le fleuve lui-même, mais, ce qui du reste est presque partout plus convenable, dans des coupures latérales formant un tronçon de canal. Du côté de l'Océan-Atlantique, on abandonne complétement le fleuve pour un canal latéral de 28 milles de long qui aboutit au port de San-Juan. Suivant M. Childs, la longueur du cours du San-Juan est de 119 milles : sur cette distance, la rivière ne serait canalisée que sur 90 milles, au moyen d'excavations faites dans le lit et de digues; le reste de la voie serait formé par le canal proprement dit. La différence de niveau entre le lac de Nicaragua et l'Océan-Atlantique est de 107 pieds à marée haute et de 108 pieds à marée basse, et M. Childs croit nécessaire d'établir quatorze écluses de ce côté comme de celui du Pacifique.

C'est peut-être ici le lieu de faire remarquer que les prétendues différences de niveau observées entre les deux océans n'étaient dues qu'à des erreurs d'observation. Le colonel Lloyd avait annoncé que la différence des deux niveaux est de 9 pieds environ, et M. Garella, d'après les mesures qu'il avait prises à Panama, avait porté cette différence jusqu'à 19 pieds. Il y a bien longtemps que l'illustre M. de Humboldt et après lui M. Arago avaient contesté l'exactitude de ces résultats, et les travaux de nivellement du chemin de fer de Panama, aujourd'hui achevé, sont venus confirmer d'une manière irréfutable la justesse de leurs observations. Les marées sont inégales des deux côtés de l'isthme : elles varient beaucoup plus fortement du côté du Pacifique que du côté de l'Atlantique. Ainsi à Panama la différence est de 18 à 24 pieds entre la marée haute et la marée basse, tandis qu'elle n'est que de 18 à 24 pouces à Chagres; mais le niveau *moyen* des deux océans est absolument le même. Les nombreuses observations recueillies des deux côtés de l'isthme de Panama n'indiquent qu'une insignifiante différence

de 0,14 à 0,15 pieds suivant les saisons; cette différence paraîtra sans doute assez faible pour qu'on puisse l'attribuer à des erreurs directes d'observation et au choix des localités où s'enregistrent les marées.

Il n'est pas inutile d'examiner combien il faudrait de temps à un bateau à vapeur et à un vaisseau à voiles ordinaire pour traverser le canal de Nicaragua. Le temps employé par un *steamer* ou un vaisseau quelconque pour franchir une écluse peut être évalué à 24 minutes environ, ce qui permet d'effectuer soixante passages en 24 heures. M. Childs estime que les bateaux à vapeur ne pourront, sans danger pour les berges, faire plus de 2 milles 1/2 par heure sur le canal; sur le lac et sur la rivière, ils pourraient, suivant lui, conserver la vitesse de 11 milles par heure qu'ils ont sur l'Océan. Les vaisseaux à voiles seraient remorqués par des bateaux à vapeur sur le lac et la rivière, et pourraient faire de 2 à 5 milles par heure; sur le canal, ils seraient remorqués par des chevaux et n'avanceraient que d'un mille par heure. En tenant compte des distances parcourues sur le canal, la rivière et le lac, et du nombre des écluses, qui est de 28, M. Childs admet qu'il faudrait, pour traverser l'isthme, deux jours à un bateau à vapeur et trois jours et demi à un navire à voiles. Le temps employé serait probablement toujours supérieur à ces chiffres à cause de l'encombrement du canal et de délais inévitables dans la pratique.

La compagnie américaine dont nous venons d'examiner les projets, et qui possède en ce moment un privilége pour l'établissement d'un canal dans le Nicaragua, a encore le droit d'exploiter les voies navigables et les lacs sous le nom de *Compagnie de transit* (1). Cette ligne de transit, établie entre San-Juan-del-Norte ou Greytown et San-Juan-del-Sur, sur le Pacifique, est, avec le chemin de fer de Panama, la seule actuellement suivie par les émigrans qui traversent l'Amérique centrale pour aller en Californie. Les voyageurs, qui arrivent dans les grands bateaux à vapeur atlantiques, les quittent pour prendre de petits bateaux de rivière qui les conduisent dans le port de San-Juan et les amènent aux premiers rapides de Castillo. En ce point, il y a un *portage*, c'est-à-dire que marchandises et passagers sont débarqués et transportés par terre au-delà des rapides. De nouveaux bateaux les reprennent jusqu'aux rapides de Toro; il faut ensuite rentrer dans les bois pour rejoindre les bords du lac, qu'on traverse en bateau à vapeur; on débarque enfin, et l'on prend des mules jusqu'à San-Juan-del-Sur. Ce simple exposé montre suffisamment combien le passage de l'isthme par cette ligne est encore long et fastidieux.

(1) Le matériel de cette compagnie a été dernièrement saisi par le général Walker.

La largeur de l'état de Nicaragua est trop considérable pour qu'on ait jamais songé à y établir un chemin de fer. D'ailleurs, tout le long du San-Juan, la contrée est un désert entièrement sauvage qu'on ne traverserait qu'à grand'peine. Arrivée au lac de Nicaragua, la ligne du chemin de fer ne pourrait pas le contourner en longeant les rives, et se trouverait forcément interrompue. Il faudrait donc traverser le lac en bateau à vapeur et reprendre le chemin de fer au-delà. On n'admet de pareils délais, avec les fréquens transbordemens de marchandises, les ennuis, les dépenses qui en sont la suite, que sur une ligne tout à fait transitoire, en l'absence d'une meilleure voie de transport.

La route actuellement suivie par l'immense majorité des passagers est le chemin de fer construit dans l'isthme de Panama. Cette entreprise, qui permet de passer d'un océan à l'autre en quelques heures, est sans doute une des plus remarquables que ces dernières années aient vu terminer. L'achèvement de cette ligne, exécutée dans des circonstances extraordinaires et toutes nouvelles, a permis de préciser les notions trop vagues et trop incomplètes qu'on possédait jusqu'ici sur les conditions où s'opère le travail dans ces lointaines contrées et sur les difficultés que le climat y oppose.

Le chemin de fer part de l'île Manzanilla, située à 7 milles environ de l'embouchure de la rivière Chagres. A la tête du chemin s'élève aujourd'hui une ville nouvelle, qui a reçu pour nom celui de M. Aspinwall de New-York, l'un des principaux commerçans engagés dans l'entreprise; cette ville comptait déjà 2,000 habitans en 1855, et grandit chaque jour avec une surprenante rapidité. Après avoir traversé l'étroit canal qui sépare l'île Manzanilla de la côte, le chemin de fer se dirige vers la vallée du Chagres, qu'il suit à peu de distance jusqu'à un affluent nommé l'Obispo. Il remonte cet affluent pour atteindre le point de partage des deux océans, à 37 milles environ de l'Atlantique et 10 milles du Pacifique. Après l'avoir dépassé, il descend la vallée du Rio-Grande et va atteindre Panama.

Du côté de l'Atlantique, la ligne traverse sur une longueur de 13 milles de profonds marécages, où il a fallu partout l'établir sur pilotis; dans les parties supérieures de la vallée de l'Obispo, la contrée est très montagneuse, entrecoupée par de profonds ravins, et l'on a dû faire partout de profondes entailles dans le roc, accumuler les travaux d'art, et adopter des courbes extrêmement fortes. Enfin, du côté du Pacifique, la descente est très rapide, et les ingénieurs ont été obligés d'admettre des rampes très inclinées.

Les ports des deux extrémités, malgré quelques inconvéniens, offrent généralement aux navires un abri suffisant. La baie de Limon, qui renferme l'île Manzanilla, forme la rade du côté de l'Atlantique :

elle a une lieue de long et presque autant de large, et présente en moyenne sept brasses de profondeur. De l'autre côté de Manzanilla est la baie qui porte le même nom, plus petite, mais défendue contre les vents du nord, auxquels la baie de Limon est exposée. Panama ne présente point de véritable port, mais les vents y sont rarement forts, et la ville est protégée par un groupe d'îles que la compagnie américaine a achetées, et où l'on trouve d'excellens abris pour les vaisseaux.

Les difficultés qu'on a rencontrées dans l'exécution du chemin de fer de Panama, indépendamment des obstacles présentés par la configuration de la contrée, sont de plus d'une espèce. Une des plus graves tient au climat tropical du pays et aux pluies torrentielles qui tombent pendant une grande partie de l'année, et sont très redoutables pour les ouvrages en terre. L'expérience acquise par les ingénieurs de la compagnie du chemin de fer de Panama leur a démontré la nécessité d'élever les remblais dans une seule campagne avant la saison des pluies. Pendant cette période, les remblais se tassent très rapidement, et ceux qui peuvent résister à l'épreuve sont garantis contre les tassemens ultérieurs par la vigoureuse végétation qui succède aux pluies et les consolide pour toujours.

Les hautes températures de ces régions amènent aussi une décomposition extrêmement rapide des traverses et des ponts en bois; on a employé partout une espèce de pin nommée le pin jaune et le *lignum vitæ*. Malheureusement il n'y a aucune essence qui résiste longtemps à l'influence du climat, et l'œil n'apercevant point le travail de la décomposition, il arrive fréquemment que des bois qui paraissent complétement sains s'en vont tout à coup pour ainsi dire en poussière. Le terrible, mais unique accident qu'on ait eu à enregistrer jusqu'ici sur le chemin de fer de Panama est dû à la rupture d'un pont au moment du passage d'un convoi. La plupart des ponts sont dès à présent construits en pierre, et sans doute ils le seront tous bientôt. On a pu aussi recueillir des données précises sur l'insalubrité de l'isthme : elles n'ont fait que fortifier la triste réputation que ces contrées ont depuis longtemps acquise sous ce rapport, et donner la certitude qu'il faudrait sacrifier un grand nombre d'existences à l'exécution de tous les grands travaux qu'on y projette. Les ouvriers blancs employés au chemin de fer de Panama étaient à peu près au nombre de 6,000. Le 28 janvier 1855, le nombre des morts s'élevait à 293, c'est-à-dire au vingtième environ. Cette proportion a été un peu moindre parmi les natifs et les ouvriers amenés de la Jamaïque, mais elle a atteint un chiffre beaucoup plus considérable parmi les *coolies*. La difficulté de trouver des ouvriers en nombre suffisant dans le pays avait engagé la compagnie

à les y amener à grands frais; on n'a pas eu lieu d'en être satisfait, et pour les travaux futurs il est probable qu'on tentera plutôt de n'attirer que des ouvriers américains ou européens.

Aujourd'hui l'exploitation du chemin de fer de Panama est en pleine activité; en 1853, avant même qu'il fût terminé, il a transporté 32,000 passagers; en 1854, le nombre s'élevait à 36,000, en 1855 à 40,000, et sans doute il ira longtemps encore en augmentant. La ligne n'a actuellement qu'une voie, mais le rapide mouvement des voyageurs et des marchandises obligera bientôt à en ajouter une seconde. Panama est en effet devenu un centre commercial de la première importance. Chaque semaine, des bateaux à vapeur américains de 1,500 à 2,500 tonnes établissent une communication régulière avec New-York et San-Francisco. Une ligne de bateaux à vapeur anglais de 1,000 à 1,200 tonnes fait deux fois par mois le service entre Panama et Valparaiso, en touchant à Callao, Aréquipa, Arica, Copiapo. Enfin une compagnie anglaise songe à établir une ligne de bateaux à vapeur de 3,000 tonnes entre l'Angleterre et l'Australie par voie de Panama; les bateaux feraient chaque mois dans l'Océan-Atlantique le trajet entre Milford-Haven et Aspinwall, — dans le Pacifique, entre Panama et Sydney ou Melbourne alternativement. Tahiti servirait d'entrepôt dans le Pacifique. Avant la guerre d'Orient, il existait une ligne de communication par bateaux à vapeur entre l'Angleterre et l'Australie, voie du cap de Bonne-Espérance. Ces bateaux ont été employés pendant la campagne au transport des troupes et des munitions en Crimée, et le gouvernement anglais s'est vu contraint de rompre tous les contrats pour le service des dépêches par bateau à vapeur pour l'Australie. Les communications régulières viennent d'être reprises sur la route ancienne du cap de Bonne-Espérance; mais depuis longtemps les colonies australiennes souhaitent vivement qu'une ligne soit établie par la voie de Panama, que beaucoup de personnes se représentent comme la plus directe. En effet, quand on jette les yeux sur une carte de Mercator, on voit qu'on peut joindre Sydney, Panama et l'Angleterre par une ligne presque absolument droite; mais on ne remarque pas toujours que cette ligne occupe à peu près les deux tiers de la circonférence du globe. On fait aussi beaucoup de bruit des avantages que l'Océan-Pacifique, presque toujours calme aux latitudes tropicales qu'on aurait à traverser entre Panama et l'Australie, et parfois tranquille comme un lac, présente à la navigation. Malheureusement les voyageurs auraient beaucoup à souffrir des chaleurs pendant presque tout le temps de la traversée. Au dire de tous les navigateurs qui ont parcouru l'Océan-Pacifique, ces chaleurs deviennent fréquemment intolérables, et affectent sérieusement la

santé pendant ces calmes prolongés, qui durent souvent plus d'une semaine, épaississent la mer et la recouvrent d'une sorte de manteau gras et épais. Il faut ajouter qu'en suivant la route de Panama, on court encore le risque, avant de quitter le port de l'Atlantique, d'être atteint de la fièvre jaune ou de l'une des fièvres malignes qui règnent pendant toute la saison des pluies.

Malgré ces inconvéniens, il a souvent été très sérieusement question d'établir un service à vapeur entre Panama et l'Australie, et si les Anglais ne se hâtent point de prendre l'initiative, il se peut qu'ils soient devancés par une compagnie américaine déjà formée dans la même intention. Jusqu'ici, le trafic entre les États-Unis et l'Australie a été extrêmement limité, mais il peut se développer considérablement, car dans les colonies australiennes il n'y a de droits que sur un très petit nombre d'articles, et tous les produits principaux que les États-Unis pourraient importer en sont entièrement exempts. Le seul avantage important que posséderait une compagnie anglaise serait la subvention que le gouvernement lui donnerait pour le transport des dépêches.

Si la ligne de communication entre Panama et l'Australie s'établit, si l'on donne quelque jour suite au projet de former entre San-Francisco et Shanghaï, par voie des îles Sandwich, un service de bateaux à vapeur américains de 3,000 tonnes, on voit quelle importance est destiné à atteindre l'isthme de Panama, devenu une des routes principales entre l'Europe, les États-Unis et la côte occidentale des deux Amériques, l'Australie et la Chine. La construction du petit chemin de fer de Panama, qui n'a que 46 milles de long, a coûté au-delà de 35 millions; mais ces sacrifices n'ont pas été inutiles, et deux ans après l'achèvement du chemin, les marchands de New-York qui l'ont fait construire ont retiré de leur capital un intérêt extrêmement élevé.

Maintenant que le chemin de fer de Panama est terminé, il semble à peine nécessaire de revenir, autrement que pour les rappeler, sur les nombreux projets de canal présentés depuis longtemps pour unir à travers cette partie de l'isthme les deux océans. Dès 1827, et sur l'avis de M. de Humboldt, Bolivar avait fait exécuter le lever topographique de la contrée par M. Lloyd, officier anglais attaché à son état-major. Depuis cette époque, plusieurs plans ont été mis en avant pour accomplir cette grande entreprise, et le chemin de fer de Panama suit même l'une des lignes étudiées pour l'établissement d'un canal. L'avantage qui résulte de la faible largeur de l'isthme est malheureusement compensé par des difficultés dont quelques-unes sont insurmontables. Les rivières de l'isthme, le Chagres et la Trinidad du côté de l'Atlantique, le Farfan et le Rio-Grande du côté de

l'Océan-Pacifique, sont trop peu profondes pour qu'on pût les canaliser sans très grands frais, au moins sur une partie de leur longueur, et il serait sans doute plus économique de creuser un canal sur toute la largeur de l'isthme; mais l'inconvénient le plus grave tient au relief du terrain : l'altitude du faîte qui sépare les deux océans atteint 170 pieds, et il paraît absolument impossible d'amener de l'eau en quantité suffisante au point de partage. M. Garella, que le gouvernement français avait, il y a quelques années, envoyé à Panama, avait hardiment admis la nécessité, pour traverser l'isthme, de creuser un tunnel gigantesque, assez grand pour que des vaisseaux mâtés pussent y passer.

Les dernières lignes que nous ayons à examiner sont celles qui traversent l'isthme de Darien. Depuis longtemps, ce point remarquable avait été signalé au gouvernement espagnol, et M. de Humboldt l'avait estimé supérieur à toutes les autres parties de l'Amérique centrale pour l'établissement d'un canal maritime. Malheureusement il a toujours été très difficile d'obtenir des renseignemens précis sur la topographie de cette partie de la Nouvelle-Grenade, habitée par des tribus d'Indiens indépendans et sauvages. On en sait pourtant assez pour avoir renoncé à quelques projets hâtivement conçus. La ligne de l'Atrato a dû être abandonnée, parce que, sur une longueur de plusieurs milles depuis la source, cette rivière est à sec pendant une grande partie de l'année. Le San-Juan, qui en est séparé par une distance de 3 milles environ, ne peut y envoyer de l'eau, comme on l'avait cru d'abord, car le lever topographique a fait voir qu'il est à 100 pieds plus bas. Une seconde ligne, proposée par voie du Napipi et du Bando, n'a pas donné de meilleurs résultats. Il semble donc impossible, comme on l'avait espéré, d'unir le golfe de Darien à la baie de Cupica. En 1850, M. Lionel Gisborne a étudié un nouveau projet de communication, dans l'isthme de Darien, entre la baie où se jette le Rio-Darien, et qui porte le nom de baie Saint-Michel, et, du côté de l'Océan-Atlantique, la baie de Calédonie. Il est à regretter que son rapport, un peu trop bref, ne permette pas d'apprécier exactement la valeur de ce nouveau plan. La ligne de faîte atteint, sur la voie qu'il propose, la hauteur de 150 pieds, la même environ qu'à Panama. M. Gisborne admet qu'on pourrait, en raison de la faible largeur de la chaîne, y faire une simple coupure, et unir les deux océans par un canal sans écluses. Il appuie, non sans raison, sur la difficulté de faire franchir des écluses à de très grands navires, sur la perte de temps qui en résulte; il serait d'ailleurs très difficile de fournir de l'eau à un canal éclusé. Il faudrait former au point de partage, avec les eaux des rivières Savannah et Caledonia, deux lacs artificiels qui se rempliraient pendant la saison des pluies, et alimen-

teraient le canal pendant le reste de l'année. Les proportions que M. Gisborne propose de donner au canal, éclusé ou non, sont tout à fait gigantesques : il offre de lui donner 140 pieds de largeur à la base, 160 pieds à la hauteur du niveau de l'eau, et 30 pieds de profondeur. Les écluses qu'il faudrait construire auraient 400 pieds de long, 90 pieds de large, et seraient placées à 30 pieds les unes au-dessus des autres. Suivant les estimations de M. Gisborne, le canal sans écluses coûterait 300 millions, et le canal avec écluses 112 millions. Tout en présentant ces deux projets à la fois, l'ingénieur anglais incline ouvertement vers le premier, et le représente comme satisfaisant seul aux conditions d'une grande communication interocéanique. Les inconvéniens nombreux de la navigation ordinaire sur canal sont bien connus, et prennent encore plus d'importance sur une voie destinée aux plus gros navires, où la moindre accident dans une écluse pourrait interrompre pendant des mois entiers un transit d'une extrême importance (1).

L'isthme de Darien est trop rapproché de celui de Panama pour qu'on songe aujourd'hui à y construire un chemin de fer : la ligne proposée par M. Gisborne pour un canal se prêterait pourtant, sans doute avec peu de modifications, à l'établissement d'une voie ferrée, s'il est vrai que la chaîne de montagnes y est interrompue par une dépression qui n'a que 150 pieds de hauteur au-dessus de la mer. En outre le chemin de fer de Darien n'aurait que 30 milles de long, ce qui lui donnerait un peu d'avantage sur celui de Panama.

II.

Le temps et la distance ne sont pas les uniques élémens qu'il faille considérer dans l'ouverture de nouvelles voies commerciales. Une partie des navires qui actuellement tournent le cap de Bonne-Espérance et le cap Horn n'abandonneront ces lignes que si une route nouvelle permet de réaliser une économie dans le transport des marchandises sur quelques-uns des marchés les plus importans du globe. Il n'y a aucun doute que l'ouverture d'un canal maritime dans les provinces de l'Amérique centrale ne permît aux navires partis de l'Europe et des États-Unis d'atteindre plus rapidement les ports de la côte occidentale de l'Amérique; mais il est non moins évident qu'ils n'auraient aucun intérêt à adopter cette route, si le péage du canal dépassait la somme qui représente la dépense du

(1) Tout récemment un ingénieur américain, M. Kelley, a visité l'isthme de Darien et a présenté des plans qui ont beaucoup d'analogie avec les précédens, pour y unir les deux océans par un canal sans écluses au moyen d'une immense coupure.

navire jointe à l'intérêt des valeurs transportées pendant le nombre des jours qui se trouveraient ainsi gagnés. Même à frais égaux, les navires ne suivraient sans doute point le canal à cause des ennuis de ce mode de navigation, par crainte de délais inattendus, d'accidens dus à la négligence ou simplement au hasard. Il faut donc qu'outre l'économie de temps une véritable économie d'argent les attire dans la voie nouvelle. La fixation des tarifs devient en quelque sorte une question vitale pour l'avenir de l'entreprise : voici de quelle manière on peut arriver à la résoudre. La dépense d'un navire comprend l'intérêt du prix d'achat et du gréement, les salaires et la nourriture de l'équipage, et les frais d'assurance. Pour un vaisseau de 1,300 tonnes, on peut évaluer cette dépense à 6,500 francs par mois ou 216 francs par jour. Dans un navire de ce tonnage, la valeur d'une cargaison ordinaire ou moyenne peut être estimée à 300,000 francs; l'intérêt de cette somme à 6 pour 100 est de 1,500 francs par mois, ou de 50 francs par jour. En ajoutant ces deux sommes, on voit que chaque jour de traversée représente une dépense totale de 266 francs. Si le vaisseau traversait un canal maritime, il faut examiner à combien de jours de traversée équivaudrait ce passage au point de vue des frais. Un navire de 1,300 tonnes aurait à payer, au prix de 3 dollars ou 15 francs environ par tonne, la somme de 19,500 francs, au prix de 2 dollars ou 10 fr. la tonne celle de 13,000 fr., au prix de 1 dollar 1/2 ou 7 francs 50 cent. la tonne celle de 11,250 fr. La première de ces trois sommes représente la dépense de 65 jours de traversée, la seconde de 43 jours, la troisième de 37 jours. En adoptant le premier de ces tarifs, on laisserait donc en dehors du mouvement commercial de l'isthme tous les navires qui, en le traversant, ne gagneraient qu'un nombre de jours inférieur à 65; en se tenant au second tarif, on perdrait encore tous ceux pour lesquels le passage par l'isthme ne permettrait pas de faire une économie de temps égale à 43 jours. Ainsi que nous le verrons, il est de toute nécessité d'adopter le second ou le troisième tarif, et il est vraisemblable qu'il serait utile d'admettre le dernier pour présenter un avantage sensible au commerce et attirer tout le trafic qui pourrait suivre la voie de l'Amérique centrale.

Le taux des tarifs est en relation directe avec l'importance du tonnage qui serait attiré par l'ouverture d'un canal maritime dans l'Amérique centrale. Une fois admis le tarif le plus convenable, il faut chercher à évaluer sur quel tonnage et par conséquent sur quel revenu l'on peut compter, en second lieu si ce revenu est assez considérable pour rémunérer suffisamment les capitaux qu'il est nécessaire d'engager dans l'entreprise. Il est bien difficile de résoudre

avec quelque précision la première de ces questions; pourtant il n'est pas impossible d'arriver à quelques conclusions fort importantes, en examinant quelle est la nature même du trafic dont cette partie du Nouveau-Monde pourrait devenir l'artère. Nous avons vu qu'en adoptant le tarif de 7 fr. 50 cent. ou 1 dollar 1/2 par tonne, on amènerait dans le canal maritime tous les navires pour lesquels l'économie de temps ainsi réalisée s'élèverait au moins à 37 jours. Examinons quel est, pour chacun des grands marchés de l'Océan-Pacifique, le nombre de jours que gagneraient, en passant par l'Amérique centrale, des navires venus soit des ports européens, soit de ceux des États-Unis.

Celui de ces marchés qui contribuerait pour la plus forte part à former le revenu du canal serait sans contredit la Californie. On sait avec quelle rapidité sans exemple cette région s'est peuplée : la soif de l'or, passion aussi vive, aussi frénétique de nos jours que du temps des conquérans espagnols, a jeté des milliers d'émigrans sur les *placers* du Sacramento. Uniquement occupée à arracher à un sol privilégié la richesse qu'il renferme, cette population, rassemblée de tous les points du globe, a dû jusqu'ici recevoir du dehors tout ce dont elle a besoin, objets de consommation et produits manufacturés de toute espèce. On ne peut comparer la Californie à une colonie ordinaire où la métropole envoie ses produits, et d'où elle tire en échange un certain nombre de matières premières que la sol ne peut fournir, et qui sont nécessaires à son industrie. Le nouvel état n'a payé jusqu'à présent ce qu'il reçoit qu'avec de l'or. Les navires à voiles qui des États-Unis ou d'Europe vont à San-Francisco ne peuvent y trouver de cargaison de retour, et sont contraints d'aller en Chine, dans l'Inde ou dans une partie quelconque de l'Océan-Pacifique; leur chemin naturel au retour est donc le cap de Bonne-Espérance. Ainsi, parmi les navires à voiles en destination de la Californie qui suivraient le canal du Nicaragua ou tel autre canal ouvert dans l'Amérique centrale, un bien petit nombre adopterait cette voie pour revenir.

Il n'est, au reste, pas douteux que ceux qui se rendent aujourd'hui en Californie en doublant le cap Horn ne préférassent suivre le canal. De New-York à San-Francisco, il n'y a pas moins de 17,063 milles par la route actuellement suivie, tandis qu'il n'y en aurait que 5,690 par la route nouvelle. Les vaisseaux à voiles mettent aujourd'hui moyennement de 150 à 140 jours à faire le voyage; par le canal, il ne faudrait que 50 ou 60 jours : il y aurait donc de 90 à 100 jours de gagnés, différence bien supérieure à celle qu'il est nécessaire d'atteindre pour que le canal devienne profitable. Néanmoins, pour la raison que nous avons indiquée, on ne prendrait cette dernière voie que pour l'aller.

Pendant que la Californie était à peine organisée et que les préoccupations de tous ceux qui venaient grossir les rangs de la société nouvelle étaient tournées exclusivement vers la recherche de l'or, il est évident que l'état naissant a dû compter uniquement sur les importations des États-Unis et de l'Europe. Cependant la Californie est destinée à avoir bientôt un commerce propre : elle ira chercher elle-même les produits qui lui sont nécessaires, et deviendra, commercialement du moins, indépendante des états de l'Atlantique. Il suffit de jeter les yeux sur un globe pour s'assurer qu'elle aura tout avantage à s'approvisionner dans la Chine, l'Inde et les îles du Pacifique, où elle trouvera en abondance le riz, le thé, les épices, le café, la soie et le coton. Aujourd'hui elle produit déjà assez de céréales pour sa consommation, et peu de contrées réunissent au même point les conditions d'un grand développement agricole.

Si, comme il n'en faut point douter, la Californie multipliait bientôt ses relations avec le Levant et s'appliquait davantage à utiliser la fertilité de son propre sol, une des principales sources du revenu du canal de l'Amérique centrale se trouverait rapidement épuisée, et les États-Unis n'auraient plus à envoyer à San-Francisco qu'une faible quantité d'objets manufacturés. Les voyageurs et les expéditeurs d'or auraient toujours intérêt à suivre cette voie comme la plus rapide; mais le chemin de fer de Panama opposerait une concurrence dangereuse au canal maritime pour le transport des espèces et des passagers. Il est bien vrai qu'un canal ouvert dans l'état de Nicaragua se trouverait situé plus au nord que l'isthme de Panama : la différence des distances entre New-York et San-Francisco par les deux voies est de 700 milles environ, si l'on ne tient pas compte du passage à travers l'Amérique centrale. Cette différence entre les distances correspond à une différence de trois jours en faveur des bateaux à vapeur qui suivraient le canal de Nicaragua; mais c'est précisément le temps qu'il faudrait pour le traverser, tandis qu'il faut quatre ou cinq heures seulement pour franchir en chemin de fer l'isthme de Panama. On voit donc qu'il n'y aurait aucun avantage essentiel à suivre une route plutôt que l'autre au point de vue du temps. Si les tarifs du canal n'étaient pas très bas, les bateaux à vapeur qui feraient le service sur cette ligne auraient un désavantage marqué sur ceux qui correspondent avec le chemin de fer de Panama. Pour un *steamer* de 2,000 à 2,500 tonnes, les droits à payer pour traverser le canal s'élèveraient à une somme considérable : les bateaux à vapeur, en allant en Californie, seraient indemnisés par le fret des marchandises qu'ils auraient à y transporter; mais ils reviendraient ordinairement presque à vide, avec de l'or et des passagers seulement, et auraient à payer la même somme au retour.

Pour évaluer dans quelle proportion la Californie doit participer au revenu d'un canal maritime, il faut donc tenir compte à la fois des importations qui y seront faites par les États-Unis et les états européens, de l'exportation de l'or et du mouvement des voyageurs. La Californie a fourni 300 millions d'or pendant l'année 1854; le nombre des vaisseaux à voiles qui sont entrés dans le port de San-Francisco pendant la même année, venant des ports des États-Unis, de la France et de l'Angleterre, a été de 280, avec un tonnage total de 261,567 tonnes. Le développement probable des relations commerciales de la Californie avec les ports de l'Océan-Pacifique ne permet pas d'admettre plus de 250,000 tonnes pour le tonnage moyen des navires à voiles venant des ports des États-Unis à San-Francisco, par la voie du canal maritime, surtout si l'on établissait, comme il serait nécessaire de le faire, un service de *steamers* d'un fort tonnage entre les États-Unis de l'Atlantique et la Californie. En admettant que ces *steamers* aient 2,000 tonnes et qu'il en parte deux par semaine de chacune des extrémités de la ligne, on ferait entrer ainsi dans les recettes du canal un droit de passage pour 416,000 tonnes.

Les navires venant des ports européens auraient aussi intérêt à traverser le canal maritime, mais, comme ceux des États-Unis, ils ne pourraient suivre cette voie au retour; on ne peut au reste compter sur plus de 50,000 tonnes pour cette branche du revenu. Le commerce proprement dit de la Californie fournirait donc 716,000 tonnes au canal de l'Amérique centrale.

Au nord de la Californie se trouvent le territoire de l'Orégon et l'île Vancouver. Les exportations qui s'y dirigent auraient aussi intérêt à profiter de la nouvelle voie de communication, mais les navires rendus à leur destination ne reviendraient point par le canal. Le tonnage total de ceux qui sont envoyés annuellement dans l'Orégon ne dépasse point 10,000; il en est de même pour ceux qui se rendent à l'île Vancouver.

Tous les ports situés sur la côte orientale de l'Amérique, Callao, Valparaiso, etc., sont, comme ceux de la Californie, des centres d'importation : les produits de l'ancien monde et des États-Unis y sont payés avec les métaux précieux. Les navires qui vont s'y vider ne trouvent généralement point de cargaison de retour, et vont en chercher en Chine, à Manille, à Singapore, Java et Calcutta. Il ne reviendrait sans doute par voie du canal qu'un certain nombre de vaisseaux qui prendraient du thé à Shanghaï, et dont le tonnage n'excéderait guère 30,000 tonnes. Les échanges opérés entre les États-Unis et les états européens dans les ports du Pérou et les petits ports du Pacifique rendraient tributaire du canal un tonnage qui

ne peut être évalué qu'à 80,000 tonnes environ. Depuis un certain nombre d'années, le guano des îles péruviennes fournit une excellente cargaison de retour; seulement le fret de cette matière est aujourd'hui très peu élevé, il faudrait un tarif suffisamment bas pour amener dans le canal 100,000 ou 150,000 tonnes de guano.

Les chiffres précédens relatifs au commerce des ports du Pacifique paraîtront peut-être un peu faibles, mais il faut remarquer que les navires européens n'auront pas intérêt à suivre le canal maritime pour se rendre dans la plupart de ces ports. Il est très important d'établir ce fait et de dissiper toutes les illusions qui pourraient encore être entretenues à cet égard. La distance entre l'Angleterre et Valparaiso par voie du cap Horn est, sur la ligne des vaisseaux à voiles, de 9,560 milles; par le canal du Nicaragua, elle serait de 8,745 milles; en tenant compte de la direction des vents et des courans, on évalue la longueur de la traversée moyenne par la route actuelle à 105 jours; en suivant le canal, la traversée serait de 104 jours : il n'y a donc qu'un jour de gagné pour aller d'Angleterre au Chili. Pour le retour, la traversée est de 108 jours par le cap Horn, et serait de 85 jours par le canal : la différence en faveur du dernier est ici de 23 jours. Ces chiffres indiquent suffisamment que tout le commerce entre l'Angleterre, la France et le Chili continuerait à suivre la route ancienne, puisque l'économie de temps nécessaire pour rendre le canal profitable doit s'élever au moins à 37 jours.

De l'Angleterre à Callao, la distance est de 11,134 milles par le cap Horn, et serait de 7,328 milles par le canal pour l'aller; pour le retour, les distances correspondantes sont de 11,035 milles et de 6,850 milles. La traversée de l'Angleterre à Callao se fait dans 114 jours pour aller et 120 jours pour revenir; par la voie du canal, elle s'effectuerait en 78 jours d'une part, en 75 jours de l'autre. L'économie de temps serait donc seulement de 36 jours dans le premier cas et de 45 jours dans le second. Dans ces conditions, les navires ne suivraient point le canal pour se rendre à Callao, et il est même douteux qu'un grand nombre le traversât au retour.

En ce qui concerne le commerce des États-Unis, il est aussi presque certain que les importations au Chili continueraient à être dirigées par la voie du cap Horn. En effet, d'après le rapport même du colonel Childs, partisan du canal de Nicaragua, la distance de New-York à Valparaiso par voie du cap Horn est de 10,643 milles, et par le canal proposé de 5,811 milles. Cette différence correspond à une économie de 42 jours seulement en faveur du canal. Comme on ne gagnera rien à le suivre tant que la différence n'excédera pas sensiblement 37 jours, on peut affirmer que dans ces conditions un nombre

considérable de navires préféreront suivre la route ancienne et éviter les ennuis du passage à travers l'Amérique centrale.

On voit que l'ouverture d'un canal dans le Nicaragua ne détournerait véritablement que le courant commercial qui se dirige sur les états de la côte orientale de l'Amérique du Nord et sur une partie seulement de ceux de l'Amérique du Sud. Celui qui aujourd'hui rayonne du cap de Bonne-Espérance vers l'Inde, l'Australie et Canton ne serait point modifié, et ceux qui prétendent le détourner au profit de l'Amérique centrale entretiennent une espérance chimérique. Qu'on nous permette de citer encore quelques chiffres plus convaincans que des raisonnemens. Les navires à voiles mettent moyennement 110 jours pour aller d'Angleterre à Sydney et 116 jours pour en revenir par voie du cap de Bonne-Espérance; la longueur de la route est de 14,118 milles en allant et de 13,704 milles en revenant. Par voie du canal de Nicaragua, ces distances respectives seraient de 13,704 et de 14,657 milles. La traversée serait, pour l'aller de 108 jours, pour le retour de 125 jours. On gagnerait donc sur un bâtiment à voiles 2 jours seulement pour se rendre en Australie, et l'on perdrait 9 jours pour revenir en Angleterre. De l'Angleterre à Canton, les mêmes évaluations font voir qu'on gagnerait seulement 10 jours par le canal; au retour, l'économie de temps serait de 20 jours. On parcourt actuellement en 126 jours les 15,740 milles qui séparent l'Angleterre de Canton; au retour, la route a 15,270 milles de longueur et se fait en 134 jours : par la voie du canal, ces distances respectives sont réduites à 14,580 et 15,700 milles, et la longueur des deux traversées à 116 et à 112 jours. Pour aller de Singapore en Angleterre, il y aurait une perte positive de temps, qui ne serait pas inférieure à 20 jours, à suivre la voie du canal. Cette traversée, qui se fait aujourd'hui en 105 jours par le cap de Bonne-Espérance, ne se ferait plus qu'en 125 jours.

Il est inutile de multiplier ces exemples, qui prouvent assez que le commerce de l'ancien monde ne serait que bien peu affecté par l'ouverture d'une voie de communication interocéanique dans l'Amérique centrale. Plus on analyse les élémens du commerce dont elle deviendrait l'artère, plus on reste convaincu que cette entreprise ne présente un intérêt immédiat qu'aux États-Unis, aux provinces mêmes de l'Amérique centrale et au Pérou. Toutes les branches de revenu que nous avons cherché à évaluer ne forment que la somme de 996,000 tonnes. Il ne reste à y ajouter que 16,000 tonnes environ pour le commerce des îles Sandwich avec l'Europe et les États-Unis, et 80,000 tonnes pour les pêcheries de l'Océan-Pacifique septentrional. Les baleiniers qui explorent cette partie du Pacifique auraient en effet seuls intérêt à suivre le canal, car ceux qui ne recherchent

que la baleine ordinaire commencent à pêcher dans l'Atlantique aussitôt qu'ils ont dépassé l'équateur, et continuent jusqu'à l'Océan-Indien; ils vont ordinairement porter de l'huile à Sydney ou à Hong-Kong, et prennent pour revenir la route du cap de Bonne-Espérance. Les pêcheries mêmes de l'Océan-Pacifique septentrional ne fourniraient sans doute pas toujours une recette également importante au canal maritime, car la Californie deviendra tôt ou tard le point de départ des pêcheurs, qui n'auront plus comme aujourd'hui à faire des campagnes de trois ans, pendant lesquelles ils perdent un intérêt considérable.

Toutes ces branches de revenu réunies forment une somme totale de 1,092,000 tonnes, qui, au tarif de 1 dollar 1/2 ou 7 fr. 50 c. par tonne, donneraient une recette annuelle de 8,190,000 fr. Il faut encore y ajouter la recette produite par le transport des voyageurs et des métaux précieux qui suivraient la voie du canal. L'Amérique centrale est aujourd'hui devenue la route principale de ceux qui vont en Californie ou qui en reviennent : en admettant même que la population continue à croître dans cet état avec la même rapidité que dans les dernières années, ce serait sans doute, à cause de la concurrence du chemin de fer de Panama, faire une hypothèse très favorable au canal que de porter à 100,000 le nombre des voyageurs qui suivraient annuellement cette route à partir de l'année 1866 ou 1870. En estimant à 25 francs par tête le prix de la traversée, la recette totale des voyageurs serait de 2,500,000 francs. Pour le transport de l'or et de l'argent, même si l'exploitation des gîtes aurifères de la Californie continuait à fournir d'aussi magnifiques résultats qu'aujourd'hui, on ne peut guère compter sur un transit de plus de 150 millions de francs, qui, à 1/2 pour 100, rapporteraient annuellement 750,000 francs. Le revenu total du canal maritime, obtenu en additionnant toutes les sommes précédentes, peut donc approximativement être évalué à 11,440,000 francs. Il reste à voir si cette somme représente un intérêt suffisamment élevé du capital qu'il est nécessaire d'appliquer à une telle entreprise. Dans la plupart des projets, l'estimation des dépenses n'est présentée que d'une manière générale et trop peu détaillée, et l'on ne tient pas toujours un compte suffisant des dépenses accessoires, constructions de réservoirs, de digues pour détourner les eaux, établissement de remorqueurs sur le canal, construction d'habitations pour les employés, etc.

Pour le canal du Nicaragua, celui de tous qui mérite le plus d'attirer l'examen, et qui a été l'objet des études les plus approfondies, toutes les estimations récentes s'accordent à porter la dépense probable à 200 millions au moins. Dans l'opinion de M. Stephenson, un

canal de San-Juan de Nicaragua à San-Juan-del-Sur, qui est aujourd'hui le port du Pacifique choisi par la *Compagnie de transit*, coûterait de 100 à 125 millions, et cette somme serait portée à 200 millions par l'accumulation des intérêts pendant les années qui seraient employées à achever une telle entreprise. Un canal aboutissant à Realejo coûterait encore plus. Les dépenses de celui qui se terminerait à Brito sur le Pacifique ont été évaluées avec beaucoup de soin et en grand détail dans le rapport intéressant du colonel Childs. Les chiffres de l'ingénieur américain nous fourniront la base la plus solide pour comparer le revenu probable du canal, tel que nous l'avons estimé, à celui qu'il serait nécessaire d'atteindre pour que l'entreprise fût suffisamment rémunérée. Suivant le colonel Childs, les travaux nécessaires pour construire un canal de 17 pieds de profondeur absorberaient une somme de 157 millions; mais pour donner au canal, comme il serait nécessaire de le faire aux termes mêmes de la concession accordée par l'état de Nicaragua, la profondeur de 20 pieds, il faudrait dépenser en plus 27 millions. Il faut ajouter à cette somme de 184 millions l'intérêt des capitaux pendant les années écoulées entre le commencement des travaux et l'ouverture du canal. Il est presque impossible que ce terme ne dépasse point huit années à cause de l'extrême rareté de la main-d'œuvre et des difficultés de toute sorte qui ne peuvent manquer de retarder les progrès d'une entreprise aussi ardue. En supposant, pour exagérer les chances favorables, que huit années seulement soient nécessaires, les intérêts, comptés à 7 pour 100 (et c'est le taux ordinaire auquel les chemins de fer, aux États-Unis, contractent leurs emprunts), s'élèveraient à 51,520,000 fr. On ne peut compter moins de 3 millions pour les premiers frais, achat de matériel, bateaux dragueurs, etc. En y ajoutant les sommes à payer à l'état de Nicaragua pour la concession et pendant l'exécution des travaux, on arrive à une dépense totale de 240 millions.

Les charges annuelles de la compagnie se composeront de l'intérêt à 7 pour 100 de cette somme, soit 16,800,000 francs, plus les frais d'entretien et d'exploitation, qu'on évalue à 1,250,000 francs, auxquels il faut ajouter 50,000 francs à payer au gouvernement de Nicaragua, et 50,000 francs pour l'amortissement du capital dans quatre-vingt-cinq ans, période à laquelle est limitée cette concession. Ces sommes réunies s'élèvent un peu au-delà de 18 millions. Comme le revenu probable ne monte qu'à la somme de 11,440,000 francs, on voit que la construction d'un canal maritime dans l'état de Nicaragua serait une ruineuse spéculation. On peut en dire autant du canal projeté dans l'isthme de Darien : aux termes mêmes du rapport de M. Lionel Gisborne, les travaux du

canal non éclusé coûteraient 300 millions, sans compter l'intérêt des capitaux jusqu'à l'entier achèvement de l'entreprise. Ainsi donc, après une longue succession de reconnaissances, de plans et de projets, on se trouve amené aujourd'hui à la conclusion que la sagacité du capitaine anglais Liot avait déjà entrevue : l'ouverture d'un canal dans une partie quelconque de l'Amérique centrale engloutirait des capitaux considérables, et n'attirerait, même en supposant que la Californie ait bientôt un million d'habitans, qu'un trafic insuffisant pour récompenser de si grands sacrifices. La construction de routes ordinaires et de chemins de fer peut seule devenir profitable dans les provinces de l'Amérique centrale.

En soumettant à une analyse attentive l'action que l'ouverture d'un canal interocéanique dans ces contrées exercerait sur la direction des courans commerciaux actuels, on s'assure que le commerce de l'Angleterre et du continent européen est presque désintéressé dans cette entreprise : les États-Unis en recueilleraient tout le fruit, et avec eux naturellement les états de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Par une remarquable coïncidence, dans le nouveau comme dans l'ancien monde, on tente aujourd'hui de percer les isthmes qui séparent les mers pour ouvrir au commerce des voies nouvelles; mais l'on peut dire que ces tentatives sont entièrement indépendantes, et qu'aucune d'elles ne menace l'autre. Pendant que les nations groupées autour du bassin méditerranéen songent à rendre à cette grande mer intérieure son ancienne importance, en l'unissant par l'isthme de Suez avec les mers du Levant, les états de l'Union cherchent à multiplier les voies qui peuvent les rapprocher des états occidentaux et baignés par cet immense Océan-Pacifique, qu'ils considèrent aujourd'hui déjà comme leur empire. Cependant les capitalistes américains savent bien qu'actuellement le transport rapide de l'or et des émigrans à travers l'isthme doit être leur principal objet, et que, pour l'atteindre, des routes ordinaires et des chemins ordinaires sont suffisans. Celui de Panama amène chaque année des milliers de voyageurs et des millions de dollars de San-Francisco à New-York. Une route ordinaire, qui traverse l'isthme de Tehuantepec, est sur le point d'être terminée. La *Compagnie de transit* a établi un service régulier entre San-Juan-del-Norte et San-Juan-del-Sur, et des *steamers* américains traversent le magnifique lac de Nicaragua. Enfin il est très sérieusement question de construire prochainement un chemin de fer dans l'état de Honduras.

Les projets de chemin de fer ont pris peu à peu la place des plans ambitieux de ceux qui voulaient faire passer les navires d'un océan à l'autre, et unir par la main de l'homme les eaux séparées

par la chaîne des Cordillères. Il ne faut pas trop regretter qu'une telle satisfaction ne soit point donnée à l'orgueilleuse audace de l'esprit moderne. L'ouverture d'un canal maritime dans l'Amérique centrale aurait sans doute pour principal résultat de faciliter les échanges entre les États-Unis de l'Atlantique et ceux du Pacifique; mais ces dernières provinces, qui comptent dès aujourd'hui parmi les premières de l'Union, sont destinées à voir s'accomplir de graves modifications sociales. Là est le germe, on peut le dire, d'une nation nouvelle, dont le lien politique avec les états de l'Atlantique ne sera sans doute jamais relâché, mais qui deviendra tôt ou tard commercialement indépendante. Les vaisseaux californiens couvriront le vaste Océan-Pacifique, et iront s'approvisionner directement dans les ports de la Chine, des Indes, de Java. Quand les états de l'Atlantique cesseront d'envoyer à San-Francisco les produits encombrans, qui ne peuvent se transporter que sur navires à voiles, le plus riche tribut du canal maritime sera perdu. L'avenir des chemins de fer dans l'Amérique centrale est mieux assuré; le mouvement toujours croissant des voyageurs et des émigrans, le transport de l'or et d'une quantité considérable d'objets manufacturés ou de produits d'un prix élevé venant de l'Europe et des États-Unis, sont des sources certaines de revenu.

Malheureusement la politique des États-Unis dans les provinces de l'Amérique centrale pourrait amener des obstacles à l'accomplissement des projets nouveaux de chemins de fer interocéaniques. Les événemens dont ces contrées ont été le théâtre, le bombardement de Greytown, l'invasion du Nicaragua, l'intolérable tyrannie de l'aventurier Walker, l'appui moral qui lui a été prêté un moment par le cabinet de Washington, ont éveillé la crainte et la défiance et ranimé les étincelles de l'antique esprit national. Rien n'était plus aisé pour les Américains du Nord que d'établir lentement leur influence dans les anciennes colonies espagnoles par des moyens légitimes et pacifiques, en y ouvrant de nouvelles voies de communication, en en développant les ressources, en y apportant, avec l'esprit d'entreprise, la prospérité et la richesse. Il se peut que ces contrées dégénérées ne conservent pas assez de force et d'énergie pour résister longtemps à des attaques répétées; mais en admettant même, comme le prétendent les Américains, qu'elles doivent être entraînées tôt ou tard dans ce courant qui, parti des rives de la Nouvelle-Angleterre, s'est étendu, dans l'espace d'un demi-siècle, sur presque tout le continent, ne vaudrait-il pas mieux qu'une telle absorption, au lieu d'être le prix de la violence, devînt l'œuvre naturelle du temps, et fût amenée par une véritable communauté d'intérêts?

Une conquête ainsi accomplie serait, il est vrai, trop lente au gré

de l'impatience des Américains du Nord, et chaque jour est signalé par quelque agression nouvelle. Tout seconde cette œuvre d'envahissement, les désordres politiques qui désolent les républiques de l'Amérique centrale, l'esprit de fédéralisme qui y domine, et qui, loin d'être comme aux États-Unis une garantie d'indépendance, n'est plus qu'une marque d'impuissance et un agent de décomposition. Quelques années sont à peine écoulées depuis que le chemin de fer de Panama a été inauguré, et déjà les Américains ne reconnaissent plus les autorités locales de la Nouvelle-Grenade; l'épisode sanglant du massacre de quelques émigrans, provoqué par le meurtre d'un enfant, leur a fourni un prétexte pour réclamer le droit de faire eux-mêmes la police de l'isthme et d'y entretenir une force armée. Ces prétentions, ces tentatives, toujours plus menaçantes, se rattachent à l'accomplissement de vastes projets que les organes de l'opinion démocratique la plus avancée aux États-Unis ne se donnent plus même la peine de dissimuler. En rétablissant, par un décret récent, l'esclavage dans le Nicaragua, Walker a dévoilé l'esprit qui inspire le parti dont il est l'instrument le plus hardi et le plus aventureux. Si le général américain était parvenu à faire triompher son influence dans le Nicaragua, il espérait entraîner facilement les républiques voisines. Alors le Mexique, dont la dissolution se précipite chaque jour, pressé au sud comme au nord, n'aurait eu d'autre alternative que de succomber dans une lutte inégale, ou de se livrer lui-même à son puissant ennemi.

On ne peut s'empêcher, en comparant dans cette question la conduite récente des États-Unis à celle de l'Angleterre, de remarquer combien celle-ci a apporté de modération et de sagesse dans les débats dont l'Amérique centrale est devenue l'objet. Elle a abandonné volontairement des droits dont la nature était douteuse, il est vrai, mais qu'elle eût pu facilement défendre plus longtemps : elle a restitué à l'état d'Honduras un territoire qu'elle aurait pu continuer à occuper. Cette décision, en même temps que la plus équitable, était aussi la plus rationnelle. Les intérêts les plus puissans de la Grande-Bretagne ne s'agitent pas dans l'hémisphère américain, mais dans celui qui renferme l'ancien monde, et qui, depuis Gibraltar jusqu'à la Nouvelle-Zélande, est semé de ses établissemens. Si l'Angleterre a perdu à la fin du siècle dernier un vaste empire au-delà de l'Atlantique, elle a étendu en revanche la magnifique conquête de Warren Hastings et de lord Clive jusqu'au pied même de l'Himalaya, et commence à envahir un continent nouveau où elle montre avec orgueil les colonies déjà prospères de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud. Il lui importe de conserver et de multiplier les communications avec ces possessions lointaines, qui offrent des débouchés

assurés aux produits de la métropole, aux bras inoccupés, aux intelligences aventureuses, à ceux qui poursuivent la gloire comme à ceux qui recherchent la fortune. La colonie du cap de Bonne-Espérance est placée sur la route principale de l'Inde et de l'Australie; les bateaux à vapeur de la Méditerranée et de la Mer-Rouge, avec le chemin de fer d'Alexandrie, établissent une ligne de communication rapide qui met Londres à quarante jours de Calcutta, et qu'on relie déjà à Sydney et à Melbourne. Enfin il est question de construire un chemin de fer dans la vallée de l'Euphrate pour rattacher le Golfe-Persique à la Méditerranée. C'est donc cette partie du monde que l'Angleterre surveille avec le soin le plus jaloux; c'est là qu'elle tient en échec la politique russe, et sera toujours prête à épuiser toutes les ressources de la diplomatie et de la guerre pour défendre les abords de ses possessions asiatiques.

Ainsi, tandis que l'essor naturel du peuple américain le porte, au-delà des Montagnes-Rocheuses et des Cordillères, vers le grand Océan-Pacifique, les Anglais gardent les yeux ouverts sur la Méditerranée et sur l'Océan-Indien. Nations sœurs et sorties de la même famille humaine, l'Angleterre et l'Union américaine marchent dans des directions opposées. Le sentiment d'hostilité qui éclate entre elles sous les prétextes souvent les plus frivoles n'a point de fondement dans la nature de leurs intérêts véritables. Si l'Angleterre a pu faire de grandes concessions dans l'affaire de l'Amérique centrale, ce n'est pas seulement parce qu'elle cherchait à éviter une guerre qui serait une catastrophe pour le monde entier, c'est aussi parce qu'elle ne trouverait aucun avantage réel à occuper un point quelconque de cette partie du Nouveau-Monde. Ce qu'il lui reste à faire est de réveiller, s'il est possible, dans ces états remués par d'incessantes discordes, le respect de la légalité et le sentiment national, outragés par les Américains. Cette politique garantira mieux que toutes les promesses la neutralité des grandes voies qu'on veut ouvrir entre les deux océans; elle défendra l'isthme plus sûrement que tous les traités.

Auguste Laugel.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 janvier 1857.

L'année commence à peine, ses premiers jours ont éclairé un de ces événemens sinistres qui émeuvent une société tout entière, et sont les cruelles diversions de la vie publique. Mgr l'archevêque de Paris vient de mourir d'une mort aussi terrible qu'imprévue, et dans des circonstances faites pour ajouter à l'indéfinissable impression que cause une telle fin. Au moment où il présidait à une solennité religieuse, dans l'enceinte même de l'église, à Saint-Étienne-du-Mont, il a été atteint d'un coup porté avec une sûreté effrayante, et la main qui l'a frappé était la main d'un prêtre se levant contre son évêque. Il y a huit ans déjà, un autre prélat, un autre archevêque de Paris, mû par une de ces inspirations qui sont comme une grâce dans l'âme d'un pontife, livrait son sang comme rançon de la guerre civile. Il allait porter la paix dans la bataille de juin, il recevait la mort. Le sacrifice était douloureux, mais il donnait une sorte de grandeur mystérieuse à ce drame des rues, il relevait la victime, et cette mort était si religieusement héroïque dans sa simplicité, qu'on pouvait à peine plaindre celui qui disparaissait ainsi avec tout le lustre de l'abnégation et du dévouement. Le successeur de Mgr Affre a trouvé la mort obscure, la mort préparée dans une embuscade et qui vient *sicut fur,* selon le mot sacré. Mgr Sibour n'était point encore d'un âge avancé. Il avait été appelé du siége de Digne au siége de Paris sous la république. Si par sa nature il n'avait pas toujours semblé fait pour vivre dans les temps de violentes oscillations politiques, il avait la douceur de l'esprit, la charité, la tolérance, le zèle. Il se fût exagéré à lui-même certaines faiblesses de son temps plutôt que de ne les pas comprendre. Il n'y avait rien en lui qui pût exciter l'animosité. Pourquoi donc le meurtrier s'est-il armé? Parce qu'il ne voulait pas croire, a-t-il dit, à l'immaculée conception, parce qu'il avait été l'objet des sévérités de plusieurs prélats, et notamment de l'archevêque de Paris, parce qu'enfin c'était une nature perverse cachée sous un habit de prêtre.

Certes c'est là un crime isolé autant que crime puisse l'être. Il n'a aucun lien avec la religion, et il n'a rien non plus de politique heureusement. Ce serait peut-être une erreur cependant de le séparer entièrement de l'époque où il peut se produire. Supposez l'action d'une atmosphère morale irritante, l'esprit de contention se glissant jusque dans le clergé, la haine des supériorités légitimes, des ambitions trompées, l'absence de respect née de l'habitude de tout diffamer, de tout déconsidérer : tous ces fermens couvent dans l'ombre; un jour le crime éclate, d'où est-il venu? C'est à coup sûr le fait d'un fanatisme pervers sans instigateurs et sans complices, et la société se hâte de rejeter avec honte de son sein l'être malfaisant qui a saisi le poignard, la justice accomplit son œuvre; mais en même temps, à la lumière de ces actes sinistres, quand ils surgissent, la société peut se demander comment ils naissent, comment ils sont possibles, et alors elle sent un secret, un inexprimable besoin de voir se resserrer tous ces liens de la vie morale qui n'ont jamais sans doute assez de force pour empêcher toutes les violences, qui contiennent du moins les mauvais instincts et diminuent le nombre de tous ces êtres flottans et déclassés qui commencent par le désordre pour arriver jusqu'au vice ou au crime.

Ce triste et douloureux dénouement de la vie d'un des chefs de l'église de France, voilà donc l'événement qui a pesé tout à coup sur la conscience publique au moment où s'agitaient encore les plus graves et les plus épineuses questions de politique européenne. Deux affaires principales, comme on sait, restaient en suspens il y a quelques jours : il s'agissait du règlement définitif des difficultés soulevées par l'exécution du traité de Paris et des complications, un instant menaçantes, nées entre la Suisse et la Prusse au sujet de Neuchâtel. Depuis que la conférence était réunie pour rétablir l'intelligence entre les cabinets qui ont signé la dernière paix, on ne doutait point, il est vrai, du résultat de ses délibérations; mais tant que ce résultat n'était pas inscrit dans de nouveaux actes diplomatiques, tant qu'il n'avait pas reçu la sanction définitive des gouvernemens, il ne pouvait être connu avec précision. D'un autre côté, toutes les raisons politiques s'élevaient assurément contre la possibilité d'une guerre entre la Prusse et la Suisse; seulement le terrain de la conciliation semblait se rétrécir chaque jour à un tel point qu'il restait à peine le temps et les moyens de détourner un conflit. Or il est arrivé ici ce qui arrive souvent dans la politique comme dans la vie. A mesure qu'on s'est approché de ces difficultés, on a mieux senti de toutes parts la nécessité d'un dénouement pacifique, et l'Europe voit aujourd'hui s'évanouir ces nuages qui ne laissaient pas d'inquiéter sa sécurité. La conférence en effet a terminé ses travaux, et de toutes ces divergences qui avaient rendu si pénible, si problématique même un instant l'exécution du traité de Paris, il ne reste qu'un souvenir. L'arrangement qui a été conclu résout chaque difficulté. Il attribue les points contestés, Bolgrad et Tobak, à la Moldavie, et il assigne à la Russie la vallée de Komrat avec un territoire assez étendu sur la rive droite de la rivière de Yalpuk. L'île des Serpens est considérée comme une dépendance des embouchures du Danube, et le delta du fleuve rentre sous la souveraineté directe de la Turquie. Enfin la délimitation des frontières suivant les prescriptions nouvelles devra être achevée le 30 mars prochain,

un an jour pour jour après la signature du traité de paix, et à cette époque devra aussi être accomplie la double évacuation des principautés danubiennes et de la Mer-Noire par l'Autriche et par l'Angleterre. On dit même aujourd'hui que les forces anglaises et autrichiennes se retireront avant le 15 mars. Alors il ne restera plus qu'une question, assez sérieuse encore, quoiqu'elle n'ait pas eu jusqu'ici le premier rang, celle de l'organisation des principautés. Une commission particulière, on s'en souvient, est chargée de ce travail d'organisation des provinces du Danube, et l'œuvre de la commission, une fois terminée, sera soumise à une conférence nouvelle qui se réunira à Paris pour consacrer par une convention dernière l'accord définitif entre les puissances.

Maintenant dans cet arrangement, fruit de négociations laborieuses, qui a triomphé? On peut le dire avec vérité, c'est la paix, c'est l'esprit de conciliation et de bonne harmonie; ce n'est ni la Russie, ni l'Autriche, ni l'Angleterre, bien que les journaux de Londres aient mis quelque hâte à saluer les résolutions de la dernière conférence comme une victoire pour la politique de lord Palmerston. Si l'Angleterre était tellement fondée dans les interprétations qu'elle a soutenues jusqu'à une époque récente de concert avec l'Autriche, si elle était tellement convaincue de son droit, comment a-t-elle consenti à une cession de territoire qui par le fait est pour la Russie une véritable compensation? Et si le gouvernement anglais a fait sur ce point une concession réelle, comme cela n'est point douteux, pourquoi ne pas faire honneur au cabinet de Londres de cette modération même? Lord Palmerston, il nous paraît, n'a obtenu qu'un triomphe assez réel, quoique éphémère, qui a consisté à retarder de quelques mois la solution des derniers différends européens. Il a fini par consentir à la réunion de la conférence, et s'il l'a fait, ce n'est pas uniquement peut-être par un sentiment de respect pour la paix générale; il a obéi à une considération d'un ordre tout intérieur, à une nécessité de sa situation ministérielle. Quelque détachement que montre l'opinion publique en Angleterre à l'égard des affaires étrangères, quelques ménagemens patriotiques que mettent les partis au sujet des questions dont le gouvernement est le premier dépositaire, il n'est guère douteux en effet que le refus prolongé de souscrire à un arrangement eût amené dans le parlement des discussions qui n'auraient pas laissé d'embarrasser le cabinet anglais. Peut-être même des explications seront-elles nécessaires encore. Le résultat couvre aujourd'hui lord Palmerston en face des chambres. En définitive, dans cet arrangement, qui est l'œuvre de tous, si quelqu'un avait triomphé réellement, ce serait plutôt la France. C'est la France qui l'une des premières a accueilli l'idée d'une réunion diplomatique. Dans les dernières délibérations encore, s'il est survenu des péripéties qu'il est plus facile de pressentir que de préciser, c'est la France principalement qui a mis son zèle à tempérer les froissemens, à concilier les divergences pour arriver à déterminer l'époque de l'évacuation des principautés et de la Mer-Noire, que la Russie aurait voulu voir s'accomplir plus promptement, tandis que l'Autriche et l'Angleterre eussent préféré peut-être tout d'abord ne prendre aucun engagement précis. Ainsi finit une question qui n'était que secondaire en apparence, et qui a cependant tenu tout en suspens depuis quelques mois,

qui a mis en quelque sorte à nu toutes les politiques, qui a même été une épreuve pour l'alliance de la France et de l'Angleterre. C'est une difficulté qui disparait dans l'ensemble des affaires de l'Europe.

N'en sera-t-il point de même de la question de Neuchâtel, de cette autre complication qui était venue subitement rouvrir des perspectives de guerre sur le continent? Sans être entièrement résolue, la question de Neuchâtel vient du moins de faire un pas décisif; elle est entrée dans une voie qui ne peut que conduire à une pacification définitive. On sait comment cette singulière affaire était arrivée peu à peu, et presque sans qu'on pût y croire, au degré le plus extrême. La Prusse réclamait la libération immédiate des prisonniers royalistes, tandis que la Suisse ne consentait à cette mesure par voie de réciprocité que moyennant une reconnaissance explicite de l'indépendance de Neuchâtel. Engagés dans une route sans issue, les deux gouvernemens rompaient leurs rapports diplomatiques et se disposaient à une lutte inévitable. Le cabinet de Berlin fixait le 15 janvier comme dernière limite laissée à la possibilité d'une transaction. Jusque-là, la libération des prisonniers royalistes de Neuchâtel était considérée comme un préliminaire suffisant de négociation. Si le terme était dépassé, la Prusse entendait rester maitresse de ses résolutions comme de ses prétentions. La Suisse, avec un ensemble imposant, se préparait à soutenir le choc : le commandement en chef de l'armée était confié au général Dufour; il restait à peine quelques jours de trève avant un éclat peut-être irréparable, lorsque la pensée d'un dernier effort de conciliation s'est offerte naturellement à tous les esprits. On n'a pas oublié que la France avait, il y a deux mois, off rt en quelque sorte sa médiation à la Suisse; elle lui donnait le conseil de mettre en liberté les prisonniers royalistes, et en même temps elle promettait ses bons offices pour obtenir de la Prusse un règlement définitif garantissant l'indépendance de Neuchâtel. Le conseil fédéral déclinait cette offre. On lui proposait une intervention diplomatique amicale, et il réclamait des garanties; on lui offrait des assurances dont l'effet ne pouvait être douteux, quoiqu'elles n'eussent point le caractère d'une obligation, et il demandait des engagemens. L'assemblée fédérale, mise en présence des événemens, a sanctionné, comme on l'a vu, les actes du conseil exécutif. La vérité est cependant que le comité diplomatique de l'assemblée fédérale a été d'avis, dès le premier instant, que les offres du gouvernement français auraient dû être acceptées. Il pensait avec raison que la démarche du cabinet de Paris était inspirée par une évidente sympathie, que la France, une fois engagée dans une médiation, se trouvait, sinon diplomatiquement obligée, du moins moralement liée, et il en concluait qu'il serait encore de l'intérêt de la confédération de revenir à ces propositions, imprudemment déclinées d'abord.

C'est là ce qui s'est débattu dans ces derniers jours en Suisse; la conséquence de ces délibérations a été la mission que viennent de remplir en France le docteur Kern et l'envoyé suisse à Paris, le colonel Barman, qui s'était d'abord rendu à Berne. Les représentans de la confédération avaient à s'informer si la France était toujours dans les dispositions qu'elle avait manifestées, ou plutôt, comme cela n'était point douteux, ils étaient chargés d'accepter les propositions précédemment faites par le cabinet de Paris. Tel était donc l'objet de cette mission, dont le résultat est connu aujourd'hui. La

Suisse consent désormais à mettre en liberté les prisonniers royalistes; elle se borne, dans un intérêt de sûreté générale, à les éloigner de Neuchâtel temporairement. La France de son côté promet ses bons offices pour obtenir d'abord du roi de Prusse qu'il cesse ses armemens, et pour travailler ensuite à une solution définitive, basée sur la reconnaissance de la situation actuelle de Neuchâtel. C'est là ce qui a été soumis aujourd'hui même à l'assemblée fédérale à Berne et immédiatement sanctionné, de sorte que la question entre par le fait dans une phase nouvelle à partir de ce moment. On ne saurait cependant s'y méprendre : l'acte de la France dans ces conjonctures n'est point une médiation véritable. La Prusse est restée jusqu'ici étrangère à toutes ces négociations. Sans doute, si le gouvernement français agit comme il le fait, c'est qu'il n'ignore pas les dispositions du roi Frédéric-Guillaume; mais il n'a pu évidemment rien promettre en son nom. Il n'y a point non plus une obligation prise par la France vis-à-vis de la Suisse, ce qui constituerait le cabinet de Paris dans une attitude d'hostilité à l'égard de la Prusse; il y a seulement l'intention ferme et décidée d'arriver à une solution équitable et propre à concilier tous les intérêts en prenant toujours pour point de départ l'indépendance de Neuchâtel. Cette intention a été communiquée à la Suisse par voie de note diplomatique. Les journaux de Londres assurent que l'Angleterre dans cette circonstance a sauvé la Suisse. Il serait plus vrai de dire qu'après avoir différé d'opinion et avoir encouragé peut-être le conseil fédéral dans la résistance, l'Angleterre s'est rapprochée de la France, de telle façon que les deux puissances agissent aujourd'hui en commun à Berne comme à Berlin. Maintenant, la question la plus délicate une fois résolue par la libération des prisonniers royalistes et cette condition première réalisée, peut-on croire que la Prusse élève des difficultés sérieuses au sujet de Neuchâtel dans les négociations qui s'ouvriront nécessairement? La Prusse, on n'en peut douter, a fait dans sa pensée le sacrifice de ses anciennes prérogatives de souveraineté. Elle n'ignore pas que dans le canton même de Neuchâtel ses droits sont considérés comme abrogés. Il a pu y avoir quelques royalistes sincères et ardens qui, à un jour donné, et obéissant à un dernier mot d'ordre, ont fait un suprême effort pour le roi Frédéric-Guillaume; mais la masse des populations, les royalistes modérés eux-mêmes, acceptent la situation actuelle, qui, à leurs yeux, a un caractère définitif. Il ne s'agit donc plus pour la Prusse que d'abdiquer avec honneur des droits frappés de désuétude. Comment arrivera-t-on au règlement de cette question? Sera-t-elle déférée à une conférence nouvelle? des négociations directes seront-elles suivies entre les cabinets? Pour le moment, les armes tombent des mains prêtes à combattre, les menaces de guerre ou de conflit s'évanouissent encore de ce côté, et c'est à la diplomatie seule aujourd'hui de prononcer, de rectifier l'œuvre artificielle et arbitraire du congrès de Vienne, qui a laissé dans la situation de l'Europe bien d'autres germes de malaise et de lutte.

Ce sont là, on peut le dire, les questions actuelles les plus saillantes : elles mettent en jeu les intérêts généraux de l'Europe, et restent l'objet des délibérations des cabinets; mais la politique ne se résume pas seulement dans ces questions et dans ces faits d'un ordre général. Elle varie suivant les pays et prend toutes les formes, elle est dans les incidens qui surgissent, dans les

luttes des partis, dans les discussions législatives qui reflètent la situation intérieure de chaque peuple. Voici un moment où l'activité parlementaire renaît. Le parlement anglais reprendra bientôt ses travaux; les chambres viennent de s'ouvrir à Lisbonne et à Turin. En Portugal, c'est la première réunion du parlement depuis que les élections générales ont été faites. Il serait difficile de prévoir encore quelle sera la conduite des partis, quelles luttes pourront surgir, quelle sera la faiblesse ou la force du cabinet actuel devant les chambres et en présence de toutes les œuvres qui resteraient à accomplir. Toujours est-il que le discours prononcé par le roi dom Pedro à l'ouverture du parlement est une première expression de l'état général du pays. Politiquement, le Portugal est aujourd'hui à l'abri des crises violentes : la présence sur le trône d'un roi jeune et animé d'un esprit libéral est une garantie de stabilité et d'ordre; mais c'est surtout dans le domaine des choses matérielles que le progrès est le plus pressant et qu'il est le plus difficile à réaliser en Portugal. Le pays souffre particulièrement, depuis quelques années, de la disette, de la pénurie des récoltes. Il ne souffre pas moins de l'absence de voies de communication, et le roi, dans son discours, insiste sur la nécessité de prendre quelque résolution vigoureuse; il annonce des propositions qui seront faites par le gouvernement pour la continuation du chemin de fer jusqu'à la frontière d'Espagne et pour la construction d'une ligne ferrée de Lisbonne à Porto. Malheureusement ces travaux ne s'accomplissent pas sans sacrifices, et les finances sont une autre plaie du Portugal. Ce fut là l'année dernière, si l'on s'en souvient, le grand champ de bataille des partis. Ces luttes se renouvelleront encore sans doute; il est à souhaiter que l'activité des œuvres égale l'activité des discussions.

Dans quelles conditions l'ouverture du parlement trouve-t-elle le petit pays qui tient aujourd'hui une si grande place en Italie, le Piémont? Le discours du roi Victor-Emmanuel laisse voir l'esprit libéral qui anime le gouvernement, la fierté légitime qu'il ressent d'avoir pris part aux plus grandes affaires du monde, d'avoir pour la première fois offert le spectacle d'un état italien prenant dans un congrès la défense des intérêts de l'Italie. Au point de vue intérieur, il est bien évident que rien n'est changé dans la situation du Piémont, et que le gouvernement actuel jouit d'un ascendant complet. Il y a eu un moment où on eût dit qu'il y avait un travail d'opposition dirigé, non contre M. de Cavour principalement, mais contre certains membres du cabinet, tels que MM. Ratazzi, Lanza. Ces efforts tendaient à séparer le président du conseil de ses collègues pour amener le premier à former un ministère avec des élémens plus exclusivement conservateurs. Ce travail ne paraît point avoir eu une portée bien sérieuse. Les premières opérations des chambres ont été entièrement favorables au cabinet. L'ancien président de la chambre des députés, M. Boncompagni, a été nommé depuis la dernière session ministre à Florence. Il y avait donc à lui trouver un successeur à la présidence. Le candidat ministériel, M. Cadorna, a obtenu une majorité considérable. Dans les votes successifs qui ont eu lieu pour la nomination du président et du vice-président, les diverses fractions de la chambre ont pu montrer leurs forces, qui sont peu menaçantes. Le ministère reste donc en possession du pouvoir, et ce n'est pas le spectacle le moins curieux de voir dans un pays constitutionnel un homme rester pendant si longtemps à la

tête des affaires. M. de Cavour a eu à traverser des épreuves difficiles, il les a surmontées avec habileté. Doué d'un esprit fort libéral, il n'ignore pas qu'après tout le libéralisme ne saurait dépasser certaines limites, et que la meilleure politique pour le Piémont est celle qui maintient dans leur intégrité toutes les garanties conservatrices. Le Piémont, on s'en souvient, avait avec l'Autriche une difficulté particulère bien ancienne, celle qui était née du séquestre mis sur les biens des émigrés lombards. L'Autriche a levé le séquestre, et la difficulté diplomatique disparaît. Les rapports n'ont pas été renoués encore entre les deux gouvernemens, mais ils le seront inévitablement, et s'il n'y a pas plus d'amitié entre le Piémont et l'Autriche, il y aura du moins des relations régulières.

De quelque côté qu'on tourne son regard en Europe, n'aperçoit-on pas quelques symptômes de ce travail politique qui agite tous les pays et qui se manifeste sous les formes les plus diverses? La situation respective du gouvernement et du parlement n'a point changé en Hollande depuis les débats assez orageux du budget. La lutte est naturellement suspendue par l'ajournement des chambres, elle n'est point finie; il est facile de voir au contraire que les partis n'ont nullement abdiqué leurs ressentimens, et qu'ils attendent l'heure où la session législative recommencera. On a pu croire un instant que le cabinet, cherchant à surmonter les difficultés qui l'entourent, songeait à dissoudre la seconde chambre et à faire appel aux électeurs. Une résolution de ce genre eût été peut-être du goût des passions extrêmes. Plus circonspect et mieux inspiré, le ministère n'en a rien fait; il a vu, il a dû voir qu'une élection en ce moment pourrait accroître la force de l'opposition au lieu de la diminuer, et que les complications se trouveraient ainsi aggravées. Au fond, l'opposition garde son attitude d'expectative, toujours assez menaçante, et le cabinet reste tel qu'il était. Le ministre de l'intérieur, M. Simons, qui avait été pris tout à coup de maladie à la suite des dernières discussions, est aujourd'hui rétabli, et dans la retraite de Loo, que le roi lui a ménagée avec bienveillance, il s'est occupé de l'élaboration de la loi sur l'instruction primaire. M. Simons paraît avoir terminé son travail, qui a été soumis au conseil des ministres, et qui doit subir encore l'examen du conseil d'état avant d'être présenté aux chambres. C'est dans la discussion de ce projet sans doute que se réveilleront les luttes entre le cabinet actuel et l'opposition parlementaire. Ces luttes politiques ne sont pas tout cependant : la Hollande vient de perdre plusieurs hommes distingués; l'un d'eux est le baron de Fagel, bien connu dans la diplomatie pour la droiture et la bienveillance de son caractère. Ce digne vieillard, qui était plus qu'octogénaire, avait débuté autrefois dans la vie militaire et s'était associé à toutes les vicissitudes de la maison d'Orange avec une fidélité héréditaire dans sa famille. Il lui était arrivé un jour de combat, en Allemagne, de sauver la vie du prince d'Orange, devenu plus tard Guillaume I[er]. En 1814, il fut nommé ministre des Pays-Bas à Paris, et pendant quarante ans consécutifs il mit tout son zèle à cultiver les relations amicales entre les deux pays à travers toutes les révolutions. M. de Fagel était un de ces hommes qui savent faire marcher ensemble le dévouement le plus entier à leur souverain et les principes d'une sage liberté. La Hollande a fait aussi récemment une autre perte, celle de M. le baron Melvill van Carnbee, officier de marine d'un mérite supérieur, et qui

venait d'être nommé directeur de l'établissement maritime de Batavia. M. Melvill était à peine âgé de quarante ans; il n'a eu qu'une courte carrière, tout entière dévouée à la science. Ses ouvrages hydrographiques et géographiques sur l'archipel des Indes orientales, ses travaux de statistique et de mesurage des pics les plus élevés de l'archipel indien lui avaient valu une juste réputation, rehaussée par un caractère éminent. Il venait de terminer la première partie d'un grand ouvrage, l'*Atlas général de l'Archipel*, qui se publie sous les auspices du gouvernement hollandais. Ce travail ne restera point inachevé sans doute, et les élémens rassemblés par le zèle de M. Melvill seront probablement confiés à des mains assez habiles pour terminer une telle œuvre comme on l'avait commencée. N'est-ce point la meilleure manière d'honorer la mémoire d'un homme dont la vie s'est absorbée dans tous les travaux de la science?

Une crise des plus graves, on peut s'en souvenir, pèse sur un autre pays du nord de l'Europe, sur le Danemark. Cette crise affecte en quelque sorte l'intégrité de la monarchie; elle met aux prises l'élément danois et l'élément germanique, représenté par le duché de Holstein. De plus, elle s'est compliquée dans ces derniers temps de l'intervention diplomatique de la Prusse et de l'Autriche, qui ont pris en main les droits du Holstein, considérés par elles comme lésés dans l'organisation politique nouvelle du Danemark. Le cabinet de Copenhague avait mis quelque lenteur à répondre aux communications émanées de Berlin et de Vienne; il vient, à ce qu'il paraît, de préparer une réponse, et de la nature de cette réponse peut dépendre le caractère que prendront ces complications, moins éclatantes que bien d'autres et cependant aussi graves. Toujours est-il que la lutte se poursuit entre les partis, entre les gouvernemens, et elle se reflète dans la presse de l'Allemagne comme dans la presse du Danemark. Chose singulière, les partis, dans l'entraînement de leurs désirs, ont souvent recours à une tactique qui consiste à prêter à leurs adversaires des idées et des vues qui ne seraient de la part de ceux-ci qu'une inconséquente et irréparable faiblesse. C'est ainsi que la presse allemande, malgré toutes les dénégations, s'obstine depuis quelque temps à prêter au roi de Danemark des projets d'abdication; elle se fait en cela l'écho des vœux bien connus de l'aristocratie du Holstein, qui, aspirant toujours à reconstituer le passé, n'ignore pas qu'elle trouverait dans le successeur désigné de Frédéric VII un adversaire de ses tendances moins ferme que ce loyal souverain. En réalité, il n'y a absolument rien d'exact dans ces bruits d'abdication, répandus peut-être pour en faire naître l'idée, et propres dans tous les cas à entretenir l'incertitude dans les esprits. Ce qu'il y a de plus grave dans cette crise en effet, c'est qu'elle jette partout l'incertitude, c'est qu'elle met en question non-seulement l'organisation politique du Danemark, mais encore son existence comme état indépendant; elle rouvre la carrière à toutes les discussions, et les faiseurs d'utopies ne s'arrêtent pas, ils remettent au jour d'anciens projets. L'un de ces projets consisterait tout simplement à enlever au Danemark une partie du Slesvig pour la rattacher au Holstein, et créer avec ce dernier duché, joint au Lauenbourg, un nouvel état indépendant.

Or sur quoi repose cette combinaison? Elle est évidemment dénuée de toute raison d'être, géographique, historique ou politique. De tout temps le

Slesvig a fait partie du royaume de Danemark. Tout dans cette province porte la marque d'une origine danoise. La législation du Holstein et celle du Slesvig diffèrent essentiellement, sauf en ce qui touche les lois communes à la monarchie tout entière. La législation du Holstein est l'ancien droit germanique, tandis que le Slesvig a été régi soit par des lois partielles et locales, soit par l'ancienne loi jutlandaise. Les mœurs, les usages, la manière de vivre, les costumes même, tout diffère entre les deux pays. La langue allemande est employée, il est vrai, dans la partie méridionale du Slesvig; mais c'est un usage en quelque sorte sans profondeur, et qui céderait aux premières mesures que croirait devoir prendre le Danemar . Aujourd'hui cette idée d'un partage du Slesvig, qui a déjà échoué en 1848, réussirait certainement moins que jamais; mais en outre quel serait le sens de cette création d'un nouvel état indépendant? Depuis longtemps, une juste et saine politique tend à diminuer le nombre des petits états qui ne sont souverains que de nom. Le Holstein et le Lauenbourg ont à peine ensemble six cent mille habitans. La principauté nouvelle qu'ils formeraient irait se perdre dans cette foule de principautés imperceptibles de l'Allemagne. D'ailleurs les difficultés diplomatiques ne naîtraient-elles pas aussitôt? La Prusse souscrirait sans doute à cette combinaison, car elle y trouverait bien plus de facilités pour arriver à s'emparer progressivement d'un pays qui lui donnerait des ports sur la Baltique, et dans tous les cas elle aurait dans le nouvel état un humble tributaire. Il n'en serait point de même de la Russie, qui ne livrerait pas aisément à la Prusse les moyens de devenir une puissance maritime et de lui disputer l'empire de la Baltique. De plus, par suite d'un droit de succession, la famille régnante de Russie a une certaine expectative d'héritage sur le Holstein et par voie indirecte sur le Danemark. Tant que le Holstein reste uni au Danemark, cette expectative, quoique fort problématique, a une double valeur. La Russie peut bien se prêter à toutes les stratégies de la politique allemande toutes les fois qu'il s'agit d'arrêter le développement du régime libéral dans le royaume danois; elle ne peut favoriser une idée qui porte atteinte à ses propres prétentions, si douteuses qu'elles soient. Quant au Danemark, on ne pense pas sans doute qu'il acceptât un démembrement sans combat. Il est facile de voir en définitive que toutes ces combinaisons merveilleuses rencontrent mille difficultés qui n'existeraient point aujourd'hui, si l'aristocratie du Holstein, appuyée par l'esprit germanique, ne portait pas dans les complications actuelles l'âpre persistance d'une féodalité décidée à défendre ses privilèges, fût-ce au prix de quelque tentative de scission avec le Danemark.

Si l'on ne suivait les affaires des peuples que dans ces événemens qui se nouent ou se dénouent tous les jours et composent de fugitives annales, on ne les verrait que sous un de leurs aspects. Le monde n'agit pas seulement, il pense; il a besoin de penser comme il a besoin de respirer, et dans ce travail universel, qui a ses momens de langueur et ses momens d'éclat, chaque génie se montre avec ses inclinations, ses préférences, ses instincts natifs. Sans parler aujourd'hui de la France, l'Angleterre, quoique moins brillante que du temps de Scott et de Byron, l'Angleterre porte dans les choses littéraires ce sentiment pratique qui donne une si singulière saveur à toutes ses œuvres intellectuelles, même à sa poésie et à ses romans. L'Allemagne, tout

étonnée encore de s'être vue lancée il y a huit ans dans les aventures, se réfugie dans l'étude abstraite et dans les investigations de l'histoire; elle n'est plus au même degré que par le passé un ardent foyer de prédications et de systèmes; elle est plus modeste, à ce qu'il semble, ayant ressenti toutes les déceptions de la vie active, et elle cherche de nouveaux élémens pour son génie méditatif et profond. L'Italie, non moins agitée que l'Allemagne il y a quelques années et plus malheureuse, l'Italie, qui a subi, elle aussi, tous les enivremens de l'action et toutes les amertumes des espérances déçues, revient lentement vers l'étude et vers les lettres. La politique n'a souvent d'autre effet que de cacher ce travail des esprits, qui se manifeste sous plus d'une forme. En peu de temps, on a publié la correspondance de Giordani et tout un recueil de lettres inédites de Silvio Pellico. Dante, le poète toujours étudié et toujours plein de mystères, a trouvé un nouveau commentateur en M. Tommaseo. A Florence, on rassemble les poésies populaires de l'Italie, et on écrit des œuvres d'histoire qui ont souvent plus de mérite que de retentissement. A Venise même et à Milan il ne serait point impossible de distinguer plus d'un essai où brille encore l'imagination italienne. Turin a eu pendant longtemps un genre particulier d'infériorité au-delà des Alpes, c'était peut-être la ville la moins littéraire de l'Italie; aujourd'hui la capitale du Piémont a l'avantage de la liberté politique, et c'est là surtout que les esprits sont à l'œuvre, c'est là que les tentatives se multiplient, et que la vie intellectuelle a toutes les apparences de l'activité.

Mais quelle est la direction de ces efforts? Philosophiquement, il est vrai, rien de bien nouveau n'apparaît au-delà des Alpes. L'influence philosophique la plus sérieuse et la plus active est celle de Vincenzo Gioberti, — influence qui a survécu à l'homme, qui domine les luttes actuelles, et qui semble se raviver encore aujourd'hui par la publication récente de divers ouvrages posthumes, dont l'un traite de la réforme de l'église, — *della Riforma cattolica della Chiesa*. C'est un des publicistes distingués de l'Italie, M. Giuseppe Massari, qui s'est chargé de recueillir et de mettre au jour les papiers du philosophe piémontais. Le livre de la *Riforma cattolica* n'est point évidemment un travail achevé; c'est une suite de pensées, un ensemble de fragmens où manque le sceau définitif de l'écrivain, subitement interrompu dans son œuvre par la mort. Comme le titre l'indique, Gioberti ne se proposait rien moins que de réformer l'église; seulement, qu'on y prenne bien garde, il ne songeait ni à l'atteindre dans ses dogmes, ni à la désarmer de sa puissance, ni à la révolutionner par l'autorité d'une force étrangère; c'est à l'église elle-même qu'il demandait de se réformer, de maintenir ce qu'elle avait de divin en faisant la part de l'œuvre des hommes, de ressaisir la dictature spirituelle par la formation d'un clergé intelligent et actif, par une alliance nouvelle hardiment scellée entre l'idée religieuse et toutes les idées justes de progrès civil. En un mot, il voulait modifier l'action extérieure du catholicisme sans cesser d'être catholique. Pour lui, il se disait avant tout catholique et Italien. Politique en même temps que philosophe et que patriote, il poursuivait un triple but : c'était de faire disparaître la domination autrichienne dans l'ordre national, la domination de ce qu'il appelait l'esprit jésuitique dans l'ordre religieux, la domination des idées et des habitudes françaises dans l'ordre intellectuel et moral. C'était toute une résurrec-

tion de l'individualité italienne dans le monde. L'auteur du *Primato*, on n'en peut douter, était un esprit éminent, d'une vive et forte originalité, plein de ressources. Par malheur aussi, il mêlait fort souvent la subtilité à la vigueur, les passions d'une personnalité irascible aux bonnes raisons, et la chimère à la grandeur des idées. Il était plus spéculatif que pratique, et lorsqu'il a été sommé par les événemens de mettre la main à l'œuvre, il n'a pas trop réussi, comme on sait. Ses idées sur l'église n'auront point sans doute une grande fortune là où il aurait désiré qu'elles fussent entendues et accueillies. Déjà l'un de ses plus anciens et de ses plus ardens adversaires, un jésuite napolitain, le père Curci, est revenu au combat contre ses œuvres posthumes, et en particulier contre la *Riforma cattolica*. Qu'on songe cependant que ce philosophe, ce prêtre a eu de véritables triomphes en Italie, qu'il a été plus d'une fois reçu avec affection par le pape lui-même, et que ses œuvres ont eu une popularité immense jusque dans Rome. Les temps ont singulièrement changé, cela est certain. L'auteur du *Primato*, quant à lui, s'est laissé plus d'une fois entraîner depuis cette époque par l'esprit de système, et, en croyant n'être qu'un réformateur, il a été souvent très près de devenir un révolutionnaire. Malgré tout, au milieu de cette foule d'idées que Gioberti a semées à la hâte dans sa courte vie de penseur, il en est une qui a fait sa gloire à l'origine, qui conserve toujours sa justesse et sa puissance : c'est que l'Italie ne peut trouver qu'en son propre sein le secret de sa libération et de ses progrès, et qu'elle doit tout d'abord penser par elle-même avant d'agir par elle-même.

N'est-ce point là, en effet, que tout doit tendre au-delà des Alpes, dans les lettres et dans les arts comme dans la politique? La forme importe peu; l'essentiel est de s'inspirer de la pensée nationale, d'exprimer le véritable état moral de cette brillante race, de peindre la vie italienne dans ses nuances diverses. C'est là le mérite et l'attrait de toute littérature nouvelle en Italie; c'est le meilleur moyen de renouer ces traditions qui se sont prolongées jusqu'aux dernières révolutions, et qui se sont trouvées brisées tout à coup en 1848 par des événemens qui ont dispersé tous les groupes et détourné tous les esprits. Aujourd'hui le roman italien cherche à renaître, et on pourrait rapprocher des essais de plus d'un genre où se révèle le travail des imaginations. L'un des plus jeunes écrivains de Turin, M. Vittorio Bersezio, est un inventeur habile, un conteur ingénieux qui avait publié déjà, il y a deux ans, un recueil de récits, le *Novelliere contemporaneo*, et qui vient de mettre au jour successivement de nouvelles histoires telles que *la Famiglia, Virtu ed Amore, Amor di patria*. M. Bersezio a surtout, il nous semble, l'heureuse pensée de se soustraire à l'imitation des romans français : il cherche à ressaisir l'ancienne forme des conteurs italiens, mais en même temps c'est la vie moderne qu'il peint; c'est dans la vie moderne que sont pris les caractères, les mœurs, les sentimens qu'il reproduit. M. Bersezio saisit avec promptitude, il observe avec finesse, il raconte avec élégance, dans une langue vive et colorée. Une idée morale anime ses récits, elle est comme le nerf de l'action. Dans *la Famiglia*, l'idée morale jaillit du double spectacle de la vie mondaine et de la vie de famille. Ici c'est un jeune homme livré aux plaisirs, oublieux des siens, tout enivré par les frivolités corruptrices; là c'est la famille, la vie simple, l'amour vrai, le dévouement obscur. Qu'est-ce qui l'emportera? Ce sera la famille; mais l'épreuve aura été nécessaire, et l'épreuve

se déroule dans une série de scènes où se reflète à ses divers degrés la vie sociale. Sans avoir le culte de la couleur locale et sans la prodiguer, l'auteur ne quitte point le Piémont pour tracer ses tableaux. M. Bersezio est donc tout à fait un peintre de la vie privée telle qu'elle apparaît aujourd'hui, et dans cette étude attentive des mœurs son talent ingénieux peut trouver les élémens de nouveaux et attachans récits.

Un autre écrivain, M. Marchese, s'est placé hors de ces sphères de la vie privée. Ce n'est pas l'homme dans les conditions de l'existence ordinaire qu'il cherche à peindre, c'est l'homme dans les orageuses agitations de la politique, l'homme ajoutant à ses passions naturelles cet autre genre de passions où l'esprit a souvent plus de part que le cœur. Une œuvre récente de M. Marchese, *Marc ou les Enfans de l'Aveugle*, est en effet, à proprement parler, un roman politique, un roman qui, par une singularité de plus, est écrit dans la langue de la France, et que l'auteur eût mieux fait sans doute d'écrire dans sa propre langue. *Marc* repose sur une donnée originale dont le développement peut devenir singulièrement fécond. Qu'on prenne un pays, — ce sera le Piémont, si l'on veut, — placé dans ce vague état de transition entre ce qui va cesser d'exister et ce qui n'existe pas encore. Un régime ancien est tout entier debout, le roi absolu est sur son trône, en apparence rien n'est changé; mais en réalité tout s'ébranle, l'air se remplit de signes précurseurs. Le roi absolu délibère avec lui-même, l'aristocratie se démembre, et quelques-uns des siens manifestent ouvertement leurs idées libérales. Dans le peuple des villes fermentent des aspirations plébéiennes. Au sein des universités, les étudians oublient leurs cours pour aller aux manifestations qui se préparent. Encore un instant, tout éclatera. Au milieu de cette fermentation publique cependant la vie humaine suit son cours. Aujourd'hui comme hier, comme il y a des siècles, des amours se nouent ou se dénouent, les hommes s'entrechoquent par leurs passions ou leurs intérêts; ils portent dans ce commencement d'agitation politique leurs mobiles généreux ou mesquins. Rassemblez tous ces élémens, ce sera là le sujet de *Marc*, et le pays où se déroule ce drame obscur sera, à ne point s'y méprendre, le Piémont, au moment où il allait se transformer et entrer dans la voie constitutionnelle. Le livre de M. Marchese n'est point sans doute une œuvre d'un dessin bien précis; tout flotte dans une assez grande confusion, la langue elle-même a ses faiblesses, et est singulièrement tourmentée, et néanmoins dans ce livre il y a des élémens d'intérêt; il y a parfois de la vie et de l'originalité. Quelques figures sont hardiment saisies. Marc est le type compliqué de ces passions populaires où l'envie se mêle à des aspirations légitimes; M. de Grosseterre représente avec vérité cette aristocratie qu'un froissement personnel jette quelquefois dans l'opposition, et qui ouvre la route pour être bientôt dépassée par ceux qui l'ont acceptée comme guide. Mais le personnage le plus curieux, c'est le roi Prime VII, dans lequel on a voulu reconnaître Charles-Albert. N'est-ce point là en effet ce roi au caractère mystérieux, chevaleresque et passionné sous un air impassible, généreux et souvent plein d'ironie, inquiet du passé, du présent, de l'avenir, cherchant à tout savoir, à pénétrer les secrets des conspirateurs, à étudier les véritables besoins de son peuple, pour retomber à chaque instant dans une incertitude poignante? Maintenant le Piémont est sorti de ces régions mysté-

rieuses où il vivait il y a dix ans, et c'est au grand jour qu'on peut étudier ses mœurs politiques pour les peindre, pour les corriger et les fortifier, de façon à ce qu'elles restent le premier fondement d'une liberté durable.

CH. DE MAZADE.

POÉSIES

AUX POÈTES.

Aux poètes je dis : Si vos cris, vos sanglots,
Si vos gémissemens ne trouvent pas d'échos,
C'est que seuls vous avez une âme désolée,
Que la grande douleur du Doute est consolée;
C'est que vous êtes vieux dans un temps rajeuni;
C'est qu'au cadran du siècle il a sonné midi,
Et que, bercés longtemps par des muses pleureuses,
Des progrès de l'esprit et du temps oublieuses,
Tandis que vous rêviez derrière vos rideaux
Des poëmes de nuit, des sonnets de tombeaux,
La foule autour de vous marchait dans la lumière,
Droit à son but, laissant les doutes en arrière,
Rallumant au flambeau des nouvelles clartés
Le flambeau mal éteint des vieilles vérités.

Plutôt que courtiser des muses étrangères,
Tristes comme le vent qui glace leurs bruyères,
Que ne renouez-vous le beau fil des amours
Que contait si gaiement la nôtre aux anciens jours?

La muse du pays, la muse souveraine!
Allez aux beaux jardins de la belle Touraine,
Aux prés de l'Angoumois où naquit ce Ronsard
Qui chanta sur un ton *si plein d'amour et d'art :*
Là vous la trouverez dormant dans une vigne,
Pour donner ses faveurs attendant le plus digne.

Fanée entre ses doigts, depuis longtemps elle a
Une rose de mai que Marot lui donna,
Simple fleur de buisson, mais qui vaut un empire.
Sachant aussi pleurer, elle aime encor mieux rire.
Elle est simple de cœur, et douce et sans fierté;
Pourtant se souvenant que durant un été,
Au temps où Primatice embellissait Amboise,
Sur les gazons fleuris et sous les toits d'ardoise,
Rieuse et répétant des vers à demi-voix,
Elle s'est promenée au bras du roi François,

Tandis que pour pleurer, compagne favorite,
Dans son grand lit sculpté l'attendait Marguerite.

Elle fut prise un jour d'un grand frisson de froid :
Elle sentait venir les pédans du grand roi.
Ils vinrent en effet, et sans le fabuliste,
Sans le comédien qu'elle trouva fort triste,
Sans le siècle poudré qui refit la chanson,
Bien sûr, elle fût morte en son bois de Chinon.

Un de ces jours derniers, un poète, un des vôtres,
Pris au piége du doute aussi comme les autres,
Autrefois byronien, poète au sombre ennui,
Qui d'avoir trop pleuré se repent aujourd'hui,
S'en alla la chercher, cette muse de France;
Mais soit qu'il eût de lui trop grande défiance,
Ou soit que, la voyant dormir sous un pommier,
Il la trouvât trop belle ainsi pour l'éveiller :
« O Muse, lui dit-il, ce n'est que moi; sommeille. »

Lui-même, on ne sait plus ou s'il dort ou s'il veille.

SOUVENIR D'UN VIEIL AIR.

C'est étrange, il ne faut qu'une simple romance,
Le souvenir lointain d'un air de notre enfance,
Pour rendre à notre cœur toute sa pureté,
Ses premières pudeurs et son honnêteté.

Refrain naïf éclos sous sa main délicate,
Fragment presque oublié d'une vieille sonate
Que Mozart a rêvée et qu'il n'écrivit pas,
Je vous répète encore, en m'endormant, tout bas.
Et vous vous réveillez, jours de mon premier âge,
Je vous vois encadrés dans un frais paysage;
Vous passez en riant, vous tenant par la main,
Foulant une herbe haute au bord d'un grand chemin.

Du platane élevé tombe le crépuscule;
La nuit vient; vous criez : O déesse, recule,
Arrête un peu ton char, laisse-nous, laisse-nous;
N'éteins pas le soleil. Ah! nos jeux sont si doux!
Vois quel nœud d'amitié divine nous rassemble,
Quel charme de courir sous les arbres ensemble!
La pelouse est si verte, et cette heure du soir
Est si belle! Demain pourra-t-on se revoir?
On s'embrasse, on se dit adieu. Puis c'est la mère
Qui veut qu'on s'agenouille et dise une prière.
« De ces plaisirs lassés, souvenez-vous un peu,
Dit-elle, que tout bien ici-bas vient de Dieu. »

Ainsi ces chants éclos sous cette main charmante
Ont refait mon cœur pur et mon âme innocente.
Ainsi des jours anciens le chaste souvenir
Est la clé d'or qui seule a le don de rouvrir,
Talisman précieux, infaillible sésame,
L'écrin longtemps fermé des purs trésors de l'âme.

LE RENOUVEAU DES AMES.

Après les jours brumeux des froids soleils d'hiver,
Quand un rayon plus chaud descend du ciel ouvert,
Lorsque des champs en herbe et des grasses prairies
Vient le parfum nouveau des luzernes fleuries,

Des portes de la ville aux féodales tours,
Vous voyez, revêtus des habits des grands jours,
Sortir à flots pressés, foule sereine et fière,
Avides d'air plus pur, d'espace, de lumière,
Les pauvres habitans, hommes, filles, vieillards.
Le printemps a passé sur leurs tristes remparts;
Un vent tiède a soufflé dans leurs étroites rues
Et leur a conseillé d'aller aux avenues,
Aux jardins, aux vergers, aux verts chemins des champs,
Voir comme tout verdit et pousse en peu de temps.
Ils ont quitté leurs cours à la fétide haleine,
Leurs antiques logis où le jour entre à peine,
Où dans l'ombre est resté le fauteuil des aïeux,
Et voilà qu'ils s'en vont vers les arbres, joyeux.

Sous la voûte en arceaux de la porte de ville,
Comme l'eau sous le pont, ils passent, flot tranquille :
Ils quittent leurs plafonds enfumés pour l'azur,
La nuit pour le soleil, le cachot pour l'air pur;
Ils renaissent.

Ainsi les esprits et les âmes,
Ranimés on ne sait par quelles saintes flammes,
A de certains momens des siècles, quand Dieu veut,
Passent de l'ombre au jour, du ciel noir au ciel bleu,
Du blasphème à la foi, du doute à la croyance;
Du désespoir, prison, à l'espoir, délivrance.
Alors malheur à ceux qui pleurent à l'écart,
Et vers la nue encor tournent un œil hagard!

VALERY VERNIER.

V. DE MARS.